

« L'Economie » : le logement déshérité

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14935 - 7 F

MARDI 2 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Bosnie : en attendant M. Clinton...

PEUT-ÊTRE plus tôt qu'il ne le pensaient, M. Bill Clinton et la nouvelle administration américaine vont devoir, dans les jours à venir, clarifier leur politique concernant la guerre dans l'ex-Yougoslavie. En demandant au Conseil de sécurité des Nations unies d'examiner les résultats des négociations de paix qu'ils mènent depuis maintenant cinq mois à Genève, et qui sont de nouveau dans l'impasse, Lord Owen et M. Cyrus Vance veulent sans doute savoir s'il vaut la peine de poursuivre leur laborieuse mission ou si d'autres scénarios se dessinent, dans leur dos, notamment à Washington.

La veille de son entrée à la Maison Blanche, M. Clinton avait dit qu'il accorderait, en politique étrangère, la priorité au dossier ex-yougoslave. Ses collaborateurs, à commencer par le nouveau secrétaire d'État, M. Warren Christopher, n'ont pas caché leurs désaccords avec le plan Vance-Owen pour le découpage de la Bosnie-Herzégovine, qui, à leurs yeux, favorise trop les Serbes, entérine les effets de la purification ethnique et consacre le dépeçage d'un État reconnu diplomatiquement. Pour les médiateurs de l'ONU et de la CEE, ces déclarations étaient une forme de désaveu.

Les dirigeants américains sont maintenant pris au piège. S'ils décident de se lancer dans une intervention militaire en Bosnie, avec leurs alliés français et britanniques, il leur faut obtenir préalablement une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. On voit mal comment ils pourraient l'obtenir, compte tenu de l'opposition tenace de Moscou. Le premier ministre russe, M. Viktor Tchernomyrdine, veut de rappeler, ce week-end à Davos, que son pays était absolument hostile à toute action militaire contre la Serbie et qu'il privilégiait la solution politique et diplomatique.

D'un autre côté, si Washington choisit finalement d'écarter l'idée d'un recours à la force, ou que une majorité d'Américains est opposée, M. Clinton ne pourra que soutenir la mission de MM. Vance et Owen... faute de mieux. Les deux médiateurs n'excluent pas cette hypothèse, qui permettrait éventuellement de débloquent les négociations. Les Musulmans de Bosnie ne sont montrés en effet jusqu'à présent très fermes à Genève, pensant que les États-Unis allaient proposer soit une levée de l'embargo sur les armes, soit une intervention militaire. Il n'est pas impossible qu'ils doivent se contenter d'une résolution du Conseil de sécurité renforçant l'interdiction de survol de l'espace aérien bosnien, et que tous les belligérants se résignent à signer le plan de paix. Quitte à continuer de s'entre-tuer sur le terrain.

La Conférence de Genève ne doit pas donc être enterrée trop vite. Mais le monde attend une clarification de la position américaine. Français et Britanniques se disent prêts à se joindre aux États-Unis si ceux-ci décident d'intervenir militairement en Bosnie. Avec le secret espoir, semble-t-il, que M. Clinton ne bougera pas.

Lire l'article d'ALAIN DEBOVE et nos informations page 4

M0147 - 0202 0 - 7.00 F



Les troubles dans deux pays africains

- Togo : fusillades et pillages à Lomé
- Zaïre : des centaines d'étrangers évacués

Des milliers de Togolais ont fui Lomé, dimanche 31 janvier. La veille, des dizaines de militaires et de policiers fidèles au général Gnassingbé Eyadéma avaient semé le terreur dans la capitale, en se livrant à des fusillades et à des pillages. Un bilan officiel fait état de six morts - dont un jeune garçon français - et de quatorze blessés. A Kinshasa, la situation

n'était toujours pas normalisée, dimanche, soit trois jours après la mutinerie de militaires à laquelle s'est violemment opposée le garde présidentiel du maréchal Mobutu. Environ mille trois cents ressortissants étrangers ont quitté le pays pendant le week-end sous escorte, notamment, d'une soixantaine de militaires français.



Lire nos informations et la déclaration de M. Roland Dumas page 3

Paix retrouvée en Caldochie

Les élus de Nouvelle-Calédonie dressent, du 2 au 4 février, le bilan des accords de Matignon

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

M. Henri Meriotti, dit « Riquet », n'est pas du genre à dissimuler son drapeau dans sa poche. Le drapeau tricolore, il l'a même crânement fiché sur le toit de sa ferme, qui trône à l'entrée de La Foa, bourgade agricole située à une centaine de kilomètres de Nouméa. Le torse couché sur le moteur de son pick-up, « Riquet » accueille le visiteur en l'invitant d'un index non-chauffé son bonnet enfoncé jusqu'aux yeux. Il triture de ses doigts un chiffon grisâtre. Sa moue, à vrai dire, est soupçonneuse. « La Calédonie, il faut la laisser tranquille, mermonne-t-il. On a réussi à rétablir la paix avec les accords de Matignon. Il ne faut pas rallumer le feu. »

Cer dans l'esprit de « Riquet » les choses sont claires. La Nouvelle-Calédonie vivait jadis l'âge d'or de l'harmonie multiraciale. Puis elle a plongé dans le désordre à cause des socialistes et des

journalistes métropolitains, qui ont « foutu ici la pagaille ». Et si l'irréparable a été évité, le mérite en revient à M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), à qui « on devrait élever une statue pour avoir empêché la guerre civile ». C'est que « Riquet » est un « lefteuriste » de stricte obédience. Il n'a pas son pareil pour moucher verbeusement les adversaires du député RPCR, qui ont toujours été légion en brousse. « Si la Calédonie tourne bien aujourd'hui, c'est grâce à Jacques », a-t-il coutume de lancer aux calédo-sceptiques.

Au plus fort des troubles de la fin 1984 et du début 1985, « Riquet » Meriotti s'occupait dans les milieux anti-indépendantistes qui quittaient avec jumeaux et fusils à lunette l'arrivée des « rebelles » en provenance de Canale. Huit ans après, a-t-il oublié ?

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 10

DEBATS

Un entretien avec Alpha Gumar Konaré

« L'intégrisme religieux est la négation de la culture africaine » page 2

Détournement de « crédits d'impôt »

La profession bancaire est agitée par une importante affaire d'évasion fiscale organisée autour de fonds communs de placement et de crédits d'impôt fictifs, à l'origine de laquelle on retrouve de nombreuses banques de taille moyenne et des sociétés de Bourse. Le ministère du budget, après avoir tenté en vain d'imposer des redressements fiscaux très importants - plusieurs milliards de francs - a décidé de porter l'affaire en justice. Une vingtaine de responsables bancaires sont concernés et encourraient alors de lourdes peines. Lire page 18 l'article d'ALAIN VERNHOLE

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux

II. Le logement déshérité

Location, habitat social, accession à la propriété : la crise touche le secteur du logement sous toutes ses formes. Un problème quotidien pour la majorité des Français qui ne manquera pas de venir sur le devant de la scène pendant la campagne. Les partis de l'opposition ont déjà présenté leurs programmes. Lire aussi nos rubriques mode d'emploi, opinions, dossier (Les brevets d'invention), conjoncture, et la chronique de PAUL FABRA. Pages 25 à 34. Le sommaire complet se trouve page 24

Dans la poudrière de Gaza

Depuis l'expulsion de quelque 400 Palestiniens au Liban, le territoire connaît un regain d'intifada accompagné d'une brutale répression

JABALYA (Territoire de Gaza)

de notre envoyé spécial

L'œil collé au viseur. Le genou droit à terre. Un doigt sur la détente. Une joue posée sur la crosse d'un fusil mitrailleur M16. Le canon de l'arme décrit un bref demi-cercle. Le doigt se crispe. Détonation. A 30 mètres, sous le soleil pâle, un enfant s'écroule. Sans cri. Comme une incompréhensible surprise dans le regard. Trois secondes se passent. Bref silence. Crissement de pneus. Une

ambulance a surgi. Gyrophare rouge et sirène hurlante. « Cessez-le feu ! » Des gamins saisissent leur camarade, le consolent, l'encouragent. Pour un peu, ils le porteraient en triomphe. Le gosse n'a pas douze ans. Il a une balle, calibre 7,62, dans le mollet droit. Il pleure. « Ça brûle ! »

L'ambulance est repartie en hurlant. Les gamins, deux cents peut-être, sont déchaînés. Certains ont encore leur cartable sur le dos. Les adultes, les parents, se tiennent en retrait, palabrant sur le pas de leurs

portes, tremblant pour leurs rejetons. Il y a longtemps qu'ils n'ont plus droit à la parole. L'intifada, c'est connu, a détruit les structures familiales, dynamité les traditions d'obéissance et de respect dû aux anciens. Ah ! comme il est loin déjà, ce joli mois de juin, quand la victoire électorale d'un glorieux général israélien accompagné d'un vol de « colombes » éclairées avait su faire renaître un filet d'espoir dans les territoires occupés.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

Divisions

autour des écologistes

Au moment où est rendue publique la liste des candidats écologistes, la droite paraît divisée sur l'attitude à adopter à leur égard, les uns, comme M. Longuet, envisageant une « coopération », les autres, comme M. Balladur, refusant toute « récupération ». Le même clivage traverse le PS.

Lire page 9 l'article de THIERRY BRIÈRE

Le cinquantième anniversaire de l'accession d'Hitler au pouvoir

Manifestations contre le racisme et le nationalisme dans toute l'Allemagne page 5

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1992

est paru.

208 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La fièvre des musées

I. - Les nouveaux temples de la consommation culturelle

Quatre cents chantiers de musées sont en cours, ou ont été achevés, en France, depuis le début des années 80, portés par une fièvre qui a gagné les élus locaux. Mais ces nouvelles « maisons de la culture » ne se contentent plus de présenter des œuvres. Elles sont aussi chargées de dynamiser l'économie locale et de « vendre la ville ». Nous commençons la publication d'une série de trois articles consacrés à ces nouveaux temples de la consommation culturelle.

par Michel Guerrin et Emmanuel de Roux

Au cœur de Nîmes, face à la Maison carrée, s'élève un volume de verre flamboyant. Ce petit Beaubourg sera inauguré en mai prochain. A quelques kilomètres de là, Arles attend son institut archéologique couleur bleu azur.

En bordure de l'Isère, à Grenoble, un des plus gros musées d'Europe est en train de voir le jour. Celui de Clermont-Ferrand reçoit ses premiers visiteurs. Le musée Matisse de Nice, une élégante villa italienne, double sa capacité grâce à une audacieuse adjonction. Péronne s'est doté d'un impressionnant Mémorial de la Grande Guerre. Les palais des beaux-arts de Lyon et de Rouen sont en chantier. Celui de Lille a fermé ses portes pour mieux suivre le mouvement. Le musée Calvet d'Avignon est dans les graves.

La rumeur prétend qu'il s'ouvre un musée par mois. Une chose est certaine. On ne compte plus les constructions, rénovations, restaurations, ou extensions. Quatre cents chantiers achevés ou en cours depuis 1981. L'exemple est donné, par le Grand Louvre qui double sa surface grâce au talent de Iéob Ming Pei.

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Arabie, 9 Dh ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 466 F DCA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 Dr ; Hongrie, 1,20 S ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 Krn ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 Esc ; République, 450 F CFA ; Suède, 15 Kr ; Suisse, 1,80 Fr. ; USA (NY), 2,3 \$; USA (San Francisco), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Alpha Oumar Konaré

«L'intégrisme religieux est la négation de la culture africaine»

« Vous dites souvent que le premier problème à résoudre, en Afrique, est d'abord d'ordre culturel. Est-ce un paradoxe ? »

« De tous les maux dont souffre le continent africain, les plus visibles relèvent de carences économiques, sociales ou politiques. Mais leurs solutions sont impossibles tant qu'on ignore les racines culturelles de ces problèmes. Examinez, par exemple, la crise de notre système éducatif. Le Mali est indépendant depuis trente ans, et depuis quelques mois le cours de son histoire s'écrit : nous sommes désormais engagés dans un processus démocratique. Pourtant, nous constatons que ce pays est en voie de désintégration : de moins en moins d'enfants vont à l'école. C'est une tragédie. Quel développement va-t-on proposer à ces nouvelles générations et à quel type de démocratie vont-ils pouvoir participer ? »

« Pourquoi cette crise ? Parce que notre système éducatif a été conçu au départ pour former des agents de l'administration coloniale. Dans son essence, il n'a pas varié ces trois dernières décennies. Aussi cette école est-elle, au plus, une immense fabrique de chômeurs, au mieux, une fabrique de cadres qui n'ont aucune prise sur la réalité. Car cette école ne prend en charge ni les cultures locales ni l'environnement, elle communique dans une langue étrangère, et n'a jamais su s'enraciner profondément. Cette école est une école d'exclusion. Aujourd'hui, pour réformer le système scolaire, il faut d'abord le casser. »

« Par quel le remplacer ? »

« Il s'agit de faire en sorte qu'à partir d'une réflexion sur les structures culturelles traditionnelles (il n'y a pas de différence entre les structures dites culturelles et les structures dites éducatives) des centres éducatifs puissent s'ouvrir, centres qui dispensent un enseignement de base dans une langue locale. »

« Et qui seront les enseignants ? »

« Des lettrés traditionnels et une nouvelle génération d'éducateurs. La fonction de ces éducateurs doit changer. Outre la lecture, l'écriture et le calcul, ils doivent apprendre les rudiments d'hygiène, de la maîtrise de l'environnement, de l'éducation civique, de l'histoire et de la géographie. »

« C'est ainsi que vous espérez régler les grands problèmes tout-à-la-fois de la santé, l'épidémie de sida - ou à l'environnement ? »

« Là encore, ce ne sont pas les grands complexes sanitaires qui nous font défaut, mais les petites unités, les petits centres de santé communautaires où on apprend aux gens ce que c'est que l'hygiène et les gestes indispensables à la lutte contre la propagation du sida. La protection de l'environnement conditionne également notre survie. Pendant longtemps, la façon de se vêtir, de se loger, de se nourrir et même de se soigner a dépendu de l'équilibre assumé de cet environnement. Il permettrait aussi de nous situer par rapport au monde. Cet équilibre est aujourd'hui largement rompu. Le drame, c'est qu'il y a une rupture du savoir, et que l'école n'apprend rien aux enfants dans ces domaines, alors que, dans nos anciennes sociétés traditionnelles, la première préoccupation des parents était de leur faire découvrir ces nécessités indispensables. »

« Mais cette modification du système éducatif ou sanitaire implique aussi un changement dans la façon de gérer nos pays. Si nous voulons associer efficacement à l'Etat les res-

Premier président de la République du Mali à être élu démocratiquement, en avril 1992, Alpha Oumar Konaré (né en 1946) est le fils d'un instituteur de Kayes, grosse ville de l'ouest du pays. Après avoir soutenu une thèse en archéologie (1976) à l'université de Varsovie, il regagne son pays, où il est alors chef de la division du patrimoine historique et ethnographique au ministère de la culture, puis, pendant une période de libéralisation relative du régime de Moussa Traoré, l'homme fort du Mali, ministre de la jeunesse, de la culture et des sports (1978-1979). Il mène ensuite une carrière d'enseignant, tandis qu'il fonde une coopérative culturelle (JAMANA) qui édite revues, journaux et organise des expositions.

En 1992, il est élu président du Conseil international des musées (ICOM), un organisme international qui dépend de l'UNESCO. C'est à ce titre qu'il organise en novembre 1991 un colloque international à Lamé : « Quels musées pour l'Afrique. Patrimoine en devenir ». Il signe (ou co-signe) plusieurs ouvrages, dont le Concept de pouvoir en Afrique (UNESCO, 1981) et la Bibliothèque archéologique du Mali (EDIM 1981).



sources vivantes de toute la nation, nous devons aller vers une plus grande décentralisation et en finir avec les découpages territoriaux artificiels. Il y a des régions qui ont une identité, elles doivent exister comme telles. Une fois ces contours régionaux déterminés, il faudra alors que les populations puissent exercer un contrôle réel sur la vie de ces régions.

« Il faut assurer l'éveil des paysans. »

Si la démocratisation doit nécessairement accompagner la décentralisation, elle va aussi de pair avec un autre mouvement plus complexe : l'intégration régionale. En effet, dès qu'on parle de décentralisation, on aborde inévitablement le problème des frontières nationales. Ces dernières, héritées de la colonisation, ne sont pas des lignes tranchées, infranchissables. Elles divisent bien souvent des zones culturelles identiques où vivent des populations qui partagent la même langue, la même manière de vivre.

L'intégration régionale doit faciliter la coopération entre des régions culturellement proches mais séparées par une frontière. Ce rapprochement est particulièrement enrichissant parce qu'il permettra un meilleur contact entre des communautés qui ont pu avoir, du fait de leur histoire coloniale et post-coloniale, un développement différent et des relations avec d'autres groupes ethniques. Enfin, l'intégration régionale est nécessaire pour de simples questions

de marché. Editer des livres pour 1 000 ou 100 000 personnes, ça n'a pas le même coût.

« Vous réclamez l'intégration alors qu'une balkanisation menace un grand nombre de pays africains et qu'une vague de nationalisme se développe un peu partout. »

« La libre expression qui gagne aujourd'hui l'Afrique risque, c'est vrai, de se transformer en contestation systématique, radicale, anarchique, si des réponses concrètes ne sont pas apportées aux préoccupations des gens. Toutes les dérives sont alors possibles vers les nationalismes les plus érigés, sur des bases ethniques ou religieuses. Pour répondre à ce danger bien réel, il faut refuser les replis filieux et développer, au contraire, des chaînes de solidarité par-delà les frontières. Mais, bien entendu, décentralisation et intégration régionale ne seront rien si la démocratie n'est pas préservée. »

« Les événements qui se déroulent en Somalie ou au Libéria n'incitent pas à l'optimisme. »

« Ce qui se passe dans ces pays n'est pas une fatalité. Ces événements ont toujours pour origine un vide démocratique, un centralisme excessif et un déficit de participation. Dans les premières années de l'indépendance, l'Afrique a été dominée par le parti unique. Ce fut partout un échec. Maintenant, la démocratie est à l'ordre du jour, mais, si nous ratons cette expérience, cet échec se traduira par une nouvelle proposition, une troisième voie : celle de l'intégrisme religieux, avec son cortège de douleurs, d'intolérance, son refus des différences et son rejet des autres. C'est-à-dire la négation de

l'essence même de la culture africaine qui repose sur la diversité. »

« Cette diversité ne s'estompe-t-elle pas du fait de la coupure croissante entre sociétés traditionnelles et sociétés modernes, de la méconnaissance du passé et de l'indifférence vis-à-vis du patrimoine ? »

« La faiblesse actuelle des structures traditionnelles est due au fait que nos élites traditionnelles sont exclues de la vie active et que les gens sont souvent brillants formés dans les universités étrangères, incapables de réfléchir aux problèmes spécifiques de l'Afrique. L'école n'a jamais pris en charge les cultures locales, c'est pourquoi il y a toujours eu une réticence du milieu traditionnel vis-à-vis de celle-ci. Beaucoup estiment encore qu'envoyer des enfants à l'école est non seulement inutile sur le plan professionnel mais, de plus, aboutit à une perte d'identité. L'enfant perd son âme. Il deviendra un toubab, un étranger. »

« L'école rural n'a-t-elle aussi comme origine le poids d'une société traditionnelle très contraignante pour les jeunes générations ? »

C'est un thème développé, aujourd'hui, par quantité de cinéastes africains. Néanmoins, si les solidarités familiales traditionnelles connaissent des difficultés, elles existent malgré tout. Dans les grandes villes où la famille est éclatée, morcelée, elles assurent encore une certaine sécurité et un espace de communication et d'échanges. On assiste d'ailleurs à l'émergence d'une nouvelle solidarité, de voisinage, ou sur le lieu du travail, à travers les coopératives, et les mutuelles. Il ne faut absolument pas casser ça, même si c'est parfois vécu difficilement. De plus, il ne faut pas confondre l'ancienne cohésion familiale avec le parasitisme familial qui en est une dégradation. N'importe lequel apportait sa contribution matérielle au groupe. Aujourd'hui,

tout finit par reposer, trop souvent, sur l'activité d'une ou deux personnes. C'est ça qui est intolérable. Bien entendu, aujourd'hui, sans élire la puissance du groupe, il faut prendre en compte l'individu qui s'exprime de façon autonome. Avant, vous étiez obligé de subir la règle de la collectivité, celle des anciens. Maintenant, sans revenir sur le respect dû aux personnes âgées, on ne peut que tenir compte de l'émergence des qualités individuelles.

« Le nouveau musée africain ne ressemblera pas à ce qui existe en Occident. »

Le poids des anciens semble d'autant plus lourd que les jeunes générations ont d'autres modèles sous les yeux. Leurs membres s'en vont donc vers les villes pour trouver la liberté. Mais, dans les grands centres urbains, cette liberté tourne rapidement à la ghettoïsation. En Afrique, nous assistons à l'extension infinie de mégapoles sinistres où errent des gens déracinés alors que nos villages, de plus en plus désertiques, se replient sur eux-mêmes. Il faut assurer l'éveil des paysans. Faire en sorte que ceux qui nourrissent le pays soient aussi ceux qui gèrent les affaires et qu'ils puissent se faire entendre. Un des grands risques pour la démocratie, aujourd'hui, c'est que quelques grandes villes monopolisent la parole.

« Comment faire en sorte que des villes comme Lagos ou Kinshasa, cessent d'être des pôles d'attraction insatiables ? »

« Est-ce que toutes les villes sont condamnées à être des Lagos, ou des Los Angeles ? Ce n'est pas une fatalité. C'est un choix politique et culturel. Et c'est là que l'action de l'Etat doit être déterminante. Ces concentrations urbaines sont ingérables, d'autant que les gens n'ont pas encore pris l'habitude d'habiter en hauteur et consomment de façon anarchique en produisant trop peu. Même Bamako, qui est beaucoup plus petit que Lagos, s'étend sur 30 kilomètres. La civilisation africaine, qui est une civilisation rurale, a besoin de s'inventer une urbanité. »

« C'est effectivement dans les villes qu'émerge une nouvelle culture africaine. C'est manifeste sur le plan musical. »

« Le succès de la musique africaine montre bien que la culture africaine n'est pas morte et qu'elle est même suffisamment vivace pour intégrer des formes étrangères sans rien renier de ses origines. Succès que la radio permet de multiplier. Radio qui a, en outre, un fort impact sur nos vieilles civilisations orales - les radios associatives sont nombreuses. Mais il y a un médium qui véhicule une nouvelle forme de culture à travers tout le continent, jusqu'aux modes vestimentaux, jusqu'au langage, c'est la télévision. Pour l'instant, il faut bien avouer qu'elle diffuse beaucoup de séries

américaines, et pas des meilleures. Mais aussi de la danse, des pièces de théâtre, de la musique. Et cette dose massive d'images contribue à transformer profondément le paysage culturel africain. »

Il faut donc prendre en main cet outil formidable. Car comment assurer la jonction entre les cultures, comment ouvrir les acquis traditionnels aux données technologiques actuelles, comment faire en sorte que celles-ci s'enracinent profondément, sinon par la télévision ? Pourtant, il existe trop peu de programmes éducatifs sur nos chaînes de télévision. Il nous faut des moyens matériels importants qu'on ne pourra réunir que si l'on crée un espace télévisuel africain (nous avons dans la zone ouest-africaine un espace culturel qu'il y a bien). Si nous n'arrivons pas à nous organiser, nous passerons notre temps à consommer passivement, sans aucun esprit critique, les productions d'autrui. Et, insidieusement, nous assisterons à la perte de nos racines africaines.

« Mais comment transmettre cet héritage, au moment où la société traditionnelle vacille, où les trésors artistiques du continent sont pillés ? »

« C'est vrai que notre patrimoine disparaît peu à peu dans une grande indifférence. Traditionnellement, en Afrique, les objets culturels - les statues, par exemple - étaient créés pour participer à un rite, ou étaient liés au pouvoir. On ne conservait pas l'objet pour lui-même mais pour le rite ou pour le souverain. La danse de l'objet était connue, sa vie réelle limitée. Aujourd'hui, quand on décide de garder un objet, c'est son aspect plastique qui est mis en avant. On le dépose alors derrière la vitrine d'un musée où personne ne va le voir. Car le musée tel que nous l'avons hérité de la période coloniale est, pour nous, un lieu vide, sans signification. »

Mais, du fait du dépeuplement de nos cultures traditionnelles, du peu de gens qui savent fabriquer aujourd'hui ces objets, de la rareté des rites anciens, je me demande si l'on ne va pas assister à l'émergence d'un nouveau type d'établissement muséal capable de conserver la mémoire de la culture africaine qui est en train de s'évanouir avec la mémoire de nos anciens - déjà des cérémonies sont mortes parce qu'elles n'ont pu être transmises. Et puis on s'aperçoit qu'il n'y a pas seulement le rite, mais aussi la puissance expressive de l'objet. Mais encore faut-il que nos jeunes générations puissent comprendre ce qu'est un masque, à quoi il sert. Et ce n'est pas à l'école qu'on lui apprend. Tant que les musées n'auront pas de rapport avec les structures éducatives, ce seront des musées vides. Le nouveau « musée » africain ne ressemblera sans doute pas à ce qui existe en Occident. Comment imaginer, en effet, dans les années à venir - qui verront les conditions économiques de nos pays se détériorer probablement encore - que nous puissions nous conformer à des modèles impossibles à assumer de façon indépendante sur le plan financier ? Et comment ne pas imaginer une économie nouvelle du musée africain en rapport avec les ressources de la population ? C'est avec les élites de nos villages, de nos communautés rurales, qui ont créé nos biens et nos traditions culturelles, que nous devons trouver des solutions.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, géant.

M. Jacques Lesourne, géant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »

12, r. M.-Guéroux

94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 206.800 F

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Jacques Cyprien

Membres du comité de direction :

Jacques Guio, Philippe Dupuis,

Isabelle Taschi

15-17, rue de Valenciennes

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Télécopieur : 400.000 F

de la SARL Le Monde et de M. Hubert-Beuve-Méry

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Télécopieur : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

FRANCE

SUS-BELG. LUXEMBOURG

PAYS-BAS

Autres pays

voir le prospectus

3 mois 536 F

6 mois 1 036 F

1 an 1 896 F

572 F

1 122 F

2 096 F

790 F

1 590 F

2 990 F

ÉTRANGER : par voie

aérienne tarif sur demande.

Pour voir abonner,

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invi-

tés à prévenir leur départ, en in-

diquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les

noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MCN 01

PP-Paris 1P

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, géant

directeur de la publication

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Guio

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(ancien directeur de la rédaction)

Vice Agence

Jacques Anselmi

Thomas Ferenet

Philippe Harrois

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1990)

Jacques Faumont (1990-1992)

André Laurens (1992-1993)

André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-80-30-10

محمد بن الناصر

Konaré

ÉTRANGER

Le Monde • Mardi 2 février 1993 3

TOGO : nouvelles exactions des militaires

Des milliers d'habitants ont fui Lomé après une opération de représailles des forces de sécurité

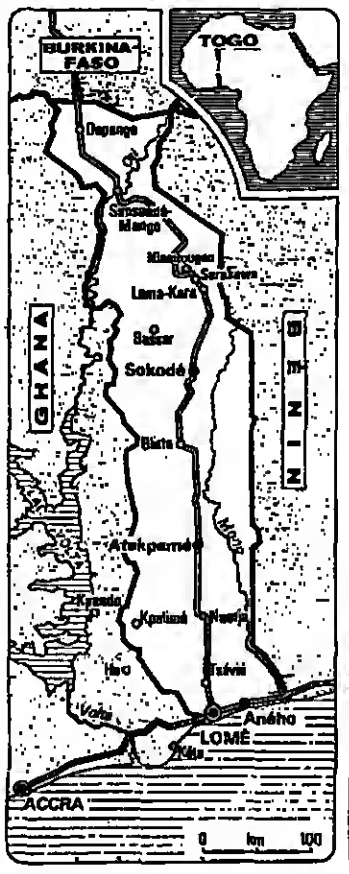
Des milliers de personnes ont fui Lomé, dimanche 31 janvier, au lendemain d'une opération de représailles des forces de sécurité qui a fait, selon un bilan officiel, six morts (dont un enfant français) et quatorze blessés, tous civils.

Peu après le lever du jour, de longues files d'habitants ont commencé à se diriger vers les sorties de la ville, en direction du Ghana - dont le frontière jouxte Lomé - du Bénin - à une cinquantaine de kilomètres - ou des villages.

Samedi en début d'après-midi, au moins une centaine de militaires, gendarmes et policiers s'étaient répandus dans les rues de la capitale en déclenchant une intense fusillade. Selon le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadema, ces hommes cherchaient à « venger » les agressions commises les jours précédents contre plusieurs de leurs camarades. Mercredi, jeudi et vendredi, à la suite de la répression par la police, mardi, d'une manifestation de l'opposition - au cours de laquelle au moins seize personnes avaient été tuées - un militaire avait été brûlé vif, un gendarme égorgé, deux policiers, deux gendarmes et un militaire blessés, selon les ministères de la défense et de l'intérieur.

« Devoir d'ingérence humanitaire »

L'opération de représailles a commencé une heure et demie après que la télévision nationale eut montré les images des cadavres du militaire et du gendarme assassinés. Les premières fusillades ont été déclenchées par une cinquantaine de soldats de l'unité d'élite, des forces armées togo-



laisses, la garde présidentielle. Des militaires d'autres corps, des gendarmes et des policiers se sont joints à eux pour répandre la terreur dans la ville, notamment dans les quartiers populaires du nord et de l'est, réputés favorables à l'opposition.

C'est dans un de ces quartiers, à Bé, qu'un enfant français de onze ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a été mortellement atteint de deux balles alors qu'il se trouvait au premier étage de la maison de ses parents. La direction de l'hôpital de Lomé a pour sa part déclaré avoir reçu cinq morts et quatorze blessés.

Peu après les fusillades, militaires, gendarmes et policiers, rejoints à la tombée de la nuit par des civils, ont entrepris de piller des dizaines de magasins et boutiques. Fidèle à ses habitudes, le général Eyadema est vaillamment intervenu à deux reprises samedi pour « condamner les violences d'où qu'elles viennent » et appeler les révoltés à ne pas « se rendre justice » eux-mêmes.

Une délégation de l'opposition togolaise en visite au Burkina-Faso a réclamé dimanche une intervention de la France ou de « toute autre puissance » au Togo, au nom du « devoir d'ingérence humanitaire ». Au cours d'une conférence de presse, le chef de cette délégation, M. Bassirou Ayéba, dirigeant du Mouvement patriotique du 5 octobre (MO 5, radical), a estimé qu'une telle

« Notre coopération peut être arrêtée du jour au lendemain » affirme M. Roland Dumas

« Il n'est pas question de nous transformer en gendarmes de l'Afrique », affirme M. Roland Dumas dans un entretien publié lundi 1^{er} février dans le quotidien *Sud-Ouest*. Le ministre des affaires étrangères estime néanmoins que « nous devons faciliter le processus démocratique, l'encourager et faire comprendre aux dirigeants qu'ils y ont intérêt ». Et d'ajouter : « Nous disposons pour ce faire de moyens diplomatiques, économiques et financiers, et notre coopération peut être arrêtée du jour au lendemain. » Si cette éventualité a été concrétisée à la suite des émeutes de 1991 en ce qui concerne le Zaïre, elle

reste à l'état de menace pour ce qui est du Togo. Alors que les Etats-Unis, la CEE et l'Allemagne ont suspendu l'essentiel de leur coopération avec Lomé depuis plus d'un an, la France n'a ajourné que son assistance militaire. La semaine dernière, après la répression sanglante d'une manifestation de l'opposition, tous les observateurs s'attendaient à voir la coopération civile suspendue. La mesure eût été purement symbolique, puisque, l'administration togolaise étant en grève, tous les projets de coopération sont de facto ajournés. Mais Paris n'a pour l'instant annoncé aucune décision.

ZAÏRE : après les mutineries

Des centaines d'étrangers ont quitté Kinshasa pour le Congo

Plus d'un millier de ressortissants étrangers ont été évacués de Kinshasa vers Brazzaville, capitale du Congo, samedi 30 et dimanche 31 janvier, après les mutineries de militaires qui ont fait une centaine de morts jeudi à Kinshasa, selon la Ligue zaïroise des droits de l'homme. Le bilan des troubles serait beaucoup plus élevé, ont indiqué des observateurs, alors que la situation n'était toujours pas revenue à la normale dimanche soir.

Environ 1 300 étrangers ont été évacués de la capitale zaïroise, dont 120 Français, qui ont traversé le fleuve Congo sous la protection d'une soixantaine de militaires français. Les dépouilles de l'ambassadeur de France Philippe Bernard et d'un autre citoyen français, également tué jeudi (le *Monde* date 30 janvier), ont été transportées à Brazzaville, à l'issue d'une brève cérémonie en présence du corps diplomatique.

tion. Quelque 300 Belges ont été escortés jusqu'à leur ambassade à Kinshasa par la Division spéciale présidentielle (DSP).

Les membres de cette unité d'élite fidèle au président Mobutu s'étaient auparavant livrés à une répression féroce contre les mutins, selon M. Omar M'Kamba, conseiller du premier ministre de transition. « Il y a eu des tueries systématiques », a-t-il dit. « Tout est dévasté et il n'y a pratiquement plus de nourriture », a pour sa part confié un diplomate.

Des religieuses belges ont été violées au cours de la nuit de vendredi à samedi à Kinshasa, a révélé M. Claes. « Beaucoup de violences ont été commises pour la prétendue reprise en main de la situation. Nous devons regretter quelques viols de religieuses belges à Limete » (un quartier de la capitale zaïroise), a déclaré le ministre belge à la presse. - (AFP, Reuter.)

« Tueries systématiques »

Une partie des personnes évacuées - des Belges pour la plupart - a quitté Kinshasa à bord du bateau présidentiel, le *Komonyolo*, mis à disposition par le maréchal Mobutu après que celui-ci eut affirmé que les contingents français étaient les bienvenus, mais pas les soldats de l'ancienne puissance coloniale (330 soldats belges étaient arrivés samedi à Brazzaville, tandis que 220 autres faisaient route vers la capitale du Congo).

Le ministre belge des affaires étrangères, M. Willy Claes, a indiqué que « tant qu'aucun Belge n'aura été tué au Zaïre, ces soldats demeureront à Brazzaville » pour ne pas risquer une inutile confrontation.

SOMALIE

Allègement du dispositif militaire américain

Quelque 2 700 soldats des troupes américaines déployées en Somalie vont quitter le pays, a indiqué dimanche 31 janvier le porte-parole des forces américaines, le colonel Peck. Cette réduction d'effectifs est la conséquence de restructurations logistiques.

« Ces unités et ces détachements ont accompli leur mission et ne sont plus nécessaires. Ici », a expliqué le colonel Peck, en précisant que leur départ « n'aurait aucun effet sur la capacité de la force d'intervention internationale (ONU-SOM) à accomplir sa mission humanitaire ».

D'autre part, les forces américaines, accompagnées d'éléments des troupes du Botswana, ont procédé à une importante saisie d'armes, samedi, après le ratissement du quartier de Bakara, au centre de la capitale Mogadiscio, connu comme l'un des plus foyers en armes. Quatre camions de cinq tonnes ont été nécessaires pour transporter armes et munitions, souvent peu modernes.

En revanche, l'opération lancée par 700 soldats américains contre le banditisme dans la petite ville d'Algoi (au sud-ouest de Mogadiscio) s'est soldée par un maigre résultat : un seul fusil saisi. La population avait été prévenue la veille. - (AFP, AP.)

ANGOLA

Echec des négociations à Addis-Abeba

Au terme de trois jours de discussions dans la capitale éthiopienne, la délégation gouvernementale angolaise est repartie pour Luanda, dimanche 31 janvier, sans être parvenue à un accord de cessez-le-feu avec l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Les deux parties ont en principe prévu de reprendre les discussions le 10 février à Addis-Abeba. Elles n'ont cependant pas caché que, d'ici là, les combats se poursuiv-

raient. Parmi les points de divergence figure la volonté de l'UNITA d'obtenir le démantèlement de la police anti-émeutes. Le mouvement de M. Jonas Savimbi a rejeté la proposition du gouvernement de placer cette police sous le contrôle de la force de l'ONU en Angola (UNAVEM). « Le peuple angolais doit se préparer au pire », a déclaré le chef de la délégation gouvernementale, le général Higinio Carneiro, cité par le *Jornal de Angola*. - (AFP, Reuter.)

AFRIQUE-DU-SUD : tout en envisageant des élections multiraciales avant la fin de l'année

M. De Klerk s'emploie à rassurer la minorité blanche

Répondant à la demande de l'ANC, le président Frederik de Klerk a déclaré, dimanche 31 janvier, que des élections multiraciales pourraient avoir lieu cette année si les négociations en cours sur la démocratie et le multipartisme avançaient rapidement.

Vendredi, il avait ouvert la session parlementaire au Cap en insistant sur sa volonté de poursuivre les réformes constitutionnelles. Mais, pour rassurer l'électorat blanc, il avait aussi souligné que celles-ci portaient sur le droit des minorités et avaient plusieurs mesures destinées à accroître la sécurité.

LE CAP

de notre correspondant

Alors que les critiques ne lui ont pas été épargnées, étant données les difficultés conjuguées qui ont trait à la crise économique, à la violence et au blocage des négociations constitutionnelles, le président a voulu, vendredi, prouver que les choses allaient bien mieux que ne l'affirmaient certains faiseurs d'opinion. La fin de l'année 1992 « a marqué un tournant », a assuré M. De Klerk, affirmant d'ailleurs désormais « un nouvel état d'esprit et un plus grand réalisme ».

Il y a un peu de la méthode Coué dans de telles affirmations. Quoi qu'en dise M. De Klerk, les perspectives demeurent incertaines. On l'a bien vu lorsque le président a abordé la situation économique du pays. Au début : la chute des cours de l'or et

du dollar, qui renchérit le coût des importations ; une sécheresse sans précédent depuis plusieurs années ; des structures industrielles vieillissantes ; la baisse des recettes fiscales ; et une situation politique qui rend les investisseurs hésitants. Au crédit : le ralentissement de l'inflation. « Il faudra encore se serrer la ceinture », a averti M. De Klerk, annonçant diverses mesures destinées à réduire les dépenses et à rationaliser le fonctionnement de la « colossale machine gouvernementale ». Ceux qui, pourtant, parmi les Noirs, attendaient du gouvernement une répartition plus équitable des richesses, ou un programme de relance susceptible de leur donner un emploi et un toit, ceux-là en seront pour leurs frais.

En matière de lutte contre la violence, M. De Klerk a manifesté un classicisme équivalent. Les pénalités qui sanctionnent la possession illégale d'armes seront ainsi renforcées, tandis que remises de peine et libérations anticipées seront limitées. Sur tout, M. De Klerk a envisagé la prochaine réunion en cause du moratoire qui, depuis deux ans, dans un but de « conciliation », suspend les exécutions capitales. Autant de mesures qui doivent beaucoup aux mauvais sondages et à la chute de la popularité présidentielle.

Restait le délicat problème des négociations constitutionnelles. Là encore, M. De Klerk a peu innové. « Ou nous poursuivons dans la voie du changement, ou nous nous retirons sur notre pré carré et nous nous préparons à une sanglante bataille », a-t-il prévenu, avant de promettre l'abolition de plusieurs textes discriminatoires à l'égard des femmes et de proposer l'élaboration d'un texte sur les libertés fondamentales propre à faire du pays un authentique « Etat de droit ». En dissuadant sur les droits fondamentaux, M. De Klerk cherchait aussi à rassurer ses électeurs blancs. L'année dernière, ils avaient massivement approuvé l'aggravation que leur proposait le chef de l'Etat. Les voilà aujourd'hui angoissés devant les conséquences de leur choix. C'est d'abord à les rassurer que M. De Klerk s'est employé, par ses appels répétés au respect du droit des minorités.

GEORGES MARION

■ CENTRAFRIQUE : nouveau report des élections. - Les élections présidentielle et législatives, dont le premier tour devait avoir lieu le 14 février, ont été reportées, les préparatifs n'étant pas achevés, a annoncé la commission électorale samedi 30 janvier, sans préciser de nouvelles dates. Le gouvernement du président André Kolingba avait annulé les résultats des élections d'octobre dernier après des incidents. - (Reuter.)

■ KENYA : 117 morts au moins dans un accident ferroviaire. - Une catastrophe ferroviaire survenue près de Mitito Andrei, à deux cents kilomètres environ au sud-est de Nairobi, a fait au moins cent dix-sept morts, selon un bilan provisoire. L'accident est survenu samedi 30 janvier lorsque le train reliant Nairobi à Mombasa, avec à son bord quelque 600 passagers, a dévié et basculé dans un fleuve, un pont ayant cédé sous le poids du convoi, après des pluies exceptionnelles. Plus de 180 personnes sont en outre portées disparues. - (Reuter.)

■ MAROC : visite en France du prince héritier. - Le prince héritier, Sidi Mohamed, fera une visite officielle en France, du 3 au 5 février, au cours de laquelle il sera reçu par le président Mitterrand, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement. Coordonnateur des

Forces armées royales (FAR), il rencontrera le chef d'état-major, l'amiral Jacques Lanxade, puis visitera les chaînes de construction des Airbus Toulouse et la 11^e division de parachutistes, stationnée dans le Sud-Ouest. - (AFP.)

■ NIGER : remaniement ministériel. - Certains membres du gouvernement étant candidats aux élections législatives prévues pour le 14 février, le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a annoncé dimanche 31 janvier un remaniement ministériel, incluant notamment la création d'un ministère d'Etat « chargé de lutter contre la rébellion et pour la réconciliation nationale ». Ce poste a été confié à M. Albert Wright, porte-parole du gouvernement. D'autre part, l'armée a baissé le ton, samedi, son porte-parole ayant déclaré que les militaires « n'accepteront pas les troubles dans les mois à venir ». - (AFP, Reuter.)

■ SÉNÉGAL : huit candidats à l'élection présidentielle. - Le nombre de candidats à l'élection présidentielle du 21 février s'élève à huit, et non pas neuf, comme indiqué par erreur dans le *Monde* daté 31 janvier. Le 1^{er} février, l'un des postulants, M. Aboubacry Dia, du Parti africain des écologistes du Sénégal (PAES), a en effet retiré sa candidature.

LA VRAIE CHINE.

Pour découvrir la vraie Chine, consultez les spécialistes n° 1 de cette destination : Voyageurs en Chine. Ils sont les seuls à pouvoir vous offrir à la fois de vrais conseils, de vrais choix, de vrais prix : les bonnes adresses, les simples vols, les circuits les plus élaborés, les meilleurs tarifs et les opportunités. Pour en profiter, venez les consulter ou demandez la brochure gratuite : « Voyageurs en Chine 93 ».



VOYAGER PLUS VRAI.

Bon à découper et à retourner à : "Voyageurs en Chine", 45, rue Saint-Antoine, 75001 Paris

VEUILLEZ M'ADRESSER VOTRE BROCHURE GRATUITE "VOYAGEURS EN CHINE 93" :

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TELEPHONE : _____

VOYAGEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

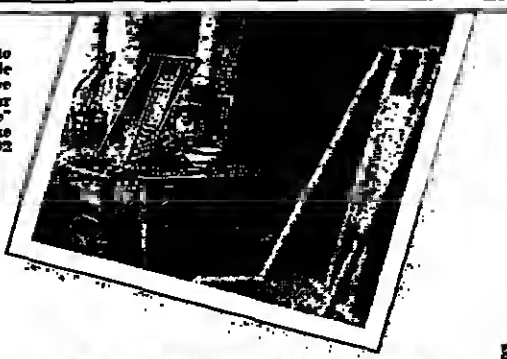


Photo d'Anabelle Villeneuve, voyageuse du monde en Chine, Avril 1992

VOLS AIR : PARIS/PEKIN, PARIS/HONG KONG, PARIS/HANGKAI, 1.890 F. RETOUR OPEN OU DATE FLEX AU CHOIX.

CIRCUITS ORGANISÉS : LES 10 PLUS BEAUX SITE : L'ITINÉRAIRE LE PLUS RICHE, LES PLUS ANCIENNES CAPITALLES IMPÉRIALES, 25 JOURS À PARTIR DE 19.900 F. ... LA CHINE À TOUT PRIX : LA SÉCURITÉ D'UN VOYAGE PROGRAMMÉ ET LA LIBERTÉ D'UN VOYAGE INDIVIDUEL.

18 JOURS À PARTIR DE 12.250 F. ... MARCO POLO LUXE : LES PLUS BEAUX HOTELS, LES SITES LES PLUS PRESTIGIEUX DE LA CHINE IMPÉRIALE, 16 JOURS À PARTIR DE 20.000 F. VOYAGEURS EN CHINE - 45, RUE SAINT-ANTOINE, 75001 PARIS - TEL. : 41 38 15 40.

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et l'échec de la dernière réunion de Genève

Des artilleurs serbes ont bombardé l'hôpital Kosevo de Sarajevo et ses alentours pendant deux heures dimanche 31 janvier, tuant deux personnes et en blessant sept autres. Les artilleurs serbes, postés sur les hauteurs environnantes, ont également touché la vieille ville et les banlieues de l'est pendant la plus grande partie de la journée. La veille, l'ensemble de la capitale bosniaque avait subi d'intenses bombardements serbes qui avaient fait 20 morts et 88 blessés.

La radio a également fait état d'affrontements entre des troupes de l'armée bosniaque et les milices serbes le long du couloir que les Serbes tentent de dégager dans le nord-est pour maintenir le lien entre la République de Serbie et les zones serbes de Bosnie.

En Bosnie centrale, une trêve est intervenue entre les troupes bosniaques, et les milices croates dimanche matin. Toutefois, le président bosniaque Alija Izetbegovic, de passage à Zagreb dimanche,

a accusé les Croates de Bosnie de créer un « Etat dans l'Etat » tandis que le président croate Franjo Tudjman, en tournée électorale sur la côte, a affirmé que les « musulmans extrémistes et intégristes » bosniaques menacent l'identité nationale de la communauté croate en Bosnie.

En Croatie même, l'un des experts britanniques dépêchés sur le barrage de Peruca, qui avait été endommagé lors des combats entre Serbes et Croates jeudi, a estimé que le risque d'effondre-

ment avait régressé. Le barrage est surveillé en permanence et, si un processus d'érosion rapide se manifestait, les populations locales vivant en aval seraient évacuées et dix heures pour quitter la zone dangereuse, a déclaré M. Paul Back.

M. Back a rendu hommage à l'action des ingénieurs croates qui « ont permis d'éviter une catastrophe », notamment en entreprenant de déverser des centaines de tonnes de terre sur le sommet du barrage.

MM. Vance et Owen comptent sur le Conseil de sécurité pour imposer leur plan de paix

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Faute d'accord, les négociations de Genève sont donc ajournées. Les deux médiateurs de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen (pour la CEE) et M. Cyrus Vance (pour l'ONU), espèrent maintenant que M. Boutros Boutros-Ghali et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies réussiront à où ils ont échoué : persuader, avec plus de poigne, les trois parties au conflit en Bosnie-Herzégovine que le plan global de paix qui leur est proposé est « viable », qu'elles doivent donc le signer sans conditions et retourner « dans quelques semaines », selon un diplomate, au Palais des Nations pour passer à la discussion sur les modalités d'application du projet de règlement – éventuellement amendé. En fait, ce scénario ne doit pas être totalement exclu.

Samedi 30 janvier, à Genève, c'était en tout cas l'impression. M. Vance et lord Owen avaient demandé, en séance plénière, une réponse aux trois volets de leur plan, et ce n'était pas la première fois. Les Serbes, les Musulmans et les Croates de Bosnie avaient déjà dit « oui » aux grandes lignes de la Constitution de la future République. Sur la question du découpage en dix provinces, Serbes et Musulmans, constatant les frontières, ont répondu « non ».

Quant aux conditions de la cessation des hostilités (séparation des forces, démilitarisation progressive et mise sous contrôle ou supervision de l'ONU des armements lourds), les Serbes et les Croates les ont approuvées. Mais les Musulmans continuent à les rejeter et réclament des « éclaircissements » que le général Nambiar, numéro un de la FORPRONU, devait essayer de leur apporter dans les jours à venir. Tout n'est donc pas définitivement bloqué.

Les critiques américaines

Après cinq mois de négociations ininterrompues « depuis tôt le matin jusqu'à tard le soir, ici à Genève, à Sarajevo, à Zagreb et à Belgrade », comme le souligne lord Owen, « alors qu'une guerre sauvage et la purification ethnique se poursuivent pendant que nous parlons » (notamment dans la région de Trebinje, où plusieurs milliers de Musulmans sont sur le chemin de l'exode), les deux médiateurs restent convaincus que leur plan de paix est « le meilleur ».

En transmettant le dossier aux Nations unies, il semble qu'ils veulent à présent savoir si oui ou non l'ONU et surtout les cinq membres permanents du Conseil de sécurité soutiendraient leur démarche. Ces derniers semaines, en effet, la presse américaine a multiplié les critiques à l'égard de cette mission sans fin, censée retarder une intervention militaire internationale, « moralement » nécessaire, et à l'égard de M. Cyrus Vance en particulier, assimilé à un Chamberlain négociant avec des « criminels de guerre ».

A Washington, le nouveau secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher, a laissé entendre que la « carte » de la nouvelle Bosnie était peu acceptable, car les frontières qu'elle dessine légitiment dans un certain sens le nettoyage ethnique

accompli principalement par les Serbes et envers les victimes, à savoir les Musulmans.

Sans évoquer directement ces critiques – mais ils les avaient sans doute à l'esprit – M. Cyrus Vance et lord Owen ont fortement insisté, samedi à Genève, sur le fait qu'ils n'avaient leçon à recevoir de personne en matière de droits de l'homme et souligné que les dispositions de leur plan condamnaient sans ambiguïté la purification ethnique et prévoyaient le retour dans leurs foyers des centaines de milliers de personnes déplacées.

« Sur ce point, chacun sait qu'il est exclu pour nous de faire des concessions. Une fois ce plan accepté, disait le médiateur mandaté par la CEE, aucune faction ne pourra empêcher les « casques bleus » d'entrer où ils veulent (dans ces zones auxquelles ils n'ont pas accès actuellement, NDLR) pour y assurer la protection des populations et le retour des réfugiés. »

Mais, ajoutait-il, « il faut être réaliste : le niveau d'animosité et de haine qui règne actuellement en Bosnie est tel que cela prendra parfois des années ».

Contre une levée de l'embargo sur les armes

On a donc le sentiment que MM. Vance et Owen aimeraient que le secrétaire général et le Conseil de sécurité de l'ONU entérinent rapidement et sans réserves l'essentiel de leur plan – contesté également à Paris – et leur donnent le feu vert pour poursuivre leurs négociations. A leurs yeux, les différends qui subsistent entre les belligérants ne sont pas insurmontables. M. Boutros-Ghali et les cinq pays membres permanents du Conseil ont, s'ils le souhaitent, les « moyens politiques, économiques et militaires » de le faire appliquer.

Cela dit, en dehors d'une possible résolution, plus musclée, concernant l'interdiction de survol militaire de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine (qui est quasiment respecté depuis quelques semaines, selon les observateurs présents), dans les circonstances présentes, à d'autres formes de sanctions dans l'ex-Yougoslavie.

L'idée, par exemple, d'une levée de l'embargo sur les livraisons d'armements pour la Bosnie, réclame, par l'Organisation des Etats islamiques (OCI) et avancée du bout des lèvres récemment par la nouvelle administration américaine, serait, selon eux, « très dommageable à la suite de la négociation ». Ils estiment qu'une telle décision aboutirait à une « explosion », à une guerre encore plus « sophistiquée » avec davantage d'armes dans l'ex-Yougoslavie, qui n'en manque pas, et dans une région en particulier : la Bosnie-Herzégovine.

Une grande partie du potentiel militaire de la Fédération de Tito avait été concentré dans cette République qui, comme ses anciennes sœurs, était appelée à se défendre contre une agression « étrangère » (de l'URSS d'alors), par le biais, notamment, d'une guerre de guérilla. Cette défense reposait sur la dissémination de multiples dépôts d'armes plus ou moins secrets, dans les montagnes et les campagnes, dont se servent, aujourd'hui, les belligérants. « Prendre de nouvelles sanctions contre la

Serbie ou la République fédérale de Yougoslavie (M. Milosevic et Cosic), qui nous ont aidés dans ces pourparlers, entre autres pour amener les Serbes de Bosnie à Genève », ne serait pas, selon lord Owen, « une bonne initiative ».

Les Croates de Bosnie de M. Mate Boban ont approuvé, sans le moindre rouscage, le plan de paix de MM. Vance et Owen, qui les satisfait tant en ce qui concerne les principes constitutionnels de la future Bosnie que les revendications premières. Les Serbes de M. Radovan Karadzic, quant à eux, soufflent le chaud et le froid. Ils se disent prêts – du moins à Genève – à faire des concessions sur leurs conquêtes géographiques, mais ne renoncent pas à leur idée d'une « continuité territoriale » entre les régions serbes de Bosnie.

« Nous n'avons pas peur d'une intervention militaire », disait M. Karadzic, toujours prompt à affirmer cyniquement que les Serbes sont en fait les victimes de la purification ethnique, que son « gouvernement » n'a jamais ordonné une telle « purification » et qu'il est favorable au retour de « tous les réfugiés » dans leurs foyers. Sur les bords des frontières de la future Bosnie, il propose « démocratiquement » des référendums locaux pour régler les contentieux. Ce à quoi MM. Vance et Owen se sont fermement opposés.

ALAIN DEBOVE

Kiev dément avoir violé l'embargo de l'ONU contre la Serbie

KIEV

correspondance

Les responsables ukrainiens ont réagi avec vigueur aux accusations venues de Bucarest et de Sofia, selon lesquelles le pétrole transporté par des barges vers la Serbie avait été chargé en Ukraine (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février). Les autorités roumaines et bulgares avaient de cette manière cherché à se défaire de l'accusation de n'avoir rien fait pour s'opposer à cette violation de l'embargo sur les livraisons à la Serbie.

Le ministère des affaires étrangères et la direction des gardes-frontières ukrainiens ont l'un et l'autre affirmé, vendredi 29 janvier, que les six barges poussées par le bateau serbe le Bihac, qui avaient fait escale le 20 décembre dans le port de Reni en Ukraine, étaient chargées de pétrole et d'autres produits en provenance de Russie, de Bulgarie, de Chypre et de Turquie, et devaient être déchargées à Riven, en Bulgarie, ainsi qu'à Vukovar, en Croatie. Les documents établissant cette origine doivent être remis aux Nations unies dès que l'enquête sera terminée, indique le communiqué publié par le ministère des affaires étrangères.

Cette affaire « jette une ombre sur les bonnes intentions manifestées par l'Ukraine dans le conflit yougoslave », explique un fonctionnaire du ministère. Ces « bonnes intentions » se sont notamment traduites par l'envoi, dans le cadre des forces de l'ONU, d'un contingent de 400 soldats à Sarajevo. Trois d'entre eux ont été tués. L'Ukraine s'est aussi jointe à l'embargo décrété par l'ONU contre la Yougoslavie, et, contrairement à ce qui se passe à Moscou, le Parlement de Kiev ne manifeste pas de soutien bruyant à la Serbie. « Le moins qu'on puisse dire est que l'Ukraine n'a pas une attitude pro-serbe », explique le leader du mouvement d'opposition démocratique Rukh. De fait, beaucoup d'Ukrainiens éprouvent plutôt de la sympathie pour les Croates, et établissent un parallèle entre les deux nations, l'une et l'autre longtemps soumises à l'hégémonie de leur puissant voisin, qu'il soit russe ou serbe. Avec cette différence majeure que la guerre n'éclat dans les Balkans, alors que les Slaves de l'Est sont parvenus à garder leurs désaccords sur le table des négociations.

Les officiels affirment eux-mêmes que leurs relations avec Zagreb sont « plus chaleureuses » qu'avec Belgrade. En même temps, les responsables soulignent qu'il n'est pas question pour l'Ukraine d'aller au-delà d'une participation à une mission de maintien de la paix, mission considérée ici comme satisfaisante : elle permet à l'Ukraine de se faire un nom et d'établir sa réputation sur la scène internationale. Par ailleurs, l'Ukraine se prépare à accueillir des enfants réfugiés : il s'agit principalement d'enfants de la minorité ukrainienne, forte d'environ 30 000 personnes, qui réside dans l'ex-Yougoslavie.

ROMA IHNATOWICZ

Washington consulté sur une proposition française

Dégager par la force les collines de Sarajevo ?

L'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, a discuté avec son homologue américain, le général Colin Powell, des aspects militaires d'une proposition française de relancer devant le conseil de sécurité des Nations unies, révèle Leslie Gelb dans un éditorial publié dimanche 31 janvier par le New York Times (1).

Il s'agit d'une part de faire aboutir le projet de résolution, vieux de près de deux mois, sur le renforcement de l'interdiction de survol de la Bosnie. Ce projet, qui envisage des actions militaires en cas de violation de cette interdiction, a été heurté jusqu'à présent aux réticences des Britanniques et à celles du secrétaire général de l'ONU notamment. Il avait pour but de redonner une crédibilité aux décisions de l'ONU en témoignant de la détermination des Occidentaux à les faire respecter. De l'avis général cependant, il a quelque peu perdu de son intérêt, les violations de l'espace aérien bosniaque par les appareils serbes ayant pratiquement cessé ces dernières semaines.

L'autre volet de la proposition française porte sur Sarajevo. Il s'agit, note le New York Times, de « jeter immédiatement un anneau militaire protecteur autour de la ville assiégée ». Cette proposition de faire de

Sarajevo une « ville protégée » a déjà été avancée à plusieurs reprises par la France, sans toutefois que les modalités militaires envisagées pour sa mise en œuvre aient jamais été publiquement exposées.

On indiquait le semaine dernière dans les milieux responsables à Paris que l'idée était de dégager les collines de Sarajevo de l'artillerie lourde qui y est concentrée, un objectif auquel les belligérants avaient d'ailleurs souscrit dès le mois d'août dernier, mais qu'ils n'ont jamais atteint. Soit cette opération recule, cette fois l'« accord sérieux des belligérants », et il faut 8 000 hommes supplémentaires pour veiller à son déroulement ; soit elle est imposée de force par les Occidentaux, ce qui suppose, d'abord, le déploiement de 20 000 hommes au sol et une importante protection aérienne. Les Américains, qui ont jusqu'à présent refusé d'engager des hommes au sol dans l'ex-Yougoslavie, n'ont apparemment pas encore donné leur point de vue. En tout état de cause, une telle intervention supposera que mandat soit donné aux Occidentaux par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

(1) Voir aussi l'International Herald Tribune du 1^{er} février.

M. Mazowiecki s'interroge sur l'utilité de sa mission

Rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme des Nations unies depuis août 1992, M. Tadeusz Mazowiecki va-t-il poursuivre sa mission ? De passage à Paris à l'invitation du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et de quelques parlementaires, l'ancien premier ministre polonais s'interroge sur l'utilité d'une poursuite de son mandat.

« Ma mission est très frustrante, a-t-il déclaré dimanche 31 janvier au Monde. Je ressens profondément le fossé entre la multiplication des enquêtes et l'absence de résultats concrets. Ma tâche est d'adresser des recommandations au Conseil de sécurité des Nations unies, qui, lui,

doit prendre des décisions. Si jusqu'à présent j'ai poursuivi ma mission, c'est parce qu'à Sarajevo et dans d'autres endroits où j'ai pu me rendre des gens ont placé leur confiance en moi. Ils ressentent ma démission comme un aveu d'échec ».

M. Mazowiecki a fait trois tournées dans l'ex-Yougoslavie, dont la dernière vient de le mener en Macédoine. « J'y ai vu des représentants du gouvernement, du Parlement et de l'opposition. J'ai rencontré aussi les représentants des Albanais, Turcs, Tziganes, Valaches et Serbes. A l'exception de ces derniers, tous m'ont affirmé vouloir une Macédoine indépendante. J'ai pu me rendre compte des énormes difficultés économiques de ce pays, dues à la suppression des accords économiques avec les ex-Républiques yougoslaves, à l'embargo et à la position de la Grèce ».

Il y a contradiction entre l'estimation que fait l'Europe d'un danger d'extension du conflit en Macédoine à partir du Kosovo et la non-reconnaissance de la République macédonienne par les instances internationales. Du point de vue de mon mandat, qui est celui de la défense des droits de l'homme, l'estime qu'il faut reconnaître la Macédoine, car le droit le plus important est celui de vivre en sécurité. La dernière proposition faite par la France sur le nom de cette République paraît inacceptable à M. Mazowiecki, qui considère la dénomination, par exemple, de « République ex-yougoslave » de Macédoine comme humiliante pour ce petit pays.

Par ailleurs, le rapporteur spécial a vivement regretté le manque de collaboration et de coordination entre les diverses commissions d'enquête, notamment en ce qui concerne les viols systématiques des femmes en Bosnie-Herzégovine. Ce manque de concertation, a-t-il relevé, « a pour conséquence un éparpillement de nos efforts et, à la longue, nous risquons d'être de moins en moins crédibles. Il est très pénible pour ces femmes de répéter pour chaque commission d'enquête le récit de leur supplice ».

ELISABETH KULAKOWSKA

Le Monde EDITIONS

Bernard Feron et Michel Tuto

AU KREMLIN

comme si vous y étiez

Khrushchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la glasnost

En vente en librairie

Une double formation française et américaine au management.

L'assurance d'un M.B.A. reconnu.

Des noms qui parlent d'eux-mêmes :

Harvard, Wharton, Chicago, Northwestern, M.I.T., Michigan Ann Arbor, Dartmouth, George Mason, Duke, Cornell, Indiana, etc...

Concours Prépas HEC

4-5 juin 93

mba INSTITUTE

Groupe IPESUP

MBA Institute Enseignement Supérieur International Libre

38, rue des Blancs Manteaux 75004 PARIS - Tél. (1) 42 78 95 45

NOUVEAU : Admission directe en 2^e année. Concours spécial Prépas hec les 4 et 5 juin 1993 (inscription avant le 30 mars 1993).

مكتبة النخيل

EUROPE

ESPAGNE : trente mille personnes aux obsèques

Le meurtre de trois adolescentes a bouleversé le pays

MADRID

de notre correspondant

Trente mille personnes ont assisté, samedi 30 janvier, à Alcasar, petite localité proche de Valence (Levant), aux obsèques de trois adolescentes, sauvagement assassinées. Ce triple meurtre bouleverse toute l'Espagne. Le pape a envoyé un message de condoléances et les plus hautes autorités de l'Etat, y compris le roi, ont fait part de leur émotion.

La découverte, mercredi dernier, des cadavres de Miriam Garcia et Desirée Hernandez, quatorze ans, et Antonia Gomez, quinze ans, toutes trois d'Alcasar, a mis fin à soixante-trois jours de recherches et d'espérance. Cette longue attente n'aurait pu être éternelle si un apiculteur n'avait, par hasard, remarqué de la terre remuée à proximité de ses ruches, dans un endroit tout à fait isolé. En s'approchant, ce retraité aperçut à travers les herbes un bras sortant du sol comme pour demander de l'aide. La *guardia civil* devait retirer trois corps enterrés côte à côte, ceux des trois jeunes filles dont on était sans nouvelles depuis le 13 novembre et que des centaines de personnes ont cru apercevoir un peu partout.

Ces trois amies voulaient aller à une fête, dans une discothèque. Un voisin leur a fait faire un bout de chemin puis elle ont continué à pied les cinq cents mètres qui restaient, tout en levant le pouce. Une voiture blanche s'est arrêtée et on ne les a plus revues. Les autorités se sont alors mobilisées pour retrouver celles que l'on a d'abord prises pour des fugueuses, puis pour des victimes de la traite des blanches. Les parents se sont tou-

jours refusés à envisager le pire : déjà justice et la tête des assassins, les auteurs présumés du triple meurtre étaient identifiés en un temps record. Près des tombes, les policiers avaient découvert un sac en papier sur lequel figurait un traitement psychiatrique et un nom : Enrique Anglés. Tout fut consulté très vite. Si Enrique Anglés a été mis hors de cause, son frère Antonio, vingt-trois ans, petit délinquant qui n'a pas réintégré la prison à la suite d'une permission, est en fuite. Son complice présumé, Miguel Ricart, voleur de voitures de vingt-trois ans, a été appréhendé. Les enquêteurs recherchent un troisième individu.

MICHEL BOLE-RICHARD

Une première télévisée pour les ministres de la CEE

Pour la première fois dans l'histoire de la Communauté européenne, quatre chaînes de télévision (Euronews, la chaîne danoise DR, l'allemande ARD et l'américaine CNN) devaient diffuser, en direct, lundi 1^{er} février, la réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, jusqu'à présent réunis à huis clos. Ce premier débat télévisé devait porter sur le programme de travail de la présidence danoise, le signature d'un accord d'association avec la Roumanie et les négociations portant sur l'élargissement de la Communauté.

Cette initiative, destinée à donner plus de transparence aux travaux communautaires, fait suite aux bonnes résolutions prises aux sommets de Birmingham et d'Edimbourg pour lutter contre l'opacité du processus décisionnel des Douze. Toutefois, seules les premières heures de discussion seront filmées, la confidentialité retrouvée ensuite tous ses droits pour l'examen du dossier yougoslave. Les avis restent partagés, eu sein des Douze, quant à la portée réelle de ce genre d'émission présentée comme un « gag » par les uns et comme une « avancée utile » par les autres.

POLOGNE

Le Sénat a adopté la version atténuée de la loi interdisant l'avortement

Le Sénat polonais a adopté samedi 30 janvier, à la majorité d'une seule voix, la version atténuée du projet de loi interdisant l'avortement voté le 7 janvier par la Diète.

Le verdict du Sénat a constitué une surprise, dans la mesure où l'on s'attendait généralement à Varsovie que cette Chambre, réputée plus conservatrice que la Diète, durcisse le projet de loi dans le sens d'une interdiction absolue de l'interruption volontaire de grossesse. Le texte adopté, qui doit être soumis à la signature du président Walesa dans les trente jours, prévoit quelques exceptions à l'interdiction de l'IVG (le Monde du 9 janvier) et encourage la contraception. — (AFP)

HONGRIE : le différend avec la Slovaquie sur le Danube

La position de Budapest a évolué à propos du barrage de Gabčíkovo

BUDAPEST

de notre correspondant

Face à l'impasse dans laquelle se trouve l'épineux contentieux hungaro-slovaque à propos du double barrage électrique de Gabčíkovo-Nagymaros sur le Danube, les dirigeants de Budapest ont amorcé une sensible évolution de leur position. La Hongrie a dénoncé, ce mai dernier, le traité de 1977 pour la construction de cette centrale, affirmant, entre autres, que sa mise en œuvre entraînerait de graves dégâts écologiques. « C'est dommage que nous n'ayons pas cru nos propres yeux », nous affirme aujourd'hui M. Gyula Kodolanyi, le conseiller du premier ministre pour les affaires étrangères. « Nous pensions que les Tchécoslovaques allaient suspendre leurs travaux quand nous avons dénoncé le traité. Lorsqu'ils ont dévié les eaux du Danube (le 24 octobre dernier pour alimenter Gabčíkovo) nous avons été pris de court. Et nous sommes désormais placés devant un fait accompli ».

M. Kodolanyi, ancien membre du Cercle du Danube, mouvement de dissidents qui a lancé la mobilisation contre cette centrale sous le régime communiste, avait indiqué la semaine dernière au quotidien *Népszabadság* que « cette situation n'est pas immobile, elle avance vers

un compromis ». C'était aussi l'une des premières fois qu'un responsable gouvernemental affirmait publiquement qu'il regrette que « le gouvernement ait les mains liées » par une résolution parlementaire qui limite le mandat des négociateurs hongrois à la seule dénonciation du traité de 1977.

Les autorités hongroises ne cachent pas non plus leur amertume envers l'ancien gouvernement fédéral tchécoslovaque et le président Václav Havel, à qui elles reprochent d'avoir cédé aux pressions slovaques. « Après le changement de régime, nous estimons qu'il était impossible que le président Havel soutienne ce projet », souligne M. Kodolanyi.

Ces aveux d'échec semblent indiquer que la Hongrie se soit maintenant résignée à chercher un compromis qui lui permette de sauver la face, d'autant que les négociations avec la Slovaquie périclitent. Autre indice de cette évolution : la dernière rencontre tripartite entre Budapest, Bratislava et la Commission européenne la semaine dernière, paraît avoir progressé sur la question cruciale du volume d'eau qui doit revenir dans le lit originaire du Danube. Les entretiens doivent se poursuivre début février.

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : le sixième anniversaire de l'accession de Hitler au pouvoir

« Plus jamais ça ! »

En point d'orgue au puissant mouvement de protestation organisé ces deux derniers mois pour réaffirmer l'attachement des Allemands aux valeurs de la démocratie, des centaines de milliers de personnes ont pris part, samedi 30 janvier dans toute l'Allemagne, à des rassemblements ou à des manifestations contre le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme, pour marquer le sixième anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler.

BERLIN

de notre correspondant

« Plus jamais ça ! », le mot d'ordre de cette journée commémorative s'est inscrit samedi 30 janvier en lettres de feu, à l'aide de centaines de petits lampions, au pied de la porte de Brandebourg. C'est à Berlin qu'avait eu lieu, le 8 novembre 1932, la première grande manifestation contre le

racisme, avec tous les grands leaders politiques. La capitale en tira de la nouvelle Allemagne était à nouveau au centre de l'attention. Depuis l'Alexanderplatz jusqu'à la colonne de la Victoire, de l'est à l'ouest de Berlin, sur le grand axe de parade qui emprunte l'avenue Unter den Linden et passe à la porte de Brandebourg, près de cent mille Berlinois ont constitué à la tombée de la nuit une chaîne humaine silencieuse, éclairée aux bougies, qui s'est éteinte symboliquement à 18 heures pour ne laisser que le « Plus jamais ça ! ». Au même endroit, il y a soixante ans, le jour même où Adolf Hitler avait été chargé de former le gouvernement par le maréchal Hindenburg, les forces vives du nazisme avaient défilé aux flambeaux sous la porte de Brandebourg devant une foule subjuguée.

Dans plus d'une trentaine de villes allemandes, des défilés ont réuni au même moment des foules importantes. Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a pris part à une chaîne

humaine qui a rejoint symboliquement le centre de la ville de Rostock à sa banlieue de Lichtenhagen, où la violence raciste avait connu son paroxysme en août dernier. Après plusieurs nuits de harcèlement, les émeutiers, parmi lesquels de nombreux jeunes de la cité, y avaient incendié un centre d'accueil de demandeurs d'asile et un foyer de travailleurs vietnamiens. La police avait fait preuve d'une passivité dont personne n'a encore voulu jusqu'ici assumer la responsabilité politique.

La mobilisation contre la violence, depuis le mois de novembre, répondait aux critiques venues de l'étranger contre le manque de réactions des autorités. A gauche comme à droite, les partis politiques, qui polémiquaient depuis des mois sur la réforme du droit d'asile, avaient paru complètement paralysés devant le phénomène. La profusion de mémoriaux juifs, les attaques contre les étrangers, notamment turcs, ont brusquement fait prendre conscience du danger. Une fois le mouvement lancé, des

centaines de milliers d'Allemands, surtout à l'ouest, sont descendus dans la rue pour affirmer que le nouveau Allemagne ne pouvait rien avoir de commun avec les nostalgiques du III^e Reich. Eglises, syndicats, entreprises ont rivalisé d'initiatives pour prendre la défense des étrangers.

Parallèlement, la police et la justice ont durci la répression contre les auteurs de violences. Plusieurs groupuscules ont été interdits. Le Parti républicain, la plus importante formation d'extrême droite, a été placé sur la liste des formations politiques à surveiller.

Les attaques contre les foyers n'ont pas complètement disparu, mais les bandes de jeunesse qui semblaient le terreau le plus fertile de la haine ont été dispersées. Le débat politique s'est reporté du problème de la limitation de l'entrée des immigrés à celui de la crise économique et de la solidarité de l'ouest envers l'est de l'Allemagne.

HENRI DE BRESSON

VOTRE BANQUE PEUT BIEN
VOUS ACCORDER DU TEMPS PUISQUE
VOUS LUI CONFIEZ VOTRE ARGENT.



AU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE
N'A QU'UN NOMBRE LIMITÉ DE CLIENTS.

On ne dépose pas son argent dans une banque comme on le dépose dans un coffre-fort. On veut le gérer, avoir des conseils financiers, des solutions... Ce dont on a besoin, c'est d'un interlocuteur disponible et compétent. Au Crédit Commercial de France, c'est simple, un chargé de clientèle

n'a qu'un nombre limité de clients. Il est donc disponible à la fois pour assurer la gestion de votre compte courant, et pour étudier avec vous les différentes projets que vous lui confiez. Vous pouvez discuter avec lui de l'avenir de votre patrimoine, recevoir des conseils financiers, réfléchir à

vos placements, notamment pour les valeurs mobilières. Il répond à vos besoins de crédit, vous informe et vous conseille, en toute discrétion. Il suffit de franchir la porte d'une agence pour s'apercevoir que le Crédit Commercial de France sait consacrer du temps à ses clients.

CCF

C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE.

PROCHE-ORIENT

IRAN : unité retrouvée pour un pouvoir intransigeant ?

Le président Rafsandsjani estime que Téhéran n'a aucune concession à faire en politique intérieure ou étrangère

La cause est entendue. L'Iran n'a rien à se reprocher : il est victime de la propagande hostile des Occidentaux, aussi bien au sujet de ses relations avec l'étranger que de sa politique intérieure ou de défense. Le chef de l'Etat, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandsjani, l'affirme sans ciller. C'est dans eux autres, aux Etats-Unis en particulier, de faire le premier pas pour améliorer leurs relations avec Téhéran, a-t-il expliqué, lors d'une conférence de presse, réunie, dimanche 31 janvier, la première depuis dix-huit mois.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

L'air tranquille, se remportant qu'une seule fois en quelques deux heures de conférence - « Si vous voulez être juste, vous devriez retirer vos propos », a-t-il dit à un journaliste qui l'interrogeait sur les droits de l'homme en Iran, - M. Rafsandsjani s'est borné à plaider non coupable de toutes les accusations et soupçons portés contre son pays, avec pour principe de défense : l'Iran n'est, a priori, animé d'aucune hostilité ou animosité envers les autres pays, mais « il ne fera pas de compromis sur ses principes ». C'est à prendre ou à laisser.

Les raisons pour lesquelles les rapports avec les Etats-Unis sont toujours aussi mauvais ? C'est la politique impérialiste de Washington, a répondu le président en énumérant le gel des avoirs iraniens, estimés à quelque 11 milliards de dollars -

réglé ce problème serait, à ses yeux, un « signe de bonne volonté » de la part de M. Bill Clinton, - l'attitude envers les Palestiniens « dont nous partageons les souffrances », « l'urgence dans les affaires du Golfe » et « la catastrophe de Bosnie », que les Etats-Unis « tentent d'ignorer ». M. Rafsandsjani estime que « la politique des Etats-Unis aujourd'hui est incompatible avec les idéaux de la révolution islamique ». Tout dialogue politique demeure donc tributaire d'un changement de la part de l'administration américaine, ce dont le président iranien doute fort - « Il n'y a pas de signe de bonne volonté », dit-il. Mais cela n'empêche pas les échanges commerciaux d'aller croissant entre les deux pays car « ils répondent aux besoins des deux Etats ».

« Citez-moi un seul cas à propos duquel Téhéran doit changer d'attitude », s'est-il exclamé. Or, l'Iran est accusé, au moins par les Occidentaux et certains pays arabes, de soutenir les extrémistes islamistes de toutes nationalités, de nourrir des visées hégémoniques dans le Golfe, de se réarmer outre mesure, sans oublier l'affaire Salman Rushdie et les violations des droits de l'homme. Si une partie de ces accusations n'est, il est vrai, pas vérifiable, les réponses de M. Rafsandsjani ne le sont pas davantage pour la plupart.

L'affaire Rushdie

« Nous n'avons rien qui s'appelle l'exportation de la révolution », a-t-il dit, ajoutant que la République islamique est « disposée à aider » ceux qui l'ont prise pour modèle. « Il n'y a pas un seul militaire iranien au Soudan, aucune présence iranienne en Somalie, pas même politique ». Quant

aux Palestiniens, « nous les soutenons par tous les moyens possibles », a affirmé M. Rafsandsjani, y a inclus la victoire des islamistes algériens aux élections législatives (annulées) du mois de décembre 1991. Il n'a pas été plus explicite alors que la presse algérienne accuse Téhéran de soutenir l'extrême Front islamique du salut (FIS), militairement et financièrement.

L'Iran effectue des achats d'armes, ses voisins le font aussi, et à une plus grande échelle, a-t-il fait valoir. Son gouvernement a alloué à la défense « un petit pourcentage » de son budget 1992-1993 (850 millions de dollars), mais les Occidentaux, estimant entre 2 et 3 milliards de dollars par an les achats d'armes iraniens au cours des dernières années, soit 1,5 % du PIB. L'Iran n'a pas la bombe atomique et n'a pas l'intention de l'acquiescer. Il n'entend pas qu'un nucléaire « se fasse civiliser ».

Candidat à sa propre succession Téhéran

de notre envoyée spéciale

M. Rafsandsjani a clairement indiqué, dimanche, qu'il serait candidat à sa propre succession à l'élection présidentielle du mois de juin prochain. « J'ai consacré ma vie à la révolution. Si la société a besoin de moi... S'il est nécessaire que je sois sur la scène (politique), je demeurerais sur la scène », a-t-il dit au cours de sa conférence de presse.

Les médias iraniens ont récemment cité un certain nombre de « présidents-bis », notamment l'ayatollah Khomeiny-Ha, membre du Conseil des décrets, chargé d'arbitrer entre l'exécutif et le législatif, et le président du Parlement, M. Ali Akbar Neshah-Mour. Mais ce dernier a déjà indiqué qu'il ne serait pas candidat si l'actuel président l'était.

M. N.

par la révolution iranienne depuis quatorze ans, M. Rafsandsjani y a inclus la victoire des islamistes algériens aux élections législatives (annulées) du mois de décembre 1991. Il n'a pas été plus explicite alors que la presse algérienne accuse Téhéran de soutenir l'extrême Front islamique du salut (FIS), militairement et financièrement.

Si l'Iran effectue des achats d'armes, ses voisins le font aussi, et à une plus grande échelle, a-t-il fait valoir. Son gouvernement a alloué à la défense « un petit pourcentage » de son budget 1992-1993 (850 millions de dollars), mais les Occidentaux, estimant entre 2 et 3 milliards de dollars par an les achats d'armes iraniens au cours des dernières années, soit 1,5 % du PIB. L'Iran n'a pas la bombe atomique et n'a pas l'intention de l'acquiescer. Il n'entend pas qu'un nucléaire « se fasse civiliser ».

Les droits de l'homme, à propos desquels le rapporteur spécial des Nations unies, M. Reynaldo Galindo Poma, a déploré le gouvernement iranien, notamment pour « arrestations arbitraires, tortures et exécutions » ? « Nos prisonniers sont mieux traités que d'autres dans des pays occidentaux », répond M. Rafsandsjani. Ils jouissent de périodes de liberté provisoire pour aller visiter leurs familles. « La torture est une pratique antérieure à la révolution, en Iran », et, pourtant, « l'Occident soutient le régime en place ».

Le président iranien a tenté de minimiser l'importance de l'affaire Rushdie, « une affaire technique », que les autres ont transformée en problème politique. Mais, une « fatwa » (sentence religieuse) ne pouvant être éternellement modifiée que par celui qui l'a décidée, celle en

vertu de laquelle l'auteur des Versets sataniques a été condamné à mort est irrévocable depuis la disparition de l'ayatollah Khomeiny.

Paut-il voir, dans cette plaidoirie, largement conservatrice même si elle n'est pas très militante, la conséquence d'une victoire des tenants de la rigueur islamique avec, à leur tête, le « guide » de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, ou le résultat d'un compromis entre le président et le « guide », le premier ayant obtenu satisfaction, au moins pour ce qui concerne les réformes économiques qui ne mettent pas en péril la pureté révolutionnaire ? En tout cas, M. Rafsandsjani s'est rangé, dimanche, derrière M. Khamenei : « C'est le guide qui décide, a-t-il dit. La politique du président et du gouvernement est la même que celle du guide ».

La veille, le Parlement, à majorité conservatrice, avait entériné le projet de budget du gouvernement, alors qu'un débat s'était tenu sur le projet. Après la validation des derniers mois et face à l'adversité des derniers mois, ce qui est perçu comme tel ici, l'équipe au pouvoir en Iran a offert, dimanche, l'image d'une unité retrouvée.

MOUNA NAÏM

Une délégation officielle aux Etats-Unis. - Pour la première fois depuis la révolution de 1979, une délégation officielle iranienne effectuera une visite aux Etats-Unis pour s'entretenir du contentieux entre Téhéran et plusieurs compagnies pétrolières américaines. Le chef de cette délégation, composée d'experts du ministère du pétrole, a précisé qu'il « n'a pas l'intention de chercher des excuses mais de discuter des réclamations d'Amoco à l'Iran devant la Cour de La Haye ».

Notre chauffeur tente de doubler. A travers le pare-brise, il brandit une grosse plaque estampillée « presse », en hébreu, en arabe, en anglais. On n'est jamais trop prudent. Dans la jeep, l'un des deux soldats a compris la tentative, arme son pistolet mitrailleur, nous met en joue et nous contraints à nous rabattre.

Deux jours plus tard, deux autres militaires, dans un véhicule identique, se feront tuer un peu plus loin sur la même route. Cette fois-ci, les assaillants islamistes les attendaient sur le bas-côté, à l'ombre d'une rangée d'oliviers. Ils étaient à pied. L'armée a décrété le couvre-feu, entrepris une vaste chasse à l'homme. On ne les a pas retrouvés. « Nous avons porté un coup sévère aux Hamas », annonce M. Rabin, il y a six semaines, après l'expulsion de plus de quatre cents suspects vers le sud du Liban. Allez savoir ! En tout cas, les activistes armés ont montré qu'ils sont encore là. Et dans les camps de réfugiés, parmi les gamins des rues, leur légende ne cesse de grandir.

PATRICE CLAUDE

Deux soldats israéliens assassinés. - Une cinquantaine de Palestiniens ont été arrêtés à Khan Younis, dans la bande de Gaza, après le meurtre, samedi 30 janvier, de deux soldats israéliens, qui aurait été commis par des membres du Mouvement de la résistance islamique Hamas. D'autre part, les services secrets israéliens ont arrêté, la semaine dernière, trois citoyens américains, soupçonnés soit d'avoir essayé de renouer financièrement Hamas, soit d'avoir participé à des actions terroristes pour le compte de cette organisation. - (AFP)

EN BREF

EGYPTE : deux policiers grièvement blessés dans un attentat au Caire. - Un inspecteur de police et un enseignant ont été grièvement blessés, samedi 30 janvier, par le jet d'une bouteille incendiaire contre le véhicule dans lequel ils circulaient, dans le quartier d'Imbaba, principal fief des islamistes au Caire. Le 24 janvier, deux policiers avaient été tués par balles à Bouliq, un autre quartier populaire du Caire, un bastion intégriste également. Une organisation islamique, inconnue jusqu'alors, « Juste vengeance », vient de revendiquer ce meurtre, dans un communiqué qui désigne les forces de l'ordre par le mot « ennemi ». - (AFP)

IRAK : Bagdad n'a pas donné la liste de ses fournisseurs nucléaires. - Les Irakiens n'ont pas remis la liste des fournisseurs nucléaires et veulent un questionnaire spécifique concernant leur programme nucléaire, a déclaré, dimanche

DIPLOMATIE

Lui reprochant son manque de « plan d'action »
Les Anglo-Saxons tirent à boulets rouges sur le « Forum de réflexion » de l'UNESCO

Les vingt et une personnalités composant le « Forum de réflexion » de l'UNESCO viennent de se réunir à Paris, pour la première fois. Ce Forum a été créé en 1992 pour « inspirer l'UNESCO durant la décennie à venir », bref pour redonner du tonus à une organisation affaiblie tant par la bureaucratie que par le retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ou par le désintérêt de l'intelligence occidentale.

La composition du Forum avait été soigneusement dosée, allant entre autres de l'essayiste américain-palestinien Edward Said, à l'immunologue israélien Michel Sela, du chef d'Etat et dramaturge tchèque Václav Havel au philosophe français Michel Serres et au romancier italien Umberto Eco.

« Surmonter les frontières culturelles »

Mais la conférence de presse donnée, vendredi 29 janvier, par le président, le juriste et écrivain australien Elizabeth Evans, et ses deux adjoints (l'économiste et banquier allemand Reimut Jochimsen, et le ministre brésilien de la science, José-Israel Vargas) n'a pas vraiment permis de se rendre compte si les personnalités présentes étaient parvenues à trouver quelque « recette » nouvelle pour « surmonter les frontières culturelles dans une optique de progrès ».

Devant l'attitude plus que sceptique adoptée d'entrée par les Anglo-Saxons, qui ont tiré à boulets rouges sur ce Forum « sans plan d'action », on peut se demander quel sera son avenir. Cette timide initiative de l'UNESCO pour revenir à ses sources, c'est-à-dire à une meilleure écoute de penseurs et spécialistes, en principe non liés à leurs gouvernements respectifs, est en effet contraire à la vision à la fois plus « technique », plus « gouvernementale » de l'Organisation qui est celle des Anglo-Saxons et des japonais. Les pays latins, ceux du tiers-monde et quelques autres n'ont pu constater d'ailleurs que l'influence de Washington et Londres n'a jamais été aussi perceptible que depuis leur départ de l'UNESCO.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Promotion de MM. Jospin et Styrin dans le corps diplomatique

L'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, et son ancien collègue du gouvernement, M. Olivier Styrin, ont été élevés au grade de ministre plénipotentiaire de seconde classe. Entré dans le corps diplomatique en 1965, puis détaché à l'éducation nationale, M. Jospin était conseiller des affaires étrangères de première classe.

Ancien ministre du tourisme du gouvernement Rocard, démissionnaire après la tenue d'une réunion publique dont l'assistance comptait des figurants, M. Styrin est issu du corps préfectoral. Il représente la France au Conseil de l'Europe depuis septembre 1991. Parmi les autres diplomates promus figurent le directeur de cabinet du ministre de la défense, M. François Nicolaud, nommé ministre plénipotentiaire de première classe, et M. Bernard Kessedjian, ambassadeur de France en Algérie, ancien directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères jusqu'à l'affaire Habache, promu ministre plénipotentiaire de seconde classe.

31 janvier, le chef de la mission nucléaire de l'ONU, M. Maurizio Zifferero, de retour de Bagdad. A son avis, « il est fort possible que les Irakiens cachent encore certains équipements ou matériels » pouvant entrer dans la fabrication de l'armement nucléaire. « Sans un système de contrôle, a-t-il averti, ils pourraient atteindre dans cinq ans le même niveau » auquel ils étaient parvenus sur le plan nucléaire avant la guerre du Golfe. - (AFP)

KOWEÏT : décoration pour M. Fares de Cuellar. - L'émir du Koweït, cheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah, a décoré, dimanche 31 janvier, l'ancien secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, des insignes de l'Ordre du Koweït, l'une des plus hautes distinctions du pays, qui lui a été décernée en hommage à son rôle en faveur de la libération du Périm pendant la guerre du Golfe. - (AFP)

Dans la poudrière de Gaza

Suite de la première page

Même à Gaza, où l'on avait du mal à oublier le « briseur d'os » de la fin des années 80, ce même général qui s'était fait fort de « casser les reins » du soulèvement naissant, même ici une légère frise de confiance s'était levée. Seuls quelques esprits chagrins prédisaient qu'à soixante-dix ans il était « impossible » qu'Itzhak Rabin, le nouveau premier ministre, ait pu changer. « Même s'il veut un accord avec nous et les pays arabes », disaient les plus optimistes, « il reprendra sa politique de la main de fer, vous verrez ».

Statistiques pour un rêve brisé. A peine élu, M. Rabin avait annoncé qu'il mettrait fin sur-le-champ à l'une des positions collectives les plus cruelles appliquées à un peuple rebelle : le dynamitage de maisons familiales dans lesquelles un « terroriste » avait eu un refuge, un moment où l'usage de la bombe était devenu une mode. Hélas ! moins d'un mois après la proclamation, les soldats du nouveau gouvernement « de gauche » inauguraient une nouvelle méthode : la destruction, au missile anti-char, de logements simplement susceptibles d'abriter des « terroristes » recherchés par le Shin Bet.

Depuis le mois de juillet dernier, seize opérations de ce type ont été menées à Gaza : vingt-neuf maisons ont été attaquées, la plus souvent réduites à l'état de gravas. Dans la majorité des cas, les familles concernées n'ayant guère eu plus de trois minutes pour sortir leurs effets personnels et sauver leurs vies, elles ont tout perdu : meubles, appareils ménagers, livres, souvenirs, vêtements, tout a brûlé, tout a été mitraillé. Dans six maisons seulement, l'armée a agi sur des renseignements fiables et il se trouvait effectivement des hommes recherchés à l'intérieur. Sept ont été arrêtés et deux tués.

Au cours des six premiers mois de la « pragmatique » administration Rabin, quatre-vingt-huit Palestiniens, selon M. Haidar Abdel-Chafi, président de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël, ont été tués par l'armée. Au cours des six mois précédents, sans le gouvernement nationaliste de M. Shamir, cinquante-trois résidents des territoires avaient été tués : vingt-cinq avaient moins de seize ans. La cadette en avait neuf, et, comme les deux tiers des jeunes victimes, elle a été tuée dans la bande de Gaza.

Gaza, étroite langue de terre,

cercée par l'Egypte, Israël et la Méditerranée : 360 kms carrés, huit cent mille résidents, les deux tiers dans des camps de réfugiés. L'une des plus fortes densités humaines de la planète. Dans cette nasse, en deux mois, outre les morts, deux cent quarante-huit jeunes Palestiniens ont été blessés par balles, réelles, plastifiées ou caoutchoutées. « On n'avait plus vu cela depuis au moins deux ans », s'alarme-t-on à l'Agence des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA).

Barbelés et miradors

L'otifada, c'est la bataille des enfants. Un jeu de jeu violent, parfois mortel, auquel on se livre après l'école. Pour devenir un héros ou un « martyr ». Pour tromper l'ennui. Parce qu'on n'a jamais rien connu d'autre que l'occupation militaire et qu'on a trop souvent vu des parents arrêtés, bouillies, humiliés. L'otifada, c'est une vague de haine déferlante, chaque jour recommencée. Et voilà les pierres qui s'envolent à nouveau. Les frondes se tendent, les cris, les insultes redoublent. Dépenaillés, bravaches, les gamins sont revenus narguer les soldats en tréfilis.

« Bande de poules mouillées ! Sortez ! si vous êtes des hommes ! Allez ! venez vous battre sans armes ! Pédantes ! Fils de p... ! » Ils ont appris toutes les injures possibles. Ils les

déversent par tonnerre. En hébreu, parce que cela fait plus mal. Là-bas, tranquille et calme comme à l'entraînement, le soldat a reposé son genou à terre. Il épaula. Quarante blessés par balles aujourd'hui, dix-huit demain, vingt et un hier, trente quatre avant-hier. L'UNRWA tient les comptes. Demain ou après-demain, au quartier général de la défense, à Tel-Aviv, un porte-parole essaiera d'expliquer, comme à l'accoutumée, que les soldats ont respecté les consignes de tir, qu'ils ont fait les sommations d'usage, qu'ils se sentaient menacés ou qu'ils avaient fait le choix. La version officielle est parfois vraie, parfois fautive. Cela n'a plus guère d'importance, chacun croit ce qu'il veut.

Il était 16 heures 30, un jour comme presque tous les autres, à la fin du mois de janvier, à Jabalya. Le plus grand, le plus « dur » des huit camps de réfugiés de la bande de Gaza. Jabalya-la-poudrière. C'est ici, exactement sur ce terrain vague poussiéreux et jonché d'ordures, que la première manifestation violente de l'otifada a éclaté. C'était le 8 décembre 1987. Depuis cette date, cent onze Israéliens, civils et militaires, ont été tués par des Palestiniens. Dans le même temps, dix fois plus de Palestiniens sont tombés sous les balles israéliennes. Près de six cents autres, accusés de « collaboration avec l'ennemi », ont été assassinés par d'autres Palestiniens, « justiciers du soulèvement ».

A Jabalya, survivent soixante-sept mille va-nu-pieds, entassés dans des bidons de taudis repoussants, des petits pâtés de briques que surmontent des toits de tôles rouillées, disséminés dans un labyrinthe de ruelles défoncées, boueuses, semées d'immondices,

ISRAËL

Le gouvernement étudie la possibilité de rapatrier une partie des Palestiniens expulsés

La possibilité de rapatrier une partie des quelque 400 Palestiniens expulsés au Liban le 17 décembre dernier n'a été évoquée, dimanche 31 janvier, lors de la réunion du gouvernement, qui n'a cependant pris aucune décision. La radio nationale, citant de hauts responsables, a indiqué que l'Etat juif, pressé par les Etats-Unis, serait disposé à rapatrier un tiers des proscrits et à réduire la période de bannissement pour les autres. Cette éventualité n'a été immédiatement rejetée par le porte-parole des expulsés, M. Abdel Aziz El-Rantisi. Celui-ci a affirmé que le pre-

mier ministre, M. Itzhak Rabin, « doit appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité de l'ONU », qui exige le retour immédiat des bannis.

Plusieurs centaines de manifestants israéliens ont organisé, samedi, une marche de protestation dans les rues de Jérusalem pour exiger le rapatriement de ces Palestiniens. Membres du « comité judéo-arabe contre les expulsions », ils entendaient un cerceuil sur lequel était inscrit « Shalom » (paix), référence aux menaces que cette affaire fait peser sur les négociations israélo-arabes. - (AFP)

مكتبة الأمل

Les Anglo-Saxons tirent à boulets rouges sur le « Forum de réflexion de l'UNESCO »

Le président russe a regagné Moscou, vendredi soir 25 janvier, à l'issue d'une visite officielle en Inde. Avant son départ, il a annoncé que la Russie avait mis fin à l'accord d'exportation de pétrole conclu avec New-Delhi l'an dernier. Au cours de sa visite, M. Eltsine a réaffirmé sa volonté de « rééquilibrer » la diplomatie russe et de développer une « coopération pacifique » avec les pays asiatiques, en particulier avec l'Inde et la Chine. Il a par ailleurs indiqué que, « si la question était soumise à discussion », il « voterait pour » que l'Inde devienne membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-unies.

INDE : la fin de la visite du président russe

M. Eltsine souhaite développer une « coopération pacifique » avec les pays d'Asie

Le président russe a regagné Moscou, vendredi soir 25 janvier, à l'issue d'une visite officielle en Inde. Avant son départ, il a annoncé que la Russie avait mis fin à l'accord d'exportation de pétrole conclu avec New-Delhi l'an dernier. Au cours de sa visite, M. Eltsine a réaffirmé sa volonté de « rééquilibrer » la diplomatie russe et de développer une « coopération pacifique » avec les pays asiatiques, en particulier avec l'Inde et la Chine. Il a par ailleurs indiqué que, « si la question était soumise à discussion », il « voterait pour » que l'Inde devienne membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-unies.

NEW-DELHI

de notre correspondant

M. Boris Eltsine a profité de sa visite à New-Delhi, la première d'un chef d'Etat russe en Inde depuis la disparition de l'URSS, pour réaffirmer l'importance que revêt, aux yeux de Moscou, le continent asiatique. « Nos intérêts nationaux et le contexte géopolitique rendent inévitable une présence ferme de la Russie en Asie », a-t-il déclaré, précisant qu'il n'était pas de mise de « s'embarasser de considérations idéologiques ». Après sa visite, à la fin de l'année dernière, en Chine et en Corée du Sud, cette affirmation est un message clair en direction de Pékin : « Nous ne voyons que des partenaires en Asie, et le rapprochement avec la Chine fait partie de notre politique asiatique globale », a ajouté M. Eltsine.

« Nous sommes soulagés et heureux ». Ce cri du cœur du ministre de la défense indien, M. Sharda

Pawar, a également donné le ton de la nouvelle donne des relations russo-indiennes. La vieille amitié entre Moscou et New-Delhi, allié traditionnel du temps de l'URSS, connaissait une période délicate depuis le démantèlement de l'empire soviétique (le Monde du 28 janvier).

Un « New Deal » avec Moscou

Aux prises avec leurs propres difficultés économiques, les Russes ne peuvent plus se permettre d'accorder aux Indiens les mêmes avantages : les échanges commerciaux bilatéraux, fixés jusque-là sur la parité du rouble et de la roupie, ont dû être réévalués à un taux plus proche de celui du dollar. De même, la cargaison des livraisons de pièces détachées pour le matériel militaire russe vendu aux Indiens était une source d'irritation pour New-Delhi. Sur le plan international enfin, l'Inde craignait que la fin du communisme en Russie ne mette un terme à ses rapports privilégiés avec Moscou, qui fut un allié de poids pendant la guerre froide.

Tous ces obstacles semblent avoir été en grande partie surmontés au cours de cette visite. Un accord a été signé qui permet à l'Inde de rééchelonner sa dette à un taux plus favorable que celui exigé par les Russes. Cette dette, qui a été évaluée à environ 11 milliards de dollars, sera remboursée sur quarante-cinq ans sans intérêts, en partie en roupies, qui serviront à la Russie à acheter des produits indiens. Les livraisons de pièces détachées pour les Mig de l'armée de l'air indienne et pour le matériel militaire devaient par ailleurs reprendre leur rythme normal. C'est en tout cas ce que l'Inde peut déduire de la déclaration du ministre indien de la

défense, selon lequel « l'accord conclu a totalement résolu les problèmes » sur cette question.

M. Eltsine a également réaffirmé sa volonté de livrer aux Indiens des fusées à propulsion cryogénique, en dépit de l'hostilité de Washington. La signature d'un traité d'amitié russo-indien et l'assurance donnée par M. Eltsine qu'il ne fournirait pas de matériel militaire au « frère ennemi » pakistanais auront rendu encore plus clair le succès de cette visite, que le Times of India interprétait, samedi matin, comme un véritable « New Deal » avec Moscou.

BRUNO PHILIP

■ CAMBODGE : l'armée de Phnom-Penh a lancé une offensive contre les Khmers rouges. Les forces armées du gouvernement de Phnom-Penh ont lancé la semaine dernière une vaste offensive dans le but de récupérer le territoire contrôlé par les Khmers rouges et de s'emparer de leur quartier général situé à Pailin (dans l'Ouest), ont annoncé, lundi 1^{er} février, des responsables des Nations unies. Il s'agit, selon ceux-ci, de l'offensive la plus importante depuis le déploiement de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) en mars 1992. — (AFP)

■ TAIWAN : démission du premier ministre. Le premier ministre taiwanais, M. Hau Pei-tsun, a annoncé, samedi 30 janvier, qu'il allait démissionner après des semaines de conflit entre factions libérales et conservatrices du Parti nationaliste (Koussintang, KMT) au pouvoir. La démission de l'ex-général Hau, chef de file conservateur du KMT, était réclamée avec insistance par le courant libéral dominant, ainsi que par le Parti démocrate progressiste (DPP, opposition). Le président Lee Teng-hui, qui soutient les nationalistes libéraux, devrait proposer prochainement un nouveau premier ministre au Parlement. — (Reuters)

par désaccord avec son attitude trop conciliante envers la Chine. La nomination au poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique de M. Winston Lord, ancien ambassadeur à Pékin, lui aussi très critique, n'est pas fait non plus pour rassurer les dirigeants chinois.

A première vue, M. Wang Xizhe, quarante-trois ans, n'a rien à voir avec la répression du « printemps de Pékin » de 1989 qui conduisit également M. Gao Shan en prison. Pour une raison simple : il avait été condamné à quatorze ans de prison en 1982 à Canton pour « propagande contre-révolutionnaire ». Et pourtant, il existe entre lui et M. Gao, ancien

conseiller de M. Zhao emprisonné pour avoir tenté de mobiliser le Parlement contre la loi martiale en 1989, un lien que le PCC n'ignore rien : tous deux appartiennent à cette même opposition pro-démocratique qui, à travers les cycles de répression, s'efforce de faire évoluer la « dictature du prolétariat » vers un régime plus représentatif.

M. Wang est l'un des trois activistes de Canton qui se rendirent coupables, en 1974, de la publication du tout premier texte dissident jamais sorti en Chine populaire, diffusé en France en 1976 sous le titre de *Chinois, si vous sachiez*. Il s'agissait d'une dénonciation en règle de la révolution culturelle qui avait, à sa manière, inspiré celui qui dirigeait à l'époque la province méridionale, et qui n'était autre que M. Zhao. Un premier séjour en prison allait s'en suivre pour M. Wang.

Si le groupe en question, dont le pseudonyme de Li Yizhe est resté célèbre, s'est par la suite dissous, M. Wang avait continué à mettre à profit les loisirs que lui laissait son emploi d'ouvrier pour publier des « samizdats » dénonçant le monopole du pouvoir du PCC. Ce qui lui avait valu quatorze ans de prison, un an de moins que le plus connu des dissidents chinois, M. Wei Jingsheng, accusé des mêmes « crimes » avec, de surcroît, une accusation fabriquée de trahison.

FRANCIS DERON

ASIE

ASIE

CHINE : un geste en direction du président américain

Deux dissidents ont été libérés avant d'avoir fini de purger leur peine

PÉKIN

de notre correspondant

Deux dissidents liés à l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, ont été libérés quelques mois avant d'avoir fini de purger leur peine. Cette mesure est interprétée comme un geste de conciliation de Pékin envers la nouvelle administration américaine, plus critique à son encontre que celle de M. Bush.

M. Clinton a choisi, pour diriger la délégation américaine à la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme à Genève, M. Richard Schifter, ancien collaborateur du président Bush, qui avait démissionné

par désaccord avec son attitude trop conciliante envers la Chine. La nomination au poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique de M. Winston Lord, ancien ambassadeur à Pékin, lui aussi très critique, n'est pas fait non plus pour rassurer les dirigeants chinois.

A première vue, M. Wang Xizhe, quarante-trois ans, n'a rien à voir avec la répression du « printemps de Pékin » de 1989 qui conduisit également M. Gao Shan en prison. Pour une raison simple : il avait été condamné à quatorze ans de prison en 1982 à Canton pour « propagande contre-révolutionnaire ». Et pourtant, il existe entre lui et M. Gao, ancien

conseiller de M. Zhao emprisonné pour avoir tenté de mobiliser le Parlement contre la loi martiale en 1989, un lien que le PCC n'ignore rien : tous deux appartiennent à cette même opposition pro-démocratique qui, à travers les cycles de répression, s'efforce de faire évoluer la « dictature du prolétariat » vers un régime plus représentatif.

M. Wang est l'un des trois activistes de Canton qui se rendirent coupables, en 1974, de la publication du tout premier texte dissident jamais sorti en Chine populaire, diffusé en France en 1976 sous le titre de *Chinois, si vous sachiez*. Il s'agissait d'une dénonciation en règle de la révolution culturelle qui avait, à sa manière, inspiré celui qui dirigeait à l'époque la province méridionale, et qui n'était autre que M. Zhao. Un premier séjour en prison allait s'en suivre pour M. Wang.

Si le groupe en question, dont le pseudonyme de Li Yizhe est resté célèbre, s'est par la suite dissous, M. Wang avait continué à mettre à profit les loisirs que lui laissait son emploi d'ouvrier pour publier des « samizdats » dénonçant le monopole du pouvoir du PCC. Ce qui lui avait valu quatorze ans de prison, un an de moins que le plus connu des dissidents chinois, M. Wei Jingsheng, accusé des mêmes « crimes » avec, de surcroît, une accusation fabriquée de trahison.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Clinton a peaufiné avec ses conseillers son plan de relance économique

M. Bill Clinton est rentré dimanche soir 31 janvier de son premier week-end à la résidence présidentielle de Camp David (Maryland), où il a peaufiné pendant deux jours, avec les membres de son cabinet et ses conseillers, son plan de relance économique. Ces discussions ont regroupé au total quatre-vingt personnes. Il a été question de l'économie, de la sécurité sociale et de la façon de mieux coordonner le travail des agences fédérales, mais pas du sujet controversé de la levée éventuelle de l'interdiction des homosexuels dans l'armée.

Le président a assisté dans la soirée à la retransmission du « Super Bowl », la finale du championnat professionnel de football américain, puis s'est rendu à un dîner de l'Association des gouverneurs. Ceux-ci se sont prononcés dimanche en faveur d'une couverture sociale pour l'ensemble des Américains, estimant qu'il s'agissait d'un « impératif moral ». Selon un sondage publié samedi par l'hebdomadaire *Newsweek*, 51 % des Américains approuvent les premiers pas de M. Clinton en tant que président, 32 % les désapprouvent. — (AFP, AP)

■ 48 % des Américains sont opposés à la présence d'homosexuels dans l'armée. — Quelque 48 % des Américains sont opposés à la levée de l'interdiction des homosexuels dans l'armée souhaitée par le président Bill Clinton, contre 43 % qui y sont favorables, selon un sondage d'opinion de la chaîne CNN et du magazine *Time* publié samedi 30 janvier. — (AFP)

■ M. George Shultz affirme dans ses *Mémoires* que M. Bush était impliqué dans l'irangate. — L'ancien président George Bush a minimisé son rôle dans le plan secret américain de ventes d'armes à l'Iran entre 1985 et 1986 pour obtenir la libération des otages du Liban, écrit M. George Shultz, ancien secrétaire d'Etat de M. Ronald Reagan, dans ses *Mémoires*. Dans des extraits publiés dans l'hebdomadaire *Time*, samedi 30 janvier, M. Shultz affirme que M. Bush, à l'époque vice-président, a assisté à plusieurs réunions sur le sujet et a fait partie de ceux qui soutenaient ce projet. — (Reuters)

COLOMBIE

Vingt personnes ont été tuées dans un attentat

Les attentats à la voiture piégée, attribués aux trafiquants de drogue, se sont multipliés samedi 30 et dimanche 31 janvier à Bogotá et à Medellín. L'attentat le plus meurtrier s'est produit samedi dans la capitale colombienne : 20 personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées lorsqu'un véhicule bourré d'une centaine de kilogrammes de dynamite a explosé près d'un centre commercial très fréquenté, à quelques rues du palais présidentiel. « Le terrorisme ouguel ne réussira qu'à confirmer la décision du gouvernement d'attaquer de front l'organisation d'Escobar », a déclaré le président Gaviria depuis l'Equateur, où il effectue une visite officielle.

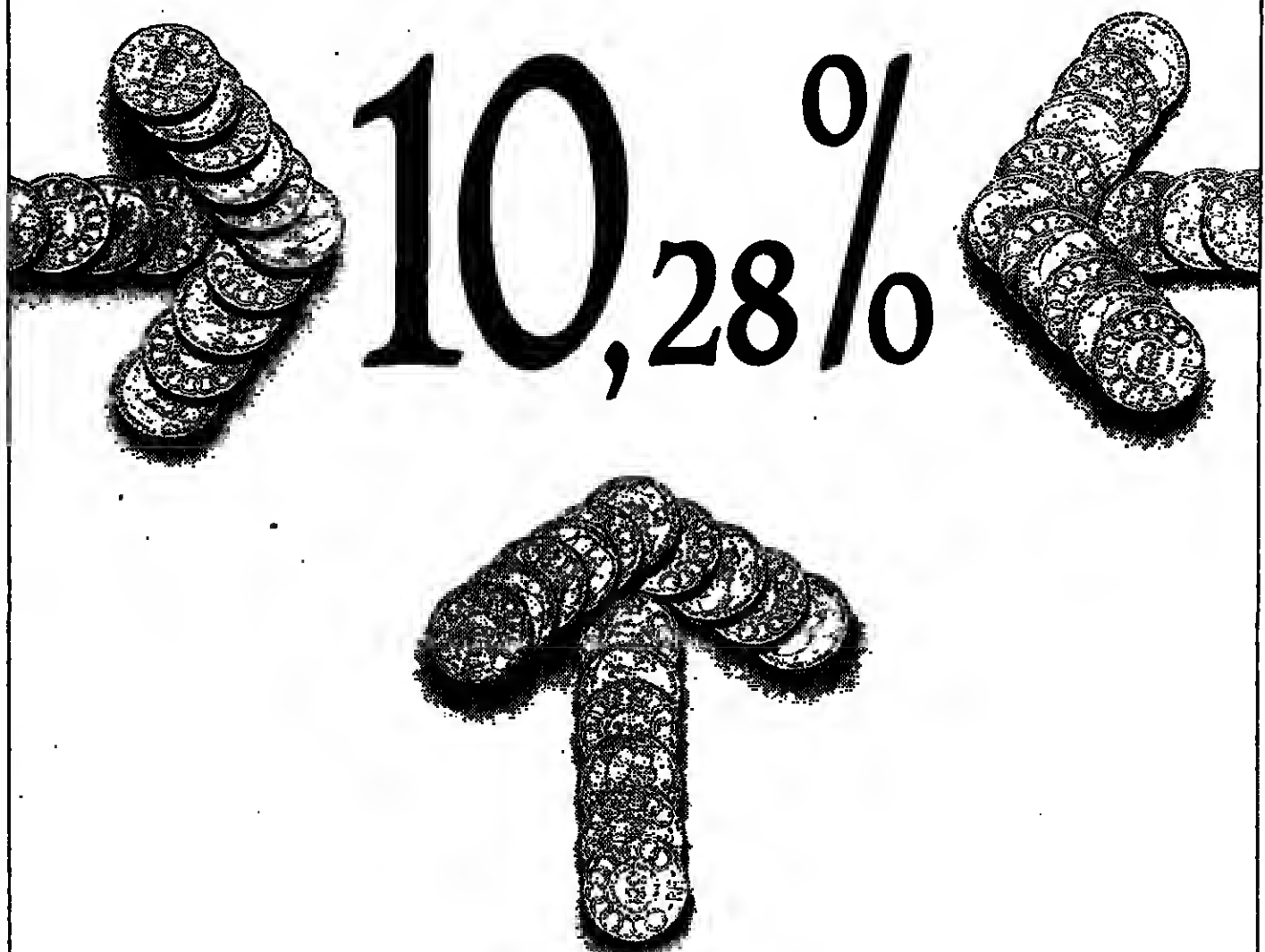
Deux voitures piégées ont, d'autre part, explosé dimanche dans des quartiers résidentiels de Medellín, faisant quatre blessés. L'une des voitures avait été placée à proximité d'un immeuble où résident des parents du chef du cartel de la cocaïne de Medellín, Pablo Escobar, laissant croire à un règlement de comptes. Ce dernier avait annoncé le 15 janvier dans une lettre au procureur de la Nation, M. Gustavo de Greiff, son intention de déclencher « une lutte armée » contre le gouvernement. L'objectif d'Escobar serait de faire plier les autorités pour qu'elles acceptent ses conditions en vue d'une nouvelle reddition. Le « baron » de la drogue, en fuite depuis le 22 juillet, avait utilisé une stratégie semblable avant sa première reddition, le 19 juin 1991. — (AFP, UPI)

■ HAITI : grève de la faim de réfugiés séropositifs à Guantanamo. — Près de trois cents Haïtiens bloqués depuis près d'un an sur la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba, parce qu'ils sont séropositifs, ont entamé une grève de la faim pour obtenir le droit de se rendre aux États-Unis, ont affirmé, dimanche 31 janvier, leurs défenseurs à New-York. Les 271 réfugiés, dont 11 malades du sida, 219 séropositifs et 41 enfants, atterdent du président Bill Clinton qu'il tienne sa promesse électorale d'autoriser leur immigration, a déclaré M. Michael Ratner, avocat du Centre des droits constitutionnels de New-York. — (AFP)



BARCLAYS

Voici l'annonce la plus attirante de ce début d'année.



Et voilà le texte le plus attirant de ce début d'année, jugez plutôt : le taux auquel nous faisons référence est celui de la progression de la valeur de la part de notre fonds Barclays Investissement Patrimonial, taux constaté entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 92 et rapporté à l'année. Là où ça devient très intéressant, c'est que Barclays Investissement Patrimonial est le fonds commun de placement exclusivement réservé aux titulaires du Compte Chèque Dynamique, celui-là même que

vous pouvez utiliser pour toutes vos opérations courantes et qui vous rapporte de l'argent. C'est sur ce fonds que sont automatiquement placées toutes vos liquidités au-dessus de 15 000 F. Les frais de tenue de compte, qui sont appliqués sur votre solde créditeur moyen, varient de 1 à 2 % selon le montant de ce solde. Pour plus de renseignements, vous pouvez adresser votre carte de visite à Barclays, 21 rue Laffitte 75009 Paris, téléphoner au N° Vert 05 31 03 93 ou encore taper 3614 BARCLAYS.

N° VERT 05.31.03.93

POLITIQUE

La préparation des élections

Les candidats présentés par les Verts et Génération Ecologie

Trois semaines après l'accord intervenu avec les Verts sur les candidats de l'Entente des écologistes aux élections législatives, le conseil national de Génération Ecologie a ratifié, dimanche 31 janvier, à huis clos, la liste de ses propres représentants.

Après la liste des candidats du RPR et de l'UDF (le Monde du 22 janvier) et celle du Parti socialiste (le Monde du 30 janvier), nous publions, ci-dessous, la liste des candidats de l'Entente des écologistes, investis par les Verts (V) et par Génération Ecologie (GE) dans les circonscriptions de métropole, moins la Corse (ils ne présentent pas de candidats dans l'île). Dans quelques cas, les deux mouvements soutenant des candidats d'ouverture (O), individuels ou rattachés à l'un des deux mouvements, et, pour des raisons liées essentiellement au financement des partis politiques, certains candidats appartenant aux Verts sont rattachés à leurs partenaires de Génération Ecologie. Ils apparaissent ici avec l'étiquette «V-GE».

Trois «primaires» sont organisées entre des candidats des deux mouvements dans la Cantal et les Hautes-Alpes. Quelques circonscriptions ne sont pas encore pourvues.

ALSACE

Bas-Rhin. - 1^{er}: André Buchmann (V); 2^e: Yveline Merglen (GE); 3^e: Magdeleine Brom (V); 4^e: Denis Maurer (V); 5^e: Jean-François Guédon (V); 6^e: Alice Monel (GE); 7^e: Hugues Stœckel (V); 8^e: Guy Hennet (V); 9^e: Hugues Geiger (GE).

Haut-Rhin. - 1^{er}: Guy Wachren (V); 2^e: Christine Barthelet (GE); 3^e: Guy Lehning (V); 4^e: Jean-Bernard Frenstier (V); 5^e: Jacques Muller (V); 6^e: non désigné (GE); 7^e: Antoine Wachter (V).

AQUITAINE

Dordogne. - 1^{er}: Chantal Merchadon (GE); 2^e: Pierre Lade (V); 3^e: André Vidal (GE); 4^e: Marie-Odile Dauriac (GE).

Gironde. - 1^{er}: Michel Duchêne (V); 2^e: Pierre Murine (GE); 3^e: Noël Mamère (GE); 4^e: Jean-Hervé Le Bars (V); 5^e: Luc-Etienne Laporte (GE); 6^e: Dominique Prost (GE); 7^e: Jean-Pierre Dufour (V); 8^e: André Falguère (V).

(GE); 9^e: André Orives (GE); 10^e: Gérard Chausset (V); 11^e: Jean-Pierre Verret (V).

Landes. - 1^{er}: Jean-Marc Carité (V); 2^e: Jacques Papon (GE); 3^e: Bernard Laug (V).

Lot-et-Garonne. - 1^{er}: Maurice Orensteio (V); 2^e: Philippe Camou (GE); 3^e: Lydia Dubarry (GE).

Pyrénées-Atlantiques. - 1^{er}: Bernard Lacrau-Lacroux (GE); 2^e: Jean-Marc Trely (V); 3^e: Jean-Michel Deproyat (GE); 4^e: Daniel Langlatte (V); 5^e: Jean Lissar (V); 6^e: Michel Veunac (GE).

AUVERGNE

Allier. - 1^{er}: Alain Bréant (GE); 2^e: Jacky Flauzat (GE); 3^e: Michel Durant (V); 4^e: Claude Bozziz (V).

Cantal. - 1^{er}: «primaire» entre Jean-Claude Rocher (V) et Christian Morgo (GE); 2^e: Lionel Feuilles (V).

Haute-Loire. - 1^{er}: Michel Fort (V); 2^e: Jean-Pierre Brosier (GE); 3^e: Jean-Pierre Brosier (GE); 4^e: Hervé Mantet (V); 5^e: Claude Mérat (GE); 6^e: Roland Gourves (GE).

BOURGOGNE

Côte-d'Or. - 1^{er}: Jean-Patrick Mazon (V); 2^e: Jean-Pierre Gillot (GE); 3^e: Alexandre Jurgé (V); 4^e: Jacques Lazzarotti (GE); 5^e: Sophie Bouchard (V).

Nièvre. - 1^{er}: Hélène Rochard (GE); 2^e: Jean-François Daguin (V); 3^e: Jean-Luc Donadoni (V).

Seine-et-Loire. - 1^{er}: Olivier Pagny (V); 2^e: Jean-Luc Dautriche (V); 3^e: Delphine Brox-Brochet (GE); 4^e: Jean-Paul Bonin (V); 5^e: Alain Cordier (V); 6^e: Hervé Bosio (V).

Yonne. - 1^{er}: Denis Raycourt (V); 2^e: Jean-Michel Delagneau (V); 3^e: Joël Broquier (GE).

BRETAGNE

Côtes-d'Armor. - 1^{er}: Jacques Mangold (V); 2^e: Bernard Hery (GE); 3^e: Jean-Claude Lenay (V); 4^e: Bernard Prigent (V); 5^e: Denis Baulier (GE).

Finistère. - 1^{er}: Pierre Delignière (GE); 2^e: Daniel Malengreau (V); 3^e: Michel Briand (V); 4^e: Pierre-Louis Le Morvan (GE); 5^e: Gérard Boreau (V); 6^e: Alfred Corne (GE); 7^e: Bernard Uguen (GE); 8^e: Michel Beucher (V).

Ille-et-Vilaine. - 1^{er}: Dominique Boullier (GE); 2^e: Yves Cochet (V); 3^e: Jean Tchouart (GE); 4^e: Philippe Violanti (GE); 5^e: Gazi Lapadec (V); 6^e: Maurice Leclerc (V); 7^e: Yannick Le Breton (V).

Morbihan. - 1^{er}: Jean-Pierre Mousset (V); 2^e: Patrice Le Borgne (GE); 3^e: Pierre Bernard (V).

(GE); 4^e: Christian Guyonvarc'h (UDF-V); 5^e: Eric Regenermont (GE); 6^e: Claudine Rouillé (V).

CENTRE

Cher. - 1^{er}: Joël Croté (V); 2^e: Jean Rousseau (GE); 3^e: Yves Barrière (GE).

Indre-et-Loire. - 1^{er}: Gérard Laboureur (V); 2^e: François Fillon (V); 3^e: Jean-François Anquetil (GE); 4^e: Mireille Ladevèze-Lépine (V).

Indre. - 1^{er}: Jean Delavergne (V); 2^e: Patrick Ferrag (V); 3^e: non désigné (GE).

Loire-et-Cher. - 1^{er}: Nicole Combrédet (V); 2^e: Roger Doire (GE); 3^e: Josiane Simon (GE).

Loiret. - 1^{er}: Anne Nino-Dupieu (GE); 2^e: Bruno Duval (V); 3^e: Nicole Bouilly (V); 4^e: Jean-Luc Burgunder (V); 5^e: Yves de Kisch (GE).

CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardennes. - 1^{er}: Jean-Philippe Nadeau (V); 2^e: Philippe Leize (V); 3^e: Jean-Louis Jacon (GE).

Aube. - 1^{er}: Bruno Diponzi (GE); 2^e: Dominique Menissier (V); 3^e: Pierre Benoit (GE).

Marne. - 1^{er}: Gérard Crouzet (V); 2^e: François Delmotte (V); 3^e: Philippe Lecompte (GE); 4^e: Daniel Von (GE); 5^e: René Dubois (GE); 6^e: Marc Lefèvre (V).

Haute-Marne. - 1^{er}: Gilles Simon (GE); 2^e: Fabrice Wowak (V).

FRANCHE-COMTÉ

Doubs. - 1^{er}: Bruno Legend (V); 2^e: Jean-Philippe Leize (V); 3^e: Jacques Hellias (GE); 4^e: Gérard Mamet (O-V); 5^e: Jean-Marie Durand (V).

Jura. - 1^{er}: Jean-Luc Maillet (GE); 2^e: Adèle Soie (GE); 3^e: Dominique Voinet (V).

Haute-Saône. - 1^{er}: Alain Cwiliński (V); 2^e: Margareth Chetala (GE); 3^e: Danielle Olivier-Kocher (GE).

Territoire de Belfort. - 1^{er}: Alain Fausseret (V); 2^e: Joël Scarinoff (GE).

ILE-DE-FRANCE

Paris. - 1^{er}: Brice Lalonde (GE); 2^e: non désigné (GE); 3^e: Laurence Boyer (GE); 4^e: non désigné (GE); 5^e: Evelyn Ferrera (V); 6^e: Dominique Simonet (GE); 7^e: Nicole Bénévise (GE); 8^e: François Breteau (V); 9^e: Jean-Jacques Porchez (GE); 10^e: Pierre-Alain Brossault (V); 11^e: Jean-Louis Vidal (V); 12^e: Vincent Lecocq (GE); 13^e: Laure Schneider (V); 14^e: Philippe Brunswick (GE); 15^e: Elisabeth Gombert (GE); 16^e: Chantal Marandou (GE); 17^e: Xavier Knowles (V); 18^e: Jean-Luc Dumesnil (V); 19^e: Philippe Germa (GE); 20^e: Jean Descaud (V); 21^e: Valérie Marange (V).

Essonne. - 1^{er}: Jean-Bernard Gramunt (V); 2^e: Alois Coste (V); 3^e: Francis Chalot (V); 4^e: Michel Mombrun (GE); 5^e: Jean-Claude Le Sornet (GE); 6^e: Amy Dahan (GE); 7^e: Philippe Le Pont (V); 8^e: Patrick Harduin (GE); 9^e: Roland Smolar (GE); 10^e: Joël Roret (GE).

Haute-de-Seine. - 1^{er}: Hubert Guichardou (V); 2^e: Dominique Frager (GE); 3^e: Christine Brigid (GE); 4^e: Christian Demerastel (V); 5^e: Alain Dupré (GE); 6^e: Denis Abecassis (GE); 7^e: Daniel Barq (GE); 8^e: Guy Konopnicki (GE); 9^e: Gilbert Devillard (V); 10^e: Didier Hervo (V); 11^e: Monique Machet (GE); 12^e: Jean-François Dumas (V); 13^e: Adrian Rosner (GE).

Seine-et-Marne. - 1^{er}: Françoise Lefebvre (GE); 2^e: Philippe Mouche (V); 3^e: Agnès Mouvoisin-Cheslet (V); 4^e: Joël Savry (V); 5^e: Claude Munnier (V); 6^e: Lucien Chabason (GE); 7^e: Daniel de Becker (GE); 8^e: Alain Rist (V); 9^e: Jean Calvet (GE).

Seine-Saint-Denis. - 1^{er}: Michel Bourgois (V); 2^e: Hayette Boujema (GE); 3^e: Zair Kodadouch (GE); 4^e: Patrick Benkemoun (V); 5^e: Bernard Haeb (GE); 6^e: Aline Archimbaud (V); 7^e: Patrick Bazin (V); 8^e: Jean-Claude Pruski (V);

9^e: Georges Martory (GE); 10^e: Jean-Marc Ambrosini (GE); 11^e: Jean-François Baillon (GE); 12^e: Francis Terquem (GE); 13^e: Jean-Luc Bannahmas (V).

Val-de-Marne. - 1^{er}: Philippe Devissie (GE); 2^e: Catherine Calmet (V); 3^e: Jean-Pierre Girault (V-GE); 4^e: Gilles Desseigne (GE); 5^e: Danièle Raabe (V); 6^e: Michel Carré (V); 7^e: Loïc Le Guénédal (GE); 8^e: Marie-Odile Biche (GE); 9^e: Dominique Tricaud (GE); 10^e: Jean-Paul Delage (V); 11^e: Alain Lipietz (V); 12^e: Patrice Hernu (GE).

Val-d'Oise. - 1^{er}: Pascal Tourbe (GE); 2^e: Patrick Desœuvre (GE); 3^e: Pierre-François Siméoni (V); 4^e: François Gayet (GE); 5^e: Alain Chancel (V); 6^e: Louis Fancier (V); 7^e: Jean-Pierre Pelteau (V); 8^e: Fanny Mergny (GE); 9^e: Michel Cantal-Dupart (GE).

Yvelines. - 1^{er}: Jean-Claude Allafort (GE); 2^e: Dominique Julien-Labryère (GE); 3^e: Eléonore Cabarini (GE); 4^e: Janick Giroux (V); 5^e: Sasia Sahai (V); 6^e: Jean-Marc Sary (GE); 7^e: Monique Le Samx (GE); 8^e: Jean-François Colin (V); 9^e: Elisabeth Boyer (GE); 10^e: Jean Sindou-Faurie (V); 11^e: Harlem Désir (GE); 12^e: Sylvain Dandonneau (V).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Aude. - 1^{er}: Jacques Doucet (V); 2^e: Marjorie Arditi (V); 3^e: Michel Cornut (GE).

Gard. - 1^{er}: Josef Alcou (GE); 2^e: Christian Eymard (GE); 3^e: Alain Bertolino (V); 4^e: Thierry Tournaire (V); 5^e: Roger Travier (V).

Hérault. - 1^{er}: non désigné (GE); 2^e: Jean-Louis Garcia (V); 3^e: Bruno Gutierrez (V); 4^e: non désigné (GE); 5^e: Jean Canpiac (V); 6^e: Jean-Paul Coloma (GE); 7^e: Yves Pietrasanta (GE).

Lozère. - 1^{er}: Gérard Breton (GE); 2^e: Jean-Pierre Bojeau (V).

Pyrénées-Orientales. - 1^{er}: René-Louis Fayaud (GE); 2^e: Patrick Garcia (V); 3^e: Maryse Lapergue (GE); 4^e: Michel Parnat (V).

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Limousin

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Lozère. - 1^{er}: Gérard Breton (GE); 2^e: Jean-Pierre Bojeau (V).

Pyrénées-Orientales. - 1^{er}: René-Louis Fayaud (GE); 2^e: Patrick Garcia (V); 3^e: Maryse Lapergue (GE); 4^e: Michel Parnat (V).

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Limousin

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Lozère. - 1^{er}: Gérard Breton (GE); 2^e: Jean-Pierre Bojeau (V).

Pyrénées-Orientales. - 1^{er}: René-Louis Fayaud (GE); 2^e: Patrick Garcia (V); 3^e: Maryse Lapergue (GE); 4^e: Michel Parnat (V).

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Limousin

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE); 3^e: Marcel Bayle (V); 4^e: Josette Réjou (V).

Lozère. - 1^{er}: Gérard Breton (GE); 2^e: Jean-Pierre Bojeau (V).

Pyrénées-Orientales. - 1^{er}: René-Louis Fayaud (GE); 2^e: Patrick Garcia (V); 3^e: Maryse Lapergue (GE); 4^e: Michel Parnat (V).

Geoffrey (GE); 2^e: Albert Danjau (V); 3^e: Arlette Dubalen (GE); 4^e: Tarn. - 1^{er}: Francis Maffre (GE); 2^e: Denis Crépin (V); 3^e: Josiane Dautis-Marty (GE); 4^e: Christian Emuile (V).

Tarn-et-Garonne. - 1^{er}: Eric Chailloux (V); 2^e: Yann Guyonard (GE).

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord. - 1^{er}: Pierre Bellanger (GE); 2^e: Ranaud Charbault (V); 3^e: Dominique Plancke (V); 4^e: Nicole Knecht (GE); 5^e: Eugène Delrue (V); 6^e: Roger Cattaue (GE); 7^e: Jacky Minart (GE); 8^e: Joël Campagne (V); 9^e: Etienne Faut (GE); 10^e: Michel-Anthoine Calles (V); 11^e: Philippe Buisine (V); 12^e: Marcel Lefèvre (V); 13^e: Dominique Martin-Ferrari (GE); 14^e: René Patour (V); 15^e: Alain Dubois (GE); 16^e: Alain Pruvot (V); 17^e: Victor Sion (V); 18^e: Maggie Cuvillier (V-GE); 19^e: Régis Dufour-Lefort (GE); 20^e: Benjamin Dutouquet (GE); 21^e: Jean-Pierre Lartige (V); 22^e: Maryse Demoulin (GE); 23^e: Rosano Pulpito (V); 24^e: Denis Williams (V).

Pas-de-Calais. - 1^{er}: Luc Blanche (V); 2^e: Alain Baillet (GE); 3^e: Dominique Madeline (V); 4^e: Patrick Poulet (V); 5^e: Pierre Gécane (V); 6^e: Michel Hamy (GE); 7^e: Jean-Marc Ben (V); 8^e: Etienne Galand (GE); 9^e: Serge Pasche (V); 10^e: Franck Glusack (GE); 11^e: Gilles Pencaquin (GE); 12^e: Daniel Ludwikowski (V); 13^e: Jean-François Caroo (GE); 14^e: non désigné (V).

BASSE-NORMANDIE

Calvados. - 1^{er}: Josette Béard (V); 2^e: Alain Guénès (V); 3^e: Eric Boissard (GE); 4^e: Corinne Lepage-Huglo (GE); 5^e: Bernard Hérad (V); 6^e: Jacques Leblanc (V).

Manche. - 1^{er}: Didier Anger (V); 2^e: Remy Lebasclès (GE); 3^e: Christiane Durcheu (V); 4^e: Chantal Roussard (GE); 5^e: Jean-Claude Magalhães (V).

Orne. - 1^{er}: Jean-Paul Buard (V); 2^e: Bernard Rio (GE); 3^e: Dominique Madeline (V).

HAUTE-NORMANDIE

Eure. - 1^{er}: Sylvain Bigot (GE); 2^e: Pascal Dionis (V); 3^e: Michel Ressonche (GE); 4^e: Bernard Disson (V); 5^e: Olivier Bassine (V).

Seine-Maritime. - 1^{er}: René Pargent (V); 2^e: Christine Rambard (GE); 3^e: Jean-Pierre Girod (V); 4^e: Dominique Aupierre (GE); 5^e: Christian Pedron (GE); 6^e: Joël Valette (V); 7^e: Pierre Dieulauf (V); 8^e: Bernard Despiere (GE); 9^e: Michel-Léopold Juvin (GE); 10^e: Anne Lefebvre (GE); 11^e: Gilles Enxat (V); 12^e: Jean-Claude Ravenel (V).

PAYS DE LA LOIRE

Loire-Atlantique. - 1^{er}: Xavier Donsset (V); 2^e: Jean-Claude Demare (V); 3^e: Bernard Renou (V); 4^e: Bernadette Berthet (V); 5^e: Patrick Cotrel (GE); 6^e: Yves Legay (GE); 7^e: Charles Perrault (GE); 8^e: Gilles Denigot (O-GE); 9^e: Jo Gropi (V); 10^e: Charly Templier (V).

Maine-et-Loire. - 1^{er}: non désigné (O); 2^e: Philippe Bodard (GE); 3^e: Yves Lethellieux (V); 4^e: Christophe Revellat (V); 5^e: Patrick Henry (O-V); 6^e: non désigné (V); 7^e: non désigné.

Mayenne. - 1^{er}: Olivier Illand (V); 2^e: Joël Patoureaux (V); 3^e: Louis Michel (GE).

Sarthe. - 1^{er}: Lionel Renousson (V); 2^e: Jean-François Paquin (GE); 3^e: Jean-François Coutant (GE); 4^e: Didier Bourg (V); 5^e: non désigné (GE).

Vendée. - 1^{er}: Jean Guibert (GE); 2^e: Daniel Robquin (GE); 3^e: Bernard Massyau (GE); 4^e: Danielle Laumont (V); 5^e: Franck Pizantet (V).

PICARDIE

Aisne. - 1^{er}: Patrick Dejeamhe (V); 2^e: Jean-René Bouteux (GE); 3^e: José Maurice (V); 4^e: Alain Colpin (V); 5^e: Jean-François Gréack (GE).

Oise. - 1^{er}: Christian Filippi (GE); 2^e: Bernard Lahitte (V); 3^e: non désigné (V).

Seine-et-Marne. - 1^{er}: Françoise Lefebvre (GE); 2^e: Philippe Mouche (V); 3^e: Agnès Mouvoisin-Cheslet (V); 4^e: Joël Savry (V); 5^e: Claude Munnier (V); 6^e: Lucien Chabason (GE); 7^e: Daniel de Becker (GE); 8^e: Alain Rist (V); 9^e: Jean Calvet (GE).

Seine-Saint-Denis. - 1^{er}: Michel Bourgois (V); 2^e: Hayette Boujema (GE); 3^e: Zair Kodadouch (GE); 4^e: Patrick Benkemoun (V); 5^e: Bernard Haeb (GE); 6^e: Aline Archimbaud (V); 7^e: Patrick Bazin (V); 8^e: Jean-Claude Pruski (V);

Corrèze. - 1^{er}: Alain Colladant (V); 2^e: Jean-Pierre Massias (GE); 3^e: non désigné (V).

Creuse. - 1^{er}: Olivier Warin (GE); 2^e: Jean-Bernard Damien (V).

Haute-Vienne. - 1^{er}: Bernard Devallois (GE); 2^e: Bernard Soury (GE

هكسان الأول

POLITIQUE

législatives

Les écologistes, alliés de la droite ou dernier espoir des socialistes ?

Dans sept semaines, l'essentiel sera joué. Dans huit, tout sera consommé. Tout, pourtant, paraît encore flou : et le programme que mettra en œuvre la nouvelle majorité ; et le nom de celui qui sera chargé de l'appliquer depuis l'hôtel Matignon ; et la forme de la future opposition. La seule certitude porte, il est vrai, sur l'essentiel : c'est la droite qui sera au pouvoir à partir du mois d'avril.

Seule ou en association ? La question n'est pas tranchée. Dans le *Figaro* du 1^{er} février, M. Gérard Longuet, président du PR, souhaite que la future majorité, prenant exemple sur ce qui se passe dans de nombreux conseils régionaux, « travaille » avec les écologistes. M. Édouard Balladur, qui était l'invité de « 7 sur 7 », à TF1 dimanche, est beaucoup plus prudent. Pour lui, si effectivement « les écologistes expriment une sensibilité vraie », il faut d'abord « tenir compte » la nouvelle majorité devra appliquer le programme sur lequel elle aura été élue, et n'être « tentée ni par l'exclusion ni par la récupération ».

Récupérer les voix écologistes au deuxième tour, puis leurs élus dans la future Assemblée nationale, est bien, au contraire, le dernier espoir des socialistes. Ils en sont maintenant convaincus, même s'ils ont encore des façons bien différentes de solliciter cette alliance. Dans *Libération* de lundi, M. Henri Weber, conseiller de M. Laurent Fabius, s'adresse à son « cher Brice » pour lui expliquer qu'il ne pourra pas « appliquer son programme avec une majorité conservatrice ». En revanche, M. François Hollande, au micro de Radio J, dimanche, a remarqué : « Nous n'avons pas en face de nous un partenaire mais quelqu'un qui veut prendre notre place, et à partir de là la convivialité doit rester limitée ».

La droite n'a pas ce souci. RPR et UDF sont toujours décidés à travailler ensemble, mais la convivialité reste mesurée, mais la coopération reste vive pour Matignon. Toujours dans le *Figaro*, M. Longuet assure que son parti « avec François Léotard un homme apte à incarner l'attitude de courage

et d'ouverture qu'attend le pays » et que, « compte tenu du caractère indissociable » de l'entente entre les deux partis, « aucun candidat issu de l'une des familles ne peut être à priori censuré ou récusé ». A l'inverse, M. Charles Pasqua, dans le *Journal du dimanche*, explique que pour le poste de premier ministre

la situation de la France est « la plus grave depuis la Libération ». Pour que l'action des ministres ne soit pas perturbée par les querelles préélectorales à la présidentielle, l'ancien ministre d'Etat a assuré qu'il n'était pas « question de constituer une sorte de comité qui serait désigné par les états-majors des partis ».

« le mieux placé à [ses] yeux serait Jacques Chirac, puisqu'il est le président du RPR, qu'il entend le rester, et qu'il fait le tour de France pour expliquer aux Français la politique qu'il faudrait conduire ».

M. Vauzelle : M. Mitterrand démissionnera si...

M. Balladur fait semblant de ne rien entendre de tout cela. Il continue à parler comme un futur chef de gouvernement. Samedi, il a rendu public son propre « audit » de la situation de la France (*Le Monde* daté 31 janvier-1^{er} février), et dimanche sur TF1 il a présenté son programme en expliquant que « le gouvernement devra se fixer un plan de redressement sur cinq ans », car

Il a ainsi proposé « un plan quinquennal de lutte contre le chômage », pour lequel « il n'y a pas de recettes miracles », et un autre plan de cinq ans « pour organiser le désendettement de l'Etat ».

Se défendre de vouloir porter atteinte aux acquis sociaux fut la principale préoccupation de M. Balladur, qui fit remarquer qu'un gouvernement qui avait permis qu'il y ait « cinq millions d'exclus » était particulièrement mal placé pour vouloir les défendre. M. Michel Vauzelle, « pourtant confirmé, dimanche, au *Forum RMC/Express* », que M. François Mitterrand ferait de leur protection son principal cheval de bataille. Celui qui fut le porte-parole du président de la République pendant cinq ans

laire général du RPR, a estimé que, « malgré la dureté des temps, il faut maintenir l'effort budgétaire auquel nous sommes parvenus ».

M. Toubon : « Mort aux cons ! »

« On a cumulé, il faut maintenant rationaliser, ce qui ne veut pas dire détruire », a indiqué Jacques Toubon, qui a noté que « la ligne générale d'une bonne politique culturelle devait être : mort aux cons ! », avant de conclure en citant Shelley : « Le poète est le législateur des temps difficiles ». Ces temps difficiles ont été évoqués par Philippe Sollers. « Notre pays est assez sinistré sur le plan politique, culturel », a-t-il estimé, inquiet du retour « d'une atmosphère sourde du vichysme ». L'écrivain, qui a expliqué sa présence par une vieille tendresse envers de Gaulle et Malraux, a affirmé qu'on ne pouvait « ignorer la disparité qui s'accroît entre les riches et les pauvres » et que, « sur une base aussi grave, la culture ne pouvait continuer à n'être que le spectacle de la culture ».

Inquiétude reprise par Dominique Perben, secrétaire général adjoint du RPR, qui a constaté « une baisse objective en France constante de l'activité culturelle française à l'étranger », et par l'écrivain et éditeur Yves Berger, qui a fustigé « l'état de non-résistance de la politique française » face à « la déchéance totale » du français, battu par l'anglais. Jean-Jacques Belin, qui s'est présenté comme « un cinéaste français d'expression française », a souligné les difficultés actuelles à réaliser des films en français : « Au-delà d'un certain budget, on est obligé de se poser la question du tournage en anglais ». Le scénariste Jean-Claude Carrière a évoqué « la complicité des instituts culturels français à l'étranger », qu'il entend « depuis trente ans » se plaindre de leur manque de moyens.

Dans son discours de clôture, Jacques Chirac a brossé les grandes lignes d'une politique culturelle. Préserver et enrichir le patrimoine. Garantir l'égalité de tous devant la culture. Donner l'enseignement des disciplines artistiques, une

même assuré que le chef de l'Etat pourrait démissionner « si le gouvernement de droite lui impose de toucher à des acquis sociaux », le contraignant à dire : « Pas ça, pas moi ». Hors de cette hypothèse, l'actuel ministre de la justice a assuré que, même en période de cohabitation, le président de la République doit conserver « ses responsabilités dans tous les domaines », en expliquant qu'il est « le chef des armées », que pour la diplomatie « il représente la France », et qu'il doit veiller au respect de l'article 2 de la Constitution, qui précise que la France est une République sociale.

Pour l'avenir, M. Vauzelle a assuré que le « souci » de M. Mitterrand est que « les valeurs qu'il incarne et défend depuis tant d'années demeurent l'inspiration de ce pays », et que donc « il ne s'en ira que si son successeur partage les mêmes valeurs : c'est-à-dire si la campagne présidentielle permet de supposer, comme on peut le supposer aujourd'hui, un succès d'un candidat de gauche ». Est-ce pour le faciliter que M. Vauzelle annonce déjà qu'an lendemain des législatives il organisera « des assises de la solidarité » pour « fédérer » tous ceux qui, au-delà du PS, partagent les valeurs de gauche ?

THIERRY BRÉHIER

Les vérités de M. Le Pen

Au terme de son neuvième passage à « l'heure de vérité », sur France 2, dimanche 31 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a signé le livre d'or de l'émission à l'aide d'une citation de La Fontaine indiquant : « L'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour le mensonge ». Les principales déclarations du président du Front national ont été les suivantes :

□ **Immigration** : « C'est l'immigration qui est responsable de l'aggravation considérable du chômage, de l'aggravation considérable de la fiscalité en même temps que de l'insécurité. (...) Je dis qu'il y a deux millions d'emplois qui sont occupés par des immigrés... Contrairement à ce que l'on croit, ils occupent des positions partout. »

□ **Incarnations** : « Nous sommes une tradition, la tradition de l'incarnation. C'est-à-dire que la politique, ce n'est pas seulement des mots, des phrases, des concepts, ce sont aussi des hommes et des femmes qui vivent. (...) Le Front national sans Jean-Marie Le Pen ? Et le gaullisme sans de Gaulle, et le PS sans Mitterrand ? Et un bateau sans capitaine ? Un avion sans pilote ? Oui, ça ne marche pas, en effet. »

□ **Législatives (résultats)** : « Je ne suis pas M^{me} Soléil. Très petit succès à 10 %, petit succès à 11, succès à 12, grand succès à 16, triomphe à 20. (...) Tous les candidats UDF-RPR ne sont pas les mêmes. Il y en a pour lesquels nous avons une déstestation supplémentaire, il y en a dont nous reconnaissons les mérites, mais MM. Noir et Carignan ne peuvent espérer que nous venions à leur secours. »

□ **Porte** : « La France, dans la situation dramatique où elle se trouve, doit d'abord balayer devant sa porte avant d'aller balayer devant celle des autres. Nous avons beaucoup fait (...). Eh bien, que d'autres prennent notre place ! »

□ **Purification (ethnique)** : « Je n'en pense rien. Que voulez-vous que j'en pense ? Je condamne la purification ethnique, le cancer du sein, la grippe, les accidents de la route. En gros, tous les maux qui arrivent au monde. (...) Avant de vouloir faire cesser les viols en Bosnie, il faudrait d'abord faire cesser les viols en région parisienne. »

□ **Togo et Zaïre** : « Quand il s'agit de la sécurité de nos ressortissants et de nos concitoyens, je suis partisan de l'intervention de nos troupes. (...) L'installation de systèmes démocratiques dans ces pays est-elle une utopie ? J'ai tendance à le penser et je crains que nous n'ayons là-bas encore plutôt joué en faveur du trouble que de la paix. »

Aux assises du RPR sur la culture

M. Chirac souhaite « un réexamen de la politique des grands travaux »

Concluant, samedi 30 janvier, les assises du RPR sur la culture, M. Jacques Chirac a dénoncé les « écarts » qui se sont creusés entre la capitale et la province en matière d'équipements culturels.

Pendant deux jours, vendredi 29 et samedi 30 janvier, le RPR a organisé à Paris des assises culturelles sous le titre de « Culture d'urgence ». Le premier jour était consacré à des « commissions » (théâtre, musique, cinéma, arts plastiques, livres, etc.) composées d'artistes, d'intellectuels, de professionnels et d'élus, qui s'étaient réunies la veille. Chacun a évoqué ses problèmes : la baisse de la fréquentation des salles ou la crise de la lecture, les difficultés de la chanson française face à l'invasion anglosaxonne, les différents systèmes d'aides apportés par l'Etat, le rôle des établissements publics, le poids des collectivités locales.

Les défenseurs du théâtre privé et du théâtre public se sont affrontés courtoisement. Jean Dessailly (Théâtre de la Madeleine) : « Le prix [jugé excessif] des places c'est la mauvaise conscience des gens qui ne vont jamais au théâtre. » Jérôme Savary (Théâtre national de Chaillot) : « Le théâtre public n'a pas le monopole de l'ennui. » La tonalité de l'ensemble était plutôt corporatiste, et calme. Même absence de rouspétisme, deux tables rondes, animées l'une par Jacques Toubon, l'autre par Alain Carignon. Autour d'eux, le même mélange d'intellectuels, d'artistes (Yves Berger, Philippe Sollers, Michel Fugère, Jean-Jacques Benoit, Jean-Claude Carrière, Pierre Miquel), de professionnels et d'élus RPR. Ces derniers n'ont visiblement pas retenu le message de Marc Fauriol : tous ont réaffirmé l'importance de l'Etat, « au cœur d'une politique culturelle ». Une rupture radicale avec la politique menée par Jack Lang n'était pas non plus à l'ordre du jour. Alain Juppé, secré-

taire général du RPR, a estimé que, « malgré la dureté des temps, il faut maintenir l'effort budgétaire auquel nous sommes parvenus ».

Inquiétude reprise par Dominique Perben, secrétaire général adjoint du RPR, qui a constaté « une baisse objective en France constante de l'activité culturelle française à l'étranger », et par l'écrivain et éditeur Yves Berger, qui a fustigé « l'état de non-résistance de la politique française » face à « la déchéance totale » du français, battu par l'anglais. Jean-Jacques Belin, qui s'est présenté comme « un cinéaste français d'expression française », a souligné les difficultés actuelles à réaliser des films en français : « Au-delà d'un certain budget, on est obligé de se poser la question du tournage en anglais ». Le scénariste Jean-Claude Carrière a évoqué « la complicité des instituts culturels français à l'étranger », qu'il entend « depuis trente ans » se plaindre de leur manque de moyens.

Dans son discours de clôture, Jacques Chirac a brossé les grandes lignes d'une politique culturelle. Préserver et enrichir le patrimoine. Garantir l'égalité de tous devant la culture. Donner l'enseignement des disciplines artistiques, une

vieille marotte du RPR. Mais pour le maire de Paris la démocratie culturelle ne se limite pas à l'école : « Il s'agira de définir une véritable politique d'aménagement culturel national afin de réduire les écarts qui se sont creusés entre les grandes métropoles, notamment la capitale et la province. Il n'est pas normal, par exemple, que les bibliothèques municipales se débattent au milieu de difficultés budgétaires alors qu'on est en train de construire la bibliothèque la plus grandiose du monde, peut-être la plus sûre, mais excessive sur le plan du coût. C'est donc à un réexamen de la politique des grands travaux qu'il faudra procéder, non pas avec la volonté de détruire ce qui a été fait, mais dans le souci de mieux garantir les grands équilibres culturels ».

Troisième mission de l'Etat : aider les acteurs de la vie culturelle, et d'abord ceux qui sont en difficulté, soit en continuant ce qui a été fait, soit en innovant, et toujours en s'appuyant sur les collectivités territoriales.

Un discours prononcé sur un ton modéré et qui voulait ignorer la polémique. Alain Carignon, vintiers présenté au RPR comme un possible ministre de la culture, est dans la même disposition. « Il y a un héritage, nous devons l'assumer. Il ne doit y avoir ni chasse aux sorcières ni rétro-copies. » Les inégalités « La culture doit être apaisée par la nécessaire rigueur budgétaire. » Si le maire de Grenoble, qui dit avoir rencontré « beaucoup de monde », y compris ceux qui ont participé à l'« aventure Lang », souhaite néanmoins que « certaines choses changent, c'est parce que le climat a changé ». « Aujourd'hui, dit-il, on ressent trop le poids de la société marchande. Ses seuls freins sont ceux de la culture. Sans retomber dans le socio-culturel des années 60, les créateurs ne peuvent éviter de s'interroger sur les déchirures du tissu social qui vont s'aggravant et sur la distance qui croît entre une partie de la société et la création. »

EMMANUEL DE ROUX

CHUTE DES CHEVEUX. TRAITEMENT ANTICHUTE Klorane.

Une nouvelle formule Antichute. Premiers signes de chute ? Il faut agir. Car chez les hommes, le processus ne peut que s'accroître d'année en année. Il existe aujourd'hui un traitement performant, spécifique, mis au point par les Laboratoires

Dermatologiques Klorane. Formulé à base d'extraits végétaux actifs, de vitamines et d'oligo-éléments, le nouveau traitement Antichute Klorane freine la chute et favorise la croissance des cheveux existants. Parlez-en à votre pharmacien*



naturellement actif

*Demandez conseil à votre distributeur agréé. Pour recevoir le guide conseil Klorane sur toute information : 3014 Klorane ou 06 97 07 07 07 Caroline Thibault, Directeur en Pharmacie, Laboratoires Dermatologiques Klorane, 45 Place Abel Camus, 92100 Boulogne-Billancourt.

Sous le coup d'un mandat d'arrêt international

Mercenaire impliqué dans toutes les aventures africaines de ces trente dernières années, M. Robert Denard a débarqué, lundi matin 1^{er} février, à l'aéroport de Roissy-Charles-De Gaulle, en provenance d'Afrique du Sud. Interpellé à sa descente d'avion par la police de l'air et des frontières (PAF), il s'est vu signifier un mandat d'arrêt délivré le 16 octobre 1991 à Paris à l'issue de sa condamnation pour « association de malfaiteurs » par défaut pour son rôle dans la tentative de coup d'Etat parprétrée en janvier 1977 au Bénin, ainsi qu'un mandat d'arrêt international pour « association de malfaiteurs et vol aggravé » délivré le 16 juillet 1991 par M^{re} Chantal Perdrix, juge d'instruction à Paris, à propos cette fois de son rôle dans l'assassinat du président comorien Ahmed Abdallah, renversé le 26 novembre 1989 dans des circonstances sanglantes. M. Denard eussait été transféré eu palais de justice de Paris.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Il y a encore quelques jours, à Luanda, un haut responsable du gouvernement anglais expliquait les succès de la rébellion de M. Jones Savimbi par la présence à ses côtés de mercenaires conduits par Bob Denard. Au même moment, à trois mille kilomètres de là, ce dernier mettait, à Pretoria, la dernière main à ses préparatifs de retour en Afrique du Sud, en vue de la mise en œuvre de ses projets en matière d'activités mercenaires. Robert Denard, alias colonel Bob Denard, alias Gilbert Bourgeaud, alias Salid Mustophe Mahdjou, l'a été, peut-on dire, immensément.

Fils d'adjudant de la coloniale, Bob Denard avait commencé sa carrière, en 1945, à l'âge de seize ans, par un engagement dans le régiment de sapeurs-aériers. Après une période de formation à l'école des sapeurs-aériers, à Vincennes, à l'école des mousses de Saint-Mandrier (Var), le voilà fusilier marin en Indochine, alors que la France s'enlise dans une guerre qu'elle finira par perdre en 1954. Deux ans auparavant, Bob Denard, demeurant, et intégré la police militaire, avait été nommé gardien de la prison de la Santé, sous le régime de la loi sur l'heureux délit de circulation, à Casablanca.

Echec au Bénin

Mais très vite il est affecté à des tâches moins pacifiques. La situation marocaine est, en effet, tendue. La France y «protège» un royaume dont les habitants, roi en tête, rêvent d'indépendance. Des bombes explosent et la police crée une brigade anti-terroriste où est versé Bob Denard. Selon un méthode qui sera bientôt réutilisée en Algérie, il s'agit moins d'arrêter les «terroristes» que de les éliminer.

Après l'indépendance marocaine et un bref séjour en Algérie, le retour à Paris est calamiteux. Bob

Selon la Cour de cassation

**La mention
« lu et approuvé »
n'a aucune valeur
juridique**

La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par le Juge Jacques Massip, a jugé, mercredi 27 janvier, que la mention « lu et approuvé » inscrite au bas d'un contrat constitue « une formalité dépourvue de toute portée ». La plus haute juridiction de l'ordre judiciaire a cassé un arrêt rendu le 9 janvier 1991 par la Cour d'appel de Colmar, qui avait estimé qu'un contrat d'assurance n'était pas valablement signé parce que l'un des intéressés n'avait pas ajouté « lu et approuvé » à sa signature. La Cour de cassation a posé comme principe qu'un « acte sous seing privé » — il s'agit de tous les contrats signés entre particuliers, contrats de prestations de services, de vente, de location, etc. —, principalement n'est « soumis à aucune autre condition de forme que la signature de ceux qui y ont consenti ».



Denard y fréquente les activistes de l'Algérie française, anciens compagnons de l'OAS ou membres de groupuscules d'extrême-droite. Il se retrouvera plus tard dans toutes ses aventures, mercenaires en Afrique, appariteurs musclés de l'après-mai 68 ou hommes de main pour campagnes électorales. « En 1960, explique-t-il, j'ai lu dans un *Journal* un article sur le Katanga où Moïse Tschombé venait de faire sécession de l'ex-Congo belge devenu indépendant. J'y suis parti sur un coup de tête, avec un passeport délivré par l'abbé Fulbert Youlou, à l'époque président du Congo-Brazzaville, qui m'a fait délivrer un passeport diplomatique pour rejoindre Tschombé ».

présidentielle. Durant onze ans, il sera, à la tête des forces armées comoriennes, le véritable maître de deux du régime. Mais, le 26 novembre 1989, l'opposition s'insurge et attaque le palais présidentiel. Dans la confusion, le président Abdallah est tué. « C'est l'un de ses gardes du corps qui l'a abattu, par erreur », explique Denard qui, réfugié en Afrique du Sud, et accusé par la famille de la victime d'avoir tué son ancien patron, doit faire face à de nouvelles poursuites. Quel intérêt aurait-il eu à le tuer? Je faisais ce que je voulais ».

S'il entre à Paris, malgré la prière que l'homme a la perspective d'une condamnation, au moins celle d'un nouveau procès, c'est, dit-il, « pour régulariser une situation judiciaire qui m'empêche de gagner ma vie. Depuis trois ans [que je suis en Afrique du Sud, mes économies ont fondu]. A soixante-trois ans, plus question de louer ses services à ceux qui pourraient les lui payer, trois ou quatre fois plus que les services spéciaux ou gouvernements occidentaux. L'homme a vieilli et les séquelles de ses nombreuses blessures le font souffrir. Surtout, l'Afrique n'est plus l'enjeu de cet affrontement entre l'Est et l'Ouest qui lui permettait de vivre. Plus de mode, « chiens de guerre » et autres « affreux » sont passés de saison.

GEORGES MARION

MEDECINE

Enquête sur les méthodes d'un laboratoire parisien

MM. Bernard Kouchnar, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et **Rané Taula**, ministre des affaires sociales, ont demandé, dans la soirée du vendredi 29 janvier, à la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris, de faire procéder « *à toute urgence* » à un contrôle des conditions dans lesquelles un laboratoire parisien privé procède au dépistage sanguin de l'infection par le virus du sida. Cette décision fait suite à la dénonciation des pratiques mises en œuvre dans ce laboratoire par l'association Act-Up.

Les animateurs de l'Association de lutte contre le sida Act-Up ont annoncé, vendredi 29 janvier, avoir obtenu du cabinet de M. Jean-Louis Kouchner un dossier dénonçant les pratiques d'un laboratoire privé d'analyses médicales. Dans la soirée du même jour, ils organisèrent une manifestation devant cet établissement, le laboratoire d'Artois, situé rue de la Chapelle-Hugue à Paris 18^e arrondissement. Cette manifestation eut lieu notamment avant la preuve, émise au témoignage de personnes travaillant dans ce laboratoire, que le dépistage sanguin vis-à-vis du virus du sida n'était pas pratiqué dans les règles. Selon Act-Up, pour des raisons financières, ce laboratoire procède à des tests de dépistage de la présence de sérum provenant de différentes personnes.

Techniquement, une telle pratique ne manque pas de soulever des questions quant à la fiabilité des résultats fournis. Pour les spécialistes de virologie que nous avons interrogés, il est clair - quelle que soit la

sensibilité des tests de dépistage vis-à-vis de l'infection par le virus du sida — que le fait de procéder à un mélange des sérums entache gravement la valeur des résultats. Tous soulignent en effet qu'un faible taux d'anticorps dirigés contre le virus du sida risque de passer de la sorte inaperçu. Et tous formulent leur totale réprobation face à de telles pratiques.

Pour leur part, MM. Kouchner et Teulade ont, après communication des informations fournies par l'association Act-Up, voulu en savoir plus en demandant à la direction départementale des affaires sanitaires et

sociales de Paris de procéder « de toute urgence » à un contrôle dans ce laboratoire. « Si les faits dénoncés étaient avérés, indique-t-on dans l'entourage de M. Kouchner, il est clair que la fermeture de cet établissement pourrait être décidée. » L'enquête demandée devrait fonder ses conclusions à la fois sur des pièces comptables et sur des documents techniques.

« La pratique qui nous est reprochée n'est mise en œuvre que sur les sérums de malades devant être rapidement opérés, explique le docteur Philippe Tombeck, l'un des responsables du laboratoire d'Artois. Nous

une clinique de Vannes (Mor)

Causes inexplicables d'intervention chirurgicale

vannetiste, propriété de la Congrégation des Sœurs de Saint-Cœur de Jésus, Saint-Jean-le-Pins (Morbihan). La série de quatre accidents est survenue lors d'opérations effectuées entre 9 h 30 et midi, selon la direction de la clinique. « Les douze opérations dans la matinée de vendredi et pratiquées sous anesthésie générale ont été effectuées par le chirurgien local » ont précisé, dimanche devant la presse, les chirurgiens, les anesthésistes et la direction de l'établissement. Ils ont évoqué « l'hypothèse d'une atteinte toxique », en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un accident d'anesthésie, les troubles présentés évoquant un processus d'intoxication. Ils ont précisé qu'il n'y avait pendant des protocoles anesthésiques, qui, en tout cas, ne peuvent les expliquer ». L'hypothèse d'inversion de

utilisent des tests rapides fabriqués par les firmes Abott et Du Pont de Nemours. Compte tenu de leur prix d'achat, ces tests ne sont pas correctement pris en charge par la Sécurité sociale. Nous faisons évidemment la confirmation par d'autres techniques mises en œuvre par le centre de transfusion sanguine. J'ajoute enfin que de telles pratiques ne sont pas de notre seul fait et que d'autres font de même. » Le docteur Tombeck souligne que cette technique de groupage de différents sérums « est utilisée par de très nombreux laboratoires privés d'analyses médicales ou de transfusion sanguine ».

rbihan)

à la suite chirurgicale

bouteilles a, elle aussi, été écartée. Les quatre opérations ont été réalisées dans deux blocs chirurgicaux contigus, les chirurgiens et les anesthésistes différents. Quatre appareils respirateurs ont été utilisés. La direction de la clinique a suspendu toute activité au bloc opératoire dès vendredi soir. Sur demande des praticiens anesthésistes, la direction de l'établissement a saisi la justice samedi matin. Une information judiciaire a été ouverte pour connaître les causes de la mort des deux patients, et confiée au SRPJ de Rennes. La clinique chirurgicale, qui reçoit 12 000 patients par an, dont 3 000 à 4 000 subissent une anesthésie, emploie 120 personnes, dont 60 infirmières et six chirurgiens à plein temps.

MICHEL LE HEBEL

Au colloque sur « Le peuple magistrat »

L'agonie de l'intime conviction

Au cours du colloqua organisé samedi 30 janvier au Sénat à l'initiative de M. René Monory sur le thème « Le peuple magistrat », M. Jacques Toubon s'est prononcé en faveur d'une procédure d'appel des décisions rendues par les cours d'assises en évoquant la risque d'une suppression du jury criminel. Cette réforme — qui nie la notion d'intime conviction — est souhaitée par les anciens jurés, mais elle divise les magistrats.

L'idée chemineait doucement. C'est sans aucun doute un avocat ou son client trop sévèrement condamné qui, le premier, a trouvé scandaleux qu'il ne soit pas possible de faire appeler une décision de cour d'assises. D'autres avocats et quelques magistrats ont ensuite partagé ce sentiment pour, de temps à autre, en parler tout bête entre eux. Mais le propos ne sortait pas du cercle restreint de quelques initiés ébahis à des ravues de droit comperé. D'ailleurs, n'était-ce pas une sorte de blasphème d'oser prétendre que le peuple pouvait se tromper ? L'adage *« Vox populi, vox dei »* ne se discutait pas.

Pourtant, c'est le peuple lui-même qui a eu le mot de la loi. Le 13 juin 1992, un peu plus de cinquante anciens jurés du département de la Vienne, réunis à Poitiers, déclaraient sans la moindre gêne qu'ils étaient favorables à une remise en question de leurs propres décisions. Vendred 30 janvier, eu cours d'un colloque organisé au Sénat à l'initiative de M. René Monory, soixante jurés ayant siégé dans les cours d'assises du Rhône, du Nord, des Bouches-du-Rhône et de Paris ont exprimé le même souhait. « C'était sur le ton de l'évidence, et il ne leur semblait pas utile de débattre longuement de la disparition d'une procédure visiblement archaïque qui empêchait l'accusé d'un crime de disposer des recours offerts aux petits délinquants. Mais ce n'était qu'un colloque, et l'idée aurait été classée au rayon des idées neuves, sans aucune portée politique, présent dans la salle n'aurait pas forcément appuyé cette modification profonde de nos mœurs judiciaires. M. Jac-

ques Toubon, député RPR de Paris, qui souhaite succéder à M. Michel Vauzelle, s'est montré très clair : « Ceux qui, comme moi, veulent défendre le jury doivent penser qu'il n'est pas infail-
lible et qu'il faut instituer un second degré de juridiction. »

Il est vrai que le jury a bien basiné d'être défendu. Au-delà de la contestation de certaines décisions qui font scandale, le fonctionnement journalistique des juridictions criminelles fait l'objet de sévères critiques, qui ont été reprises dans les pages de ce qu'on appelle le *Quotidien*. Pour un même crime commis dans des circonstances comparables, le sèntion peut varier du simple au double selon le lieu de jugement, et, dans un même département, deux formations différentes de la cour d'assises supportent souvent des écarts énormes de sèntion. Si le même phénomène s'observe, dans de moindres proportions, en correctionnelle, il est possible de faire appel. Il y a donc bien longtemps que le mot «loterie» a été prononcé pour qualifier, sur la mode de la dèrision, une juridiction de plus en plus contestée.

Aussil, à Paris, l'ordonnance n° 15 du 15 mars 1988, qui a supprimé le jury, a été perçue comme la menace : « Si on ne donne pas une garantie à la cour d'assises actuelle, on la supprimera peut qu'on en aura marre. »

Le coût de la réforme

Le vœu pieux de quelques dizaines d'anciens jurés doit-il désempêcher leur rangé dans le grand amour sans fond des promesses électorales d'un membre de l'opposition qui suit de très près les affaires de justice ? Même si tel est le cas, le propos ne manque pas de courage. Car une telle réforme, d'une manière qui n'est pas très populaire, cotiserait très cher et, afin que M. Toubon ne l'oublie pas, M. Henri Boulard, premier président de la Cour d'appel de Paris, a été élu à la présidence de la Versaille, lui lançait ce conseil : « Si l'appel lui doit y avoir, que les hommes politiques de l'époque n'oublient pas les nécessités de personnel ».

Il faudra des juges, beaucoup de juges, car l'instéuration de l'appel, selon M. Toubon, passe par la motivation des arrêts criminels. « Est-ce que la justice criminelle doit continuer à reposer sur l'imme conviction ou est-ce

que l'on peut considérer comme un progrès de motiver la décision?», demandait le député de Paris sans cacher qu'il était favorable à une motivation.

Ce qui ressemble bien à un projet ne fait pas l'unanimité parmi les professionnels du droit. M. Dominique Fournier, président de la cour d'assises de l'Aisne, y souscrit, car « la justice a besoin d'être acceptée, comprise, et le presse peut jouer un certain rôle en expliquant la décision ». Si les anciens jurés se prononcent en faveur d'une cour d'appel criminelle qui comporterait aussi un jury, M. Jean-Georges Diemer, conseiller à la Cour de cassation, envisage « une juridiction de magistrats qui ne pourrait pas aggraver la sanction et qui ne se prononcerait que sur le peine ». M. Chretien La Guehec, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, s'est, pour sa part, étonné : « Le problème n'est pas nouveau. Mais le motivation en cour d'assises, quelle serait-elle ? On n'explique pas le cheminement de la pensée qui a conduit à la déclaration de culpabilité ! L'appel entraînerait la disparition du jury ». Pour M. Boulard et pour M. Olivier Metzner, la motivation de la décision n'est pas

nécessaire pour permettre un appel, et, selon l'avocat, « la motivation n'est qu'un *ellbi*. La solution n'est pas la motivation, mais la création d'un droit de la preuve. Il faut savoir sur quoi on peut condamner. »

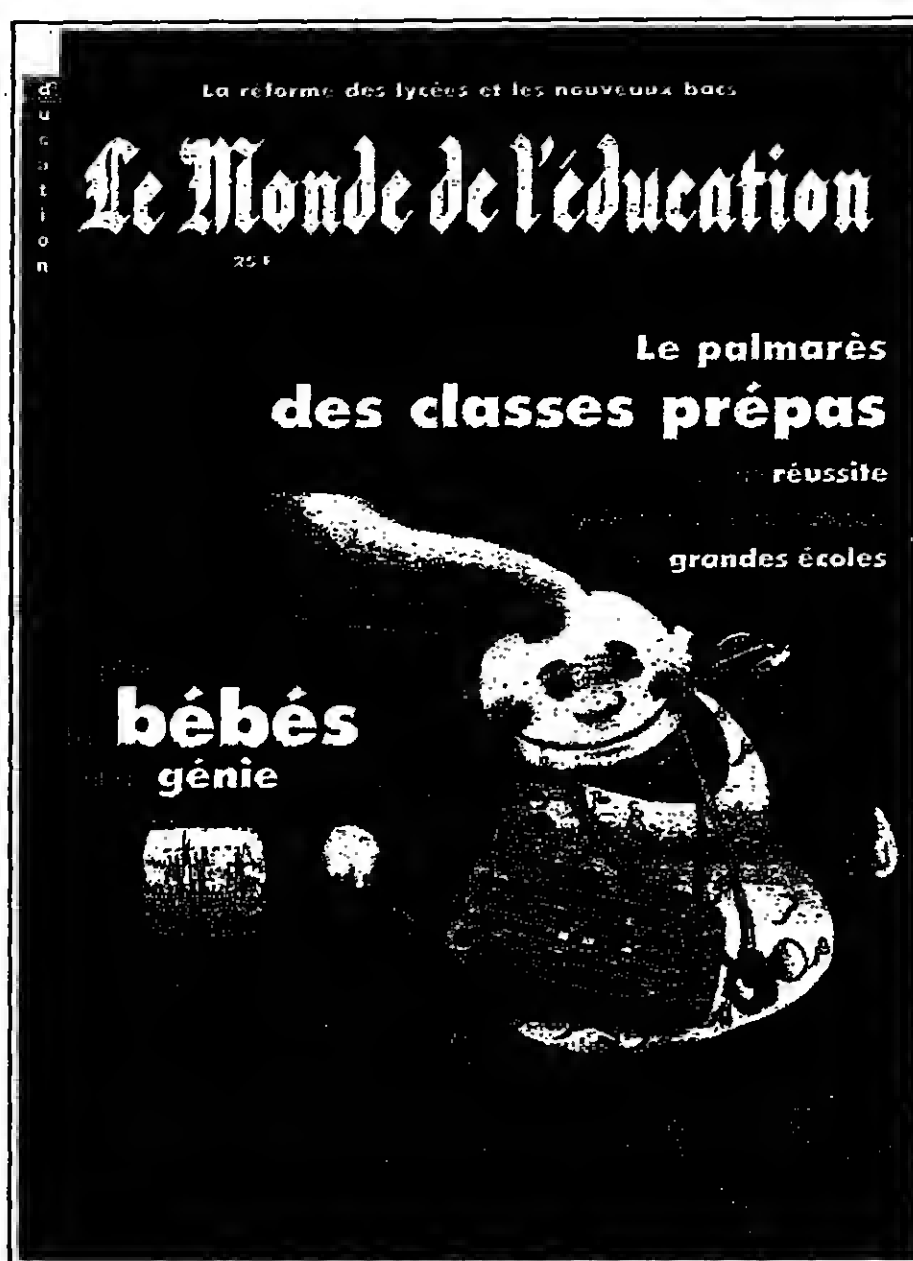
La discussion est engagée et, s'il faut en croire M. Toubon, elle pourrait sortir des colloques pour se poursuivre un jour devant l'Assemblée nationale. Mais si le mort du jury n'est pas énoncée, il semble que l'on assiste à l'agonie de l'intime conviction, une location sur ailleurs superbes qui ne peut cependant pas être lue à un homme en prison pour la vie en se contentant de faire seulement oui. M. Bernard Foyolle, président de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, citait Molière : *« Quand on pend quelqu'un, on est persuadé qu'il est coupable »*. On peut aussi dire, à l'instar de ce qu'il disait, qu'il faut observer l'ordre de sens : *« Si l'application de la sanction était possible, les décisions seraient différentes... »*

Numéro de février 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Exclusif Le palmarès des classes prépas

Les taux de réussite aux concours d'entrée dans les grandes écoles,
établissement par établissement :
écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, écoles normales supérieures.
Avec des informations sur les différents styles de lycées
et des conseils pour bien poser sa candidature.



Enquête : Les bébés ont du génie

Pour faire le point
sur les atouts et les dangers
des méthodes d'apprentissage
précoce.

Dossier : Les nouveaux bacs

Ce qui va changer en première
à la rentrée prochaine, et
en terminale l'année suivante :
les matières, les options,
les horaires et les coefficients
des nouvelles séries.

Réportage : Les étudiants et la lecture

Même s'ils choisissent
d'abord le cinéma,
la musique ou la presse,
les étudiants restent
les plus grands lecteurs
de livres. Et des initiatives
se multiplient sur les campus
pour les inciter à lire.

هكرامن الأصيل

هكذا انظر

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Nice, la peur et les rumeurs

Confusion dans le chef-lieu des Alpes-Maritimes où onze attentats ont été commis depuis le début de l'année

NICE
de notre envoyé spécial
Dès l'heure de la fermeture, la lingerie baisse rapidement son rideau, boulevard Casale. Demain, retrouvera-t-elle intacte sa boutique ? Ce vendredi matin 29 janvier, elle avait découvert, devant sa vitrine, des cars de police et de pompiers, une foule tendue. « Quel choc ! J'ai cru d'abord à un accident. » En fait, c'est la devanture attaquée d'un hôtel qui a volé en éclats dans la nuit. Tout à côté, le Soack Mod's avait déjà été soufflé par une bombe. Sur l'immeuble d'en face, des éclats de ciment avaient endommagé la façade jusqu'au deuxième étage. Des voitures en stationnement n'étaient plus que débris. « Par miracle, il n'y a pas eu de mort, ni même un blessé. »

La lingerie ne sait rien : « Peut-être le bottier, un vieux Nicols, pourrait-il mieux répondre ? » Le tenancier visé par l'explosion ? « Un homme aimable. On se salue. » Des rumeurs qui naissent de la peur, dans ce quartier de petites gens ? « On ne peut rien conclure. » La lingerie reste muette, comme sont muets les voisinages aux adresses chaudes de la ville, là où ont eu lieu les onze attentats à l'explosif répertoriés entre le 3 et le 30 janvier.

Depuis cette dernière semaine, cependant, l'angoisse sourd, dans une ville qui se prépare sous le soleil pour son fameux carnaval de février. « La violence ne se contente plus de causer des dégâts matériels. Elle peut tuer », commentent des Nicols. « Imaginez la foule, les chars, les gendarmes... » Alors, au cours du week-end, on a quelque peu déserté le marché aux fleurs et les magasins du centre-ville. Les touristes italiens ont boudé les antiquaires du port. Et quand la nuit a envahi la ville, on a préféré rester chez soi.

« Quand frapperont-ils ? » A ce jour, nul ne met un nom sur ces auteurs de troubles, pas même les enquêteurs de la police judiciaire, qui s'en tiennent aux rares éléments matériels et n'ont procédé à aucune arrestation. L'ingénieur en chef du laboratoire de police scientifique, venu de Paris, le 29 janvier, est reparti en important, pour les analyses, les traces des explosifs utilisés. L'examen va prendre du temps. Sans attendre, trois campagnes républicaines de sécurité (CRS) ont été déployées pour prêter main forte aux forces locales.

Pour la première fois depuis le début de l'année, les posers d'explosifs ont mis en danger des vies humaines en prenant pour cible, mercredi 27 janvier, une boulangerie-pâtisserie. Celle-ci, rue du Colonel-Gassini, n'est plus qu'un amas de ferraille. Au-dessus du magasin, les vieilles persiennes à l'italienne demeurent closes. La cage d'escalier est trouée, noircie de fumée.

Des méthodes de professionnels

Ici, mercredi soir, peu avant minuit, ce fut la panique. Des retraités, pour s'enfuir de leur immeuble en flammes, faillirent sauter par les fenêtres. Les pompiers firent évacuer par échelle tous les occupants, dont trois souffraient d'un début d'étouffement. Deux bombes - des bouteilles de gaz reliées à des paquets de plastique - venaient de faire exploser la boulangerie. L'ouvrier pâtissier, qui habitait au-dessus du local, se trouva barricadé chez lui : une planche avait été clouée sur sa porte. Cet homme, ancien gérant, venait de céder ses parts. Visant un commer-

cant et touchant l'immeuble entier, les malfaiteurs pourraient avoir voulu, ce coup-ci, terroriser les gens. Au Soack Mod's, deux jours plus tard, la volonté affichée fut identique. L'équipe posa sur les trois cents grammes de plastique une plaque d'égoût, provoquant une fragmentation qui amplifia les effets de l'explosion.

Cette dernière semaine d'escalade a rompu la relative indifférence des Niquois à l'égard des précédents attentats. La peur se mêle à une grande confusion. Qui peut comprendre ? Les auteurs de ces actes ne laissent guère de traces. Ils utilisent des méthodes de professionnels, mais d'évitent pas quelques ratés. Ils choisissent des cibles si différentes que nul ne peut déceler un fil commun à ces actions. Et aucun des attentats de janvier n'a été revendiqué à ce jour.

La série débute par une petite charge placée dans le bureau d'un expert-comptable, au centre-ville. Pour quel motif ? Le scénario se répète au cabinet d'un avocat pénaliste. Il avait en sa voiture endommagée, il y a deux ans. Réactive de tramway ? Deux magasins Forum-nid furent à leur tour frappés. Nice n'en est plus à s'étonner de ce type d'événement, attribué jusqu'ici à des sautoirs à des querelles de voyous.

Commencèrent alors les attaques contre des lieux symboles de l'autorité publique. Les charges furent mesurées contre le palais de justice et un atelier de la police, installé à la périphérie. Contre la prison, l'action fut nettement plus professionnelle : une roquette balancée par un fusil lance-grenades au pied du mur d'enceinte. La nuit suivante, le transporteur de la même maison d'arrêt fut attaqué, non sans que les assaillants aient d'abord déjoué le dispositif policier en téléphonant de

feusses alertes au commissariat. Autant de défis à l'Etat ? Mais aucune revendication n'a été formulée à ce jour. Aussi l'hypothèse première d'un groupe extrémiste devient-elle plus floue. Est-ce alors une stratégie de la tension, dans une campagne législative trouble ?

Pour le moment, l'enquête n'exclut aucune des pistes. La série funeste de janvier a été précédée d'une dizaine de règlements de comptes entre repris de justice. Depuis le 3 janvier, il n'y en a plus. Les posers de bombes formeraient non pas une mais plusieurs équipes. Peut-être seraient-ils commandés par des intérêts fort divers, et pas forcément adverses. Comme si chacun trouvait son compte dans la confusion créée. Des trams du milieu « marquent » leur territoire dans la ville. Une façon de promouvoir le racket des commerçants ? D'autres individus profiteraient de l'occasion pour régler des comptes d'ordre personnel, voire escroquer une compagnie d'assurances.

En visite dans la troisième circonscription de la ville, où il est candidat pour les législatives, Jean-Marie Le Pen a évoqué avec conviction « l'arène mafieuse » de ces actes. Au micro de Radio Monte-Carlo, dimanche 31 janvier, Jacques Médéric, l'ancien maire, réfugié en Uruguay, sous le coup de poursuites judiciaires, a répondu à sa façon à son ami fidèle : « Quand Nice était dirigée par un homme d'autorité, titulaire de l'autorité légale, chacun restait dans sa spécialité. La Mafia existait déjà, mais marginale, allant ailleurs de préférence. Aujourd'hui, on lui offre une route large. » Nice, en perdant son « parrain », a éveillé bien des appétits.

DANIELLE ROUARD

A la suite de l'enquête de MM. d'Aubert et Gallet

M. Carignon veut savoir si Grenoble est infiltrée par la Mafia

Le maire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR) souhaite savoir si sa ville est effectivement gangrénée par la mafia comme le prétendent les conclusions de l'enquête parlementaire conduite par MM. François d'Aubert (UDF) et Bernard Gallet (PS) dont les conclusions seront rendues publiques le 3 février. Pour cela M. Carignon envisage de demander à son conseil municipal l'autorisation de porter l'affaire devant la justice.

GRENOBLE

de notre correspondant

Fortement aujourd'hui d'environ cinquante mille membres - plus des deux tiers sont de nationalité française - la puissante communauté italienne essentiellement originaire du sud de la « botte » et de Sicile est installée depuis les années 20 dans l'agglomération grenobloise. Elle prospère dans les entreprises du bâtiment, dans le commerce, notamment des fruits et des légumes, et la restauration.

Preuve d'une parfaite intégration au sein des villes de l'agglomération, plusieurs conseillers et certains adjoints au maire de la municipalité communiste de Fontaine sont d'ascendance italienne. Le président des Siciliens de l'Isère, M. Antonio Fontana, rejette les accusations portées contre les membres de sa communauté. Il rappelle qu'à plusieurs reprises, les Siciliens ont manifesté publiquement sur l'île avec les forces

démocratiques italiennes contre la mafia. A cette occasion, ils ont reçu le soutien de leurs cousins français.

Reste que parmi les Siciliens présents à Grenoble un grand nombre est issu de Cézanne et de la petite ville de Sommatino. Aujourd'hui montrées du doigt par la commission d'enquête parlementaire française, « Naus ne sommes pas à l'abri de brebis galeuses », constate un élu grenoblois, M. Pierre Strippoli (divers droite) originaire du sud italien. Les années 1970 furent particulièrement « chaudes » à Grenoble en raison notamment de la présence du clan des « italo-grenoblois » qui s'illustrèrent dans une série de racket et au travers de l'affaire dite des prostituées.

Plusieurs proxénètes furent condamnés en 1981 à des peines de six à dix ans de réclusion criminelle. Selon certains membres de la communauté transalpine, « les clans qui autrefois tenaient la ville ont disparu, leurs chefs s'étant exterminés » tout au long de la décennie 1970 et jusqu'en 1985.

Ils rejettent également l'hypothèse selon laquelle certains chefs mafieux auraient trouvé dans la « capitale des Alpes », un lieu propice « pour se mettre au vert » et faire prospérer d'ici leurs affaires crapuleuses. « Le climat ne leur conviendrait pas et c'est en Italie que se passent les opérations importantes », appuie le conseiller municipal grenoblois, M. Pierre Strippoli.

CLAUDE FRANCHILLON

RELIGIONS

Le « Messie » des Loubavitch n'est pas venu

Ce n'était qu'une fausse nouvelle. Le « Messie », dont la venue était annoncée pour le dimanche 30 janvier par M. Helene Sperling, directrice d'une revue des Loubavitch en Israël, n'était pas au rendez-vous. En fait, cette journée du 10 du mois de Chevat, dans la calendrier hébraïque, marquait la quarante-troisième anniversaire de la prise de fonctions du chef spirituel des Loubavitch, le rabbin Menahem Schneerson, quarante-deux ans, vivant à New-York. Et la revue israélienne avait écrit la semaine dernière : « Notre vénérable maître est en fait le Messie en puissance depuis quarante-trois ans. Il vient de recevoir l'ordre divin de dévoiler son identité messianique aux yeux du peuple juif, et dimanche il sera salué comme tel. »

Hélas ! dimanche, il ne s'est rien passé. Les porte-parole officiels du mouvement Loubavitch - 150 000 membres aux Etats-Unis, en Israël, en France - s'étaient d'ailleurs désolidarisés de cette annonce. Mais les mêmes, depuis deux ans, par des campagnes de presse et d'affichage présentent comme imminente le venue du Messie. Pour eux, la guerre du Golfe,

l'effondrement du communisme et le retour en Israël des juifs d'URSS sont les signes avant-coureurs de ces nouveaux temps messianiques (1).

Les Loubavitch sont les descendants du Baal Chem Tov, le maître spirituel des Hassidim, né en Pologne au dix-septième siècle, qui ont développé les enseignements mystiques de la tradition juive (le kabbale en particulier). Né le 14 avril 1901 en Russie, le rabbin Schneerson, septième maître des Loubavitch, a fait ses études à Berlin et à Sorbonne. Fuyant l'Europe en 1941, il s'est installé à New-York et a succédé à son beau-père à la tête de l'empire Loubavitch, qui reçoit des millions de dollars de dons chaque année et est devenu le plus grande maison d'édition juive dans le monde. Paralysé par une attaque cardiaque au printemps dernier, le « rabbi » des Loubavitch a perdu l'usage de la parole. La vénération de ses fidèles n'en est que plus grande.

H. T.

(1) On lira en particulier du son du grand chofar, écrit par Haim Nissenbaum, porte-parole en France du mouvement Loubavitch. Edition Teik-Fress. 190 pages. 90 F.

EDUCATION

Protestant contre la suppression de 750 postes

Les enseignants des lycées professionnels appelés à la grève

A la demande de quatre syndicats d'enseignants du technique (le syndicat autonome, l'UNSEM-CGT, le SGEN-CFT et le SNIT-FO), les 70 000 enseignants des lycées professionnels étaient appelés à faire grève lundi 1^{er} février. Protestant contre « la politique ministérielle d'affaiblissement des lycées professionnels », les syndicats s'insurgent surtout contre la suppression inscrite au budget de 750 postes de professeurs de lycées professionnels, la réduction du nombre d'heures d'enseignement et de sections dans ces établissements.

Le ministère de l'Education nationale et de la culture justifie ces suppressions de postes par l'accroissement du transfert en collège des classes de quatrième et de troisième technique actuellement en lycée professionnel et par la baisse démographique.

Elles ne sont, aux yeux des syndicats, que la traduction des « contradictions » de la Rue de Grenelle dont « le discours, positif sur le développement de la formation professionnelle publique est totalement déconnecté de la réalité ».

Les syndicats en veulent pour

preuve, par exemple, la difficulté qu'ont les établissements, dans certaines régions, à ouvrir des sections de baccalauréats professionnels (bacc pro), « le patronat et les collectivités territoriales préférant au service public et à l'alternance école-entreprise sous statut scolaire, l'ouverture de formations au bac pro par apprentissage ».

Par ailleurs, les responsables syndicaux rappellent que « l'orientation massive en seconde indifférenciée » ne peut être que « préjudiciable » à l'enseignement professionnel. Ils s'opposent, enfin, à la disposition législative, récemment validée par le Conseil constitutionnel, qui autorise à recourir à temps partiel des enseignants associés exerçant en même temps en entreprise.

Cette disposition est censée pallier la faiblesse du recrutement d'enseignants dans des disciplines techniques fortement concurrencées par les entreprises en terme de salaires. Les syndicats craignent qu'elle ne constitue « une brèche » qui permette en fait de déqualifier, à terme, le recrutement dans ce secteur.

J.-M. DY

Le démantèlement d'un trafic de cocaïne

L'ex-international de football Bernard Pardo écroué

Quatre membres d'un réseau de trafiquants de cocaïne, dont le footballeur Bernard Pardo, sélectionné treize fois en équipe de France, ont été inculpés et écroués pour infractions à la législation sur les stupéfiants, samedi 30 et dimanche 31 janvier, par M. Mario-Claude Péna, juge d'instruction à Marseille. Les trois autres inculpés, Michel Brunat, Alain Rizzotto et Roger Campana, sont des repris de justice.

Les quatre hommes ont été interpellés lors d'un coup de filet organisé en milieu de semaine dernière et visant une trentaine de personnes proches du grand banditisme dans les Bouches-du-Rhône, le Var, les Alpes-Maritimes et l'Aude (le Monde du 30 janvier). Vingt et un kilogrammes de cocaïne, des armes, des voitures de luxe et trois cent mille francs ont été saisis à cette occasion par les

policiers du SRPJ de Marseille. Un réseau de trafiquants, alimentant en cocaïne plusieurs villes du sud de la France, a ainsi été démantelé à l'issue d'une enquête de plusieurs mois.

L'ancien joueur de l'Olympique de Marseille, Bernard Pardo, trente-deux ans, au domicile duquel une arme de poing a été trouvée, était particulièrement populaire dans la cité phocéenne. Il avait été contraint à une retraite sportive anticipée, la saison dernière, après avoir été gravement blessé à un genou lors d'un entraînement et alors que son transfert de l'OM à Paris-Saint-Germain avait été signé. « S'il a fait une carrière, il le paiera », a commenté, dimanche 31 janvier, M. Bernard Tapie, ministre de la ville et président de l'OM.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 30 janvier :
DES LOIS

— N° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social ;

— N° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;

— N° 92-1446 du 31 décembre 1992 relative à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (rectificatif) ;

— N° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament (rectificatif) ;

— N° 93-6 du 4 janvier 1993 relative aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances (rectificatif) ;

— N° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie (rectificatif) ;

UN DÉCRET
— N° 93-124 du 29 janvier 1993 relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation.

DES ARRÊTÉS
— Du 26 janvier 1993 pris en application du 2^e de l'article 2 du décret n° 86-82 du 16 janvier 1986 modifié portant création d'une mission interministérielle des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme.

— Du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes.

— Du 22 janvier 1993 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

Est paru dans le Journal officiel du dimanche 31 janvier :

UN ARRÊTÉ

— Du 29 janvier 1993 portant création d'une aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des personnes adultes handicapées.

UNIVERSITE DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV)
FORMATION CONTINUE
COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL
Initiation et perfectionnement. Pratique de la langue orale. Le soir à partir de 18h30.
INSTITUT D'ETUDES IBERIQUES
et latino-américaines
31, rue Gay-Lussac
75006 PARIS
40.51.25.13 de 17h30 à 19h30

ATTENTATS

Série d'explosions contre des services de l'Etat au Pays basque

Des explosions criminelles ont causé d'importants dégâts à la perception de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) et dans un bureau de la recette des impôts de la ville, dimanche 31 janvier vers 1 heure du matin, sans faire de victimes. Ces deux attentats n'ont pas été revendiqués. La police considère cependant qu'il s'agit des « sixième et septième actions menées par l'organisation indépendantiste basque (Iparretarrik) depuis le début de l'année ». Des attentats avaient notamment visé le laboratoire de la préfecture de police de Paris, le 9 janvier à Paris (le Monde du 12 janvier), ainsi que

des installations d'EDF, de la direction de l'équipement, de La Poste et de France Télécom au Pays basque français. Seul l'attentat contre la préfecture de police de Paris avait été revendiqué par un communiqué soulignant « la nécessité d'une solution politique au Pays basque ». En 1992, Iparretarrik avait revendiqué vingt et une actions dirigées essentiellement contre des agences ou des opérateurs de promotion immobilière.

ESPACE

Retour sur Terre de deux cosmonautes russes

Les deux cosmonautes russes Anatoli Soloviev et Sergueï Avdeïev, en orbite dans la station Mir depuis le 27 juillet dernier, ont regagné la Terre, lundi 1^{er} février, à bord du Soyouz TM-15. Selon l'agence Inter-Tass, le vaisseau spa-

PROCÉDURE PÉNALE

10 millions de francs pour la réforme du code

La garde des sceaux, M. Michel Vuilleumier, invité dimanche 31 janvier de l'émission « Forum RMC l'Express », a affirmé qu'il allait

débloquer 10 millions de francs dans le cadre de l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars, des principales dispositions de la réforme du code de procédure pénale. 5 millions de francs seront affectés à l'informatisation des cabinets de juges d'instruction, 2,5 millions permettront d'acquiescer des téléprocédures portables, et 2,5 millions seront consacrés à l'achat de logiciels informatiques.

Le ministre de la justice a, par ailleurs, signé une circulaire, publiée au Journal officiel du 31 janvier, afin de répondre aux critiques suscitées par le promulguement de la loi réformant le code de procédure pénale. La circulaire justifie cette réforme en insistant sur les multiples attaques dont l'ancien code faisait l'objet, qu'il s'agisse de la lenteur des procédures judiciaires ou de la durée de la détention provisoire.

SPORTS

TENNIS :
les internationaux d'Australie
Les rendez-vous majeurs
de Jim Courier

Comme en 1992, l'Américain Jim Courier a remporté les internationaux de tennis d'Australie, dimanche 31 janvier à Melbourne, en battant en finale le Suédois Stefan Edberg, 6-2, 6-1, 2-6, 7-5. Ce dernier, deux fois vainqueur de ce tournoi lorsqu'il se disputait encore sur le gazon de Kooyong, a échoué pour la troisième année consécutive sur le rebond dur du Flinders Park chauffé à blanc par le soleil australien (34°C dans l'enceinte et 67°C au ras du revêtement synthétique).

Balayé par la puissance de l'Américain dans les deux premiers sets, où il n'avait pu prendre que deux points sur les sept jeux de service de son adversaire, Edberg n'a pu réellement s'exprimer que dans le troisième. A vingt-deux ans, Jim Courier compte désormais dix victoires en tournoi dont quatre dans ceux du Grand Chelem.

Malgré sa première place mondiale, il n'avait pas gagné depuis Roland-Garros. Ses objectifs cette année resteront la Coupe Davis et les quatre tournois majeurs, notamment l'US Open, qu'il n'a jamais abordé dans l'état de fraîcheur requis pour fournir la montée en puissance qu'exige une telle quinzaine.

CYCLISME :
championnats du monde
de cyclo-crossDominique Arnould
renoue avec la tradition

Trois semaines après son titre national, Dominique Arnould a revêtu le maillot arc-en-ciel de champion du monde de cyclo-cross, dimanche 31 janvier, à Corva d'Azzano (Italie). Ce routier, qui avait gagné en 1992 la première étape du Tour de France, a pris la tête à moins de deux kilomètres de l'arrivée en profitant d'un saut de chaîne de l'Allemand Mike Kluge, le tenant du titre. Le dernier titre de cyclo-cross remporté par un Français remontait à vingt-six ans avec la victoire de Michel Pelchat chez les amateurs. Dominique Arnould est le quatrième Français à avoir décroché le titre chez les professionnels après Jean Robie (1950), Roger Rondeaux (1951 à 1953) et André Dufraisse (de 1954 à 1958).

FOOTBALL AMÉRICAIN :
super bowlDallas écrase
Buffalo

Les Dallas Cowboys ont écrasé les Buffalo Bills, 52 à 17 dans le Super Bowl, finale du championnat de football américain disputée, dimanche 31 janvier, devant plus de cent mille spectateurs au Rose Bowl de Pasadena (Californie). Dallas a remporté son troisième trophée en six finales, le premier en quinze ans, apportant par la même occasion une neuvième victoire consécutive pour la Conférence nationale (NFC), traditionnellement plus forte que la Conférence américaine (AFC), dont Buffalo est issu.

Les Buffalo Bills sont ainsi devenus la première équipe de l'histoire du championnat professionnel (NFL) à échouer en trois finales consécutives. Handicapés cette année par une blessure de leur meneur de jeu, Jim Kelly, dès le deuxième quart-temps, ils avaient perdu contre les Washington Redskins l'an dernier et les New York Giants en 1991.

Face à ces éternels perdants, les Dallas Cowboys se sont imposés comme les héros d'une de ces *success stories* dont raffolent les Américains. Plus mauvaise équipe de la NFL il y a à peine trois saisons, lorsqu'ils n'avaient remporté qu'un seul match en seize rencontres, ils apparaissent désormais comme la nouvelle équipe à battre dans les prochaines années, selon une tradition qui veut que chaque décennie soit dominée par une équipe-phare. Bill Clinton s'est empressé de reconnaître cette suprématie en passant, dès la fin du match, un coup de patte de félicitations au président et à l'entraîneur de l'équipe : tous deux sont originaires de l'Arkansas, l'état dont le président américain était gouverneur. — (AFP)

SKI ALPIN : championnats du monde

Les Français à l'école de la rigueur

Un an après les Jeux olympiques d'Albertville, les championnats du monde de ski alpin rassembleront, du 3 au 14 février à Morioka (Japon), les meilleurs spécialistes. Après leurs modestes résultats en Savoie, les Français comptent sur Carole Merle, favorite du slalom géant, et sur le slalomneur Patrice Bianchi pour rapporter des médailles. Longtemps accusés de déshonneur, les tricolores apprennent les lois de la rigueur sous la baguette de leur directeur technique alpin, Michel Vion, ancien champion du monde de combiné.

MORIOKA

de notre envoyée spéciale

Démarche, et discours révélateurs dans l'attitude de Michel Vion un tempérament énergique. Il est le dernier Français à avoir décroché un titre mondial. C'était il y a onze ans, à Schladming (Autriche). Aujourd'hui, il est le symbole des changements opérés au sein de la Fédération française de ski (FFS) après les Jeux olympiques d'Albertville. Si le bilan global des médailles françaises satisfait les autorités fédérales (huit des neuf trophées reviennent au ski), le ski alpin, avec une médaille d'argent (Frank Piccard en descente) et deux médailles de bronze (Carole Merle en super-Géant et Florence Masnada en combiné), sortait peu grandi de l'aventure savoyarde. Il fallait réagir.

Sous la pression du ministère des sports, Bernard Chevallier, président de la fédération, accepta d'investir un directeur pour chaque discipline : l'alpin, le ski nordique

et l'acrobatique. En juin, Michel Vion, qui s'occupait du service course d'un fabricant de skis français, signa un contrat « alpin » de trois ans avec deux objectifs immédiats : les championnats du monde de Morioka et les Jeux olympiques de Lillehammer de février 1994.

Fort de ses six années d'expérience à la tête d'un service compétitif, il a des idées qui vont secouer le milieu. « Un skieur entré dans l'équipe de France peut aussi en sortir », indique le nouveau directeur technique en prenant ses fonctions. Dès son arrivée, la composition de l'équipe tombe ainsi de quarante-sept à trente coureurs. Les garçons, surtout, sont soumis à ce régime strict. Six sont remerciés, cinq d'entre eux sont mis à l'écart. Ils devront travailler seuls et prouver qu'ils peuvent revenir en équipe de France.

Pour ces derniers, l'hiver et les premières épreuves de Coupe du monde seront le jute de paix. Ainsi Denis Rey ou Ian Piccard, le petit frère de Frank, finalement sélectionnés pour Morioka. Ils reconnaissent que cette « punition » leur a fait du bien. Ils ont bachelé en solitaire et doivent leur ticket japonais à d'excellents résultats : Denis Rey a terminé quatrième de la descente de Garmisch-Partenkirchen, en janvier ; Ian Piccard s'est classé sixième, en décembre, au slalom géant de Kranjska-Gora (Slovénie). Au final, seuls les coureurs qui ont terminé les récentes épreuves de la Coupe du monde parmi les dix premiers se sont embarqués pour Morioka. Michel Vion ne juge pas la méthode sévère. Il la sait identique à celle des pays voisins, la Suisse ou l'Autriche. « Depuis quel temps, il n'y a plus seulement Frank Piccard et les autres derrière. Nous avons un réseau suffisant de garçons pour constituer une

belle élite qui peut monter sur des podiums. » Après avoir ronchonné, les coureurs sont revenus sur terre. « Ils ont compris que vouloir les faire gagner en ressortant les boules était une façon de les respecter. »

Depuis le début de la saison, les garçons sont entraînés par Théo Nadi. Ce Suisse, qui a conseillé l'équipe américaine pendant neuf ans avant de rejoindre, pendant trois ans, les forces italiennes autour d'Alberto Tomba, passe, lui aussi, pour un bonhomme rigoureux et pragmatique, plus enclin à fouler la neige des pistes que la moquette de la fédération. Loin des enjeux politiques de la FFS.

« Je ne suis pas
Zorro »

Dirigées depuis 1986 par Gilles Mazzega, les dames feront connaissance avec le régime Vion dans un ou deux ans. Leur chef de file, Carole Merle, l'une des favorites du slalom géant, est encore un peu essouffée. « Nous n'avons pas encore un groupe suffisant pour y choisir une élite, comme chez les garçons. L'équipe féminine est plus éclectique », poursuit Michel Vion. Ainsi Nathalie Bouvier : victime d'une double fracture des tibiaux en 1991 à Furano un mois après sa médaille d'argent lors de la descente des championnats du monde à Saalbach, la Jannoise, qui manque encore de compétition et de bons classements, est « récompensée » pour ses courageux efforts consentis pour revenir parmi les meilleures. A trente ans, Christelle Guignard doit célébrer à Morioka le fin de sa carrière. Michel Vion a ouvert la sélection à deux jeunes, Carole Montillet et Léila Piccard.

Ces jeunes qu'il veut à tout prix protéger : « La France a la malade

de la championne, tonne-t-il. En exposant des coureurs trop tendres à la compétition de haut niveau, on les a crémés, se privant d'une bonne partie de la relève. Les Français sont différents des Suisses ou des Norvégiens. Ils prennent plus de temps à mûrir, à supporter la pression de la compétition. Nos champions sont plus âgés que les autres. Et après ? »

Ainsi, il a demandé aux comités régionaux de garder plus longtemps les meilleurs juniors dans leur giron quand ils étaient tentés de les envoyer au feu de la compétition de haut niveau sous la houlette de la fédération. « Cela coûtera plus cher et ils n'auront pas plus de moyens, reconnaît-il. Ils devront conjuguer différemment. Eux aussi seront obligés de faire des choix. »

Qu'attend Michel Vion des championnats du monde de Morioka ? L'homme reste prudent. De bons résultats, peut-être des podiums. « Nous serions, bien sûr, très fiers si Carole Merle ne remportait pas la médaille d'or derrière laquelle elle court depuis quatre ans (1). Pour le reste, le travail entrepris est encore tout neuf. Je sais que l'on m'attend au tournant, mais je ne suis pas le Zorro du ski français. Quand je suis arrivé, je m'attendais à prendre des coups. Les fruits de la rigueur et du pragmatisme demandent une année encore pour venir à maturité. Il ne faut pas être impatient. Après les Jeux olympiques de Lillehammer, nous aurons le droit de juger. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) En championnat du monde, Carole Merle a décroché l'argent à deux reprises : en slalom géant à Vail en 1989 et en super-Géant à Saalbach en 1991.

VOILE : le Tour du monde en 80 jours

Trois grands capitaines à la conquête
du trophée Jules-Verne

Après Olivier de Kersauson parti de Brest lundi 25 janvier à bord de son trimaran *Charal* (le Monde du 27 janvier), deux catamarans, *Commodore Explorer* de Bruno Payron, et *Enza New-Zealand*, co-skipper par le Néozélandais Peter Blake et le Britannique Robin Knox-Johnson, ont franchi, dimanche 31 janvier, la ligne de départ fixée à l'entrée de la Manche, entre Crec'h (île d'Ouessant) et le cap Lizard, avec l'ambition d'effectuer le premier tour du monde à la voile en moins de 80 jours.

Vainqueur en 109 jours du Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire sans escale, Titouan Lamazou avait été le premier à mettre en chantier un grand voilier, *Tag Heuer*, une goélette de 43 mètres, susceptible de relever l'hiver prochain le défi de Jules Verne et de son héros Philéas Fogg (le Monde du 17 novembre 1992).

Les trois équipages actuellement en mer ont tenté de le prendre de vitesse en utilisant des multicoques reconconditionnés pour ce défi avec des budgets et des temps de préparation plus réduits.

Les références des skippers et l'extraordinaire potentiel de vitesse de ces multicoques rallongés, plaident toutefois pour la sérieuse de ces tentatives. A trente-six ans, l'aîné des trois frères Peyron, compte 165 000 milles (305 000 km) parcourus en catamaran, avec vingt-sept traversées de l'Atlantique, dont onze en solitaire.

Depuis juillet 1992, il détient d'ailleurs le record de cette traversée en solitaire en 9 jours 19 heures 22 minutes. Son bateau, l'ex-*Jet Services V* mis à l'eau en 1986, est toujours détenteur du record de la traversée de l'Atlantique en équipage en 6 jours 13 heures 3 minutes et du plus grand nombre de milles (525) parcourus par un voilier en 24 heures (21,8 nœuds de moyenne).

Vainqueur de la Whitbread en 1990, Peter Blake est le seul marin à avoir disputé les cinq éditions de cette course autour du

monde en équipage. A quarante-quatre ans, il totalise 400 000 milles (740 000 km) sur les océans et était directeur technique du dernier défi néozélandais pour la coupe de l'Amérique. L'autre capitaine à bord, Robin Knox-Johnson, aujourd'hui âgé de cinquante-trois ans, était entré dans la légende de la voile en remportant en 1968 le Golden Globe, la première course autour du monde en solitaire sans escale. Seul concurrent à l'arrivée de cette aventure, il avait mis 313 jours, à 3,6 nœuds de moyenne, pour accomplir cette odyssée à bord de *Suhaili*, un ketch de 10,87 mètres. Leur catamaran, l'ex-*Formule Tag* du

Caoadico Mike Birch, a été construit en 1983.

Conçus pour des courses d'excédant pas deux à trois semaines avec des équipages réduits, ces multicoques très spartiates mettront à rude épreuve la résistance des navigateurs, exposés ce dimanche aux fureurs d'eau et au bruit assourdissant des coques heurtant les vagues.

Neuf fois
l'Atlantique

Le principal souci des équipages (cinq marins à bord de *Commodore Explorer*, six plus un cameraman sur *Enza New-Zealand*) réside toutefois dans la fiabilité de ces voiliers qui devront

parcourir, sans escale technique (1), l'équivalent de neuf traversées de l'Atlantique.

Le travail technique des architectes ne s'est pas limité à l'allongement des coques (26 mètres, soit un mètre de plus à l'avant et deux mètres à l'arrière pour *Commodore Explorer* et 25,90 mètres pour *Enza New-Zealand*). Les mâts (31 mètres) et les plans de voilure (352 m² au près et 777 m² au portant pour le bateau français ; 306 m² au près et 526 m² au portant pour le néozélandais) ont été augmentés. *Enza New-Zealand* a même été doté d'une nacelle centrale abritant l'électronique de bord.

Le travail de Gilles Ollier et Nigel Irens, les architectes respectifs des deux bateaux, a aussi eu pour but de renforcer les structures les plus fragiles sans alourdir ces léviathans des mers.

Partagés entre la recherche de la vitesse et le souci de ménager leur bateau, les skippers des deux catamarans devront, plus qu'Olivier de Kersauson avec son trimaran, privilégier la progression aux allures portantes. « Sur le parcours le plus court autour du monde, nous devrions tenir une moyenne de 12,8 nœuds », explique Peter Blake. Cela impliquerait de progresser contre le vent dans les alizés de sud-est avant l'Afrique du Sud, puis de suivre une route très sud dans les 50° rugissants avant le cap Horn. Robin et moi avons prévu un parcours au portant proche de celui suivi par les clipper aux jours bénis de la navigation à voile. Cela voudrait dire parcourir plus de milles à une vitesse moyenne de 14,8 nœuds, mais notre bateau est capable de dépasser quotidiennement les 400 milles. »

GÉRARD ALBOUY

(1) En 1989, à bord du même bateau, Olivier de Kersauson avait battu en solitaire le record du tour du monde à la voile en 123 jours avec deux escales techniques au Cap (Afrique du Sud) et à Mar-del-Plata (Argentine). S'il espérait moins de 80 jours avec son équipage, il a refusé de respecter le règlement du Trophée Jules-Verne qui n'autorise aucune assistance entre le départ et l'arrivée.

HIPPISSME :
le prix d'AmériqueQueen L
reine de Vincennes

Avec une surproduction de chevaux nationaux (12 000 naissances par an), les courses françaises de trot sont tentées de vivre en autarcie. Elles disposent d'une masse d'allocations élevée (plus de 800 millions en 1992) dont propriétaires et éleveurs voudraient bien se garder l'exclusivité. D'autant plus que les confrontations ouvertes, entre Européens particulièrement, qui leur ont été vivement conseillées par la Commission de Bruxelles, ne tournent pas toujours à leur avantage. Tel le Prix d'Amérique gagné, dimanche 31 janvier à Vincennes, par une étonnante petite jument suédoise de 1,64 mètre, Queen L.

A mi-parcours d'une épreuve de 2 600 mètres réunissant dix-huit champions, on ne donnait pas cher des chances de Queen L, complètement à l'arrière-garde. La tactique de son jockey-driver, J.-H. Johanson, un homme du Nord, aux nerfs d'acier, allait pourtant s'avérer judicieuse. Il voulait faire parler la classe et la vitesse de sa partenaire dans une accélération subite après avoir laissé ses adversaires les plus redoutables s'entre-battre en tête. Un calcul d'autant plus adroit qu'il savait les favoris français fatigués : les deux précédents vainqueurs de cette même épreuve, en 1991 et 1992, Tébor de Baumé et Verdict Gédé, avaient accumulé les défaites dans toutes les courses préparatoires à ce grand rendez-vous, considéré comme le championnat du monde du trot. Des entraînements et des compétitions répétées pendant des années sur des pistes en cendrée très dures, l'été comme l'hiver, avaient eu raison de leurs jarrets et de leurs muscles.

Sœur
de champion

Après le dernier tourment, à 300 mètres du but, un regroupement s'est produit. Une dizaine de chevaux se sont retrouvés sur la même ligne, les sulkys roue dans roue sur toute la largeur de la piste. Tous étaient sollicités au maximum, mais ont lâché les uns après les autres. L'usure d'autres favoris, comme Uruslo de Crouay, était patente. Il craquait d'un seul coup. C'est alors que se profilait Queen L, qui contournait tout le peloton et, sur le poteau, conservait la victoire malgré la contre-attaque de l'inattendu Ukir de Jemma, avec lequel Philippe Allaire avait, lui aussi, pratiqué une sage course d'attente.

La troisième place était pour Vourais, revenue tout autant du diable vauvert. Son nom évoque évidemment celui de son frère, le célèbre Ourasi, le plus grand champion de la spécialité de ces dernières années, vainqueur de quatre Prix d'Amérique dont trois consécutifs. Dans sa jeunesse, la cadette a été menagée par son entraîneur, Léopold Verroken. Elle n'a commencé à courir les classiques que cette année, à l'âge de six ans. Elle a donc tout l'avenir devant elle pour gagner le trophée et assurer la relève des anciens, qui n'avaient pas subi de défaite dans cette course face aux étrangers depuis dix-neuf ans.

Les dirigeants, qui sont aussi les responsables de l'élevage, particulièrement le président de la Société d'encouragement au cheval français, avaient toutefois des motifs de se montrer satisfaits : la gagnante, quoique suédoise d'adoption et fille d'un célèbre étalon américain, n'est pas une ascendance française. Le record des enjeux au pari mutuel a été battu avec 219 millions. Enfin, ils avaient fait preuve de générosité puisque la recette des vingt-cinq mille entrées a été intégralement versée à Médecins sans frontières.

GUY DE LA BROSSE



مكتبة الأمل

CULTURE

ARTS

Kandinsky, la mémoire de l'abstraction

Une exposition et un volume de correspondances pour approfondir la connaissance d'un peintre droit et cohérent

En 1934 et en 1935, Vassily Kandinsky exposa des toiles, des aquarelles et des gravures rue du Dragon, à l'enseigne des Cahiers d'art. Dans la petite galerie de la revue que dirigeait Christian Zervos, en 1934, il présente quarante-trois œuvres des années 20 et 30. L'année suivante, il réussit - on se demande comment - à y loger dix toiles, vingt-huit gouaches et une vingtaine de dessins. Les prix étaient assez dérisoires, les Cahiers d'art dans une position financière précaire, et l'entreprise ne se prolonge guère plus longtemps.

Dès la fin de 1935, Kandinsky se lamentait de voir Zervos accorder ses faveurs, ses pages et ses murs aux surréalistes, Max Ernst, Yves Tanguy et Man Ray. L'année suivante, le peintre et la critique n'en étaient plus qu'à des relations correctes. Six mois plus tard, ils rompaient. Sur la chronique de cette liaison esthétique, une exposition et un numéro des Cahiers du Musée national d'art moderne font toute la lumière. La revue publie, parfaitement annotée et expliquée, la correspondance des deux hommes entre 1927 et 1937. Les lettres sont d'un intérêt inégal, les détails pratiques abondent, les déclarations théoriques sont plus rares, elliptiques d'ordinaire, et protégées sur un

ton de certitude très tranchant. A vrai dire, Kandinsky se montre essentiellement préoccupé par l'organisation de sa réputation. Il cherche à susciter des articles en sa faveur, il se demande comment convaincre, pêle-mêle, Lhote, Aragon et Breton, il espère une exposition chez Léonce Rosenberg, il est déçu, il s'empare et il obtient enfin que Zervos publie ses textes - dont ses *Réflexions sur l'art abstrait*, qui valent d'être relus.

« Un besoin vital de l'homme »

« Avec le temps, écrit-il ainsi en 1931, on démontrera à coup sûr nettement que l'art « abstrait » n'exclut pas la liaison avec la nature, qu'il ne contraindre cette liaison est plus grande et plus intime que ce ne fut le cas dans les dernières années. Et il conclut : « Les esprits qui, à la vue de quelques triangles sur un tableau, restent prisonniers de ces triangles et ne voient pas la peinture, sont les mêmes esprits qui sur toute figure masculine de l'Antiquité firent mettre une feuille de vigne. »

Ces esprits qui « ne voient pas la peinture » ont-ils disparu ? Ils cèdent Kandinsky désormais, mais leurs aveuglements d'aujourd'hui ne sont pas moins fâcheux que ceux

d'autrefois. C'est du reste ce qui retient aussi dans ces lettres : elles pourraient avoir été écrites, pour nombre d'entre elles, par un jeune peintre de maintenant écrasé par les orthodoxies nouvelles. Comme Kandinsky, il s'interrogeait sur les raisons de l'hostilité, il s'épuisait à la vaincre. Il finissait par se répéter ce guide de consolation, comme Zervos, « que l'art ne peut pas mourir, qu'il est éternel, qu'il peut subir des éclipses par la mauvaise volonté des hommes mais qu'il suragira toujours parce qu'il répond à un besoin vraiment vital de l'homme. »

L'exposition - quelques huiles, trois aquarelles anciennes, des gravures dédicacées - ne se veut pas anthologique ni, à plus forte raison, rétrospective. Elle commémore simplement un artiste droit, cohérent et puissant grâce à des œuvres méconnues où s'équilibrent heureusement la volupté de la couleur et l'ordre de la composition.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Cahiers d'art, 14, rue de Duguesclin, 75008 Paris. Tél. : 45-48-76-73. Jusqu'au 12 février.

► Vassily Kandinsky, *Correspondances avec Zervos et Kollava*, textes présentés et établis par Christian Drouot et Nina Ivanoff, Cahiers du Musée national d'art moderne, 200 pages, 180 F.

MUSIQUES

Mort de Paul Rosine

Le pianiste Paul Rosine, leader du groupe martiniquais Malivoi, est mort d'un cancer le 31 janvier à Fort-de-France. Il était âgé de quarante-cinq ans.

Paul Rosine avait su trouver la juste place de son île, la Martinique, sur la carte des Caraïbes. Son groupe, Malivoi, créé en 1970 puis reformulé dix ans après en compagnie du violoniste Emmanuel Césaire, a bâti son succès sur des airs mêlés (Césaire Moins, La Filo, Sidonie). Après la mort, d'Eugène Mons, qui avait revitalisé le « bel-air », la Martinique voit aujourd'hui disparaître un des artisans de sa nouvelle vague culturelle, jalouse de ses particularismes.

Pianiste, auteur-compositeur, arrangeur, Paul Rosine était né le 26 janvier 1948, dans la commune du Lamentin. Cet affable fonctionnaire, chef de bureau à la préfecture, avait commencé sa carrière de musicien par les bals du samedi soir. De Sainte-Anne à Grand'Rivière, et pendant six ans, Malivoi première formation fit danser les Martiniquais sur une musique qui empruntait à la biguine et au jazz, autant qu'à la variété française ou américaine. De ce tour de Martinique par le menu, où les tubes se jouent à la demande, Paul Rosine retient que la richesse musicale de l'île, laissée en jachère, est en train de mourir.

Un admirateur des anciennes générations

Pendant trois ans, Malivoi s'imposait le silence. En 1980, le groupe redémarre par un grand concert au Centre martiniquais d'actions culturelles, lieu autonome de Fort-de-France. Nouveau concept : les cuivres ont été supprimés, Emmanuel Césaire introduit le violon, le jeu de piano de Paul Rosine lève vers le jazz, la salsa ou la rumba, trouve son environnement sud-américain. Malivoi réactualise les rythmes martiniquais, quadrilles, mazurkas, valse, biguine à l'ancienne, capte et digère les trouvailles du mouvement rénovateur de l'époque, tels le jazz de Fallait ou les *chouval-bwa*, musiques de manèges revalorisées par Dédé Saint-Prix, avant la défection du zouk, contre lequel Malivoi et Paul Rosine furent toujours rimpair, sans le rejeter tout à fait.

Paul Rosine tiendra jusqu'au bout à l'appellation de « musicien amateur ». Soulignant les difficultés à promouvoir sa culture de façon professionnelle, il était, aussi, un admirateur des anciennes générations : le clarinettiste et compositeur Alexandre Stelio, un des piliers du Bal nègre de la rue Blomet à Paris, le compositeur Louis Boislaville ou, plus près, Marius Châtier. Au fil des ans, Malivoi change de profil mais pas de cap. Du creuset Malivoi continuent de sortir des talents (Marie-Josée Alié, Edith Lefel, Tony Chasseur), des idées (Paul Rosine compose la musique du film *Rue Cases-Nègres*, d'Euzhan Palcy), des bérétiers directs (Kaï), des mélanges (le *West Indies Jazz Band*). A la fin de l'année 1992, pour fêter ses vingt ans d'existence, Malivoi avait invité amis et comparses le temps d'un album, *Matélib*. Paul Rosine y interprétait, de sa voix calme, un peu basse et déviante, une chanson de Gérard Mollin et Henry Salvador : *Je suis en paix avec le monde*. Il sera inhumé lundi 1^{er} février au cimetière du petit village du Morne-Vert, juste en face de la montagne Pelée.

VERONIQUE MORTAIGNE
► *Matélib*, 1 CD Délice BM650 distribué par BMG. Rétrospective, 1 CD Délice 353 871 distribué par BMG.

PHOTOGRAPHIE

Les expériences folles de Douglas Huebler

Une rétrospective, à Limoges d'un des pères du mouvement conceptuel

LIMOGES

de notre envoyé spécial

A première vue, il s'agit d'une jeune femme jolie et souriante, une cigarette à la main, assise sur un lit, nue, se protégeant la poitrine avec un vêtement sombre. A côté de cette photographie de l'Américain Douglas Huebler, accrochée dans l'élegant espace du Fonds régional d'art contemporain (FRAC) de Limoges, se trouve, également encadré, un feuillet dactylographié qui donne un autre sens - tout son sens, dirait l'auteur - à l'image.

On peut lire : « Le 31 décembre 1973, une jeune femme n'est photographiée 1/8^e de seconde avant minuit. Attendu que l'obturateur de l'appareil était réglé à 1/4 de seconde, l'image était complètement exposée 1/8^e de seconde après minuit : c'est-à-dire juste après l'écoulement du premier 1/8^e de seconde de l'année 1974. Comme le personnage photographié était tourné vers le sud, la partie gauche de son corps était orientée à l'ouest ; comme le temps « se déplace » de l'est vers l'ouest, la photographie représente la jeune femme à un instant où, approximativement, la moitié de son corps se retrouve dans l'année révolue, 1973, tandis que l'autre est entrée dans la nouvelle année 1974 ; conformément à l'esprit de la saison, elle porte le costume du petit Jésus. »

Une bonne photographie ? Peu importe. Le texte est cocasse, le mariage des deux est décalé. Pour Huebler, sans la réflexion qui sous-tend la prise de vue, sans les mots qui l'accompagnent, la photographie n'est rien. L'image en tant que telle n'est que « l'expression formelle de l'œuvre », écrit-il, dans une phrase rituelle qui conclut tous ses textes. Considéré comme le premier artiste conceptuel, il a défini son idée, dès 1969, en une phrase définitive : « Le monde est rempli d'objets, plus ou moins intéressants ; je n'ai aucune envie d'en ajouter un seul. Je préfère, simplement, constater l'existence des choses en termes de temps et/ou de lieu. »

Sur ce principe - constater plutôt que créer - Douglas Huebler s'est lancé dans des entreprises visuelles aussi complexes qu'absurdes, aussi folles que drôles. Exemples : photographier le Tour de Londres et vérifier si les éléphants ne dévoilaient pas « quelque signe trahissant la présence des âmes antérieures incarnées en ce lieu ». Douze photographies qui rendent compte « des efforts renouvelés par le chien de la maison pour se réchauffer aux rayons changeants dardés par le soleil dans le courant de l'après-midi ». Rephotographier

dans une revue pornographique le visage d'une personne qui se sentait gênée si sa mère venait à voir l'image dans son entier. Dix photographies prises en dix minutes dans Central Park, « chacune ayant pour but de localiser l'endroit où semblait provenir le chont très caractéristique d'un oiseau isolé ».

Evidemment, l'oiseau est invisible. Evidemment, la plupart des projets de Douglas Huebler tournent à l'échec. Certains donnent des résultats troublants - les murs de la Tour de Londres « dessinent » des fragments de visages. A partir de 1971, son projet devient encore plus impossible et absurde : photographier l'ensemble des gens qui forment l'humanité. A un Linougeaud qui s'inquiétait de l'avancemot du projet, Huebler rétorque : « Je commence à peindre. »

Le réel et sa représentation

Vaste supercherie imaginée par un doux diable américain ? On aurait trop vite fait de jeter Huebler dans le même panier que les inébranlables conceptuels post-duchampiens - utilisant la photographie ou non - qui n'ont pas dépassé le stade de l'anecdote ou du procédé. Car Huebler, exposé dès 1970 en France par Yvon Lambert, est un des premiers à faire dialoguer les images mentales et celles, hieo réelles, impressionnées sur pellicule. A montrer la distance entre le réel et sa représentation. A révéler l'absurdité de la preuve photographique. A explorer l'instant éphémère de la prise de vue. Bref, à interroger les notions strictes de temps et d'espace.

Oo ne compte plus les artistes, et non des moindres, qui poursuivent ce type de recherches : Hans-Peter Feldmann en Allemagne, Sophie Calle et Christian Boltanski en France, William Wegman aux Etats-Unis... Mais c'est à chaque d'entre nous, en fait, de laisser courir son imagination, un peu comme dans les scènes de Huebler. Chacun s'est un jour retrouvé sur une rive d'un fleuve, et a photographié l'autre rive, « un endroit jamais vu auparavant et qu'il n'avait pas l'intention de revoir ». Mais seul Huebler retrouvera sur l'autre rive, bien dans l'axe du viseur, « un homme qui le regardait en face et qui présentait une singulière ressemblance avec l'artiste ». Juste récompense.

M. G.

► FRAC Limousin, Impasse des Charentes, 87100 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. Jusqu'au 15 mars. Catalogue, 200 pages, 200 F.

Les couleurs du Sud

A Vence, hommage à la lumière méditerranéenne

VENCE

de notre envoyé spécial

A Vence, le château de Ville-neuve s'est placé, depuis l'été dernier, sous le signe de Matisse. Les dessins du vieux fauve s'inscrivent dans la rénovation voyante des lieux, mais on se demandait alors si les murs colorés supporteraient des tableaux moins frappants. On constate avec ce deuxième accrochage que le château, revu par l'architecte Jean-François Bodin, accepte bien des œuvres de natures très diverses.

Aujourd'hui, Matisse n'est présent que par le titre de la nouvelle exposition : « Le grand émerveillement pour le Sud ». Nordique, il avait été profondément frappé par la lumière méditerranéenne et par l'intensité qu'elle confère aux couleurs.

Les organisateurs de l'exposition ont voulu réunir des artistes ayant bénéficié du même éblouissement. Les œuvres montrées ne répondent pas, loin s'en faut, à cette définition, et il serait illusoire de chercher un « génie du lieu » dans cette exposition.

Un accrochage agréable et intelligent

En effet, on ne trouve guère la trace du Sud dans les travaux qui nous sont proposés, même si les artistes choisis ont effectivement séjourné - ou sont nés - sous ces latitudes. Il reste, néanmoins, un accrochage agréable et intelligent, où Dubuffet et Soulages voisinent avec trois Hamlet de belle qualité et un ensemble récent de Martin Barré ; on y retrouve avec intérêt Vialat, ou Buraglio, et avec un plaisir grandissant Alain Clément et Bernard Pages. Les *Jalousies* de Noël Dolla laissant le spectateur plus dubitatif. Les travaux spectaculaires de Gérard Traquacod, ceux de Jean-Marie Bustamante et de Bernard Fumouze témoignent d'un renouveau sophistiqué de l'image.

La plupart des œuvres présentées proviennent des collections du Fonds d'art contemporain (FRAC). On n'y reprocher, souvent à juste titre, au FRAC le choix conventionnel de ses acquisitions et un goût uniforme. Mais préférer l'homogénéité à l'exceptionnel permet des regroupements d'une grande cohérence (comme celui-ci), pour peu qu'un conservateur avisé pense à y puiser la matière d'une exposition. Pas de clarté aveuglante donc, ni d'éblouissement, mais une très honnête luminosité.

HARRY BELLET

► « Le grand émerveillement pour le Sud », château de Ville-neuve, 06140 Vence. Tél. : 93-58-78-75. Jusqu'au 4 mars.

DANSE

Sous le signe du rite

Les tribus Elkins, Ninja et Bouvier-Obadia à Suresnes et à Noisiel



Joëlle Bouvier et Régis Obadia

Après les claquettes et le hip-hop du Rock Steady Crew, le Théâtre Jean-Vilar de Suresnes (Hauts-de-Seine) a vibré du vendredi 29 au dimanche 31 janvier, aux rythmes des danseurs américains. Ceux de la Doug Elkins Company ont, comme prévu (le Monde du 21 janvier), conquis le public ; ceux de Willy Ninja, papa incontesté du *reggaï*, à l'issue de la projection du film dont il est l'un des héros, *Paris le Burning* (toujours inédit en France), aurait pu, dans le quart d'heure, ouvrir le cours de danse le plus fréquenté de l'Hexagone. Surtout après démonstration de ses talents très plastiques sur scène.

Contorsions, poses étirées à l'extrême et tenues avec des mines de pince-sans-rire, précoïté : la « bande à Ninja » en fait trop, mais c'est la loi de ce genre, inventé par les gays et les travestis new-yorkais. Pendant quelques heures, ils parodiaient l'aspect d'un *top model*, d'un cadre en costume trois-pièces ou d'un riche oisif vu par *Vogue*, le magazine auquel ils ont emprunté le nom de leur danse. Le *reggaï* est également prétexte à de précieuses rivalités : deux danseurs s'affrontent, le plus doué, le plus cruellement ironique impose sa loi. Les hommes ayant le plus d'autorité dirigent des clans - les *Maisons*. Il y a une « Maison Ninja », construite sur la vitalité, la droïerie, et une *Écoco* ambition, dont le maître exerce ses talents depuis douze ans déjà.

A l'opposé de Suresnes, à la Ferme-du-Buisson de Noisiel, dans la banlieue est de Paris, les membres de la compagnie Bouvier-Obadia donnaient, samedi 30 janvier, la dernière représentation de *Une femme chaque nuit voyage en grand secret*. Cette pièce célèbre des rites plus archaïques : ceux, immémoriaux, de la terre qui défile, du printemps qui s'écouille, et du sacrifice humain qu'il exige pour que les récoltes soient fécondes. On aura reconnu le thème du *Sacre du printemps*, traduit ici par une chorégraphie fondée

sur le cercle et la répétition. Un autre rite de passage attend désormais Joëlle Bouvier et Régis Obadia : en avril, ils doivent présenter à l'Opéra-Garnier *Plein Soleil*, leur création d'Avignon 92.

DOMINIQUE FRÉTARD

► La Compagnie Bouvier-Obadia jouera *Welcome to Paradise* à Angers, au Théâtre Chazay, du 4 au 7 février. Tél. : 41-68-90-08. A Nantes, à l'Omex, le 23. Tél. : 40-44-38-00. *Plein Soleil*, à l'Opéra-Garnier de Paris, du 20 au 23 avril.

► Projection de *Planète rap*, de la Compagnie hip-hop Art Zons, le 5 février, à 19 h 30, 31, rue Michelet, à Colombes (Hauts-de-Seine).

CINÉMA

Le palmarès du Festival Premier plan

ANGERS

de notre envoyé spécial

Le palmarès du cinquième festival consacré aux premiers films et films d'école européens, qui s'est tenu à Angers du 22 au 31 janvier, a traduit une divergence entre les goûts du jury, présidé par Jane Birkin, et ceux du public. Le Grand Prix du jury (doté de 50 000 francs par la Fondation GAN) a été attribué à la belle et mélancolique méditation de l'Italien Mario Martone *Mort d'un mathématicien napolitain*, qui avait déjà obtenu le Prix spécial du jury à Venise. Appelés à voter à l'issue des projections, les très nombreux jeunes spectateurs du festival ont, eux, porté leurs suffrages sur *Ein Lied für Bodo*, officiellement allemand, mais où résonne film kurde réalisé et interprété (et mis en musique) par Nizmetin Aric. Evocation des malheurs de son peuple, - répression turque,

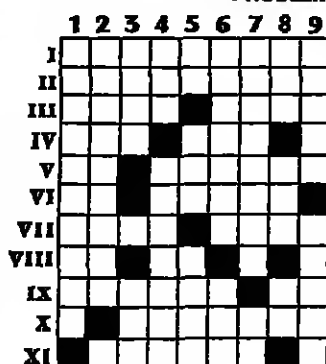
massacres irakiens et exil précaire - ce sobre plaideoyer privilégie l'émotion plutôt que les recherches formelles.

D'une manière générale, les premiers films présentés à Angers traduisaient une sombre vision du monde de la part de jeunes cinéastes - témoin, aussi, la révélation d'une jeune cinéaste estonienne, Niyol Adomants, signataire du beau film russe *Une maison sur le sable*, où c'est trop con... de l'acteur français Jean-Pierre Daroussin. Prix du meilleur court-métrage. La fantaisie venait de certains des films d'école, notamment *Saboteur*, du Slovène Mitja Novljan, primé, ex-aequo avec le film espagnol *Memorias sin batallas y otros muertos*, de Nathalie Alonso Casale... on de la rétrospective britannique présentée en marge de la compétition.

J.-M. F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5967



glane blanc. - 3. Port. Mima pas aisé. - 4. Période. Plats, an Espagne. - 5. Saint. Pour faire la peau. Ordre de déplacement. - 6. Un oiseau vraiment très chouette. Pronom. - 7. Un animal beau comme un cœur. Dans la vent. - 8. Sans taches. Utile pour le goûter. Est parfois sur les dents. - 9. Personnage à demi légendaire. Panier de pêche.

Solution du problème n° 5966

Horizontalement

I. Bonne. Mineur. - II. Oreiller. Esse. - III. Nervi. Rieurs. Up. - IV. Novice. Lé. Are. - V. Suis. Bégayer. - VI. Rata. Oslo. Lu. - VII. Eb. Consigne. Abo. - VIII. Tas. Rel. Glul. - IX. Intransit. Mer. - X. Edo. Limpidité. - XI. N.O. Pesée. Ilus. - XII. Néo. Clairon. XIII. Entité. Aulne. Id. - XIV. Reins. Nuits. - XV. Gratte-papier. Et.

Verticalement

1. Bon-chrétien (fruit). Erg. - 2. Ore. Abandonner. - 3. Nervi. S.T.O. Eia. - 4. Bivouac. Point. - 5. Olive. Orate. Set. - 6. N.L. Onanisme. - 7. Narcissisme. O.P. - 8. Enté. Li. Ipéca. - 9. De. Bog. Ti. Lump. - 10. Meule. Idéal. - 11. Règle. Fil inné. - 12. Nés. Au. Tuteur. - 13. Ea. Ay. Almo. - 14. Uaure. Bue. Unité. - 15. Répertoire. D.S.T.

GUY BROUTY

CULTURE

La fièvre des musées

Suite de la première page

En 1992, le directeur des musées de France, Jacques Sallio, a dû courir de Clermont à Périgueux, en passant par Mulhouse, Dijon et Rouen pour inaugurer les nouveaux espaces. Et encore Clermont-Ferrand et il est allé, au grand dam de son maître, Roger Quilliot (PS). Au ministère de la culture le budget construction et rénovation se gonfle : 63 millions en 1991, 225 millions en 1992 (hors grands chantiers du président de la République). Comment expliquer cette fièvre ?

Le succès du Centre Pompidou d'abord, puis celui des Musées d'Orsay et Picasso, les chantiers du président - le Grand Louvre - ont frappé les imaginations et suscité des vocations, multipliées par les lois de décentralisation. L'épidémie a touché les régions il y a une dizaine d'années, mais elle a explosé il y a cinq ou six ans. A l'aube du deuxième millénaire, notre pays s'était couvert d'un « blanc manteau d'églises ». A la veille du troisième, un phénomène identique semble se renouveler au profit des musées affectés, eux aussi, d'une aura quasi religieuse.

La ruée des municipalités

Il en existe déjà mille deux cents dont trente-quatre nationaux. Au hasard de la carte, on trouve un Musée du cuivre à Villieu-les-Poiles (Manche), un Musée de la toile de Joux à Joux-en-Josas (Yvelines), un Musée des techniques fromagères à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), mais aussi un Musée de la fromagerie au Trépot (Doubs) et un Musée du camembert à Vinoy (Orne). Quatre musées sont exclusivement dédiés au tabac et à la pipe, cinq au sel, sept aux chemins de fer, douze à la pêche, vingt-deux à l'automobile, quarante-deux à la Résistance et à la déportation, cinquante-deux à la vigne et au vin.

Ceux dédiés aux arts plastiques sont bien sûr les plus prestigieux et

les plus coûteux. « On aurait tort d'y lire une extension de l'amour de l'art, affirme sévèrement Michel Schneider, ancien directeur de la musique au ministère de la culture (1). Simplement une diffusion de la passion conservatrice d'un temps qui ne sait plus juger du sens des choses, mais veut conserver, au cas où. » Même les professionnels commencent à s'inquiéter de cette multiplication : Françoise Cachin, du Musée d'Orsay, parle de la transformation de notre pays en une gigantesque « acropole touristique », laquelle bien souvent épaissit. En 1972, Daniel Buren s'indignait : « L'œuvre ne sert plus aujourd'hui que de gadget décoratif à la survie du musée. » L'artiste y est aujourd'hui accueilli à bras ouverts et contribue à son succès. La fièvre succède, il est vrai à une longue léthargie. Julien Gracq (2) se souvient de ses visites lycéennes au Musée de Nantes : « Avec ses hautes salles, vides et endeuillées, tendues de vers sombres, ses verrières à la lumière pluvieuse, il était pour moi comme une annexe, une crypte sépulcrale et vaguement menaçante du lycée. (...) Sa faible odeur de moisi resta longtemps liée pour moi à l'idée des arts plastiques. » Les rares (et modestes) aménagements entrepris dans les années 70 ont souvent été dédaignés : les musées de Montpellier, de Marseille ou de Saint-Germain-en-Laye se retrouvent avec des mezzanines bidouilles. Encore meilleurs quand le décor original n'a pas été massacré. Et quand, en 1979, la première loi-programme destinée à rénover ces établissements a été votée, les fonds proposés aux musées municipaux ont bien souvent été écornés avec dédain.

Aujourd'hui, les maires se ruent à la direction des musées de France (DMF), avec un plan sous le bras en échange d'une ligne de crédit. Car c'est bien la pression municipale qui a contribué à accélérer le mouvement. Au milieu des années 80, le musée est en effet devenu un formidable enjeu politi-

que et urbain, pour l'Etat comme pour les collectivités locales. Un chiffre à la puce : à l'oreille de nombreux maires : avec 70 millions de visiteurs par an, les musées servent largement en tête des « pratiques culturelles » (30 %). Peu importe ce que le public en retient, certains édiles ne jurent que par le bouillonnement de Beaubourg, l'animation sur les parvis et les interminables files d'attente devant les grandes expositions parisiennes. « Ajoutez à cela une nouvelle génération d'élus moins indifférents à la chose culturelle, la décentralisation, l'inflation qui nous incite à investir, les pressions de l'industrie du bâtiment, explique le maire d'Arles, Jean-Pierre Camoin (RPR), et vous avez, à partir de 1983, une France en chantier. »

Nîmes est le plus bel exemple de cette fièvre muséale. « Passionné d'art contemporain et d'architecture », Jean Bouquet (UDF), qui a emporté la majorité absolue lors de la campagne de remodeler et de rénover sa ville. Son projet le plus éblouissant est le Carré d'art (bibliothèque et musée) que Richard Foster a dessiné au centre-ville. « Le musée doit devenir la nouvelle place du village, le point de rencontre de la jeunesse, explique Jean Bouquet. Beaubourg m'a donné l'idée de ce musée ouvert, instrument décisif dans la reconquête du centre-ville. J'ai fait le tour du monde : les files d'attente, on les trouve partout devant les musées. Dès l'été prochain, ce nouveau forum sera noir de monde. » Le problème urbain à résoudre en Arles est inverse : il ne s'agit pas de récupérer le centre-ville mais de recoudre la périphérie. Le même remède sera utilisé par la municipalité qui installe, en bordure d'une ingrate bretelle d'autoroute, un musée archéologique dans le prolongement d'un cirque romain. Avec l'espoir de passer de 40 000 à 100 000 visiteurs par an.

Une vitrine pour la ville

Pour les élus, le musée, n'est pas simplement un bâtiment qui renferme un certain nombre de collections, mais un chapitre important d'une politique urbaine bien comprise. « On ne peut pas se contenter de défendre les couleurs de la ville, alors que, selon le bon mot attribué au maire de Montpellier, Georges Frêche, « une bibliothèque, ce n'est pas une vitrine. Combien d'habitants se sont entendus à dire : « Je veux une belle et grande façade. »

Et combien de fois, la DMF a dû « freiner des ardeurs qui masquent des projets vides, comme l'explique Jean-Pierre Cusin, directeur de l'inspection générale des musées : « Nous réclamons un projet scientifique ayant toute chose. » Et Jacques Sallio de relever « le nombre inquiétant de villes qui nous demandent carrément quel type de

musée elles pourraient bien construire... » Car la question principale - et de simple bon sens - est parfois reléguée aux oubliettes : les collections sont-elles de qualité suffisante pour que la ville et l'Etat investissent entre 50 et 100 millions de francs dans la construction ou la rénovation d'un bâtiment ? D'entres, anjoux pointent. Le conservateur demande toujours plus pour gonfler une collection ou un bâtiment auxquels il a parfois tendance à s'identifier un peu trop.

Les élus pensent à leur réélection (le musée archéologique d'Arles ouvra pour les élections municipales de 1995). Ils pensent aussi à l'effet sur le tourisme, à allécher les cadres des entreprises désireuses de s'implanter dans une ville. « La première question que me pose la responsable d'une entreprise qui songe à s'installer chez moi tient aux équipements culturels de la

ville. Et bien sûr le musée tient la première place », explique Catherine Trautmann, maire de Strasbourg. Du coup, l'emballage a pris une importance décisive. On parle plus de la forme que du contenu. La starification de la profession d'architecte y contribue. Avoir un musée signé Foster, Nouvel, Portzamparc, Clément n'est-il pas la preuve d'une ville ouverte au vent du progrès ? En Arles, Claude Sinès, le futur directeur de l'Institut de recherche sur la Provence antique (le musée archéologique), qualifie le bâtiment conçu par Henri Ciriani de « geste architectural qui marquera la ville. Nous recevons des demandes du monde entier pour visiter le chantier. Et quand le projet est vide ou contesté, l'élus s'enthousiasme sur « la qualité incomparable de l'architecture » (lire encadré). « Une ville sans musée est devenue rivale », note un élu. A Clermont-Ferrand,

Adrien Fainsilber, auquel on doit à Paris la Cité des sciences et de l'industrie, a imaginé, avec Claude Gaillard, le nouveau musée. Il a habilement fédéré plusieurs bâtiments décaisés autour d'un atrium couvert d'une verrière en forme de cône inversé, à partir duquel toutes les salles se distribuent clairement en dépit de la complexité de la construction. « Un travail passionnant, indique l'architecte, comparable à celui que nous devons faire pour une église puisque nous devons avoir tout articuler des volumes. »

Œuvres de second plan

Les échappées et les perspectives audacieuses sont multipliées sur des œuvres qui ne demandent pas tant de subtilités. On a vu ici le fond de deux ou trois cabinets de

choix était différent. Fallait-il construire un institut archéologique dans une ville qui est déjà une pièce de musée en soi, quand on sait, par ailleurs, que les musées lapidaires ne passionnent pas les foules ?

Lors du concours architectural, Antoine Grumbach avait proposé un musée éclaté sur les sites prestigieux (arènes, théâtre antique, Alyscamps...). « Une insipide science et une erreur financière : nous avons, en 1991, trouvés, livrés, séchés, étiquetés et stockés 340 000 objets. Fallait-il les disperser sur trois sites ? », demande Jean-Maurice Rouquette, le directeur des musées. « Rouquette veut lui, son cinéscope, un musée à sa gloire », disent ceux qui refusent un projet jugé « mégalo-maniac » au moment où la ville est économiquement asphyxiée. « Ce musée de cailloux sera demain le pain de nos enfants, leur répond Jean-Maurice Rouquette. Quand il n'y a pas d'agriculture ou d'industrie, il faut faire fructifier son patrimoine. »

Les collections seront-elles demain des composantes du paysage économique ? Si certains musées sont en passe de devenir des « complexes culturels » qui compteront (directement ou non) dans l'équilibre des budgets municipaux, les collections permanentes ne sont, bien souvent, qu'un élément parmi d'autres : expositions temporaires, auditoriums, conférences, concerts et projections, espaces pour les enfants et les écoles, bibliothèques, centres de recherches, librairies, carteries, bars-restaurants, boutiques diverses. Ainsi le Musée Matisse, helle et simple villa italienne aux murs ocres et aux volets verts, va doubler pour sa réouverture en juillet prochain avec une extension de 2 200 mètres carrés. Réalisé par l'architecte Jean-François Bodin, le nouveau bâtiment, ouvert sur deux niveaux, est élégant, astucieux. Mais le visiteur constatera vite qu'il est presque tout entier consacré à des espaces de « dégage-ment » : grand escalier, vaste hall, boutiques, auditorium, restaurant, terrasses. Un lieu de contemplation et de réflexion devant les œuvres de Matisse ? Un but de promenade, où les œuvres du grand peintre compteront ni plus ni moins que le charme ensoléillé de la colline de Cimiez ? Temples de la consommation culturelle, les musées sont en passe de remplacer les maisons de la culture d'André Malraux, ces « cathédrales du vingtième siècle » aujourd'hui bien décaties.

MICHEL GUERRIN
et EMMANUEL DE ROUX

(1) Directeur de la musique et de la danse de 1988 à 1991, Michel Schneider vient de publier la *Comédie de la culture* (Le Seuil).

(2) In *Lettres* 2, Corti éd.

Prochain article :

II. - Gérer la folie des grandeurs

cache-cache avec la mort

Denis Lavant - Hugues Quester
Hervé Audibert - Nicky Rieti - Bernard Sobel

2 février
14 février 1993

orientations

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

N. Mme Mlle
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____
Niveau d'études 92-93 : _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Danse
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Surveillance	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolice
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

Le rêve de Pierre-Yves Trémois

NICE

de notre envoyé spécial

Nice offre un bel exemple de « muséomania ». Pour accompagner le développement économique du quartier Arènes, au bord de la Méditerranée, et attirer les investisseurs nippons, Jacques Médéric ne s'est pas d'une idée, il y a une dizaine d'années, de bâtir un « musée franco-japonais » qui devait présenter la collection d'art nippon de Pierre-Yves Trémois, habile artiste figure de l'art contemporain. Dix-sept œuvres qui vont du neuvième au dix-septième siècle, d'un intérêt exceptionnel, estimées à 18 millions de francs. A celles-ci devaient s'ajouter deux cent dix-huit gravures, sculptures et lithographies exécutées par le peintre français.

Un architecte japonais, le célèbre Kenzo Tange (auteur du Grand Ecran, à Paris), dessina un bâtiment dont le chantier devait être prioritaire par des mécènes. « Nous n'avons jamais vu le tracé de ces fameux médéric », dit-on, aujourd'hui, au conseil général des Alpes-Maritimes. A la demande de son président de l'époque - encore Jacques Médéric, le département eût dû résoudre à financer l'opération. Celle-ci est maintenant achevée mais les 2 500 mètres carrés sont vides, car Pierre-Yves Trémois n'est pas d'accord avec la déperdition sur le contenu du musée. Aussi incroyable que cela puisse paraître, aucun projet précis, aucun cahier des charges n'avaient été prévus avant la construction du bâtiment. Il est aussi surprenant que le projet scientifique du musée franco-japo-

ponais ait reçu l'aval de la direction des musées de France (DMF) sans savoir quelle serait la répartition des œuvres exposées, entre la collection japonaise et les gravures de Trémois.

« L'accord reposait sur des échanges oraux », dit-on, au département... Un familier de la politique nicoise et du système Médéric ne s'étonnera pas d'une telle pratique. Exploitant ce flou artistique, Pierre-Yves Trémois propose, tout simplement, « un musée Trémois », explique Olivier Rochereau, directeur du conseil général. « La majorité des salles seraient occupées par des œuvres du peintre, qui veut également se mêler du fonctionnement du musée. C'est impossible ! » La collectivité locale a alors envoyé à Pierre-Yves Trémois un premier, puis un deuxième contre-projet.

Un artiste encombrant

« Ce deuxième projet n'est pas sérieux, car il évacue complètement les œuvres de Trémois, explique son avocat, François Galsuit, la collection d'art japonais tient en une seule salle, prévue à cet effet. Nous demandons qu'un tiers du musée - trois salles plus le sous-sol - soit réservé à l'œuvre de Trémois. Nous exigeons aussi des garanties quant à son fonctionnement. Les deux parties devraient se rencontrer dans le mois qui vient pour essayer de trouver un accord. »

Ce conflit traduit l'embarras du conseil général, de la ville de Nice et de la DMF face à un artiste bien encombrant qui « ne mérite en rien un temple de

2 500 mètres carrés ». En attendant, les élus locaux ne cessent de vanter la construction : « Un outil exceptionnel. » « Une merveille d'architecture. » « Un exemple unique de l'œuvre de Kenzo Tange en Europe. » Le coût de cette « merveille » est passé de 12 à 75 millions de francs. Il est vrai que « l'outil » est recouvert de marbre de Carrare. Et « chaque coup de crayon de M. Tange coûte cher », indique Olivier Rochereau. Enfin, le fonctionnement - notamment les coûteuses expositions temporaires - du musée franco-japonais incombe à la ville de Nice. Aussi le premier adjoint, Paul Guenier (div. d.), veut ériger le bébé au département qui, évidemment, n'est pas d'accord...

La « lessiveuse » (comme l'appellent ses détracteurs) est devenue une « pleisterie locale » : on ne compte plus les contre-projets (salle de cinéma, musée de l'image, suite collection d'art japonais), et un élu s'est même suggéré d'introduire des crocodiles dans le bassin qui entoure le bâtiment... Mais la pleisterie coûte cher, surtout quand on sait que la rénovation du Musée Matisse, à Nice, était freinée au même moment pour des raisons budgétaires.

Au conseil général, un chef de service n'hésite pas à parler de « désastre administratif ». D'autres se consolent en feuilletant les rapports qui assurent que « le nombre annuel des visiteurs japonais (cinquante mille environ) devrait tripler grâce à ce musée ».

M. G.

LOTTO SAMEDI 30 JANVIER 1993

1 DEGRÉ

7	28	35	38	49	24
---	----	----	----	----	----

Chiffre de la chance : 4

6 numéros : 3 676 055 F
5 numéros : 130 335 F
4 numéros : 9 090 F
3 numéros : 28 371 F
2 numéros : 164 F
1 numéro : 16 F

20 DEGRÉS

1	7	26	29	34	43	10
---	---	----	----	----	----	----

Chiffre de la chance : 4

6 numéros : 5 434 385 F
5 numéros : 46 080 F
4 numéros : 5 905 F
3 numéros : 33 281 F
2 numéros : 157 F
1 numéro : 15 F

LOTTO SAMEDI 30 JANVIER 1993

RESULTATS OFFICIELS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

MÉDECINE

هكزان الناصر

هكذا من النهر

CULTURE

BANDE DESSINÉE

Succès public et vague à l'âme créatif

Le Salon international de la BD d'Angoulême a fêté dignement son vingtième anniversaire

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Les héros de bande dessinée engendrent parfois des êtres de chair et de sang. Ainsi, Valérien et Laureline, les deux agents «spatio-temporels» inventés en 1967 par le scénariste Pierre Christin et le dessinateur Jean-Claude Mézières, ont-ils donné leurs prénoms à une nuée d'enfants. «Je connais au moins quatre Valérien et je sais qu'il existe une bonne centaine de

catastrophe des plastiques au-dessus des états. Sur les stands, des auteurs étaient contraints de demander à leurs admirateurs de se calmer, leur poussée faisant régulièrement reculer les tables dressées pour les traditionnelles séances de dédicace. A l'entrée des expositions, les files s'allongeaient au fil du jour. Il est vrai que la météorologie, exceptionnellement favorable, favorisait cette affluence, renforcée par la prééminence donnée à des auteurs de BD «populaire», comme Frank Margerin,

confiait le président du Futuroscope de Poitiers.

Les éditeurs affichaient des mines ravies. Pour eux, la vingtième édition du Salon d'Angoulême s'est traduite par une apogée de leurs ventes sur les stands, qui ont globalement doublé ou triplé par rapport à l'an dernier. Seuls les auteurs étaient plus partagés. Les séances de dédicace des albums ressemblaient pour la plupart d'entre eux au bane de nage d'une galère. Alors que les uns



Lucky Luke, un lecteur assidu depuis 1946.

petites Laurelines», s'amuse Jean-Claude Mézières. Le scénariste Jean Van Hamme peut aussi s'enorgueillir de petits Thorgal et Johan, patronymes des héros des albums qu'il a conçus ces dernières années. Autant d'indices qui témoignent de la popularité du neuvième art. S'il en était d'ailleurs besoin, l'affluence de la foule qui a participé au vingtième anniversaire du Salon international de la BD d'Angoulême (SIBD), du 28 au 31 janvier, confirme que la crise de la BD pourrait presque être rangée au rayon des vicieries.

Quelque 100 000 fans ont envahi les tentes et les «bulles» installées dans le centre de la capitale charentaise (1). Pendant le week-end, la densité du public était telle que les parois des tentes démultipliaient de condensation. Certains éditeurs, comme les Humanoïdes associés, ont dû protéger leurs livres en tendant en

Grand Prix 1992, ou Morris, lauréat du prix spécial Vingtième anniversaire (le Monde des livres du 29 janvier), auxquels les deux principales manifestations étaient consacrées. Lucien, le héros à la banane et au Perfecto immuable, inventé par Margerin, ou Lucky Luke, le «poor lone star cowboy» conçu il y a plus d'un quart de siècle par Morris, furent les stars incontestées de ce Salon. Le musée du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNDI) connaissait lui aussi une fréquentation jamais vue.

Les éditeurs ravis

Mais, au-delà de ce succès public, ce vingtième anniversaire s'est aussi soldé par une véritable consécration politique et commerciale. M. Jack Lang, ministre de la Culture, avait rendu visite au Salon il y a dix ans, et le président de la République, M. François Mitterrand, avait fait le déplacement en 1985. Cette année, le SIBD s'était mis à l'heure de la cohabitation annoncée. Dans l'après-midi du vendredi 29 janvier, alors que la cohue atteignait son comble, un groupe compact de personnalités en costume-cravate, tailleur et tunique-walkie, faisait son entrée, tranchant nettement sur la foule plutôt jeune et uniformément vêtue de jeans et de blousons. Ce groupe entourait M. René Monory, président du Sénat et maire UDF-CDS de Lorient. Arrêt devant certains stands, poignée de main aux dessinateurs et scénaristes présents, discussions bon enfant avec les éditeurs et M. Michel-Edouard Leclerc, l'un des principaux parrains du Salon avec la Caisse d'épargne.

Mais, s'il voulait auter de sa présence ce vingtième Salon, le deuxième personnage de l'Etat était plus là par amitié pour le maire d'Angoulême, M. Georges Chavanes (CDS), et par voisinage avec la capitale charentaise, que par amour du neuvième art. «Je ne suis pas réellement un fan, mais je lis quand même les Schtroumpfs et Astérix, à cause de mes petits enfants. Quand j'avais sept-huit ans, je me souviens d'avoir été passionné par les aventures de Bécot»,

s'amusaient de rencontrer leur public, les autres ironisaient sur «un Salon qui se transforme de plus en plus en foire commerciale», les animatrices - diligentes de Lucky Luke, véhicule de police du Los Angeles County garés en permanence devant les tentes, pour la plus grande joie des enfants - en étant la traduction la plus ostentatoire, comme les appels tournoyants retransmis par haut-parleur à travers la ville. Comme si le neuvième art ne semblait pas se reconnaître dans ce couronnement orchestré par le dieu du commerce.

YVES-MARIE LABÉ

(1) Selon les organisateurs du SIBD, ce chiffre se décompose en 42 000 entrées payantes, 20 000 invitations, 7 000 personnalités et journalistes accrédités, 10 000 entrées d'enfants et 20 000 scolaires.

EMAUX et CRISTAL de JACQUES GAUTIER



«Ombres et Lumières»
Pendant l'été sur argente
Boucles d'oreilles
OMAL : Eau de parfum originale
36, rue Jacob, 75006 PARIS.
Tél. : 42-80-94-33.

SCIENCE
Le Monde et MÉDECINE

CARNET DU Monde

Naissances

Le 24 janvier 1993 est né

Louis.

Il fait la joie de son grand frère, Romain, et de ses parents, Madeleine HUBART et Laurent BREVTON.

Mariages

New-York, Paris.

Michelle M. HOWARD

et Jean-François PATARIN

sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité.

Décès

M. et M^{me} Michel Rapet, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Leduc, leurs enfants et leur petite-fille, Le capitaine de vaisseau (ER) et M^{me} Didier Glachant et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean BAPST,

survenue le 30 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

Isle (Haute-Vienne).

M^{me} Roland du Cray,

Sylvie,

Guillaume, Michel, Valentin et

Hélène,

Marie-Pierre, Thierry, Junieo et

Luc,

Gilienne, Jean-Marie, Albane et

Thibaud,

Olivier, Roselyne, Morgane et

Samuel,

Alix et Jérôme,

Régine,

M. et M^{me} Serge du Cray,

leurs enfants et petits-enfants,

ont l'immeuble de faire part du

repose à Dieu de

M. Roland du CRAY,

survenue dans sa soixante-dix-septième

année.

Les obsèques auront lieu le mardi

2 février 1993, en l'église Saint-Martin

d'Isle, à 10 heures.

Condolances sur registre.

«Heureux les deux,

car ils recevront la terre en héritage.

Heureux les deux,

car ils verront Dieu.»

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri ESCOFFIER,

né Mathilde Wehré,

survenue en son domicile le 26 janvier

1993.

De la part des familles Nicot,

Wehré, Jency, Frango et Daigra.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à

Saint-Paul-de-Vence, dans la plus

stricte intimité.

59, rue de Courcelles,

75008 Paris.

Ses enfants,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} A. LABURTHE-TOLRA,

née Ramée Degoutis.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Les décès

Le 24 janvier 1993 est né

Louis.

Il fait la joie de son grand frère, Romain, et de ses parents, Madeleine HUBART et Laurent BREVTON.

Mariages

New-York, Paris.

Michelle M. HOWARD

et Jean-François PATARIN

sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité.

Décès

M. et M^{me} Michel Rapet, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Leduc, leurs enfants et leur petite-fille, Le capitaine de vaisseau (ER) et M^{me} Didier Glachant et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean BAPST,

survenue le 30 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

Isle (Haute-Vienne).

M^{me} Roland du Cray,

Sylvie,

Guillaume, Michel, Valentin et

Hélène,

Marie-Pierre, Thierry, Junieo et

Luc,

Gilienne, Jean-Marie, Albane et

Thibaud,

Olivier, Roselyne, Morgane et

Samuel,

Alix et Jérôme,

Régine,

M. et M^{me} Serge du Cray,

leurs enfants et petits-enfants,

ont l'immeuble de faire part du

repose à Dieu de

M. Roland du CRAY,

survenue dans sa soixante-dix-septième

année.

Les obsèques auront lieu le mardi

2 février 1993, en l'église Saint-Martin

d'Isle, à 10 heures.

Condolances sur registre.

«Heureux les deux,

car ils recevront la terre en héritage.

Heureux les deux,

car ils verront Dieu.»

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri ESCOFFIER,

né Mathilde Wehré,

survenue en son domicile le 26 janvier

1993.

De la part des familles Nicot,

Wehré, Jency, Frango et Daigra.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à

Saint-Paul-de-Vence, dans la plus

stricte intimité.

59, rue de Courcelles,

75008 Paris.

Ses enfants,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} A. LABURTHE-TOLRA,

née Ramée Degoutis.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Messe de funérailles le 2 février

1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques

du Haut-Pas, Paris-5.

Les décès

Le 24 janvier 1993 est né

Louis.

Il fait la joie de son grand frère, Romain, et de ses parents, Madeleine HUBART et Laurent BREVTON.

Mariages

New-York, Paris.

Michelle M. HOWARD

et Jean-François PATARIN

sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité.

Décès

M. et M^{me} Michel Rapet, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Leduc, leurs enfants et leur petite-fille, Le capitaine de vaisseau (ER) et M^{me} Didier Glachant et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean BAPST,

survenue le 30 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

Isle (Haute-Vienne).

M^{me} Roland du Cray,

Sylvie,

Guillaume, Michel, Valentin et

Hélène,

Marie-Pierre, Thierry, Junieo et

Luc,

Gilienne, Jean-Marie, Albane et

Thibaud,

Olivier, Roselyne, Morgane et

Samuel,

Alix et Jérôme,

Régine,

M. et M^{me} Serge du Cray,

leurs enfants et petits-enfants,

ont l'immeuble de faire part du

repose à Dieu de

M. Roland du CRAY,

survenue dans sa soixante-dix-septième

année.

Les obsèques auront lieu le mardi

2 février 1993, en l'église Saint-Martin

d'Isle, à 10 heures.

Condolances sur registre.

«Heureux les deux,

car ils recevront la terre en héritage.

Heureux les deux,

car ils verront Dieu.»

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri ESCOFFIER,

né Mathilde Wehré,

survenue en son domicile le 26 janvier

1993.

De la part des familles Nicot,

Wehré, Jency, Frango et Daigra.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à

Saint-Paul-de-Vence, dans la plus

stricte intimité.

59, rue de Courcelles,

75008 Paris.

Ses enfants,

Et toute la famille,

<

ÉCONOMIE

Une évasion fiscale portant sur plusieurs milliards de francs

BILLET

«Spécificité»
et fonction publique

Spécificité. Par les temps qui courent, ce terme est très en vogue dans la fonction publique. Ainsi, la semaine dernière, plusieurs catégories de cadres appartenant à diverses administrations ont haussé le ton, multipliant opérations symboliques et tentatives de blocage des services pour attirer l'attention sur leur situation. Quelques jours avant la reprise, prévue mardi 2 février, des négociations consacrées au déroulement de carrière des agents de catégorie A (niveau licence), il convenait de faire monter la pression.

Dès décembre, les cinq syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et autonomes de la FGA) signataires en 1990 du protocole Dursfour sur la réforme de la grille des fonctionnaires avaient mis en garde contre «une montée des mouvements catégoriels» en cas d'échec des discussions. Leur pronostic sa révéla exact. Mais ces étonnantes confessions que ces négociations, indispensables à la modernisation de l'Etat, suscitent des réactions en chaîne difficilement maîtrisables par le gouvernement comme par les syndicats. In fine, elles risquent d'entraîner autant, sinon davantage, de frustrations que de satisfactions. Inspecteurs des affaires sanitaires et sociales, ingénieurs des travaux publics de l'Etat, conseillers d'administration scolaire et universitaire ou cadres administratifs des services extérieurs de l'équipement, toutes ces catégories se sont mobilisées pour obtenir que leur situation «spécifique» soit prise en compte. La signature, dimanche 24 janvier, d'un accord particulier entre le ministère de l'éducation nationale et deux organisations syndicales sur la revalorisation des carrières des chefs d'établissement n'a pu que renforcer leur détermination. Ces manifestations de mauvaise humeur illustrent le fossé persistant entre l'encadrement et les organisations syndicales, accusées d'être plus attentives aux revendications d'autres catégories et de privilégier le sommet de la grille plutôt que les niveaux hiérarchiques inférieurs. Pourtant, l'ouverture cet automne d'une négociation sur l'adaptation des carrières des cadres marquait indiscutablement un progrès. Il semble néanmoins que les syndicats n'aient pas encore pris l'exacte mesure des malaises «spécifiques» et des effets de contagion qui se développent parmi les catégories les plus élevées de la fonction publique.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Insistant sur les mesures
de reclassement
La nouvelle réglementation
des plans sociaux
entre en application

Le ministère du travail a adressé aux directeurs départementaux du travail une circulaire qui précise les dispositions de la loi prévoyant un contrôle renforcé des plans sociaux, publiée au *Journal officiel* du samedi 30 janvier. La circulaire rappelle que la procédure de licenciement économique est «nulle et de nul effet tant qu'un plan visant au reclassement des salariés s'intégrant au plan social n'est pas présenté par l'employeur aux représentants du personnel, qui doivent être réunis, informés ou consultés».

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux procédures de licenciement «pour lesquelles la première réunion des représentants du personnel s'est tenue après l'entrée en vigueur de la loi, soit à partir du 31 janvier 1993».

Le ministère des finances pourrait porter plainte
pour détournement de crédits d'impôt

L'affaire porte sur des sommes considérables - 5 à 6 milliards de francs - récupérées sur l'Etat sous forme de crédits d'impôt par des gestionnaires de fonds communs de placements pour leurs clients. Alertée dès 1988 par la Cour des comptes, l'administration fiscale avait mis fin en 1989 à ces pratiques, en modifiant pour les entreprises une réglementation trop laxiste. Des redressements d'impôt ont été effectués en 1990. Fin 1992, l'administration a décidé de saisir la commission des infractions fiscales, qui pourrait donner le feu vert au ministre du budget pour porter l'affaire devant le tribunal correctionnel.

Si la commission des infractions fiscales (CIF), composée de douze membres, moitié de la Cour des comptes et moitié du Conseil d'Etat, donne son feu vert au ministre du budget pour que l'affaire soit portée au pénal, les présidents et mandataires sociaux d'une dizaine de banques risquent de se voir infliger des peines pouvant aller jusqu'à la prison ou l'interdiction d'exercer. C'est dire la gravité de l'affaire. Une affaire compliquée par la responsabilité d'une administration qui en publiant, en janvier 1983, une circulaire relative aux OPCVM (organismes de placement collectif de valeurs mobilières), avait très clairement autorisé des pratiques dont on a par la suite découvert qu'elles donnaient lieu à une énorme évasion fiscale.

Comme les sicav, auxquels ils ressemblent mais à beaucoup plus petite échelle, les fonds communs de placement (FCP) ont été créés en 1979 par M. René Manory, alors ministre des finances, pour attirer les épargnants vers la Bourse et les inciter à placer leur argent en actions et en obligations. Les fonds communs de placement facilitent la tâche des épargnants, qui n'ont pas à gérer directement un portefeuille de valeurs mobilières et se contentent de détenir des parts. Le FCP est donc une copropriété, disposant d'un gérant, généralement un banquier ou un agent de change. Les textes prévoyant que le gestionnaire doit choisir un dépositaire - généralement une banque - qui, outre la garde du capital, assure le lien entre le client et le gestionnaire. Le capital minimum autorisé variait entre 2 et 5 millions de francs. Il pouvait, à l'origine, aller jusqu'à 500 millions de francs.

Par rapport aux sociétés classiques, dont le capital ne peut être modifié qu'à l'occasion d'opérations un peu soignées comme les augmentations de capital, les FCP ont un capital variable. Cela pour permettre aux épargnants d'y entrer et d'en sortir à tout moment, et le plus simplement du monde, par rachat non sur le marché financier mais par le fonds lui-même. Dans le premier cas (entrée), le capital du FCP augmente par apport d'argent extérieur, dans le second cas (sortie), il diminue puisque le fonds rachète à l'épargnant le montant de ses parts sur le capital initial. A la limite, si tous les épargnants veulent sortir et se faire rembourser, le FCP disparaît. Tout cela assure une très grande souplesse à la formule.

Organisme
de passage

Une autre caractéristique du fonds commun de placement est le principe de l'égalité de traitement entre les épargnants. Lors de la distribution annuelle des revenus, qui se fait deux ou trois mois après la clôture de l'exercice (fin décembre), chaque porteur de parts reçoit la même somme quel qu'il ait été son temps de présence dans le fonds. Le revenu distribué est calculé en divisant par le nombre de parts le total des produits perçus pendant l'exercice. Pour éviter de léser les premiers arrivants, le coût d'entrée comprend non seulement la valeur de la part mais également la valeur du coupon au jour de l'entrée, une valeur d'autant plus élevée qu'approche la clôture de l'exercice.

Ainsi se trouve payée à son juste prix la valeur du coupon qui sera distribué in fine. Si cette règle n'avait pas existé, une même masse de revenus aurait été distribuée entre des porteurs plus nombreux. Ce qui aurait avantage les derniers arrivants au détriment des pre-

miers. En leur offrant la possibilité de récupérer facilement et rapidement leur mise, les FCP enlèvent aux épargnants le souci de gérer leur argent. De plus, les fonds ne sont pas imposables en tant que tels. En langage fiscal, on dit qu'ils sont transparents.

La transparence implique que les sujets taxés, ceux qui doivent l'impôt au fisc, sont les particuliers ou les entreprises et non le fonds commun de placement, qui n'est qu'un organisme de passage. Ce qui signifie que ce sont également les entreprises ou les particuliers détenteurs de parts de FCP qui encaissent - au imputent sur ce qu'ils doivent au fisc - des crédits d'impôt accordés dans certains cas par la législation fiscale : avoir fiscal pour les actions, crédits d'impôt pour les obligations émises avant le 1^{er} janvier 1987.

Dans les deux cas, on peut dire que l'Etat ne fait que rendre ce qu'il a déjà prélevé, évitant ainsi une double imposition : le dividende versé à l'admetteur a déjà subi l'impôt sur les sociétés, ce que corrige l'avoir fiscal ; l'intérêt versé au détenteur d'une obligation émise avant le 1^{er} janvier 1987 a déjà subi une retenue à la source de 10 % directement payée au fisc par l'émetteur, ce que corrige le crédit d'impôt. Cette notion de remboursement, de contre-partie d'un impôt déjà versé au Trésor, est très importante car c'est sur elle que s'appuie, maintenant, en partie, l'administration pour attaquer pour abus de droit les utilisateurs entreprises, banques et sociétés de Bourse - pour s'être livrés à des pratiques qu'une circulaire fiscale de janvier 1983 avait autorisées.

Que disait cette circulaire à l'origine des formidables dérapages constatés ? Que les «épargnants» entrant dans un FCP entre la clôture de l'exercice (généralement en fin d'année) et la distribution effective des revenus (généralement en mars ou avril) ne devaient pas être désemparés. Suite de quoi risquaient d'être désemparés les investisseurs dans les FCP pendant les mois qui peuvent séparer la clôture de l'exercice et la distribution effective des revenus. De façon très claire, il était précisé que les derniers arrivants devaient bénéficier, au même titre que ceux qui étaient entrés avant la clôture de l'exercice, non seulement des mêmes coupons mais également des mêmes dividendes. Une précision qui autorisait sans doute les FCP à créer des crédits d'impôt fictifs puisque les vrais crédits - ceux qui sont la contrepartie d'impôts payés préalablement dans les conditions que nous avons décrites - avaient déjà été pris en compte lors de la clôture de l'exercice.

Ce fut l'utilisation industrielle de cette faveur administrative qui transforma les choses et amena maintenant l'administration fiscale à crier à l'abus de droit. Il ne s'agit plus, comme le souligne la Cour des comptes, de développer la collecte de l'épargne, mais «de dé-

vider et du calcul de la valeur unitaire du coupon».

Le résultat s'est fait attendre jusqu'en 1985 ou 1986. C'est, semble-t-il, à partir de ce moment que la machine s'est emballée, des gestionnaires avisés ayant imaginé de multiplier massivement le nombre des porteurs de parts à la veille de la distribution des revenus, distributifs qui doit être intégrale chaque année, autre caractéristique des FCP. La Cour des comptes, qui la première, a émis l'affaire, note, dans une opération qu'elle a démantée, que le Trésor a payé 30,3 millions de francs de crédits d'impôt alors que le fonds n'en avait effectivement acquis que 9,13 millions. Parte pour l'Etat sur cette seule opération : 21 millions. La Cour parle d'une perte globale de plusieurs milliards de francs. Selon nos informations, il pourrait s'agir de 5 ou 6 milliards de francs, l'équivalent de ce que rapporte en un an l'impôt de solidarité sur la fortune.

Double
imposition

On peut évidemment se demander comment l'administration, d'habitude exagérément méfiante à pu se laisser piéger de la sorte. A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il existait de solides raisons de rediger comme elle le fut la circulaire de janvier 1983. Les épargnants de bonne foi, entrant en cours d'année dans un FCP, étaient d'une certaine façon défavorisés. Ils payaient avec des ressources déjà imposées (au titre de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés pour une entreprise) une fraction qui même la totalité du coupon qu'ils allaient recevoir quelques mois ou quelques semaines plus tard et qui, une fois distribué, allait être imposé. De ce point de vue, pour les épargnants entrant après la clôture de l'exercice, l'achat de parts n'était pas intéressant du tout. Elles correspondaient à l'achat de parts n'était pas intéressant du tout. Elles correspondaient à l'achat de parts n'était pas intéressant du tout.

C'est pour corriger cette forme de double imposition inhérente aux sociétés à capital variable, qui veut qu'on y entre et qu'on en sorte à tout moment, que l'administration avait consenti à ce que soient créés des crédits d'impôt fictifs. D'une certaine façon, cette faveur faite encaissement corrigait en partie ce qu'avait d'excessif la double imposition subie.

Ce fut l'utilisation industrielle de cette faveur administrative qui transforma les choses et amena maintenant l'administration fiscale à crier à l'abus de droit. Il ne s'agit plus, comme le souligne la Cour des comptes, de développer la collecte de l'épargne, mais «de dé-

vider des certificats de crédits d'impôt bien qu'il n'y ait pas eu de retenue à la source sur les revenus correspondants». Ce sont les allers et retours «rapides et massifs» dans les FCP qui, pour l'administration, sont la preuve de la fraude. Les spéculateurs entraînent en effet dans le FCP, bénéficiaire du crédit d'impôt puis se dégageant dans les jours qui suivent la distribution en faisant apparaître - le coupon ayant été détaché - une perte par rapport au prix d'achat. Pour les entreprises, cette perte représentait une moins-value à court terme (égale à la valeur du coupon) qui était déductible. L'opération était donc fiscalement neutre.

Restait le gain du crédit d'impôt. Un gain très substantiel puisque les FCP en cause multipliaient au cours de l'exercice les achats de titres juste avant détachement de coupons. Des titres qu'ils revendaient après détachement et qui leur permettaient d'accumuler, en même temps que des coupons, des crédits d'impôt pendant tout l'exercice, rendant la future distribution des revenus particulièrement attractive.

Ce fut une montée à la fois progressive et désastreuse pour les finances de l'Etat au fur et à mesure qu'un nombre grandissant d'établissements démultipliaient le filon. On cite notamment Duménil-Leblé, la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, la BLP, Agil, BMA, une filiale du Crédit du Nord, la Société marseillaise de crédit... Mais de nombreuses sociétés de Bourse, dont les noms ne sont pas encore connus, sont également impliquées.

Myopie et arbitraire
de l'administration

Bien entendu, de nombreux fonds communs se sont créés dans le seul but de profiter de l'abaissement d'un impôt. Une habitude d'autant plus répandue que les utilisateurs, les fabricants de FCP, qui ont encaissé d'énormes commissions ou rémunérations, représentant jusqu'à 50 % et même 75 % du crédit d'impôt, et même des fabricants-utilisateurs, c'est-à-dire des établissements qui n'ont pas hésité à utiliser pour leur propre compte le crédit d'impôt (en soustrayant des parts de FCP) afin d'échapper à l'imposition sur les bénéfices réalisés dans ces opérations.

On en est là. Pour les entreprises, l'hémorragie a été stoppée en 1989 par un nouveau texte administratif qui supprime la possibilité de créer du crédit d'impôt. Pour les particuliers accédant à un FCP, pour lesquels la fraude était apparue minime, aucune correction de la circulaire de 1983 n'avait été faite. Il apparaît maintenant que des pratiques irrégulières et infiniment compliquées se sont dévelop-

pées ces derniers mois et qu'un texte sera prochainement publié les concernant.

Des redressements fiscaux ont été effectués auprès des entreprises. Après avoir visité soixante-dix fonds communs de placement en 1990, l'administration a été donnée, fin mai 1991, à la direction des vérifications nationales et internationales (DVNI) de cesser toute action dans ce domaine. Une consigne qui a provoqué la fureur des agents des impôts et qui a été abandonnée quand il est devenu évident que la plupart des entreprises mises en cause refusaient la transaction très coûteuse que leur proposait le fisc. Fin 1992, l'administration a subitement durci sa position et saisi la commission des infractions fiscales. Cette nouvelle voie peut évidemment conduire l'affaire au pénal.

Si l'affaire est incontestablement très grave, des fonds publics importants ayant été détournés dans des conditions douteuses (l'administration a vu une circonstance aggravante dans le fait que des établissements ont fabriqué et utilisé un fonds pour leur propre compte), les erreurs de l'administration, sa lenteur à réagir, ses changements d'attitude laissent perplexes. L'image que nous avons donnée à l'étranger de nos pratiques administratives, fiscales et financières n'est pas fameuse : myopie, puis arbitraire de l'administration, qui enfreint le principe selon lequel une circulaire s'applique et ne s'interprète pas, puis qui qualifie d'abus de droit un mécanisme toléré par une circulaire dans la légalité aurait dû faire douter dès le départ ; qui limite dans un premier temps ses investigations en échange de l'acceptation de redressements fiscaux puis reprend ceux-ci quand les entreprises se révèlent rétives aux transactions et transmet finalement l'affaire au pénal. On peut enfin s'interroger sur l'effet déplorable qu'aura eu sur les milieux financiers étrangers l'ingérence financière des banques et sociétés de Bourse qui ont «prati-qué» le mécanisme du crédit d'impôt.

L'affaire divise experts et juristes. Il n'est pas impossible que, contrairement à l'administration, le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas eu abus de droit. Ce ne serait pas le moindre des paradoxes que de voir l'institution qui va juger l'affaire fiscale au fond - le Conseil d'Etat - donner tort à l'administration alors même que les tribunaux judiciaires auraient prononcé des condamnations.

ALAIN VERNHOLES

Avec le gel des salaires en 1993

Bull va de nouveau procéder
à des suppressions d'emplois

Le président du groupe Bull, M. Bernard Pache, a annoncé, vendredi 29 janvier, qu'il allait procéder à de nouvelles suppressions d'emplois. M. Pache, qui reconstruit les délégués syndicaux lors d'une réunion du comité central d'entreprise, n'a pas voulu révéler l'ampleur de ce plan, qui devrait être présenté le 12 février et s'accompagnera d'un gel des salaires en 1993.

Selon un représentant de la CFDT, majoritaire chez Bull, M. Pache a déclaré que le résultat d'exploitation du groupe public d'informaticien en 1992 était «loin d'atteindre l'équilibre», même s'il était moins négatif qu'en 1991. Cette année-là, Bull, qui emploie 13 000 personnes en France et plus de 35 000 dans le monde, avait enregistré une perte d'exploitation de 1,5 milliard de francs et une perte nette de 3,3 milliards. En 1992, la perte d'exploitation devrait être en hausse entre 500 millions et 1 milliard.

Nommé à la tête de Bull il y a sept mois, M. Pache semble décidé, désormais, à porter le fer dans la plaie. Vendredi, le comité central d'entreprise a examiné le futur «schéma directeur» des sites de Bull en région parisienne. Un plan qui devrait entraîner notamment la fermeture de deux établissements parisiens (avenue Gambetta et rue

d'Avron) et de nouvelles suppressions d'emplois. Des mesures dont on confirme, au siège de Bull, que la direction en attend «200 millions de francs d'économies». Vendredi, les représentants syndicaux ont présenté des contre-propositions, réduisant le nombre des suppressions de postes. Et, dénonçant l'absence de plan social pour accompagner ces transferts, ils ont refusé à l'unanimité de rendre l'avis consultatif nécessaire.

EN BREF

■ Mort du milliardaire japonais Taichiro Mori. - Le milliardaire japonais Taichiro Mori, sur-nommé le «propriétaire de Tokyo» en raison des quatre-vingts immeubles de bureaux qu'il y possédait, est mort, samedi 30 janvier, d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingt-huit ans. L'an dernier, la revue *Forbes* l'avait inscrit à nouveau dans la liste des personnes les plus riches du monde en lui attribuant une fortune personnelle de 13 milliards de dollars. Universitaire, il avait attendu d'avoir cinquante-cinq ans pour entrer à plein temps dans l'entreprise familiale. - (Reuters).

■ La SNCM déboutée après avoir assigné cinq marins en référé. - La Société nationale Corse-Méditerran-

née (SNCM) a assigné, samedi 30 janvier, en référé cinq responsables des marins CGT, pour «entrave à la liberté du travail», mais a été déboutée de sa demande d'indemnisation. Le tribunal a considéré que, le port étant «libre d'accès», cette demande ne pouvait être retenue. En revanche, dans son ordonnance en référé, il a fixé à 5 000 francs le montant de l'amende pour chaque infraction à la liberté du travail qui serait relevée sur les quais au sur les navires de la compagnie. Une grave paralysie depuis mercredi 27 janvier les onze bateaux de la flotte de la SNCM. Elle devrait durer jusqu'au 11 février.

■ Condamnations à la prison pour des dépanneurs à domicile. - La remise en ordre du dépannage à domicile (*Le Monde* du 14 novembre) se poursuit : le tribunal correctionnel de Paris a condamné, lundi 25 janvier, à deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis assorti d'une mise à l'épreuve, le patron d'une entreprise de dépannage à domicile, L'Artisan dépanneur. Il avait déjà été condamné à une peine d'emprisonnement ferme pour une autre affaire, le 21 octobre. Auparavant, le tribunal de justice lui avait infligé, le 20 novembre, de multiples amendes. D'autres dossiers le concernant sont en cours. En outre, un autre plombier dépanneur, travaillant sous plusieurs enseignes, a été condamné par défaut, le 7 janvier, à dix-huit mois d'emprisonnement ferme et 50 000 francs d'amende.

Le Monde
EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكزان الالهي

هكدرامن الأصيل

ECONOMIE

ETRANGER

Après la décision du Comité monétaire de la CEE

La dévaluation de la livre irlandaise ranime les tensions au sein du SME

Il fallait s'y attendre : la dévaluation de 10 % de la livre irlandaise, considérée comme imminente à la veille du week-end (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février) et décidée par le Comité monétaire de la CEE samedi 30 janvier, a ébranlé à nouveau ce qui subsiste du système monétaire européen et fait monter le cours du mark à Paris, qui est passé de 3,3820 francs, vendredi 29 janvier, à 3,930 francs lundi 1^{er} février. Du coup, le loyer de l'argent au jour le jour, qui avait glissé au-dessous de 12 % à la fin de la semaine dernière, s'est tendu à près de 12,50 % avec, à nouveau, des rumeurs de relèvement massif du taux des pensions à court terme de la Banque de France. Les opérateurs ne redoutent pas vraiment une nouvelle attaque en règle con-

tre le franc mais plutôt la persistance d'une fèvre rampante jusqu'aux élections françaises de mars, compte tenu de la faiblesse de l'économie, qui fera monter la pression pour que notre pays « retrouve sa liberté » en décrochant le franc du mark.

Au Forum de l'économie mondiale de Davos, M. Karl Otto Pöhl, ancien président de la Banque fédérale d'Allemagne, a estimé que le franc ne devait pas craindre de sortir du système monétaire européen car, selon lui, les performances économiques de la France, « bien meilleures » que celles de la RFA, lui permettent de se réajuster en flottant librement. A ce même Forum, M. Raymond Barre a déclaré, en revanche, que le franc était victime d'attaques spéculatives qui sont inspirées par des motivations politiques, pointant le doigt vers des « cercles anglosaxons » dont les points de vue sont reflétés dans la presse britannique et américaine.

L'ancien premier ministre, qui soutient « totalement » la politique de défense du franc menée par le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, estime que « ce qui est en jeu est beaucoup plus que l'économie. Il s'agit, pour la spéculation, non seulement de détruire le système économique monétaire mais aussi la relation entre la France et l'Allemagne à travers la rupture du lien entre le franc et le mark ».

A propos de spéculation, M. Bertie Ahern, ministre irlandais des finances, soulignant que la dévaluation de la monnaie de son pays

« n'était pas une défaite nous sommes bien battus pendant cinq mois mais, en guise d'aide, nous n'avons eu que mots », a affirmé : « Les mots ne suffisent pas. Nous étions soumis à une attaque concertée de la part de mastodontes bancaires américains et japonais ».

De fait, certains fonds spéculatifs étrangers jouaient à fond la dévaluation de la livre irlandaise, estimant que l'économie de la verte Eire ne pourrait pas résister à la dévaluation de la livre sterling, qui atteindrait maintenant 20 % depuis son décrochement de septembre 1992, et poursuivait sa descente, battant, lundi matin, son record de baisse à 2,3550 deutschemarks, avant de remonter un peu.

Ces mêmes fonds, après leur victoire sur la livre irlandaise, seront tentés de rééditer la manœuvre sur le franc. Sans doute le ministre français des finances, M. Michel Sapin, a-t-il affirmé, lundi 1^{er} février, que l'Allemagne soutiendrait à nouveau la France en cas d'attaque contre le franc. Certes, la spéculation aurait fort à faire si elle voulait s'attaquer de front à la Bundesbank, qui peut créer des dizaines de milliards de marks pour les prêter à la Banque de France, bien qu'elle n'aime pas cela, car cette création gonfle, temporairement, sa masse monétaire. Mais les mois qui viennent n'ont pas le temps de se faire chauds.

Dublin se déclare déçu par l'absence de solidarité européenne

DUBLIN
de notre correspondant

Après la décision du Comité monétaire européen, samedi 30 janvier, de dévaluer la livre irlandaise de 10 %, le ministre des finances, M. Bertie Ahern, a exprimé sa déception devant ce qu'il considère comme l'absence de solidarité européenne dans la bataille pour défendre la monnaie irlandaise. Le gouvernement de M. Albert Reynolds et la Banque centrale irlandaise menaient depuis cinq mois une lutte acharnée contre la spéculation. Mais confrontés au refus de la Bundesbank de baisser ses taux d'intérêt, à la faiblesse de la livre sterling et à des taux d'intérêt irlandais extrêmement élevés, la dévaluation devenait inévitable.

Elle intervient alors que l'économie irlandaise a fait preuve en 1992 d'une relative bonne santé. Outre un faible niveau d'inflation - 3,6 % en 1992 et une augmentation des prix à la consommation pour 1993 attendue autour de 2,1 % -, l'Irlande a enregistré un important excédent des paiements courants, le montant et le coût du service de la dette extérieure s'améliorant. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme en Grande-Bretagne et une recrudescence de la livre sterling, elle était

en progression de 2,7 % en 1992 et devrait croître, selon l'OCDE, de 4,8 % cette année. Seul point noir : le taux de chômage est passé de 15,8 % de la population active en 1991 à 17,2 % en 1992.

La banque d'Angleterre a porté un coup final à la monnaie irlandaise en décidant de réduire, la semaine dernière, ses taux d'intérêt de 1 % (le Monde du 27 janvier). La politique du nouveau gouvernement de coalition de centre-gauche coûte que coûte consistant en la défense de la livre irlandaise était vouée à l'échec alors que des entreprises exportant vers le Royaume-Uni - leur compétitivité a baissé de 20 % depuis décembre dernier - commencent à fermer leurs portes. Le Royaume-Uni, en dépit d'une augmentation des exportations d'Irlande vers d'autres pays de la Communauté, représente toujours 30 % du marché.

Des ministres irlandais expriment, dimanche 31 janvier, la nécessité de réduire davantage la dépendance de l'industrie irlandaise par rapport au marché britannique. Quant aux conséquences immédiates de la dévaluation irlandaise, le montant et le coût du service de la dette extérieure s'améliorant. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme en Grande-Bretagne et une recrudescence de la livre sterling, elle était

annuleraient par ailleurs les effets bénéfiques de la dévaluation. Déjà le ministre des finances a signalé que le budget qui sera présenté au Parlement vers le fin février sera extrêmement austère.

JOE MULHOLLAND

FRANÇOIS RENARD

Les difficultés de la télévision haute définition

Philips ajourne la production de téléviseurs HD MAC

AMSTERDAM

De notre correspondant

Déçu, pour ne pas dire exaspéré, par l'indécision des ministres européens à subventionner le développement des programmes de télévision haute définition (HD MAC), le groupe Philips a décidé de reporter sine die la production des récepteurs ad hoc qui devaient être mis sur le marché en 1994. « On ne lance pas une voiture pour laquelle le bon carburant n'existe pas », a notament déclaré au quotidien néerlandais *Het Financieel Dagblad* du samedi 30 janvier le président de la division électronique grand public de la multinationale, M. Henk Bodi.

Pourtant, à l'en croire, « la technologie est prête, le système est ou point et il est parfait ». Mais Philips n'a ni l'envie ni les moyens de commencer à produire des téléviseurs qui pourraient « lui rester sur les bras » : « Le consommateur n'achète un téléviseur que si l'offre des programmes au bon standard est adéquate ». En clair : rien ne sert de proposer des appareils HD MAC tant que les programmes continueront à être tournés et diffusés dans les normes actuelles.

Afin de stimuler cette transition, la CEE a bien défini un plan d'action prévoyant des subventions d'un montant de 500 millions.

d'écus (environ 3,5 milliards de francs). Mais cette somme a jusqu'à présent été bloquée par la Grande-Bretagne.

Lassé d'attendre que les ministres européens confirment leur choix et prennent les mesures de suivi industriel qui en découlent, la multinationale d'Eindhoven préfère suspendre ses efforts financiers (elle a déjà investi 1 gros milliard de dollars et technologies, menaçant même de les « réduire » si une décision n'est prise en avril. En attendant, elle va se concentrer sur la production de téléviseurs offrant un écran plus large (16/9), rendu déjà possible par les standards PAL-Plus et D2 MAC.

Philips a-t-elle décidé ce coup d'arrêt en concertation avec les industriels européens, au premier rang desquels Thomson, associés au développement de la TVHD au sein du programme européen Eurika ? M. Bodi ne le dit pas. Ses déclarations, partiellement inspirées par les difficultés financières du groupe, mettent en tout cas les responsables politiques européens au pied du mur, en rappelant que la TVHD offre à l'industrie électronique européenne une perspective de chiffre d'affaires de 150 milliards de francs d'ici à l'an 2000 et une planche de salut dans la compétition internationale pour la « TV du futur ».

CHRISTIAN CHARTIER

Dans le Monde diplomatique de février

Etat d'urgence économique

Extension du chômage, accumulation des déficits budgétaires : les économies capitalistes sclérosées par quinze ans de néolibéralisme sont en état d'urgence.

Dans le Monde diplomatique de février, Danielle Gervais se penche sur cette crise et sur la volonté de la nouvelle administration Clinton de dépanner la croissance, tandis que Marie Lavigne analyse, dans ce même contexte, la manière d'écarter les « révolutions sans utopie » à l'est.

De nombreux autres défis attendent la nouvelle présidence américaine qui devra élaborer une « nouvelle version » diplomatique (Michael Klare), alors que la guerre se poursuit en Bosnie (Catherine Samary), que les marines restent présents en Somalie (Gérard Prunier) et que M. Fidel Castro continue de narguer le blocus (Janetta Habel).

Le regain d'activisme dans le Golfe est un premier test pour M. Clinton, dans une région où les Etats-Unis forment leur emprise militaire (Aline Gresh) et où la sécurité collective apparaît illusoire sans l'Irak et l'Iran (Olivier De Lage).

Gilles Kraemer scrute la démocratisation au Koweït tandis que Nicolas Sarkis déplore l'inquiétante baisse des revenus du pétrole et que Joe Stork rappelle l'incroyable histoire de l'Irakgate, quand le cynisme était roi...

Dans ce même numéro : Le labyrinthe algérien (Ignacio Ramonet) ; La France des princes, loin des citoyens (Christian de Brle) ; Ce berrage qui oppose Bratislava à Budapest (Ringer Cans) ; Une gauche « à l'occidentale » en Russie ? (Bernard Frédérick) ; La voie étroite du Kazakhstan (Jean Radvanyi) ; Malcolm X au miroir de la réalité américaine (Achille Mbembe, Robert Deroin) ; Désarrail et révolte en terre de Casemance (Marie-Christine Carmier-Salem) ; Le Mozambique dans le tourmente de l'épave-guerre (Carmen Bader) ; Des Touaregs doublement dépossédés (Philippe Bequ) ; Miracle et mirage de la zone franche à Maurice (Jean-Pierre Durand) ; Le cinéma japonais découvre les infortunes de l'immigration (Marc Tessier) ; Grands barages, grands désastres (Christine Ferré) ; Repenser la science (Dominique Lecourt) ; Ce que le aide apprend aux sociétés d'abondance (Jean-Paul Jean) ; Le combat du Vatican contre le pluralisme (André Cottan) ; Europe : le casse-tête des langues (Bernard Cassen).

Egalement au sommaire : « L'ombre de la guerre », une nouvelle de Ben Okri.

Supplément : Présence et réalité de l'Amérique latine.

► En vente chez votre marchand de journaux, 20 F.

COMMUNICATION

Premières Assises à Paris

Les médias interactifs à la conquête de nouveaux publics

Les premières Assises européennes de l'interactivité et de l'édition multimédia ont réuni du 21 au 23 janvier, à Paris, des éditeurs, des concepteurs de matériels et logiciels et des pédagogues, qui ont discuté des nouvelles possibilités de création, de diffusion et d'éducation offertes par la multiplication des instruments électroniques tels que les CDI, CD-Rom, CDTV, consoles vidéo, Discmen, etc. En inaugurant ces journées, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a affirmé qu'il souhaite étendre le mécanisme des Sofica (Sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel) à ces médias. M. Jack Lang a précisé qu'à la suite d'un appel à projets auquel ont répondu cinquante groupes, les dispositifs choisis (matériel et contenus) iront équiper quatre cents sites de formation et seront proposés avec un label à neuf mille autres. Il a également indiqué qu'un espace d'échanges, de documentation et de création doit être consacré à ces techniques dès l'automne à La Villette.

acif), le CD-photo ou le CD-vidéo, qui tous débouchent sur le téléviseur (le Monde du 24 décembre 1992). Alors que les consoles héritent entre cette alliance et l'autonomie « nomade » qui caractérise le Data-discman et ses avatars. Et que les fabricants de puces comptent bien marier, à la prochaine génération, ordinateurs et téléviseurs.

Mais quel que soit le paysage « matériel » du futur - une norme mondiale unique et numérique apparaît comme un Graal, plus mythique que probable -, tous ces supports vont influencer sur les contenus, qu'il s'agisse de création ou de diffusion, de savoir ou d'art, d'éducation et de culture. Il est donc logique que le ministre en titre de ces secteurs (et activiste par nature...), M. Lang, soit, avec le Club d'investissement média de la Communauté européenne, à l'initiative de ces premières assises européennes baptisées Actif, Interactif.

Des auteurs en quête de droits

Les créateurs ne peuvent être indifférents à ce nouveau prolongement de l'expression, à ces outils d'œuvres combinatoires ou électro-aires. Car si l'on quitte avec le CDI, par exemple, la linéarité de l'écrit, ce n'est pas pour une liberté complète. Les « navigations » personnelles dans le savoir ou le jeu stocké sur disque optique sont autant de trajets dans des labyrinthes pensés ; il faut élaborer des scénarios nouveaux, des règles - et les transgresser pour progresser. Ces machines sont en quête d'auteurs ; comme leurs expressions (sonore, écrite et visuelle), elles appellent un mélange des compétences, de nouveaux métiers d'ensemblier, de « metteurs en scène » (1). Ces auteurs sont en quête de droits : le colloque abordé aussi les problèmes juridiques nouveaux de ces œuvres collectives et recomposées. Les éditeurs traditionnels, sur papier ou sur films sont en quête de clients ; il leur faut à la fois valoriser leurs fonds éditoriaux et inventer de nouvelles méthodes et circuits de diffusion.

Enfin, pour l'ensemble de la société, se pose une question de sens et d'identité. Alors que l'Europe a fini par reconnaître et défendre les enjeux culturels d'industries culturelles « éducatives » comme le cinéma ou la télévision, peut-elle abandonner sans y réfléchir tout un pan d'imagerie qui façonne les représentations de la jeunesse ? Que sera demain notre inconscient collectif si l'horizon de nos Gameboy est conçu à Tokyo, si les jeux se jouent en anglais dans un Macdonald ? C'est bien aussi la question posée par une autre conquête à venir de l'édition multimédia, celle des salles de classe. Une conquête que les pouvoirs publics veulent encourager, à la fois par l'équipement des sites et par le soutien à la création de « titres ».

Plusieurs « familles » technologiques, soutenues par autant de multinationales, sont à l'effrit. Les « informatiques » comme Apple, Microsoft, IBM, réagissent en malins dans les bureaux ; Commodore ou Tandy veulent survivre à l'écroulement de la micro-informatique. Pionniers de la console de jeux, Nintendo et Sega sont les idoles des cours de récréation et des chambres d'enfants. Les géants de l'électronique grand public, Philips et Sony notamment, veulent conserver le contrôle de l'image et du son qu'ils détiennent avec la hifi ou le téléviseur actuel (le Monde du 8 septembre 1992). Quant aux grands des télécommunications, ils salivent à l'idée des lucratifs trafics que pourrait engendrer sur leurs réseaux la connexion de toutes ces machines et de leurs drôles d'interfaces (souris, joystick, écran tactile, console...).

De la chambre, du bureau et même à distance par téléphone ou câble, tous sont donc partis à la conquête des salons. Ce qui revient à s'allier ou s'affaiblir le téléviseur familial. La « famille » CD a, dans l'ensemble, choisi la cohabitation. Au Compact disc audio s'ajoutent donc le CDI (Compact disc inter-

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) L'Ecole nationale supérieure de création industrielle et le Centre national de la bande dessinée et de l'image d'Angoulême participent à la création d'un maître européen d'édition multimédia interactive.

Les produits du « Monde »

Le Monde était présent aux assises de l'édition multimédia avec plusieurs produits. La collection complète de l'Histoire au jour le jour, publiée en édition papier à la fin de l'an dernier par Le Monde Éditions, a été stockée sur un CD-ROM produit en co-édition avec la société Act-Multimédia. Le disque contient tous les textes des mille pages de la brochure, avec ses cartes et ses dessins, mais complétés d'extraits de discours sonores (une heure d'audition) et, à titre expérimental, de quatre séquences vidéo, tout emprunté aux archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Un système de recherche à plusieurs entrées (par thème, par personnalité, par zone géographique et par date) permet à l'utilisateur équipé d'un micro-ordinateur de « naviguer » aisément dans cette masse d'informations.

Une version simplifiée de la même publication (les seules chronologies, cartes et dessins, à l'exception des longs textes, mais avec les mêmes enregistrements radiophoniques) est diffusée par Act-Multimédia sous deux autres formes : l'une, dite CDTV, est utilisable sur un

poste de télévision grâce à un lecteur Commodore. L'autre, dite « livre électronique », est consultable sur un lecteur de poche de type baladeur, fabriqué par Sony ou Panasonic notamment (1).

D'autres produits sont attendus dans les mois qui viennent. La société britannique Research Publications, qui produit déjà les indexés et microfilms du Monde, sortira, en mai 1993, un CD-ROM contenant tous les articles publiés par le quotidien en 1992. Une mise à jour trimestrielle sera également disponible sur abonnement. Enfin, un projet de disque interactif, comprenant à la fois des films d'archives et des textes du Monde sur deux cents personnalités ayant joué un rôle international ces cinquante dernières années, est en voie de réalisation avec l'INA.

M. T.

(1) Pour tout renseignement ou commande, s'adresser aux rayons spécialisés des FNAC ou à Act-Multimédia, 83-85, bd Vincent-Auriol, 75013 Paris. Tél. 44-23-68-88. Les prix sont de 5 693 F TTC pour le CD-ROM « grand format », 410 F pour le « livre électronique » et 490 F pour le CDTV. Ce dernier produit est offert par Commodore à tout acheteur d'un lecteur CDTV.

Après avoir d'abord cherché à partager le pouvoir

M. Robinson abandonne toute fonction chez American Express

NEW-YORK

de notre correspondant

L'ambiguïté n'aura duré que quelques jours. Après avoir confié les rênes de l'entreprise à son oncle, M. Harvey Golub, tout en conservant le poste de président d'American Express et en se faisant ombrager à la tête de sa filiale Shearson Lehman Brothers (le Monde du 27 janvier), M. James Robinson a finalement annoncé le 30 janvier qu'il renonçait à toutes ses fonctions au sein du groupe. Sa démission prendra effet au prochain conseil de direction d'Amex, fin février. M. Robinson a expliqué sa décision par l'opposition persistante des investisseurs institutionnels détenant des parts d'American Express et par les commentaires défavorables de la presse. Et le cours de l'action avait régressé en Bourse, tant à l'annonce de ce qui apparaissait, aux yeux de certains, comme un coup

d'État inachevé, qu'au vu des résultats financiers en baisse sensible pour l'exercice 1992, publiés quasiment le même jour.

En attendant que soit désigné le successeur de M. Robinson - de préférence à l'extérieur de l'entreprise, - mission confiée à un « comité de sages » interne au conseil, un président intérimaire devrait être nommé en la personne de M. Richard Furlow, ancien directeur général de Bristol-Myers Squibb et président de ce comité. Les nouvelles fonctions de directeur-général et de *chief executive officer* (CEO) de M. Golub, devenu le véritable patron du groupe, ne sont pas modifiées. Mais à l'avenir, rompant avec la tradition existant dans tous les grands groupes américains, les fonctions de *chairman* (président du conseil) et de CEO (président exécutif) seront dorénavant dissociées chez American Express.

SERGE MARTI

VIE DES ENTREPRISES

Après trois exercices déficitaires

Skis Rossignol renoue avec les bénéfices

En cette époque de morosité et de crise, on peut trouver des patrons heureux. C'est le cas de M. Laurent Boix-Vives, PDG de Skis Rossignol. Sa société, après trois années sans neige (1988, 1989, 1990) et donc trois exercices lourdement déficitaires (10,3 millions de pertes en 1990, 140,5 millions en 1991 et 54,6 millions en 1992), va porter son chiffre d'affaires à 1,7 milliard de francs cette année, avec un objectif de 2 milliards l'an prochain.

Surtout, elle renoue avec les bénéfices (une trentaine de millions de francs environ pour l'exercice 1992-1993), commence à réduire de 60 millions de francs un lourd endettement, plus de 400 millions de francs, et va reprendre la distribution des dividendes (10 à 12 francs), interrompue depuis deux ans. La neige est enfin tombée pendant l'hiver 1991-1992, ce qui a incité les distributeurs de skis à regarder leurs stocks pour la saison en cours. Sans doute, le même phénomène d'hiver « sec » peut se reproduire : ainsi, les chutes de neige ont été très abondantes à la fin de cette année et ont fait cruellement défaut pendant presque tout le mois de janvier.

Mais les trois années de vaches maigres ont été mises à contribution pour resserrer les boulons, fermer des installations, supprimer des emplois, abaisser les prix de revient et, surtout, le « point mort d'équilibre » entre recettes et dépenses. En principe, donc, de nouveaux aléas atmosphériques ne devraient plus affecter le groupe Rossignol aussi sévèrement que par le passé. Du coup, M. Boix-Vives, qui détient toujours le contrôle de son groupe, n'envisage plus de faire appel à des partenaires extérieurs.

Au prix d'investissements importants, une nouvelle gamme de skis va renforcer sa position de numéro un mondial avec 1,6 million de paires (+6 % en volume) et un peu

plus de 31 % du marché mondial, tandis que dans la chaussure (marques Lange et Rossignol), une progression de 30 % en volume et une part de 15 % de ce même marché mondial constituent l'objectif de cette année. Quant aux diversifications, les raquettes de tennis, désormais fabriquées à Taiwan comme toutes celles du monde occidental, sont mises en demi-œuvre, tandis que pour le golf, la dernière acquisition 1990, la société américaine Cleveland, voit ses ventes progresser à vive allure (+80 % en 1992 et +50 % prévus en 1993). Quant aux perspectives, elles sont excellentes aux États-Unis (22 % d'activité) et prometteuses dans la chaussure, où le groupe Rossignol commence à concurrencer Salomon, numéro deux mondial de la spécialité, qui s'est lancé dans la fabrication de skis.

FRANÇOIS RENARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

8 000 emplois du groupe Krupp menacés, selon Der Spiegel. — Au moins 8 000 emplois sont menacés dans le groupe allemand Krupp, qui envisage de fermer des sites de production en raison de sa situation très délicate, affirme le magazine Der Spiegel paru lundi 1^{er} février. La situation est « extrêmement tendue », déclare le président du directoire, M. Gerhard Cromme, au Spiegel, précisant que Krupp et Hoesch, qui ont fusionné pour produire de l'acier, sont confrontés à des pertes d'un demi-milliard de DM. Selon l'hebdomadaire, les sites de Rheinhausen et de Dortmund sont déjà sur la sellette. La sidérurgie allemande traverse actuellement une période particulièrement difficile, marquée par la surproduction. Un autre géant du secteur, Thyssen AG, qui réalise un tiers de ses activités dans la sidérurgie, a envisagé cette semaine la vente de ses aciéries, au cas où une solution politique à la crise européenne de l'acier ne serait pas trouvée.

DÉCÈS

Mort de Camillo De Benedetti, président de Fondiaria. — Le financier italien Camillo De Benedetti, président des sociétés Fondiaria (assurances) et Gais (société de portefeuille, détenue avec le groupe Ferruzzi), et cousin de l'industriel Carlo De Benedetti, est décédé samedi 30 janvier à Turin (Piémont). Né en 1932, Camillo De Benedetti avait été durant de nombreuses années vice-président des assurances Generali.

... et du promoteur immobilier japonais Taichiro Mori. — Le plus grand promoteur immobilier du Japon, Taichiro Mori, considéré par la revue Forbes comme « l'homme le plus riche du monde » en 1991 et 1992, est décédé, samedi 30 janvier, d'une attaque cardiaque dans un hôpital de Tokyo à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Il était en mauvaise santé depuis le mois de décembre. Ancien professeur d'université, M. Mori avait fondé la Mori Building Development en 1959. Son entreprise possédait 83 immeubles de bureaux, la plupart situés à Tokyo.

MARIAGE

Oji Paper Co. et Kanzaki Paper Mfg Ltd (papier) vont fusionner au

Japon. — Oji Paper Co., premier papeter japonais, et Kanzaki Paper Mfg Ltd, numéro sept dans l'archipel, ont annoncé, vendredi 29 janvier, leur fusion pour le 1^{er} octobre. Avec une production d'environ 3,5 millions de tonnes, le nouveau groupe pèsera 620 milliards de yens de chiffre d'affaires (25,9 milliards de francs) et réalisera un bénéfice impossible combiné de 14,4 milliards de yens (620 millions de francs) pour l'exercice allant d'avril 1991 à mars 1992. Ce rapprochement fait suite à celui, annoncé il y a six mois et prévu pour le 1^{er} avril, de Sujo Paper et Sanyo-Kokusaku Pulp (le Monde du 16 juillet). Une fois ces fusions opérées, les deux nouveaux groupes — qui seront de taille sensiblement égale — entreraient dans le club des dix premiers papeteriers mondiaux, jusque-là exclusivement réservés aux groupes nord-américains et scandinaves.

RÉSULTATS

Delta Airlines : perte importante au 1^{er} trimestre. — Delta Airlines, troisième compagnie aérienne américaine, a annoncé, jeudi 28 janvier, une perte nette de 126,3 millions de dollars (670 millions de francs) au 1^{er} trimestre. Son chiffre d'affaires a progressé de 11,5 %. Comme les autres grandes compagnies aériennes, les résultats financiers de Delta reflètent les effets combinés de la réduction et de la guerre des tarifs. Les pertes se sont accrues malgré les mesures d'économie mises en œuvre par Delta l'été dernier. — (AFP)

Rhône-Poulenc-Rorer : résultat net de 2,3 milliards de francs, en hausse de 31 %. — Rhône-Poulenc-Rorer, branche pharmaceutique du groupe Rhône-Poulenc, a annoncé, jeudi 28 janvier, un bénéfice net de 428 millions de francs (2,3 milliards de francs), en hausse de 31 % par rapport à l'année 1991. Rhône-Poulenc-Rorer, qui est devenue la principale source de bénéfices du groupe chimique, a dégagé un résultat opérationnel de 675 millions de francs contre 558 millions en 1991. Le chiffre d'affaires s'est établi à 4,09 milliards de francs, contre 3,8 milliards de francs en 1991. Hier, des discussions de changes et de cessions de produits, il a augmenté globalement de 8,4 %.

Philip Morris (tabac et agroalimentaire) : bénéfice en hausse de

64,3 % en 1992. — Le groupe américain d'agroalimentaire et de tabac Philip Morris a annoncé, mercredi 27 janvier, un bénéfice net de 4,94 milliards de dollars pour l'année 1992 (2,64 milliards de francs) contre 3,01 milliards en 1991. Le chiffre d'affaires a atteint 59,13 milliards de dollars l'an dernier (316 milliards de francs) contre 56,46 milliards un an auparavant. L'an dernier, les bénéfices du secteur tabac et cigarets ont représenté la moitié du résultat d'exploitation malgré une légère baisse des ventes de 0,5 %, due notamment à des exportations plus modérées vers la Russie. Le résultat d'exploitation du secteur produits d'alimentation a augmenté de 10,6 %.

CESSION

Groupe André cède ses chaudières de sécurité Jallatte au Groupe Elec. — Groupe André, le distributeur français de chaudières et de vêtements, a cédé à Elec (matériaux de construction) 95 % du capital de sa filiale Jallatte, numéro un mondial de la chaudière de sécurité, ont annoncé, jeudi 28 janvier, les deux sociétés. Jallatte réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs et une marge nette de l'ordre de 7 %. Le montant de la transaction n'a pas été précisé. Elec réalise un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, notamment dans la production de produits en matière plastique et en fibrociment destinés au bâtiment.

ACQUISITION

Hutchinson (Total) achète le britannique Russell's Rubber. — Hutchinson, filiale du groupe pétrolier Total spécialisée dans la transformation du caoutchouc, vient d'acquiescer la société britannique Russell's Rubber (étude et réalisation de joints d'étanchéité de carrosserie automobile), a annoncé, jeudi 28 janvier, Hutchinson. Implanté à Telford, 50 kilomètres à l'ouest de Birmingham, Russell's Rubber réalise un chiffre d'affaires de 9,4 millions de livres (80 millions de francs), et emploie environ 300 personnes. Cette acquisition renforce la position de sous-traitant automobile du groupe Hutchinson, qui réalise 45 % de son chiffre d'affaires dans ce secteur.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	21 janv. 1993
Total actif	728 884
Or	144 862
Disponibilités à vue à l'étranger	82 777
Emprunts	50 219
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 680
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	51 275
Crédits au Trésor public	36 030
Titres d'Etat français et obligations	129 616
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	507
Effets privés	146 175
Effets en cours de recouvrement	16 718
Total passif	728 884
Billets en circulation	282 738
Comptes courants des établissements adhérents à la circulation de réserve	3 716
Comptes courants du Trésor public	103 217
Reprises de liquidités	4 587
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirage spécial	8 176
Emprunts au Fonds européen de coopération monétaire	50 362
Provision de réévaluation des avoirs publics en or	181 346

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	8,10 %
Taux des pensions de 6 à 10 jours	12 %
Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

	22-400	20-100
Valeur totale à rev. variable	58,8	98,8
Valeur industrielle	58,8	98,8
Valeur agricole	58,8	98,8
Valeur commerciale	58,8	98,8
Valeur financière	58,8	98,8
Valeur immobilière	58,8	98,8
Valeur énergétique	58,8	98,8
Valeur des services	58,8	98,8
Valeur des transports	58,8	98,8
Valeur des communications	58,8	98,8
Valeur des loisirs	58,8	98,8
Valeur des autres services	58,8	98,8
Valeur des biens de consommation	58,8	98,8
Valeur des biens d'équipement	58,8	98,8
Valeur des biens de capital	58,8	98,8
Valeur des biens de consommation durable	58,8	98,8
Valeur des biens de consommation non durable	58,8	98,8
Valeur des biens d'équipement durable	58,8	98,8
Valeur des biens d'équipement non durable	58,8	98,8
Valeur des biens de capital durable	58,8	98,8
Valeur des biens de capital non durable	58,8	98,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	Base 100 : 31 décembre 1981	22-400	20-100
Indice général	479,2	479,2	479,2
Indice des valeurs à rev. variable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs industrielles	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs agricoles	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs commerciales	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs financières	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs immobilières	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs énergétiques	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des services	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des transports	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des communications	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des loisirs	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des autres services	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de consommation	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens d'équipement	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de capital	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de consommation durable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de consommation non durable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens d'équipement durable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens d'équipement non durable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de capital durable	415,1	415,1	415,1
Indice des valeurs des biens de capital non durable	415,1	415,1	415,1

TOKYO, 1^{er} février

Sans conviction

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère hausse, lundi 1^{er} février, grâce à des achats liés à l'indice dans un marché mou et peu influencé par les 30 millions d'actions étrangères dans la matinée, contre 200 millions vendus mardi. L'indice Nikkei a fini à son meilleur niveau du jour, en hausse de 100,88 points (0,86 %) à 11 733,84 points. Les vendeurs ont préféré demeurer sur la réserve devant les spéculations sur une nouvelle baisse des taux cette semaine et tous d'élèves directeurs nouveaux. Les investisseurs attendent que le gouvernement prenne des mesures supplémentaires pour relancer l'économie, pas seulement des mesures pour clore le marché avant le 5^e de l'année fiscale, mais un opérateur. Selon d'autres professionnels, les investisseurs attendent avant de se manifester, de voir si l'indice se maintiendra au-dessus de la barre des 17 000 points.

VALEURS	Cours de 29 janv.	Cours de 1 ^{er} fév.
Aluminium	1 220	1 220
Argentine	1 180	1 170
Canada	1 350	1 410
Chili	1 220	1 220
Inde	1 220	1 220
Indonésie	1 220	1 220
Israël	1 220	1 220
Italie	1 220	1 220
Malaisie	1 220	1 220
Maldives	1 220	1 220
Maroc	1 220	1 220
Népal	1 220	1 220
Philippines	1 220	1 220
Sri Lanka	1 220	1 220
Taiwan	1 220	1 220
Thaïlande	1 220	1 220
Turquie	1 220	1 220
Uruguay	1 220	1 220
Vietnam	1 220	1 220

Le Monde PUBLICITÉ RENSEIGNEMENTS : 46-62-72-67

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	442	442	Imco Computer	138 90	
BAC	23 70		IPRM	38 90	
Bois de France	491	491	Maler	130	
Bois de France	237		N.S.C. Schenker	760	760
CAJ-Qu-F. ICCI	730	730	Pat. Fipac	540	526
Châlon	236		Rena-Alp Ely	317	
Compt. au Trésor public	918	930	Selco Invest. (Ly.)	96	
Crédit	186		Serco	147	
CEGE	218		Sigra	325	
CAJUM	950	936	TRI	421	421 10
Châlon	280		Thomson H. Ely	300	
Crédit	9150		Unilog	217	
Dauphin	200		Val de Ch.	125	
Dernier cours de	436		V. St-Laurent Group	758	758
Dernier cours de	1114				
Dernier cours de	100				
Dernier cours de	198				
Dernier cours de	140 10				
Dernier cours de	48				
Dernier cours de	424				
Dernier cours de	130				
Dernier cours de	254				
Dernier cours de	185				
Dernier cours de	46				
Dernier cours de	1000	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 94 697

COURS	Mars 93	Jun 93	Sept. 93
Dernier	112,70	114,30	114,20
Précédent	112,56	113,98	114,04

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
110	0,42	0,86
	0,18	0,30

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 761	1 791	1 812
Précédent	1 761	1 784	1 802

CHANGES

Dollar : 5,165 F ↑	28 janv.	29 janv.
Le dollar progresse nettement à Paris, lundi 1 ^{er} février, s'échangeant à 5,165 francs, contre 5,4510 francs à la clôture des échanges interbancaires de vendredi, alors que le deutschemark s'appréciait fortement vis-à-vis du franc à 3,3937 francs, contre 3,3539 francs vendredi à la clôture.		
FRANCK (en DM)	1,9925	1,6230
TOKYO	29 janv.	1 ^{er} fév.
Dollar (en yen)	124,30	124,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (1 ^{er} fév.)	11 771,6	12 178
New-York (29 janv.)	3	3

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Libra sterling (1000)	3,6239	3,6239	3,6239	3,6239
Libra sterling	6,0228	6,0228	6,0228	6,0228
Francs (100)	4,7534	4,7581	4,7450	4,7538

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES						
	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U						
Yen (100)	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16
DM	9 15/16	10	9 15/16	10 1/8	9 9/16	9 11/16
DM (en DM)	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
Franc suisse	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
Libra sterling (1000)	11 13/16	12 1/16	11 13/16	12 3/16	11 11/16	12 1/8
Libra sterling	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4
Francs (100)	14 13/16	14 1/2	13 1/2	14 1/4	13 5/8	13 7/8

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Bourses : les plus fortes crois-
sances mondiales en 1992 ont été
américaine, le Pérou et la Chine ont
été les places boursières qui ont
connu la plus forte croissance en
1992, selon le classement annuel
de la Société financière internatio-
nale (SFI), filiale de la Banque
mondiale. Les deux premiers places
de l'investissement privé à l'étranger
américaine a connu une croissance
de 202 %, le Pérou de 125 % et la
Chine de 110 %. Ces places sont
suivies par Israël (75 %), la Colom-
bie (36 %), la Thaïlande (30 %),

Hongkong (27 %), la Malaisie (24 %), la Jordanie (20 %) et le
Mexique (19 %). Les pays en déve-
loppement occupent ainsi huit des
dix premières places du classement
de la SFI. Les marchés boursiers de
ces pays ont doublé en dix ans leur
part dans la capitalisation bour-
sière mondiale, de 3 % à 6 %. Soit
86 milliards de dollars en 1982 et
740 milliards en 1992 (414 mil-
liards de francs), a noté Sir Wil-
liam Ryrie, vice-président de la
SFI.

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Bourses : les plus fortes croissances mondiales en 1992. — La Jamaïque, le Pérou et la Chine ont été les places boursières qui ont connu la plus forte croissance en 1992, selon le classement annuel de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale pour le développement de l'investissement privé. La Jamaïque a connu une croissance de 202 %, le Pérou de 125 % et la Chine de 110 %. Ces places sont suivies par Israël (75 %), la Colombie (36 %), la Thaïlande (30 %), Hongkong (27 %), la Malaisie (24 %), la Jordanie (20 %) et le Mexique (19 %). Les pays en développement occupent ainsi huit des dix premières places du classement de la SFI. Les marchés boursiers de ces pays ont doublé en dix ans leur part dans la capitalisation boursière mondiale, de 3 % à 6 %, soit 86 milliards de dollars en 1982 et 740 milliards en 1992 (4 144 milliards de francs), a noté Sir William Rycie, vice-président de la SFI.

Le Monde REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	locations non meublées offres	pavillons	bureaux
18^e arrdt STUDIO Rue Champlain 24 m ² , 340 000 F. 2 P. 1 ^{er} étage 35 m ² , 480 000 F. 3 P. 1 ^{er} étage 55 m ² , 735 000 F. Belcon imm. récent 4 P. 1 ^{er} étage 75 m ² , 1 250 000 F. Immo MARCOT 42-51-51-51	Paris Loue studio, c. ch. 36 m ² , ré- dentiel (bd Pasteur, nord). 4 000 F. + charges. Serr-mobilier. 42-60-33-31 Loue studio avec salle de bain et kitchenette, cuisine. Refait neuf. M. Godeau. 3 750 F. C.C. GPC Tel : 47-55-98-38	MAROLLES-EN-BRIE Villa 7 pièces sur 800 m ² terrain. Verger de 100 m ² . 2 chambres, salle de bain, cuisine, garage, ver. buanderie. 1 ^{er} et 2 ^e étages, s. de bain, dressing. Garage 2 voitures. Terrasse 200 m ² . Quartier résidentiel, proche com- merce, école, lycée, équi- pement sportif, golf. 1 800 000 F. Après 19 h : 45-68-12-78	Locations Regus VOUS CHERCHER DES BUREAUX DE QUALITÉ DU PERSONNEL PROFESSIONNEL ET DE LA TRANQUILLITÉ AU CŒUR DE PARIS ET VOUS LES VOULEZ TOUT DE SUITE Nos centres d'affaires sont attendus et sont disponibles selon vos besoins Tél. : (1) 47-47-46-34 72, rue de Valenciennes Saint-Henri Votre partenaire attentionné dans plus de 70 Métropoles

vi

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} FÉVRIER

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
6180	CANEX 3K	5230	5230	5230	...	6180	CANEX 3K	5230	5230	5230	...	6180	CANEX 3K	5230	5230	5230	...
6170	BANK T.P.	897	898	890	- 0.11	6170	BANK T.P.	897	898	890	- 0.11	6170	BANK T.P.	897	898	890	- 0.11
1671	THOMSON T.P.	843	841	841	...	1671	THOMSON T.P.	843	841	841	...	1671	THOMSON T.P.	843	841	841	...
1670	THOMSON P.L.C.	1683	1683	1683	...	1670	THOMSON P.L.C.	1683	1683	1683	...	1670	THOMSON P.L.C.	1683	1683	1683	...
1670	THOMSON P.L.C.	1670	1670	1670	...	1670	THOMSON P.L.C.	1670	1670	1670	...	1670	THOMSON P.L.C.	1670	1670	1670	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...	785	Alcatel	782	782	782	...
600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...	600	ACCOR	852	862	862	...
785	Alcatel	782	782														

COMPTANT

(xã)ction)

SICAV

(selection)

29/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emmission	Rachet net	VALEURS	Emmission	Rachet net	VALEURS	Emmission	Rachet net	VALEURS	Emmission	Rachet net
Obligations			C.I.T.M. (R)	1000	908	0	Permetto (C)	381	...	...	...	Acidon	200 35	195	Francis-Rogier	1081 50	1090 10	Fin/Assom.	31390 38	31390 38	...	...	...	...	...	...
Emp. Ete 9,9% 78	5 47	...	C.I.T.R.A.M. (R)	2629	...	...	Publicis	638	608	...	...	Automatisme C.	30334 14	30334 14	Franci-Assom.	37 48	37 48	Emmission	37 48	37 48	Proci-Assom.	99 33	975 54	...	...	...
Emp. Ete 13,45 83	100 70	1 45	Cit Indentale	3330	...	...	Recherches	115 30	...	...	...	Automatisme D.	30334 14	30334 14	Franci-Dip.	45 32	44 05	Emmission	45 32	44 05	Quatre	130 97	130 31	...	...	...
10,28% 86	100 20	1 56	Cit Indentale	280	281	...	Rogier	437	...	...	...	Auto-Gen	7382 02	7280 40	Procedur	243 81	240 01	Emmission	243 81	240 01	Chavre	735 81	721 19	...	...	...
OAT 10% 5/2000	111 64	1 84	Concordo	580	580	...	SACER	184 50	...	...	...	Amplis	840 59	821 93	Franci-Assom.	909 53	897 39	Emmission	909 53	897 39	Rogier	162 01	159 82	...	...	...
OAT 9,2% 12/1987	...	1 35	Concordo/Prov.	22	...	...	S.A.F.A.A.	199	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
OAT 9,2% 1/1986	103 85	0 00	Cit Indentale	454	...	...	S.A.F.I.C. Alcan	180 40	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
PTT 11,2% 95	...	1 97	Dalme Valpar.	1610	1760	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CF 10,25% 10/50	100 70	0 90	Dalme Valpar.	569	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...	...	...
CH 10% 15/78	100	9 95	Dalme Valpar.	3010	...	...	Saga	360	...	...	...	Amplis	1083 10	1083 10	Franci-Assom.	889 24	887 05	Emmission	889 24	887 05	Reveris-Timor	5430 72	5376 95	...		

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché

Tandis que la France saisit la Commission européenne

M. John Major estime qu'«il n'est pas surprenant» que Hoover s'implante en Ecosse

Quelque 5 000 personnes, dont une grande partie des salariés de la fabrique de téléviseurs Grundig de Creutzfeld (Moselle), ont manifesté, samedi 30 janvier à Forbach, pour le sauvetage de l'usine, dont le cas sera examiné le 12 février par la direction du groupe, filiale de Philips. Par ailleurs, la France a saisi officiellement la Commission européenne d'une «demande d'enquête» afin d'obtenir «confirmation du fait qu'aucune aide communautaire, directe ou indirecte, n'a été consentie au groupe américain Hoover qui s'apprête à supprimer 600 des 700 emplois de son usine de Longvic (Côte-d'Or) pour les transférer en Ecosse. De son côté, la Confédération européenne des syndicats (CES) propose au patronat européen l'ouverture de «réelles négociations» en vue de conclure un «accord-cadre sur les restructurations d'entreprises».

LONDRES

de notre correspondant

La fin justifie les moyens ou l'objectif de la réduction du chômage en Grande-Bretagne mérite bien de s'accommoder de la pratique du «dumping social». Telle est, peu ou prou, la position du gouvernement de M. John Major à propos de l'affaire Hoover qui provoque tant de passion en France mais éveille assez peu d'intérêt de ce côté-ci de la Manche.

Loin de se sentir en position d'accusés pour être indirectement responsables de la perte d'emplois en France, les Britanniques se félicitent de la décision du groupe américain Maytag (dont Hoover est une filiale) de transférer les emplois de son usine de Longvic, en Côte-d'Or, à celle de Combustion, en

Ecosse, et souhaitent implicitement que cet exemple soit suivi de beaucoup d'autres. Le premier ministre lui-même ne craint pas de se livrer à une certaine provocation vis-à-vis de la France à ce sujet.

A l'occasion d'une visite, vendredi 29 janvier, à Glasgow, M. Major a estimé que la décision de Hoover soulignait les «vertus» de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire sa capacité à attirer des investissements étrangers, un domaine, a insisté le premier ministre, où elle devance tous ses partenaires européens. «Il n'est pas surprenant que

l'on veuille s'implanter en Grande-Bretagne: la productivité de l'industrie augmente rapidement et les relations industrielles ont été transformées. Le nombre de jours perdus en raison des grèves a chuté à un niveau record, a-t-il ajouté, nous avons aboli le closed-shop [qui oblige une entreprise à embaucher des ouvriers appartenant à un même syndicat] et interdit la grève des grèves de solidarité. Nous avons aussi rendu les syndicats à leurs affiliés, et maintenant nous allons renforcer les dispositions relatives au vote d'une grève et accorder

le droit de contester des grèves illégales».

Les syndicats, en revanche, sont moins enthousiastes. M. Eddie McAvo, responsable local du syndicat des industries électro-mécaniques (AEEU), a reconnu que l'accord signé avec les responsables de Hoover n'était pas idéal, tout en étant comparable à la situation prévalant dans d'autres usines de Grande-Bretagne. Selon lui, le paiement exceptionnel de 200 livres (1 650 francs environ) compenserait un gel des salaires pendant un an.

LAURENT ZECCHINI

Lors de la visite officielle de M^{me} Tasca à Beyrouth

Un accord de coopération audiovisuelle a été signé entre la France et le Liban

BEYROUTH

de notre correspondant

Au terme d'une visite officielle qui s'est achevée dimanche 31 janvier, M^{me} Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, s'est entretenue avec M. Michel Samah, ministre de l'information, des documents portant sur l'avenir de la coopération audiovisuelle entre les deux pays et «coiffant» deux accords, l'un avec Radio-France Internationale (RFI) et l'autre avec Canal-France International (CFI).

Désormais, les télévisions libanaises pourront rediffuser, libre de droits, les programmes de CFI. Quant à RFI, c'est six heures par jour de programmes au minimum, pouvant être ultérieurement portés à douze, qui seront transmises par Radio-Liban. Si le Liban réussit à mettre de l'ordre dans son paysage radiophonique, fait d'une

multitude de petites stations, RFI pourrait s'y faire entendre en modulation de fréquence, ce qui viendrait amplifier la présence de la France, déjà présente en langue arabe à travers RMC.

M^{me} Tasca, qui a notamment été reçue par le chef de l'Etat et le premier ministre, a déclaré qu'il n'était pas question de «sacrifier nos partenaires traditionnels en cherchant à en créer de nouveaux».

A son avis, «tout retrait sectoriel serait vécu par les Libanais comme un désengagement. Il nous faut, au contraire, consentir un effort supplémentaire. Avec quatre-vingt-neuf millions de francs pour 1993, le Liban bénéficie de la première enveloppe de coopération culturelle de la France au Proche-Orient, en augmentation, en ce temps d'austérité, de 20 % par rapport à 1992».

LUCIEN GEORGE

Elu avec treize voix sur quinze

M. Lionel Fleury nouveau PDG de l'AFP

M. Lionel Fleury a été élu PDG de l'Agence France-Presse (AFP), lundi 1^{er} février, par le conseil d'administration de l'agence. Il a été élu à la présidence de la direction, au troisième tour. Les huit représentants de la presse écrite, les cinq représentants de l'Etat et de l'audiovisuel public ont voté en sa faveur, l'un des représentants du personnel votant blanc et le second refusant de participer au scrutin.

M. Fleury, quarante-sept ans, docteur en géophysique et ancien élève de l'ENA (promotion «Michel de l'Hospital»), actuel directeur général adjoint de l'AFP, succède à M. Claude Moisy, dont le mandat a pris fin le 25 janvier. Le septième PDG de l'AFP depuis la loi qui portait création de l'agence en 1957, a indiqué que son directeur, géographe, sera M. Pierre Lemoine, actuel chef de bureau de l'AFP à Bonn.

Vu de Davos

Business russe

A l'occasion du Forum de l'économie mondiale de Davos (Suisse), le nouveau premier ministre de Russie, M. Victor Tchernomyrdine, a lancé, dimanche 31 janvier, un vibrant appel à l'aide en direction de la communauté économique internationale.

DAVOS

de notre envoyé spécial

Moscou-Davos. Les Russes qui ont fait le voyage pour participer cette année au Forum de l'économie mondiale sont nombreux. Le nouveau premier ministre, M. Victor Tchernomyrdine, accompagné de ses ministres économiques, a tenté d'y convaincre le monde des affaires occidentales de sa volonté de poursuivre les réformes sur la voie de l'économie de marché. Une trentaine d'«entrepreneurs» privés russes sont venus y nouer des contacts. Ce que disent les uns et les autres? Propos recueillis...

Auprès du premier ministre, tout d'abord. Question: «Comment allez-vous stopper l'hyperinflation?» Réponse: «Vous n'avez pas une question plus facile?» La salle, bondée d'industriels attentifs, rit. Malgré son allure d'appareilleur des années 70, le premier ministre russe a de l'humour. En revanche, il manque de précision. «La lutte contre l'hyperinflation est notre priorité», se reprend-il. Les moyens qu'il compte employer? Il parle vaguement d'un «vaste pacte social avec toutes les forces économiques et politiques du pays».

Converti récemment à l'économie de marché, l'ancien patron du gaz russe reste d'une grande prudence. Question: «Allez-vous accepter la formation d'entreprises d'Etat?» «Nous y sommes prêts», répond-il, avant d'ajouter: «Mais il faut que cela se fasse sans provoquer de difficultés sociales excessives.» Le chômage? «Il y en aura, mais pas trop.» Et il renvoie les curieux insatisfaits vers son vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Boris Fedorov. Plus précis, celui-ci estime que la fermeture de 30 % des entreprises d'Etat pourrait être nécessaire, que le déficit budgétaire devrait être ramené à 5 % de la production en 1993, et que l'inflation devrait revenir d'un rythme mensuel de 50 % aujourd'hui à 5 % à la fin de l'année.

Commentaire de M. Constantin

tin Borovoi, président de la Source des matières premières de Russie, et, au-delà, d'un conglomérat qui passe 2 milliards de dollars (une banque, une télévision privée, une agence d'information...). «M. Tchernomyrdine est un Soviétique, il n'a pas d'idées», Ex-conseiller de M. Gorbatchev, l'économiste Grégoire Ievinsky n'est pas plus tendre. Ce qu'il pense du nouveau gouvernement? «Une coalition, dit-on? Non, le mariage entre des experts et quelques technocrates stupides.» Ses chances de succès? «Nulles. Comment peut-on espérer stabiliser la monnaie d'un Etat qui n'existe pas?» interroge-t-il.

L'étrange faune capitaliste

Partisan de l'ex-premier ministre, M. Egor Gaidar, M. Michel Khodorkovsky, trente ans, président du groupe financier Menatep, est convaincu, pour sa part, que le gouvernement va poursuivre les réformes. Chémiste reconverti dans la finance, il est là pour faire du business. Patron d'une banque (une centaine d'agences, un million de salariés), il observe avec curiosité, pour sa première participation à Davos, cette étrange faune patronale.

Lui, un capitaliste, le Rockefeller russe de l'an 2000? «Je n'ai pas fait d'héritage, je n'ai pas de fortune, mais par ma fonction, c'est vrai, je suis un capitaliste», répond-il. Il n'est pas actionnaire de «sa» banque, détenue par 16 000 petits porteurs. Son ambition: «Créer un grand groupe sur le modèle des banques suisses.» Pourquoi ce modèle? «La confiance qu'inspirent ces maisons, leur discrétion.»

La banque que le jeune étudiant en chimie a créée en 1987, et qu'il dirige, a en fait obtenu très tôt – en 1990, encore à l'époque de M. Gorbatchev et du parti – une licence pour pouvoir effectuer des opérations en devises. M. Michel Khodorkovsky était alors à la direction des Komsozol, les Jeunesses communistes. On a ainsi soupçonné à Moscou le groupe Menatep d'avoir été instruit des opérations de transfert de l'argent du parti vers des lieux plus paisibles, en Suisse en particulier. Il dément, sourit... et attend la question suivante. La discrétion suisse, il est sur la bonne voie.

ERIK IZRAELWICZ

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Alpha Oumar Konaré..... 2

ÉTRANGER

Togo: des milliers d'habitants ont fui Lomé après une opération de représailles de l'armée..... 3

Afrique du Sud: le président De Klerk s'emploie à rassurer la minorité blanche..... 3

Yugoslavie après l'échec de la conférence de Genève..... 4

Allemagne: «Plus jamais ça!»..... 4

Fin de la visite du président russe en Inde..... 7

POLITIQUE

La préparation des élections législatives: les candidats présentés par les Verts et Génération Ecologie..... 9

Les écologistes, alliés de la droite ou dernier espoir des socialistes? 9

Quatre élections cantonales partielles..... 10

SOCIÉTÉ

L'ancien mercenaire Bob Denard est rentré en France..... 11

M. Carignon veut savoir si Grenoble est effectivement infiltrée par la Mafia..... 13

L'ex-international de football Bernard Pardo accusé pour infractions à la législation sur les stupéfiants..... 13

Peur et rumeurs à Nice..... 13

SPORTS

Ski alpin: les Français à l'école de la rigueur: voir le Tour du monde en quatre-vingt jours; tennis: Jim Courier remporte les Internationaux d'Australie..... 14

CULTURE

Art: Kandinsky à travers une exposition et un volume de correspondances..... 15

Mort de Paul Rosins, pianiste de Melov..... 15

La fièvre des musées..... 16

La Salon International de la BD d'Angoulême..... 17

ÉCONOMIE

Une évasion fiscale portant sur plusieurs milliards de francs..... 18

La dévaluation de la livre irlandaise ramène les tensions au sein du SME..... 19

COMMUNICATION

Les premières essais de l'édition multimédia..... 19

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux: le logement déshérité «Le cirque sur un fil» Cusiens, nouvel Eldorado

Des caddies à l'école «Dossier: les brevets d'invention» Production audiovisuelle: le star system «La chronique de Paul Fabra: «La tarification des taxes»..... 25 à 34

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 20

Carnet..... 17

Loto, Loto sportif..... 16

Marchés financiers..... 20 et 21

Météorologie..... 23

Mots croisés..... 15

Radio-télévision..... 23

Spectacles..... 22

La télématique du Monde: 3615 LE MONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» folioté 25 à 34

Le numéro de «Monde» daté 31 janvier - 1^{er} février 1993 a été tiré à 521 086 exemplaires.

PC GUIDE 1993

• Toute l'offre du marché
• Les prix • Les caractéristiques
• 1 000 PC • 1 000 logiciels
• 1 500 périphériques

Exclusif
Les coûts cachés
de la micro-informatique

NOUVEAU
Soft Manager, le premier club
des responsables micro

SOFT & MICRO

LE MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

NUMÉRO SPECIAL

La préparation des élections législatives

MM. Marchais et Lajoinie s'inquiètent du «danger» écologiste

Invité du «Grand Jury RTL de l'Europe», M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a estimé, dimanche 31 janvier, que la position des écologistes demeure «floue». «Ils votent dans les conseils régionaux avec la droite, et ils s'apprêtent, disent-ils, à faire partie d'un gouvernement avec la droite», a-t-il ajouté.

Il n'a pas exclu cependant l'hypothèse d'un désistement en faveur des écologistes et des socialistes «à condition qu'il y ait réciprocité». De son côté, M. Georges Marchais, dont l'intervention a été clôturée, dimanche 31 janvier, le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste de France à Villejuif (Val-de-Marne), a insisté sur le «devoir» des communistes de mettre en garde contre le «danger» écologiste «celles et ceux qui sont

déçus de la politique». Au cours de ce congrès, M^{me} Sylvie Vassallo, âgée de vingt-sept ans, a été élue secrétaire générale du MJCF, en remplacement de M. Jacques Perreux.

DECOUVERTES 93

ART ACTUEL PHOTOGRAPHIE

3 - 8 FÉVRIER
PARIS GRAND PALAIS

Le marché international des découvreurs d'art actuel et de photographie, présentera 150 artistes dont ce sera pour certains la première exposition.

Minitel
3616 code SALONS

Demain dans «le Monde»

«Sciences-Médecine»: le sexe des enfants

On ne sait pas – encore – trier les spermatozoïdes pour concevoir fille ou garçon. Mais le sexe de l'embryon humain est déjà une embarrassante réalité.

«Point»: l'Europe sous le feu du dumping social

محضان النحل

Le Monde

Dossier : les brevets d'invention

Le brevet d'invention - avec l'augmentation vertigineuse des coûts de recherche - est devenu une arme stratégique dans la compétition industrielle. La faiblesse des firmes françaises dans ce domaine pose problème.

page 28

La tendance des taux

L'observation historique des taux d'intérêt semble faire apparaître des cycles de très longue période. Après le sommet du début des années 80, nous avons peut-être entamé une phase baissière, suggère Paul Fabra.

page 32

Taxer mondialement le capital ?

Les charges d'intérêt dans le produit intérieur brut augmentent inexorablement, dans une logique folle qui occupe le travail et sert le capital. Il faut un accord international sur l'imposition du capital, écrit Jean-René Varnes.

page 33

MODE D'EMPLOI 26
 Concession : Des cadées à l'école. Humour, par José Doyère : Parcours scénaristique. La cote des mots. Bloc-potat. Lois et décrets.

ACTUALITÉ 27 et 29
PERSPECTIVES 30 et 31
 Chili : saumon austral. Production audiovisuelle : le star system.

OPINIONS 32 et 33
 Livres. La pollution des privilèges : une critique du livre de John Kenneth Galbraith, le République des affaires.

CONJONCTURE 34
 La production industrielle : Retour à 1989. L'Afrique subsaharienne : Léger mieux en 1993 ? Le Kenya : Lendemain d'élections. L'habillement. La France réaliste.

L'ÉCONOMIE

Le cirque sur un fil
 Les enfants de la balle survivent difficilement malgré l'importance de l'aide publique depuis dix ans

A soixante-dix-huit ans et pour la première fois depuis qu'il a quitté la piste en 1985, Achille Zavatta a accepté de se grimer une fois encore et de réajuster son nez rouge. Pas question pourtant de s'offrir un dernier tour de piste : aujourd'hui le vieux clown est malade et le cirque qu'il avait fondé en 1978 est en liquidation judiciaire depuis le 15 décembre. Du « plus beau cirque de France » comme disait la publicité, il ne reste, échouées au fond d'une zone industrielle de Calors, que quelques carioles et la grande toile du chapiteau.

Si Achille a revêtu le costume de l'Anguste, c'est juste le temps de faire quelques photos, histoire d'assurer, sur les affiches, la renommée d'un cirque « nouveau-né » baptisé Franck Zavatta, du nom de son fils cadet. Objectif affiché : « Faire un cirque avec les anciens collaborateurs d'Achille » entouré de Franck, dix-sept ans, qui, outre ses talents de jongleur, apporte dans la corbeille un nom très convoité : Un chapiteau de mille places a été acheté, une vingtaine d'artistes engagés : la première a eu lieu le 26 janvier à Châtillon-sur-Loire, ville où le cirque Achille Zavatta avait donné son premier spectacle il y a quinze ans.

« Le cirque est mort, vive le cirque ! », telle pourrait être la devise de ces gens du voyage qui, de père en fils, excellent dans l'art de se passer le relais... et de surfer sur les faillites.

Philippe Baverol
 Lire la suite page 27

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (II)

Le logement déshérité

La crise du logement est déclarée. Les HLM débordent, les locataires et les bailleurs se plaignent, comme les candidats à la propriété. Les causes : cherté du crédit, manque de fonds (déclin du livret A et désengagement de l'Etat), mais aussi fiscalité inadéquate... Le blocage menace et le déficit en logements s'aggrave. Chaque parti affûte ses arguments.

Lire page 29 les articles de Françoise Vayssé

Cusiana, nouvel eldorado

Niché au pied de la cordillère des Andes, en zone de guérilla, le gisement de Cusiana fait rêver la Colombie et le monde du pétrole. La découverte serait, dit-on, l'une des plus importantes faite depuis vingt ans sur le continent

CUSIANA
 Colombie
 de notre envoyé spécial

CUSIANA, sur le papier, c'est le nouvel eldorado. L'or noir des gisements de Cusiana, découverts à la limite de la cordillère orientale et des llanos, les grandes savanes de l'Est colombien, sur quelque 50 kilomètres de long, n'est pas encore exploité commercialement. Mais déjà il suscite les plus grandes spéculations : Cusiana serait une de ces découvertes majeures qui électrisent régulièrement le monde du pétrole.

Ces espoirs ont certes depuis deux ans été délibérément « douchés » par les commentaires prudents des compagnies associées sur le terrain : Ecopetrol, la société nationale colombienne, Triton, la compagnie américaine qui a la première confirmé la présence de deux gisements différents dans ce secteur, BP, qui est opérateur, et la française Total (pour 40 % du consortium étranger). Reste que Cusiana et ses milliards de barils de réserves potentielles sont pour le petit monde du pétrole international et la Bourse de New-York un sujet d'intérêt d'autant plus fort que rares sont ceux qui jusqu'ici ont pu aller vérifier sur le terrain la véracité de la « légende ».

Miradors, sacs de sable, double grillage, patrouille militaire aux aguets : les puits, nichés dans les contreforts verdoyants de la cordillère, sont protégés comme de petits forteresses. Depuis celui de Chitamena, à l'extrême sud des gisements, où le patron du campement, Willy Brown, est un ingénieur américain, massif et rubicond, originaire du Wyoming, jusqu'à celui de Cupagua, le dernier-né, dominé par les crêtes en dents de scie de la montagne du Renard, où officie un autre gringo, non moins costaud et jovial, Ed Stobart.

GUÉRILLA • Prudence oblige : la guérilla n'est pas loin. Les llanos sont l'un de ses fiefs de prédilection. A l'est, le Meta et le Guaviare sont truffés de bandes armées. Au nord, l'Arauca est pratiquement sous la coupe des hommes de l'ELN (Armée de libération nationale) du curé espagnol Manuel Perez, qui multiplie enlèvements, embuscades et sabotages.

Dans l'Arauca, l'oléoduc de Cano Limón (d'une capacité de 220 000 barils/jour et qui permet d'exporter le brut vers le port atlantique de Covenas) est une des cibles préférées des dynamiteurs de l'ELN. Le rythme des sabotages a été si élevé au dernier trimestre de 1992 que le volume des exportations a été pour la première fois sérieusement ralenti. Encore

plus qu'en 1991, où la baisse a été de 25 000 barils/jour en moyenne par rapport à l'année précédente.

« **BOUM CITY** » • Un peu plus au sud, Cusiana est situé dans le tout nouveau département du Casanare, appelé comme l'Arauca à devenir une très grande région pétrolière. Yopal, sa capitale, 100 000 habitants environ, est une bourgade-champignon, qui attire déjà prospecteurs et aventuriers. Yopal a connu, en décembre dernier, une première alerte terroriste : l'explosion d'une voiture piégée a fait une dizaine de morts. La guérilla commence à se montrer et les vols d'hélicoptères vers Yopal sont parfois suspendus.

Mais il en faudrait davantage, semble-t-il, pour troubler la sérénité de la nouvelle « boum city » du Casanare, balayée par le vent chaud des llanos. Au quartier général de BP à Yopal, on paraît surtout intéressé par la mise en route d'un plan de défense de l'environnement. Un sujet louable pour une compagnie pétrolière qui a beaucoup investi, semble-t-il, dans ce domaine.

Marcel Niedergang
 Lire la suite page 30

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
 SAN FRANCISCO CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ **Filière d'admission : 3^e CYCLE** : Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois à San Francisco**, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Continué par International University of America - San Francisco - CA
 Programme inscrit au RUC : AIAA HONORS ECON

IUA SAN FRANCISCO

CONSUMMATION

Des caddies à l'école

L'éducation à la consommation est obligatoire depuis plusieurs années. Mais en dépit des efforts des associations de consommateurs elle n'est toujours pas passée dans les faits

A trois ou quatre ans, avant même de pouvoir lire les étiquettes, les enfants dépendent de leur bouillotte ou le marchand de bonbons délicieusement chimiques, une pochette d'images à collectionner : ils sont déjà consommateurs. « La France est le pays d'Europe où la pré-éducation est la plus développée. Les enfants sortent tôt de la maison, et sont donc plongés dès le plus jeune âge dans la société de consommation », constate Joël-Yves Le Bigot, directeur de l'Institut de l'enfant. D'où la nécessité de les aider au plus tôt à développer un esprit critique.

« Ils disposent en moyenne de 50 francs d'argent de poche par mois entre 8 et 10 ans, de 200 francs entre 15 et 17 ans. Et si l'enfant prend en compte l'argent des anniversaires, de Noël et des petits bouillottes, on arrive à 850 francs par mois entre 15 et 17 ans. » Sans compter le fort pouvoir d'achat indirect qu'ils exercent en orientant la consommation de leurs parents. « Environ 42 % des achats familiaux sont influencés par les enfants », poursuit Joël-Yves Le Bigot. Même pour les biens durables, ils ont désormais leur mot à dire, poussant par exemple papa à choisir la Renault Espace, parce que la publicité montre qu'on peut jouer aux cartes à l'arrière...

Conscient de ces évolutions, le ministère de l'éducation nationale publiait dès 1982 une circulaire prévoyant l'enseignement à la consommation dès le plus jeune âge ; une circulaire actualisée en 1990 : « Il importe que dès l'école maternelle, puis tout au long de la scolarité, une éducation à la consommation soit conduite, pour assurer au jeune consommateur une formation à la responsabilité et à l'autonomie. »

INITIATIVES • « Thème transversal », l'éducation à la consommation ne fait pas l'objet d'un enseignement spécifique mais est censée être abordée à l'occasion d'autres cours ou d'activités périphériques. Ainsi au lycée Champollion de Grenoble, trois cents jeunes mènent actuellement une étude sur le thème du budget des jeunes, qu'ils diffuseront en petits tracts dans tous les établissements scolaires isérois. Au lycée professionnel d'Evry,

un club de jeunes consommateurs fonctionne depuis 1983. Pour faciliter la tâche des enseignants, les associations de consommateurs se mobilisent. L'Institut national de la consommation (INC) met à leur disposition sa toute nouvelle « pédagogie » qui recense les matériels pédagogiques permettant d'aborder les différents thèmes liés à la consommation ; ces mêmes informations, envoyées gratuitement sur simple demande, sont également disponibles sur Minitel (36 15 INC).

L'ADEIC-FEN, association de consommateurs de la FEN, produit du matériel pédagogique et envoie gratuitement son journal



gogique et envoie gratuitement son journal (*Ouvrir*) dans tous les établissements scolaires. Sous l'impulsion de cette association, un réseau international d'enseignants (Micro-médias) se penchera bientôt sur les spécificités de la consommation chez les jeunes. A chaque rentrée scolaire, la Fédération des familles de France (FFF) fait remplir des caddies à des enfants de sixième « pour leur apprendre à gérer un budget et prévenir les problèmes de surendettement ».

Les initiatives foisonnent, « mais fondamentalement l'idée d'éducation à la consommation n'est pas passée », souligne Catherine Lion-Mérie, de l'INC. L'éducation à la consommation est obligatoire mais non

contrôlée. Bref, un enseignement laissé au bon vouloir des chefs d'établissement et des professeurs. Or les programmes sont déjà fort chargés, les professeurs peu sensibilisés, et comme ce thème peut aussi bien être abordé en économie qu'en biologie, en géographie ou en français, ils ont tendance à se défaire les uns sur les autres.

CONVENTIONS • « D'autant qu'ils hésitent à parler d'argent en classe, car cela suscite toujours des réactions violentes chez les parents », ajoute Christian Huard, secrétaire général de l'ADEIC-FEN. « Aujourd'hui encore, des jeunes sortent du secondaire sans savoir qu'il est possible de se rétracter après un démarchage à domicile, ou sans même connaître la notion de clause abusive », déplore Catherine Lion-Mérie. Le problème vient de ce que les multiples initiatives ne sont pas coordonnées. Dans une ville, deux lycées font parfois la même chose sans le savoir. »

Ministères de la consommation, de l'éducation nationale et associations de consommateurs semblent avoir quelques difficultés à élaborer des projets en commun. « Nous incitons régulièrement la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) à se rapprocher des recteurs, mais il n'est pas évident d'établir des contacts avec cette grande maison qu'est l'éducation nationale », reconnaît-on au secrétariat d'Etat à la consommation. Dans certaines régions, comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur où le directeur régional à la DGCCRF est particulièrement actif, des conventions sont signées avec les recteurs pour « substituer un véritable programme à des actions ponctuelles ». Mais dans l'ensemble de la France, seule une dizaine de conventions ont pour l'instant été signées. Les associations de consommateurs, déjà fort occupées à régler les litiges, ont rarement le temps de faire de la formation. « Et lorsqu'elles ont cette ambition, elles ont un mal fou à se faire admettre dans le milieu scolaire », note Sylvie Gaignon de la FFF. « Nous devons nous contenter des écoles privées et des centres aérés. »

Pascale Krémer

HUMEUR • par Josée Doyère

Parcours acrobatique

Il ne fait pas bon être piéton au cœur d'une grande ville. Il n'y a guère, les bagnoles stationnent un peu partout, dans les couloirs à autobus, sur les grandes voies de circulation, et les panneaux d'interdiction avaient l'efficacité bien connue du couteau sur la jambe du bois. Pour dégager les rues et que ça roule, on a inventé les « axes rouges », eux armandes vraiment dissuasives. Quoi, croyez-vous qu'il arrive ? Les voitures se garagent... mais sur les trottoirs, voyons ! Ça qui fait que quand vous sortez de chez vous, vous êtes obligés de sauter entre les pare-chocs, de contourner des capots, de vous insérer entre une façade et une portière, quand il y a assez de place. Et il n'y a pas que les voitures, il y a aussi les deux-roues, patins cubains ou gros cubes, harnisés d'excroissances bizarres dont l'objet principal semble être de déchirer votre pardessus ou votre blouson.

La promenade dans la ville n'a plus aucun charme, la fait de marcher nez au vent vous faisant courir des risques sans commune mesure avec la plaisance - au reste gâchée. Les courses vous transforment en portefaix muni d'un balancier.

Poussez-vous une voiture d'enfant ? Le manque de place entre deux voitures à quatre ou deux roues vous oblige à un long détour, parfois sur la chaussée, sous les coups de klaxon vengance stigmatisant votre imprudence. Pour peu que vous soyez obligé de vous servir d'une canne, ça devient tout aussi acrobatique.

Et si vous êtes malvoyant, ou non-voyant, l'univers autour de vous devient terrifiant, la canne blanche vous signalant un parcours bien repéré des obstacles imprévus, nombreux et qui changent de place à la volée d'un jour à l'autre... La ville n'aurait-elle pas été accueillante vous deviez hostile, agressive.

Il y a pourtant pire. Pour éviter un détour, combien de motos, de scooters remontent-ils sur la trottoir une rue en sens interdit ? Malheur au vieillard un peu branlocheux qui ne se rend pas assez vite du passage ! Et l'autre jour, sur une belle avenue au large trottoir, j'ai vu, de mes yeux vu, une petite voiture - toute petite, c'est vrai - rouler tranquillement sur ledit trottoir...

Non, décidément, il ne fait pas bon être piéton au cœur d'une grande ville. ■

LOIS ET DÉCRETS

Conseillers prud'hommes

■ La subvention attribuée aux organismes et établissements qui ont conclu avec le ministère du travail une convention pour la formation des conseillers prud'hommes a été portée pour 1993 à 558 francs par stagiaire et par jour (contre 537 francs en 1992). Arrêté du 28 décembre 1992. Journal officiel du 15 janvier 1993, p. 819.

Handicapés

■ La garantie de ressources des travailleurs handicapés a été portée, à compter du 1^{er} janvier 1993, à 100 % du SMIC, au lieu de 80 % l'année dernière. Décret du 22 janvier 1993. Journal officiel du 23 janvier, p. 1228.

Mensualisation des impôts

■ A la suite d'une question de Joseph-Henri Maujoubert au Gaset, député de Loire-Atlantique, Martin Malvy, ministre du budget, a communiqué le nombre de contribuables à être mensualisés. Leur nombre a augmenté de 6,2 % en 1992, passant à 6 395 577, soit 45,5 % des contribuables pour l'impôt sur le revenu. En ce qui concerne la taxe d'habitation, la mensualisation, généralisée l'an dernier à tous les départements, a touché 2 174 211 contribuables, soit 10 % du total. Deux fois plus qu'en 1991 (939 897 mensualisés, soit 6 % du total), où cette facilité de paiement n'était effective que dans cinquante et un départements seulement. Débats Assemblée nationale, Journal officiel du 4 janvier 1993, p. 38.

Publicités mensongères

■ Perdre 10 kilos en une semaine, cesser de fumer sans effort ou améliorer sa mémoire en un clin d'œil, beaucoup en rêvent, et les publicités concernant ces méthodes magiques affluent dans certains journaux spécialisés ou brochures de sociétés de vente par correspondance. Le ministère de la santé et de l'action humanitaire vient de prendre des arrêtés interdisant la publicité de ces « produits miracles ». Reprenant des extraits de publicité, le ministère de la santé considère que ces annonces n'apportent aucune preuve scientifique.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

HOOVER « DELOCALISE » : L'EUROPE SOCIALE A L'ENCAN. Le fabricant américain d'aspirateurs a annoncé, le 25 janvier, le transfert de sa production de Longvic (Côte-d'Or) au profit de l'Espagne où les coûts salariaux sont moindres. La fermeture de l'usine et la suppression de six cents emplois sont condamnées par le gouvernement français - qui demande à Bruxelles d'ouvrir une enquête - et par les syndicats, qui dénoncent le « dumping social » (*Le Monde* des 27, 28, 29 et 30 janvier).

ELF-AQUITAINE : RÉSULTATS 1992 EN BAISSE. Le groupe pétrolier a annoncé le 26 janvier un résultat net de 6,2 milliards de francs en 1992, en baisse de 37 % par rapport à 1991 (*Le Monde* du 27 janvier).

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT BRITANNIQUES : En abaissant d'un point (de 7 % à 6 %) les taux d'intérêt, le 26 janvier, le gouvernement cherche à favoriser la reprise économique. Les marchés ont réagi en attaquant la livre et, par contre-coup, la livre irlandaise, ce qui entraîne de nouveaux remous dans le système monétaire européen (*Le Monde* des 28, 29, 30 janvier).

EXCÉDENT COMMERCIAL EN 1992. Le commerce extérieur de la France a enregistré l'an dernier un excédent exceptionnel de 30 milliards de francs. L'excédent en décembre a été de 5,4 milliards (*Le Monde* du 27 janvier).

VALSE DES PATRONS AMÉRICAINS. Au lendemain du changement de PDG chez American Express (James Robinson sera remplacé par son adjoint direct Harvey Golub), IBM a décidé, le 26 janvier, de remplacer son PDG, John Akers. Après les pertes record rendues publiques le 19 janvier, « Big Blue » a annoncé la réduction de son dividende annuel. Le 27 janvier, le président de Westinghouse, Paul Lego, a présenté sa démission (*Le Monde* des 27, 28, 29 janvier).

GUERRE DE L'ACIER : LE PROTECTIONNISME RENFORCÉ. La décision des États-Unis, le 27 janvier, de surtaxer les importations d'acier de dix-neuf pays a suscité les protestations de la CEE et du Japon. Le 29 janvier, le Japon, invoquant leurs prix « déloyalement bas » sur l'archipel, a frappé certains aciers chinois de taxes anti-dumping (*Le Monde* du 29 janvier).

LA COTE DES MOTS

Outplacement

« Ni chasseurs de têtes ni conseils en recrutement, les cabinets d'outplacement aident les cadres, à la demande de leur entreprise, à se repositionner en douceur sur un marché toujours en crise. Nés aux États-Unis dans les années 70, il leur faut dix bonnes années pour traverser l'Atlantique. » Ainsi commençait un article paru dans *Le Monde* du 13 décembre 1989, et qui portait certainement à la connaissance d'un bon nombre de lecteurs l'existence de ce système de gestion de l'emploi des cadres (et des non-cadres...).

En principe, c'est l'employeur qui est le client de ces cabinets de consultants (nous reviendrons sur ce mot dans une prochaine chronique), et c'est le salarié. C'est du moins ce que précise le code d'éthique mis au point par l'Association syndicale des conseils en réinsertion professionnelle (ASCOREP), ainsi que le rapportait un autre article (*Le Monde* du 23 mai 1990).

L'employeur - soit l'out-placeur - s'adresse donc à un cabinet de consultants afin que ces derniers conseillent, assistent, des personnes dont l'entreprise veut se séparer, notamment lorsque des problèmes économiques entraînent des suppressions de postes. La tâche des conseillers, définie par contrat, comporte l'obligation de suivre l'out-placé jusqu'à ce qu'il ait trouvé un emploi qui lui convienne, et qu'il y soit confirmé.

Outplacement (sans trait d'union, maintenant) et ses dérivés n'ont pas trouvé grâce aux yeux des lexicographes, et les dictionnaires usuels n'ont pas (encore ?) ratifié ces vocables. Désintérêt pour un nouvel anglicisme ? Perplexité devant une démarche qui a connu quelques déboires - plusieurs faillites de cabinets de consultants - et qui a peut-être « mangé son pain blanc » ?

L'anglo-américanisme semble pouvoir être aisément remplacé, en tout cas. Délaissant un *transplacement* peu usité, nous proposerons : *reclassement externe*, *réaffectation externe* et *reconversion externe*.

Jean-Pierre Colignon

مكتبة النخيل

Le Monde ÉDITIONS

VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE

Jean de La Guérivière

NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من العمل

Le clown et le quincaillier

Après avoir racheté Lip, Jean-Claude Sensemat PDG d'un important groupe de quincaillerie, vient d'acquérir la marque Zavatta pour commercialiser des jouets

AUCH
de notre correspondant

En devenant propriétaire, à la fin de l'an dernier, de la marque Achille Zavatta pour créer une gamme de jouets pour enfants, Jean-Claude Sensemat, PDG du groupe qui porte son nom à Fleurance (Gers), vient de réussir, pour la seconde fois, un de ces coups commerciaux et médiatiques qu'il affectionne particulièrement.

Créateur d'un groupe de quincaillerie domestique et professionnelle qui emploie aujourd'hui 355 personnes pour un chiffre d'affaires de 602 millions de francs, ce quadragénaire atypique et volontiers provocateur avait déjà réussi en 1990 à souffler au nez et à la barbe de la maison Cartier la marque horlogère Lip. Avec la ferme intention d'appliquer à l'horlogerie la recette qui lui a si bien réussi pour développer vingt ans durant son « empire » de la quincaillerie.

La recette, que l'on appelle en Gascogne le « système Sensemat », est simple à énoncer, sinon à appliquer. Le PDG gersois achète dans près de trente pays, notamment en Asie et en Europe de l'Est, les produits qu'il revend en France et dans une trentaine d'autres pays. Mais ils sont commercialisés sous le label des sociétés filiales qu'il a lui-même créées, tels que Rhino, Cogex, Turbo-fée... Autant de marques qui « parlent » au grand public.

LABELS • Mais le commerce n'est pas tout. Car Jean-Claude Sensemat, le self-made man (il a débuté à la simple boutique de réparations de clôtures électriques héritée de son père), n'a jamais caché qu'il avait soif de reconnaissance sociale. Lui qui passe pour intrinsèque dans la gestion des affaires et des hommes cultive aussi en secret une âme de collégien.

En rachetant les marques Lip et Zavatta, on doute que Jean-Claude Sensemat applique, en la diversifiant, sa



recette commerciale préférée. Mais en rachetant des couleurs au « sigle-culte » de l'horlogerie... et des luttes sociales, ou au nom du plus célèbre clown de France, Jean-Claude Sensemat trouve aussi le moyen de ressusciter ses rêves de gosse,

et il assure faire œuvre culturelle : « Tous les Français aiment Lip, disait-il déjà en 1990. Tout le monde a eu une Lip pour sa première communion. C'est une marque qui appartient au patrimoine français et historique. » Aujourd-

d'hui, le patron gersois ne dit pas autre chose. « Comme Lip, le nom d'Achille Zavatta est chargé d'histoire. Il jouit d'un énorme capital sympathie et dépasse les frontières du monde économique. Il appartient à la mémoire affective des Français. » Qui ne se souvient de la fameuse « Piste aux étoiles », du temps de la télé nuit et blanc, dont le héros était le fameux clown à l'inimitable accent nasillard, « Bonzour les petits nonfants » ?

PULSIONS • Naturellement, le public de « La piste aux étoiles », a pris quelques années de plus : mais « pour les jouets premier âge, ce sont évidemment les parents et les grands-parents qui sont décideurs », suggère avec le sourire Jean-Claude Sensemat. Au-delà de la pulsion affective, il a - qui en douterait ? - construit sa décision de rachat sur une solide réflexion économique. D'autant que le marché français du jouet, évalué à 17 milliards de francs, soit environ

1 600 francs par an et par enfant, reste le premier d'Europe : « Les jouets premier âge représentent 25 % de ce total, ajoute Jean-Claude Sensemat, et remarquez qu'on y trouve peu de marques de forte maturité ». Déficit d'image que le PDG compte bien combler dès Noël 1993 avec le lancement de sa première gamme, peut-être accompagnée de « confiseries » Zavatta.

Une certitude cependant : Sensemat ne fera pas de cirque... Ce qui, finalement, rassure tout le monde. Au terme de l'accord conclu après onze mois de « négociations longues et difficiles » (le vieux clown n'était pas demandeur), c'est à Achille, qui goûte à sixante-dix-huit ans une retraite bien méritée, et plus probablement à Franck, son fils de dix-sept ans, qu'il appartient de perpétuer la dynastie des Zavatta, artistes de cirque depuis le treizième siècle.

Daniel Hourquebie

Le cirque sur un fil

Suite de la page 25

Car l'histoire des chapiteaux modernes depuis ce jour d'octobre 1983 où Philip Astley ouvrit le premier cirque parisien, n'est qu'une litane de déboires de bilan. « Le cirque a toujours d'un sur un fil, même si c'est un fil d'or », constate Jean Richard dans ses mémoires (1). Symbole, l'échec d'Achille Zavatta n'est finalement que le dernier d'une longue liste où se côtoient à peu près tous les grands noms de la piste : Jean Richard en 1983, Amar, Pauwels qui devrait renaître au printemps... Charges d'exploitation démultipliées par le caractère itinérant de l'entreprise, difficultés croissantes à s'installer au cœur des grandes villes (encore que Paris pratique des tarifs très attractifs : 17 centimes le m² par jour soit, pour 1000 m², 5 100 francs par mois), concurrence de la télévision, désaffection du public et notamment des jeunes plus friands de consoles Nintendo que de numéros de clowns : le cirque n'en finit pas d'égrener ses mistères.

Jusqu'à l'ouverture du parc Euro Disney qui a fait chuter de 20 % la fréquentation du cirque de Paris, estime son responsable de la communication, sédentarisé à Nanterre depuis 1987, le cirque de Francis Schneller, avec sa formule « Une journée

au cirque », vise le même public que le parc d'attractions... Du côté des pouvoirs publics on relativise ces difficultés. « Le cirque a de beaux jours devant lui », assure Michel Jarnoux, directeur de l'Association nationale pour le développement des arts du cirque (ANDAC) qui gère, sous tutelle de la direction des théâtres et des spectacles, les subventions du ministère de la culture (14 millions de francs en 1992, auxquels s'ajoutent les cotisations des vingt-sept cirques adhérents, soit 2 500 000 francs).

Le vrai problème, assure-t-il, c'est que « les directeurs de cirque ne sont généralement pas des gestionnaires ». Michel Jarnoux raconte ainsi l'histoire de ce petit cirque au bord de la faillite qui faisait néanmoins salle comble tous les soirs : « Quand on est allé mettre le nez dans sa comptabilité, on s'est aperçu que le patron distribuait des salaires bruts à ses employés ! »

REUSSITE • A contrario la réussite financière exemplaire du « premier cirque européen itinérant », Pinder-Jean Richard, dirigé, lui, depuis dix ans par un vrai gestionnaire confirme cette thèse. Gilbert Edelstein, venu de la publicité, a commencé au cirque comme concessionnaire de cacahuètes et de bonbons chez Jean Richard, avant de racheter pour 4 millions de francs le cha-

pitau et l'enseigne. S'il n'est pas un enfant de la balle, l'honneur PDG allie des chiffres à en faire rêver plus d'un : 30 millions de francs de chiffre d'affaires, 1 800 000 entrées, 250 villes par an, 340 jours de tournée : à lui seul, Pinder rafle 35 % à 40 % du marché.

Les néo-cirques se taillent aujourd'hui la part du lion.

Pour être honorable, ce bilan n'en est pas moins vivement critiqué par les concurrents qui dénoncent en bloc les « méthodes très commerciales » de Gilbert Edelstein qui a substitué une bande-son à l'orchestre traditionnel. Il est vrai que chez Pinder, toute représentation commence par un hommage appuyé aux sponsors « sans qui nous ne serions pas là », dit-il Monsieur Loyal.

Cible de choix : les enfants, rituellement invités à une course en sacs sur la piste, juste avant le spectacle, dans de grands plastiques estampillés « Joué-club ». Sans parler de tous les clichés abondamment proposés dans les rangs : pin's (50 francs), drapeaux, etc. Face aux

critiques, le PDG de Pinder revendique son identité de « cirque populaire », avant de se réjouir du « contrat de partenariat » qu'il vient de signer avec TF1 : « C'est un échange de bons procédés entre une entreprise de spectacle qui tourne bien et un média important qui s'adresse à tous les deux au grand public. »

« Populaires » ou non, rentables ou déficitaires, les cirques bénéficient, en tout cas depuis dix ans, via l'ANDAC, d'un dispositif de soutien public sans précédent : aides à l'exploitation, à la création, à l'amélioration scénique, à la musique vivante, à la gestion aussi, signatures de conventions « cirque-commune », création de l'Ecole nationale des arts du cirque en 1984 à Châlons-sur-Marne... Un hic : ne profitent de ces aides qu'une minorité de cirques, adhérents à l'ANDAC. Car les conditions d'entrée à l'association sont précieuses : détention d'un certificat de capacité pour les animaux et d'une licence d'exploitation de spectacles, comptabilité en règle, etc.

Des exigences auxquelles ne peuvent satisfaire les 150 à 200 petits cirques de famille qui sillonnent les routes de France. « Ceux-là sont insaisissables », explique Michel Jarnoux. Beaucoup changent de nom au cours de l'année : ils s'appellent cirque de Paris dans le centre de la France et Atlantic Circus lorsqu'ils arrivent sur la Côte ! Des « cirques-caméléons » qui, faute de moyens, n'offrent que des spectacles de qualité médiocre, pratiquant force tombolas et payant l'électricité !

CONCURRENCE • Face à ces pratiques sauvages, l'ANDAC a imposé son label, même si, au sein de l'association, des rivalités sont apparues depuis la récente éclipse des « nouveaux cirques » (Barnque, Plume, Archéos...), issus pour la plupart du théâtre ou des spectacles de rue.

Des cirques d'avant-garde, sans paillettes ni nez rouges, proposant des shows à la Mad Max où des motos pétaradantes remplacent les fauves. Il en est même, comme à la Compagnie foraine, qui jouent Beckett sous le chapiteau ! Par-delà la diversité de leur spectacle, les artistes de ces cirques alternatifs se rassemblent derrière le même étendard : aucun n'est un enfant de la balle. « C'est pourquoi on ne s'est pas gêné pour réinventer les règles », assure Barbara Vieille, responsable de Barnque.

« Est-ce encore du cirque ? » s'interrogent les directeurs de cirques traditionnels, inquiets de cette concurrence iconoclaste

et qui, surtout, n'apprécient guère de devoir partager le gâteau des subventions de l'ANDAC avec ces lointains cousins. Pis encore, avec quinze membres sur vingt-sept, les néo-cirques se taillent aujourd'hui la part du lion au sein de l'association, d'où certaines jalousies : « Le ministère olde des entreprises a prétentions intellectuelles, ou détriment des vraies familles de cirque », dit voc carent de la balle.

A ceux qui lui font remarquer qu'en 1989, 90 et 91, le Grand Prix national du cirque est allé à trois représentants de « la nouvelle vague », le directeur de l'ANDAC répond que le Prix 92 vient d'être décerné à Ariette Gruss, digne héritière d'une famille de cirque plus que centenaire. En outre, s'ils sont

majoritaires en nombre à l'ANDAC, les nouveaux cirques ne font toujours pas le poids en termes de chiffre d'affaires face aux grands noms du cirque classique (Alexis Gruss, les frères Micheletty, Zavatta fils...). C'est pourquoi le PDG de Pinder, lui, se s'acquiesce pas outre-mesure de cette concurrence nouvelle : « Sans l'assistance des pouvoirs publics et des DRAC, il y a longtemps que Baroque, Plume et les autres seraient morts ! » L'été dernier, la société qui gère Archéos a fait faillite. « Le cirque, conclut le PDG de Pinder, est comme la presse : un miracle ou quotidien ! »

Philippe Baverel

(1) Ma Vie sans fillet, Jean Richard, 1984, Robert Laffont.

Des noms en or

Pas facile d'attirer les foules lorsqu'un est un petit cirque inconnu. Plus efficace que la publicité, il existe une solution miracle qui consiste à louer le nom d'une famille de cirque prestigieuse. Certes, la concession d'enseigne coûte cher (1 500 à 2 000 francs par jour) mais, à en juger par le succès de la formule, le jeu en vaut la chandelle.

Champion dans l'art de gérer leur nom : les frères Bouglione. Ils ne sont que quatre, mais actuellement une bonne quinzaine de cirques sillonnent les routes de France, arborant la précieuse enseigne « Bouglione ». Excepté Sampson qui gère le Cirque d'Hiver à Paris, tous tirent des royalties de leur nom et particulièrement Firmin qui use et abuse de cette véritable rante de situation. Joseph, pour sa part, « accorde une franchise à un cirque de famille qui présente un spectacle très correct », Germaine, son épouse, préchant la modération car « trop louer son nom finit par casser le marché ».

Achille Zavatta n'est pas en reste. Depuis plusieurs années, les frères Micheletty louent l'enseigne « Zavatta » à un vieux clown. Quant aux enfants d'Achille, Lydia et William, ils exploitent le cirque Zavatta fils. Et comme lorsqu'un cirque rend l'âme, l'enseigne, elle, n'est pas incorporée à la faillite, le système peut se perpétuer indéfiniment !

Ainal quand la société garsoise de spectacles, gérants du cirque Achille Zavatta, a mis la clé sous le chapiteau fin 1991, un repère providentiel, agent immobilier de son état, a aussitôt racheté le cirque pour la bagatelle de 950 000 francs. Un investissement à fonds perdus car l'enseigne, elle, restait propriété d'Achille. Le vieux clown, qui sait bien que son nom vaut de l'or, s'est contenté, une fois de plus, de louer son patronyme.

L'affaire a fort mal tourné pour l'éphémère reprenneur puisque son cirque s'est très vite retrouvé en liquidation judiciaire !

Du côté d'Achille, en revanche, les affaires prospèrent : déposée à l'Institut national de la propriété industrielle, la marque « Achille Zavatta » vient d'être vendue par l'Augusta à un quincaillier qui s'apprête à commercialiser des jouets sous la précieuse enseigne de Daniel Hourquebie !

Gilbert Edelstein, PDG du cirque Pinder-Jean Richard et président du Syndicat national du cirque, dénonce « l'escroquerie qui consiste à louer un label à des gens qui l'exploitent mal et qui trompent le public » et fustige les « brebis galeuses qui louent leur nom ». Mais le directeur de l'Association nationale pour le développement des arts du cirque (ANDAC) avoue son impuissance : « Légèrement, nous ne pouvons rien faire. La seule possibilité serait qu'une association de consommateurs s'estimant trompés sur la qualité du spectacle par le nom saisisse la justice. »

P. Be.

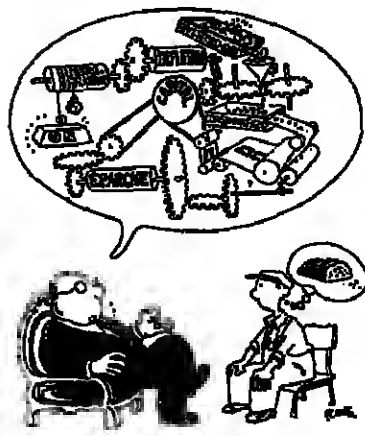
Pour savoir comment marche l'entreprise que l'on a en face de soi.



MINITEL 3629 00 59 INPI BILANS.
L'ACCES DIRECT A L'ENSEMBLE DU REGISTRE
NATIONAL DU COMMERCE.



Les brevets d'invention



Hier encore outil respectable et un peu désuet, le brevet est devenu en quelques années une arme stratégique redoutable dans la guerre économique opposant les grands ténors industriels internationaux, comme l'atteste d'ailleurs son poids au sein des négociations du GATT. Compte tenu de la crise, qui exacerbe la concurrence, et des coûts de plus en plus exorbitants de la recherche, il devient indispensable de bien protéger ses brevets et aussi de savoir les monnayer par l'octroi de licences d'exploitation.

L'internationalisation tous azimuts des technologies, accélérée par les dépôts de brevets eux-mêmes, dont le futur brevet communautaire, accentue encore la pression concurrentielle. A telle enseigne que certains parlent même de « guerre des brevets ». La multiplication des procès en contrefaçon aux Etats-Unis mais aussi en Europe en est une illustration flagrante. Cette évolution met en lumière les carences structurelles des entreprises françaises en matière de propriété industrielle. En effet, dans leur majorité, elles utilisent encore insuffisamment les brevets dont elles n'ont sans doute pas toujours cerné tout l'intérêt stratégique. L'opinion publique assimile même souvent le brevet à la médaille en chocolat décernée au génial professeur Nimbus. Au regard du Japon, de l'Allemagne mais aussi de l'Italie ou de la Grande-Bretagne, le nombre de dépôts est nettement faible, ce qui fait perdre aux industriels des marchés importants et les entrave dans leur développement hors de l'Hexagone. Mais, attaquées de plein fouet par une concurrence internationale bien rodée, les grandes firmes françaises deviennent plus vigilantes dans la préservation de leur patrimoine industriel et multiplient les « stratégies brevet » offensives. Par contre, empêtrées dans les innombrables et coûteuses formalités administratives exigées pour leur obtention, surtout à l'international, les PME restent en retrait dans ce jeu pour grandes pointures. Une économie des brevets à deux vitesses en somme.

Dossier préparé par Catherine Lévi

Quelles en sont les règles ?

■ En soi, le principe est simple. Pour être brevetable, une invention doit être nouvelle, c'est-à-dire n'avoir jamais été divulguée sur la place publique et être susceptible d'usage industriel. Ne sont pas considérées comme des inventions : les découvertes scientifiques, les créations esthétiques, les plans et méthodes, les logiciels (relevant de la loi sur les droits d'auteur). Jusqu'à présent, les procédés d'origine biologique (donc du vivant), au premier rang desquels les biotechnologies, ne sont pas brevetables, ce qui pose problème compte tenu des avancées industrielles en la matière. Suite à différentes polémiques – dont la demande de brevet pour des séquences génétiques partielles par un institut américain (le Monde du 16 décembre 1992) –, l'Office européen des brevets réfléchit sur cette question économique mais aussi éthique.

Conférant à l'inventeur un droit d'exploitation exclusif de vingt ans, en contrepartie de la divulgation de son invention, le brevet se matérialise sous forme d'un titre de propriété dont le respect, dit contrefaçon, est sévèrement sanctionné. La victime peut, en effet, attaquer le contrefacteur devant un tribunal et ainsi obtenir la cessation des actions incriminées ainsi que des dommages et intérêts couvrant le préjudice subi. Le brevet est également monnayable puisqu'il peut être vendu ou loué sous forme de licence exclusive ou non.

Selon la juridiction en vigueur pour le brevet français, les formalités de délivrance sont effectuées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Compte tenu de la complexité et de la minutie des formalités, entreprises et particuliers peuvent se faire aider dans leurs démarches par des spécialistes, les conseils en propriété industrielle regroupés au sein d'une Compagnie nationale. Vérification de la régularité de la demande, examen par les services de la défense nationale, établissement du rapport de recherche, publication du brevet, les délais d'obtention sont relativement longs. En moyenne, il faut bien compter deux à trois ans pour obtenir satisfaction, pour un coût compris entre 10 000 et 30 000 francs. ■

Qui les dépose ?

■ Selon les résultats d'une enquête publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, seule une entreprise française « innovante » sur dix brevète systématiquement ses inventions les plus importantes. Les secteurs industriels les plus concernés par les brevets sont la chimie fine, l'électronique/informatique, le travail des métaux et les transports. Le recours au brevet est d'abord l'affaire des grandes entreprises possédant généralement une culture de la propriété industrielle plus développée que les PME, ainsi que les moyens financiers d'assumer toutes les dépenses afférentes.

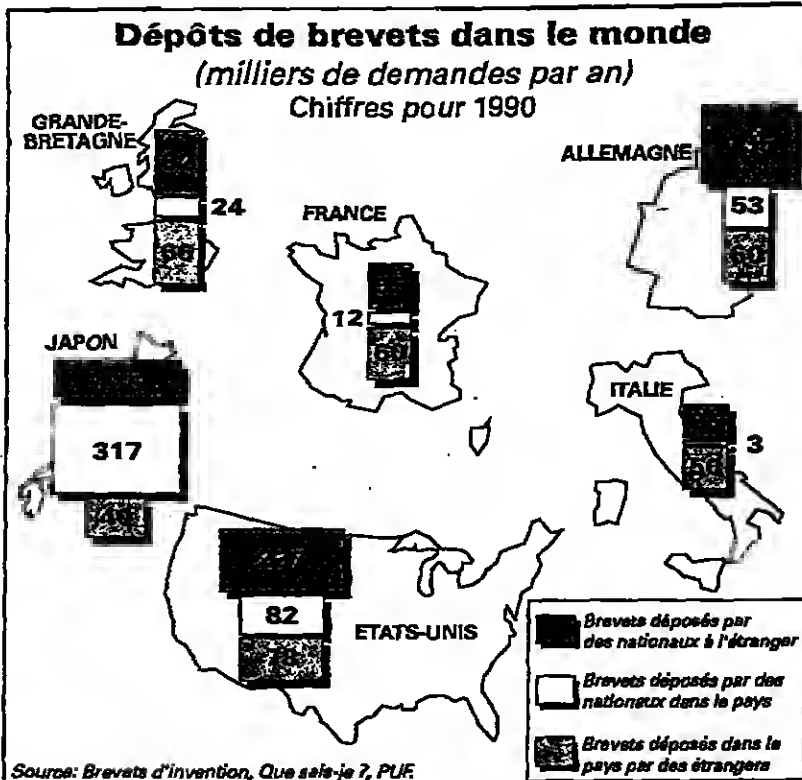
Mais, de façon globale, les entreprises françaises utilisent beaucoup moins le brevet que beaucoup de leurs rivaux étrangers. Avec 317 000 brevets déposés en 1990, le Japon (voir carte ci-

« Si vous ne vous occupez pas de la propriété industrielle, elle s'occupera de vous et vous risquez d'être condamné comme contrefacteur ou ruiné par les contrefaçons »

Georges Maire
conseil en valorisation
de l'innovation

dessus) occupe une position étonnante sur le marché. Forte de ses 53 000 dépôts par an, l'Allemagne est également bien placée. Par contre, déposant seulement 12 000 brevets, la France fait encore figure de parent pauvre.

Certains estiment que ce « sous-développement » traduit une carence de politique industrielle favorisant la colonisation du territoire par les technologies étrangères. Echaudées par les habiles tactiques de brevet de certains, les grandes entreprises nationales commencent toutefois sérieusement à s'y mettre. Pour François Thierri, directeur de la propriété industrielle de Thomson, le brevet a enfin cessé en France d'être la dernière roue du chariot. ■



LES PRINCIPALES INSTITUTIONS

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), instaurée suite à la convention de Stockholm du 14 juillet 1967 (à laquelle 128 Etats ont souscrit), est basée à Genève. Elle assure la promotion de la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération entre Etats. Pour la propriété industrielle, elle administre, entre autres, l'Union de Paris, traité de 1883 supprimant notamment, dans le pays de dépôt du brevet, toute discrimination de nationalités entre inventeurs. Elle est également chargée des demandes internationales de brevets dites PCT et régit les conférences diplomatiques relatives à un futur traité d'harmonisation internationale des législations.

L'Organisation européenne des brevets (OEB) a été créée après l'adoption de la Convention sur le brevet européen d'octobre 1973. Le travail de recherches documentaires est effectué à la Haye tandis que les examens se déroulent à Munich. Schématiquement, l'OEB comprend les offices nationaux des Etats contractants, assurent la réception des dossiers et l'Office européen des brevets pour l'attribution des titres.

L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a succédé en 1951 à l'Office national de la propriété indus-

trielle. C'est un établissement public chargé de l'attribution et de la surveillance des brevets sur le territoire. Enregistrant les actes de la vie économique et, bien sûr, les brevets, il dispose également d'un fond documentaire important, disponible au public.

Sujet d'actualité brûlant à l'INPI : sa future délocalisation à Lille qui ne fait pas l'unanimité dans la profession. Par exemple, Jean-Jacques Martin, président de la Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle, redoute qu'elle n'affaiblisse momentanément la propriété industrielle française, surtout à l'heure du brevet communautaire.

Par ailleurs la loi du 26 novembre 1990 a instauré la profession de conseil en propriété industrielle, dont les anciens conseils en brevets sont automatiquement membres. Juridiques et libéraux, ces professionnels conseillent, assistent ou représentent pour l'obtention, le maintien, l'exploitation ou la défense des droits de propriété industrielle.

A noter enfin parmi les autres institutions, l'Agence nationale pour la valorisation de l'innovation (ANVAR) et l'Association française des spécialistes en propriété industrielle de l'industrie (ASPI) regroupant 400 membres, tous responsables en entreprise.

LEXIQUE

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. De façon restrictive, elle recouvre juridiquement les trois droits immatériels que sont le brevet d'invention, la marque de fabrique ou commerciale et le modèle industriel.

LICENCE D'EXPLOITATION. Par son biais, une entreprise concède à un tiers, de façon exclusive ou non, le droit d'exploiter pour une durée déterminée son titre de propriété industrielle en contrepartie de redevances.

SECRET DE FABRICATION. Pour des inventions à courte durée de vie, compte tenu de l'éloignement dans le temps des marchés potentiels ou lorsque la contrefaçon se décline difficilement, l'entreprise peut décider de garder son invention secrète au lieu de prendre un brevet. En l'absence de « bouclier juridique », elle doit néanmoins s'entourer de précautions pour éviter les fuites.

ENVELOPPE SOLEAU. Destinée aux créateurs ne souhaitant pas breveter, elle permet, par son dépôt auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, de prouver la date de la découverte et ainsi de poursuivre l'activité même si un

tiers dépose ultérieurement un brevet.

CONTREFAÇON. Qu'elle résulte d'une méconnaissance des brevets, d'une volonté délibérée (notamment en essayant de jouer sur l'absence de normalisation internationale du droit) ou d'une recherche voisine d'équipes concurrentes, la contrefaçon signifie toujours que le titulaire du brevet a été copié sans son accord.

Par une action auprès des tribunaux, ce dernier demande que soit reconnue la violation de son droit et exige réparation. Compte tenu du temps, du coût et de l'énergie nécessaires pour assumer une procédure judiciaire, beaucoup tentent de régler leurs différends par des tractations amiables.

En France, on compte entre 100 et 200 cas de procès par an. Sur le plan international, les batailles sont parfois spectaculaires et mettent en jeu des intérêts considérables. Par exemple, après neuf ans de procédure, Polaroid a contraint en 1983 Kodak à se retirer du marché de la photographie instantanée, redevant au passage plus d'un milliard de dollars d'indemnités.

BIBLIOGRAPHIE

■ *Brevets d'invention*, France, étranger, brevet européen, de Bruno Phelip, Encyclopédie Delmas pour la vie des affaires, Delmas, septembre 1989, 432 p.

■ *Brevets d'invention*, de Jean-Michel Wagret, Coll. « Que sais-je ? », Presses universitaires de France, mars 1992, 127 p.

■ *Qui fait confiance aux brevets ?*, lettre de 4 pages du Sessi, Service d'études statistiques du ministère de l'Indus-

trie et du Commerce extérieur, août 1992.

■ *Les actions en contrefaçon de brevets dans le monde*, sous la direction d'André Bonju, Jupiter Précis, octobre 1989, 383 p.

■ *La place de la stratégie propriété industrielle dans la stratégie de l'entreprise*, article de Georges Maire, paru dans la revue des ingénieurs de l'Ecole des Mines, septembre 1990.

Quelle est leur utilité ?

■ Marquant le territoire industriel vis-à-vis des concurrents, le brevet évite de se faire « dérober » une bonne invention. Par exemple, faute d'avoir été breveté, le planeur à voile n'a pas vraiment profité à ses créateurs.

En accordant des licences d'exploitation, les entreprises étendent également leurs marchés géographiques, sans investissements lourds. Ainsi, la filiale fibres de verre de Saint-Gobain a privilégié dans maints cas cette formule plutôt que d'exporter un matériau difficilement transportable. Certains jouent même au « Monopoly technologique » avec leurs concurrents, comme Sosp, filiale brevets d'Alcatel Alsthom, qui dépose entre 800 et 1 000 brevets par an. Elle pratique, en effet, les licences croisées, sorte de troc avec les firmes concurrentes. « Chacun travaille plus ou moins sur des voies parallèles, elles permettent d'avancer sur sa propre voie sans guerres inutiles », explique Michel Delsace, son directeur.

« Au sein du marché unique, le brevet restera toujours le meilleur moyen pour les entreprises de protéger leurs marchés »

Jean-Claude Combaldié
président de l'Organisation
européenne des brevets

Certes, il ne s'agit pas de breveter pour breveter mais plutôt de connaître les rouages de la mécanique pour les intégrer dans la stratégie industrielle. Pour d'ailleurs rapidement un marché à obsolescence rapide, le brevet et sa protection de vingt ans ne s'imposent pas. Par contre, un médicament inédit pour de longues années justifie pleinement la prise d'un titre mondial.

Enfin, le brevet est un élément-clé de la veille technologique, dans laquelle les Japonais excellent. En épluchant les brevets, les entreprises s'informent des recherches des concurrents et donc de leurs projets, ce qui incite d'ailleurs certains à déposer des brevets bluffs pour brouiller les pistes. Mais, par leur démarche, elles évitent également d'entreprendre des recherches sur des techniques déjà existantes, ce qui, paraît-il, est loin d'être rare. Par la même occasion, elles s'épargnent d'éventuels procès en contrefaçon. ■

Quel cadre international ?

■ En l'absence d'un cadre légal international contraignant, chaque pays applique sa propre juridiction en matière de brevets. Mais, pour déposer dans un maximum de pays à la fois et faire l'économie de multiples et fastidieuses démarches, les inventeurs frappent aujourd'hui à deux portes.

Sur le plan mondial, suite au traité de Washington de 1970, baptisé PCT, ils peuvent déposer auprès de l'OMPI, à Genève, une demande de brevet concernant les 45 pays ayant ratifié l'accord. Depuis la convention de Munich d'octobre 1973, ils obtiennent également, en une seule formalité, un brevet européen, valable dans le nombre de pays choisis (jusqu'à 17) mais relevant localement de chaque législation nationale. Responsable de son attribution, l'Office européen des brevets, localisé à Munich, a ainsi reçu plus de 70 000 demandes en 1991. Aussi intéressante soit-elle, la procédure est toutefois longue et coûteuse. L'investissement brevet est en effet compris entre 200 000 F et 300 000 F, honoraires de conseil inclus, et il faut attendre entre trois et quatre ans pour voir ses efforts récompensés.

S'inscrivant dans la droite ligne du marché unique, le futur brevet communautaire – dont le principe a été instauré par la convention de Luxembourg de 1975 (complétée en 1989) – est une prolongation directe du brevet européen et une première tentative d'harmonisation transnationale. Son application s'étendra aux douze nations, sans aucune formalité nationale, et des tribunaux communautaires siègeront dans chaque pays régleront d'un coup le différend pour toute la communauté. En cas d'appel, l'appréciation du brevet sera soumise à une cour communautaire (Copae) chargée d'assurer l'unité d'interprétation des brevets. Si le dossier est juridiquement bouclé, il faudra cependant encore au moins deux ans pour que le brevet communautaire soit ratifié par l'ensemble des Parlements nationaux. ■

محضان النحل

محمد المنصور

Le logement déshérité

A la veille du rendez-vous électoral, le débat sur le logement prend de l'ampleur. Comment relancer le marché, comment désengorger les HLM, comment enrayer la disparition du parc locatif privé? Chacun affine ses arguments

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (II)



LES socialistes n'ont pas de chance. Le logement a plongé dans la crise peu après leur arrivée. Aujourd'hui, ils risquent de le laisser en piètre état à leurs adversaires politiques. Tant pis si, entre les deux, la situation a été bonne. L'histoire ne retiendra que le constat final.

Face à des ressources budgétaires qui ne sont pas élastiques, les choix faits auront des conséquences sur la vie au jour le jour des Français. Car quoi de plus tangible que les quatre murs dans lesquels on habite? Aucun gouvernement n'ayant la maturité politique pour casser le staccato électoral afin d'impulser une politique du logement, pluriannuelle, à long terme, basée sur des priorités claires avalisées par les représentants du peuple (le Parlement), on peut redouter qu'une fois encore dominent soit des mesures style «pompier volant», soit le clientélisme.

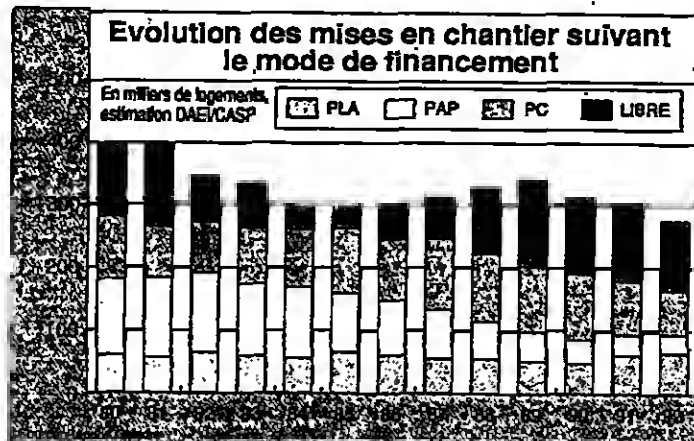
Tous les secteurs du logement sont aujourd'hui en difficulté: l'accès à la propriété, le locatif privé, les HLM. Tout le monde est d'accord: il faut «fluidifier» le système afin que les Français soient en mesure de passer du secteur social au privé, du statut de locataire à celui de propriétaire. Chacun connaît les leviers sur lesquels on peut jouer: la fiscalité, les taux d'intérêt, les loyers, les prix.

Mais on ne peut tout faire en même temps, faute de moyens. Même si, comme Charles Pasqua, on propose d'«affecter la majeure partie des ressources provenant des

privatisations» à un grand plan national pour le logement (qu'il estime à 200 milliards), il faut établir des priorités... donc renoncer à certaines actions.

A droite comme à gauche, on affirme vouloir conforter le parc locatif social. En clair, construire des HLM. Combien? 90 000, comme prévu dans le budget 1993 par an pendant cinq ans, comme le préconise le rapport rédigé pour le Plan par le maire (PS) d'Herouville-les-Bains, François Geindre? Au moment où les mises en chantier de logements s'effondrent, entraînant derrière elles le bâtiment (déjà frappé par la crise des bureaux), on ne peut imaginer de ralentir la construction sociale, sauf à gonfler la cohorte de chômeurs dans le BTP! Mais cela suppose des fonds. Traditionnellement, c'étaient les livrets A des caisses d'épargne ou de la Poste qui les apportaient. Or, elles viennent leurs clients se détourner de ce placement, qui n'offre qu'un intérêt de 4,5 %, infiniment moins intéressant que les SICAV monétaires.

GRANDE IDÉE • L'opposition résistera-t-elle là où l'actuelle majorité a échoué: convaincre l'administration des finances d'améliorer cette rémunération par une prime de fidélité? Charles Pasqua est pour. François Geindre aussi, proposant plusieurs formules, dont l'une en fonction du montant des dépôts. André Santini, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux, ne l'instituerait, lui, que pour les sommes stabilisées



pendant un certain temps... Et compléterait le système par un «PEP social», placement à long terme exonéré de droits de succession.

Autre débat autour des HLM: les attributions. André Santini et l'UDF proposent que le quota des communes monte de 20 à 30, voire 50 %. Cette proposition fait tiquer ceux qui reprochent aux maires (notamment de la région parisienne) de ne pas accueillir de HLM chez eux et qui s'inquiètent du sort des populations les moins désirées (les plus pauvres, les étrangers...).

Grande idée en vogue, aussi, la réforme des loyers de HLM pour lutter contre leur engorgement. On la trouve sous plusieurs formes: l'UDF propose d'«organiser leur progressivité par rapport aux revenus imposables». Ne risque-t-on pas, alors, de voir l'équilibre financier des organismes dépendre du profil de leurs occupants? Le maire d'Issy-les-Moulineaux met un garde-fou en proposant de consacrer les sommes recueillies (2 à 4 milliards en Ile-de-France) à la réhabilitation du parc ou à la construction de logements intermédiaires.

IMPACT • Autre angle d'attaque, appliquer des surloyers. Aujourd'hui, 22 à 23 % des habitants dépassent les plafonds de ressources des HLM. Mais il faut rappeler qu'ils n'ont pas été révisés depuis dix ans (ils avaient suivi l'inflation, ce taux serait réduit à 3 %). M. Pasqua est favorable à cette mesure et s'en prend même au sacro-saint maintien dans les lieux en proposant des contrats de location à durée déterminée.

Mais si l'on rend au secteur social sa «respiration», ne vont-ils pas aller se loger ailleurs? Accroîtront-ils la propriété ou deviendront-ils locataires de propriétaires privés? Cette dernière hypothèse suppose que l'on réussisse à freiner la disparition du parc locatif privé. Ce n'est pas chose aisée: comment éviter que les investisseurs se désin-

teressent de la pierre, moins rentable et plus fiscalisée que d'autres placements? Comment empêcher des héritiers de vendre leurs biens pour payer des frais de succession?

C'est la disparition du parc locatif privé - et plus particulièrement celle du «parc social de fait» - qui amène la gauche à reconnaître la fonction «sociale» du bailleur. De là à réhabiliter les propriétaires, il y a un pas qu'elle n'a pas franchi.

Ainsi, elle a toujours refusé la déduction des déficits fonciers du revenu imposable, réclamée à cor et à cri par les professionnels et que reprennent RPR et UDF dans leurs programmes. Le RPR va jusqu'à préconiser une exonération des frais de succession pour les logements à usage locatif «achetés ou réhabilités entre le 1^{er} janvier 1993 et le 31 décembre 1994». Une mesure qui aurait sans doute un fort impact psychologique. Dernier volet, enfin, l'accès à la propriété. Contrairement à François Geindre, qui propose de supprimer les déductions d'intérêts d'emprunts dont bénéficient les accédants (pour les remplacer par une prime), André Santini et l'UDF prévoient de les aménager, ce qui coûterait 3,8 milliards de francs dans l'hypothèse de 16 000 logements construits.

Une mesure qui, jointe à d'autres, améliorerait la situation des accédants. Ceux que Christian Saint-Etienne dépeint si drolatiquement dans son dernier livre: «Vous avez, l'un et l'autre, environ trente ans et votre fille vient d'avoir deux ans... Vous venez d'acheter un appartement. Vous avez emprunté à des

taux d'intérêt réels atteignant des niveaux jamais observés depuis la deuxième guerre mondiale. Avec les prix de l'immobilier, même légèrement réduits, et une telle charge du crédit, votre appartement est minuscule. Vos parents à tous les deux sont, Dieu merci, en bonne santé: ils ont entre cinquante-cinq et soixante ans et peuvent espérer vivre encore vingt ans. La probabilité la plus forte est que vous hériterez après avoir remboursé votre appartement...» (1).

Peinture d'une classe sociale «aisée» qui ne peut plus acheter aussi facilement que ses parents. Réalité partielle mais réelle, et qui laisse à part le cas encore plus difficile de l'accès à la propriété des moins bien lotis. On oserait d'en parler en ces temps de campagne: sauf inattendu, le RPR, ou récemment M^{me} Linsmeier, qui se refuse à dire à ces Français que leur rêve - être propriétaire de leur logement - est irréalisable.

Françoise Vaysse

(1) Génération sacrifiée. Les 20-45 ans, chez Plon.

Les programmes de l'UDF et du RPR

De tous les programmes, celui de l'UDF établi par une équipe réunie autour d'André Santini est le plus élaboré: il a fait l'objet d'un chiffrage (8,4 milliards de dépenses pour 6 milliards de recettes) et d'une proposition de loi.

Parmi les mesures:

- une prime de fidélité de deux points sur le livret A en faveur des dépôts stables depuis 6 mois ou un an;
- la création d'un nouveau «plan d'épargne pour le logement social» (exonéré d'impôt et de droits de succession);
- création d'un «plan d'épargne foncier» au profit de la commune: l'Etat prendrait en charge une partie des intérêts d'emprunt liés à l'acquisition de terrains par la commune à condition que celle-ci procède à la réalisation de logements sociaux. La particularité pourrait être par exemple: s'il fait des concessions pour la réalisation de logements sociaux, il peut être exonéré de la moitié de son impôt sur la plus-value;
- les investisseurs en locatif privé, en échange d'un bail à long terme, pourraient bénéficier d'exonérations par-

tielles de plus-values en cas de revente du bien;

Charles Pasqua a présenté, de son côté, un plan de relance qu'il chiffre à 200 milliards et qui prévoit notamment:

F. V.

Les chiffres à retenir

La France est le pays où le taux de logements est le plus fort du monde: 26 millions pour 56 millions d'habitants.

La dépense publique en matière de logement (budgétaire, fiscale et sociale) sera égale, en 1993 à 143 milliards (+3,6 %), mais le budget du logement ne représentera que 34 milliards (+9,9 %).

Il n'y aura eu en 1992 que 275 000 mises en chantier de logements neufs, le niveau le plus bas depuis 1954. Selon l'INSEE, il faudrait construire 330 000 logements par an pour satisfaire les besoins.

Le budget 1993 prévoit la construction de 90 000 logements sociaux, un niveau très élevé. Le parc HLM comprend 3,1 millions de logements ébriés 10 millions de personnes.

Le nombre de sans-abris est

mal connu: 202 000 selon une récente enquête du BIPE pour le SCIC (Caisse des dépôts), chiffre inférieur à l'estimation des grandes associations caritatives.

Chaque année, le parc locatif privé se réduit de 50 000 unités environ sur un total de 4,4 millions. L'évaluation est difficile aussi pour le nombre de logements vacants (1).

L'immobilier est lourdement taxé, ce qui pèse sur sa rentabilité: il rapporte au total 193 milliards de francs d'impôts, dont 60 % vont à l'Etat.

F. V.

(1) On comprend mal les raisons réelles de ces incertitudes statistiques sur le logement. La commission des comptes du logement, portée en faillite par les fautes de comptabilité au printemps, ne s'est réunie qu'une fois depuis...

POINT DE VUE

Une réforme à refaire

Seize ans ont passé depuis la dernière grande réforme du financement du logement. Les conditions se sont tellement dégradées, notamment pour le locatif social, que de nouveaux choix sont indispensables. Ils devront tenir compte du désengagement budgétaire de l'Etat.

par MICHEL MOULLART (*)

COMMENT financer le logement social? Les interrogations actuelles rappellent celles, déjà lointaines, qui ont précédé la réforme de 1977. De nouveau, les files d'attente s'allongent auprès des organismes d'HLM, la demande des plus défavorisés ne semble plus servie, les équilibres financiers des opérations nouvelles sont fragiles... La responsabilité en incombe, pour les uns, aux organismes d'HLM qui ne remplissent pas leur mission sociale et, pour les autres, aux collectivités locales qui n'interviennent pas suffisamment dans le locatif social - voire aux locataires dont les revenus s'élèvent et qui bénéficient d'une rente de situation.

Tous les termes de la comparaison avec les années de l'avant-réforme sont réunis. Y compris, d'ailleurs, ceux qui soulignent le rôle fondamental de l'Etat dans la détermination de ces évolutions: sous-actualisation des prix de référence et des taux de subvention des opérations, des barèmes de l'APL (aide personnalisée au logement), des plafonds de ressources PLA (prêts locatifs aidés)... Au point qu'au lendemain de la réforme 80 % des ménages étaient éligibles à un PLA, alors qu'ils ne sont plus que 60 % aujourd'hui... comme à la veille de la réforme.

La crise du logement social paraît ainsi celle des

voies et des moyens de la politique du logement. Comment poursuivre la construction et la réhabilitation de logements sociaux, en nombre suffisant et à des loyers adaptés (plus de sept ménages sur huit ne pourraient pas se loger sans aides à confort égal dans les conditions actuelles du marché)?

Toute l'architecture du financement du logement locatif social a, en effet, été organisée autour du circuit du livret A et d'une intervention budgétaire directe dont les formes et le niveau se sont profondément altérés durant les années 80, dans le but d'alléger les engagements de l'Etat.

Pour des raisons qui tiennent tant aux orientations de la politique publique de l'épargne qu'aux difficultés rencontrées par les épargnants les plus modestes (montée du chômage, ralentissement de la progression du pouvoir d'achat...), le circuit du livret A s'est rapidement fragilisé dans la seconde moitié des années 80. Le rythme actuel de la décollecte est tel qu'on s'interroge sur sa survie, d'autant que les pouvoirs publics ont régulièrement prélevé les ressources excédentaires que le système génère (plus de 100 milliards depuis 1984), le privant des capacités d'autorégulation qui auraient pu assurer sa pérennité.

Tripler le volume des aides

A cet égard, les choix qui ont ainsi été opérés semblent révéler la stratégie suivie: faire rentrer le financement du logement social dans le grand marché «unifié du très court au très long terme» suivant les orientations définies par le Livre blanc sur la réforme du financement de l'économie.

En d'autres circonstances, cela aurait pu ne relever que d'un simple aménagement des techniques de financement. Tel serait le cas si la croissance était

suffisante pour rendre la demande solvable. Ou si la décade des taux d'intérêt était crédible. Ou bien si la situation du secteur du logement n'était pas celle que l'on connaît aujourd'hui: une insuffisance de la construction qui, après quinze années de désengagement budgétaire de l'Etat, laisse un déficit en logement qui se chiffre en années de construction (deux certainement, trois peut-être); des situations d'extrême urgence (plus de 800 000 exclus du logement); des pans de ville à reconstruire (les 400 quartiers)... Et donc si, dans l'ensemble, la demande (sociale) avait fléchi, comme ceux qui ont rayé la référence à la notion de besoins en logement ont cherché à le laisser croire.

Mais comme rien de cela ne semble pouvoir être attendu, l'érosion du livret A a ouvert la voie à une réforme cachée du financement du logement locatif social, comparable à celle qui a conduit de l'accès à la pierre, les PAP (prêts à l'accession à la propriété) au FGAS (Fonds de garantie à l'accession sociale).

S'il convient, en effet, de maintenir un flux de construction locative sociale, sans ressources de livrets A, il faudrait tripler le volume des aides à la pierre inscrites au budget du ministère du logement (ligne fongible) pour sortir un logement au même niveau de loyer qu'un PLA actuel.

Ainsi, alors que le desserrement de la contrainte budgétaire paraît peu probable, les solutions souvent envisagées sont simples à résumer: elles consistent à désigner le ou les acteurs qui vont, en dernier ressort, pallier (notamment) la défaillance du circuit du livret A. Pour simplifier, il peut alors s'agir:

compléments de loyer)... si, au total, cela ne consistait pas à faire porter l'effort supplémentaire de solidarité par ceux auxquels il est censé être destiné;

- des organismes d'HLM. En les incitant à revendre une partie du parc HLM et à ainsi constituer les fonds propres nécessaires à la réalisation des opérations nouvelles... mais cela risquant, rapidement, d'accroître le mouvement de concentration des exclusions (à l'image de ce qui s'est déjà observé en Grande-Bretagne et loin des objectifs de mixage social habituellement annoncés);
- des collectivités locales. Dans le cadre d'un nouveau partage des compétences, elles seraient plus largement associées au financement du parc social de droit (construction, amélioration et fonctionnement)... si, bien sûr, elles bénéficiaient des transferts de ressources nécessaires ou si elles disposaient de recettes fiscales supplémentaires.

Au-delà des interrogations techniques que suscite l'examen de ces propositions (un système fragile dont la vocation sociale paraît limitée), la question fondamentale paraît être la suivante: qui, alors, va mettre en œuvre les principes de solidarité qui, auparavant, relevaient de la responsabilité de l'Etat et s'expriment dans le cadre national des interventions budgétaires directes (contrepartie d'une fiscalité redistributive au niveau national) ou des mécanismes de circuit comme celui du livret A (fondé sur des principes de répartition et de mutualisation des ressources d'épargne)?

A n'en pas douter, l'examen de l'architecture d'un système de financement du logement locatif social révèle bien les lieux d'exercice de la solidarité. Permettant, à ce titre, d'évaluer l'adéquation entre les objectifs affichés et les moyens mis en œuvre.

(*) Professeur à l'université Paris-X Nanterre.

PERSPECTIVES

Cusiana, nouvel eldorado

Suite de la page 25

A Chitama, à Cupigua, comme à Bucos Aires 1 et 2, les géologues vous montrent avec fierté le système des trois bassins parallèles qui «lave» les eaux et les boues polluées résiduelles des puits de perforation : «Quand nous aurons fini notre boulot, affirme le grand Willy, le campement redeviendra un espace vert.» Pour l'heure, les mobiles home blancs, à air conditionné, entourent les lourds et trépidantes structures de forage.

Poussière, chaleur, boue rouge, la forêt décapitée de l'autre côté des grillages... Le grand Willy aime cette ambiance et partage sa vie d'ingénieur entre deux chantiers : Cusiana et Prudhoe-Bay en Alaska. «Trois semaines de tropique, trois semaines de glace. Un saumo longue distance idéal pour le régime», dit-il en secouant sa carcasse avec un gros rire avant d'escalader la plate-forme glissante où les ouvriers installent une nouvelle sonde. Profondeur atteinte : 4 500 mètres. «Nous approchons de la nappe dit Willy. La roche, le gaz, ça oui, c'est dur. Co me rap-

est question d'un véritable boom. Selon la revue américaine *Time* de décembre 1992, les réserves de Cusiana seraient équivalentes au quart de celles de l'Alaska.

La société d'études américaines Petrie-Parkman va plus loin et multiplie par sept le chiffre de réserves probables annoncé dans un premier temps par BP. Selon son rapport, «Cusiana pourrait être la découverte la plus importante du continent depuis celle du gisement mexicain de Campeche dans les années 70». Et d'avancer une fourchette «de 3 à 10 milliards de barils de réserves».

«Les analyses réalisées jusqu'à présent prouvent que Cusiana est un gisement multimillénaire», poursuit le document, qui parle de l'un des événements les plus importants dans le secteur énergétique mondial en 1992. A la conférence économique de Davos la même année, le président Gaviria annonçait lui aussi le chiffre minimum de 3 milliards de barils de réserves. Ce qui doublerait le montant des réserves prouvées et récupérables de la Colombie.

GALON • Dans cette hypothèse, le pays gagnerait du galon parmi les nations pétrolières. En Colombie, les premières explorations ont commencé en 1905 et le pays était déjà producteur en 1918, dans la vallée du moyen Magdalena (qui s'allonge sur 600 kilomètres entre la cordillère centrale et orientale, avec une superficie de 45 000 kilomètres carrés). La partie nord de ce bassin a été largement exploitée depuis de nombreuses années, et ses réserves s'épuisent. En revanche, la partie méridionale du haut Magdalena offrait encore d'importantes possibilités résiduelles.

Les perspectives sont moins encourageantes au sud, dans la région du Putumayo, où le bassin qui se situe dans le prolongement des gisements équatoriens de Lago-Aguila, et que la société Ecopetrol a inclus presque totalement dans son domaine réservé.

Selon les géologues, près de 800 000 kilomètres carrés du territoire colombien (sur une superficie totale de 1 140 000 kilomètres carrés) offriraient des possibilités pétrolières. Mais c'est le bassin des llanos qui est, semble-t-il, de loin le plus riche. Il s'étend sur 100 000 kilomètres carrés et c'est là qu'ont été faites les deux découvertes majeures : Cano-Limon, au début des années 80, à la frontière de l'Arauca et du Venezuela, et tout récemment Cusiana. Dans un

premier temps, les porte-parole d'Ecopetrol et des compagnies étrangères associées ont émis des avis beaucoup plus modérés que les experts internationaux. Sans doute par souci de freiner une spéculation boursière qui se développait. Mais aussi pour raison garder.

PRUDENCE • Le chiffre de 3 milliards de barils de réserves suscitait, il y a encore peu, des bochements de tête sceptiques aussi bien chez BP qu'au siège de Total à Bogotá. «Attendons, disait-on, que les examens soient plus probants.» Mais on admettait déjà que la Colombie «pourrait effectivement doubler ses exportations de pétrole d'ici quatre ans, ce qui lui permettrait de s'assurer un nouvel équilibre économique et d'atténuer le choc provoqué par l'invasion massive des millions de dollars spéculatifs».

Aujourd'hui, l'optimisme est monté d'un cran, même chez les plus réservés. «La fourchette se resserre», admet le directeur de Total. BP spéculait sur une production de 150 000 barils/jour à Cusiana dans deux ans, soit un tiers du total national extrait d'un seul gisement - la Colombie produisant actuellement 450 000 barils/jour, dont 220 000 destinés à l'exportation, - Ecopetrol envisage un investissement

total de 1,2 milliard de dollars, selon son président, M. Juan Maria Rendon. Mais des divergences persistent aujourd'hui sur l'ampleur officielle des réserves. 1,5 milliard de barils, selon BP; 1,3 milliard pour Ecopetrol.

Divergences aussi sur les réserves du champ annexé de Cupigua (situé dans la région nord-est du gisement principal mais d'une structure géologique différente). «Cupigua, c'est sans doute le tiers de l'ensemble du bassin exploré», selon un porte-parole de BP qui ajoute : «C'est une estimation encore provisoire.» La compagnie a perforé dix puits en 1992, et l'on parle pour l'horizon 1998 d'un bonus de 3 milliards de dollars grâce à Cusiana. Une certitude : le pétrole de Cusiana est léger, de grande qualité (63 API, selon les experts), mêlé à du gaz en abondance, qui ne serait pas exploité à court terme, selon M. Rendon.

L'objectif du gouvernement reste pourtant, à long terme, de rééquilibrer la distribution des différentes sources d'énergie, en multipliant par quatre la consommation de gaz naturel. Le bois représente encore aujourd'hui 62 % de la consommation totale d'énergie des ménages, surtout en zone rurale. 80 000 hectares de



forêt disparaissent chaque année en fumée. La consommation d'énergie industrielle est pour plus de 60 % à base de dérivés de pétrole ou de charbon (valeur sûre des exportations) alors que le sous-sol contient en grande quantité du gaz naturel inexploité.

Marcel Niedergang

“La Colombie pourrait doubler ses exportations de pétrole d'ici quatre ans, ce qui lui permettrait de s'assurer un nouvel équilibre économique.”

pelle le Wyoming... Il regarde sans les voir les petits hommes bruns, casqués, immobiles dans leur guêrite en bois.

RÉSERVES • Ni lui ni Ed Stobart ne paraissent concernés par l'insécurité potentielle : «On fait avec», disent-ils. Consigne ou conviction : c'est le mot d'ordre chez les pétroliers. «Nous vivons un rêve, coiffait déjà l'année dernière Andres Londoo Restrepo, ancien patron d'Ecopetrol. Avec parfois des cauchemars.»

Cusiana, c'est l'histoire d'un rendez-vous manqué. Une dizaine de grandes compagnies pétrolières auraient pu participer à l'exploration mais ont finalement renoncé. Aujourd'hui, elles regrettent car il

CHILI

Saumon austral

Devenu le quatrième exportateur mondial de saumon, le Chili ambitionne de conquérir d'ici peu la deuxième place

CERTAINS oot du pétrole, d'autres des idées. Le Chili, dont la principale richesse naturelle est un littoral maritime de près de 10 000 kilomètres, a trouvé un filon inattendu : le saumon, devenu, en quelques années, l'un des produits forts du commerce extérieur chilien. En 1985, le pays en exportait 7 tonnes; en 1991, ce chiffre était de 32 800 tonnes (sur un total de 42 000 tonnes produites), soit en valeur 159 millions de dollars (1). Ce qui place le Chili au quatrième rang mondial des exportateurs, après la Norvège, le Canada et l'Ecosse. Le deuxième rang mondial devrait être atteint d'ici à 1996, et des études japonaises estiment que la production chilienne sera de 500 000 tonnes par an en 2020.

Cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle est le résultat d'une action volontariste dans une économie où la non-intervention de l'Etat a été érigée en dogme. A l'origine de ce succès se trouve la Fondation Chili, organisme cofinancé par l'entreprise nord-américaine ITT et l'Etat chilien et contrôlé par ce dernier.

Dans le cas du saumon, elle a mené à bien une véritable étude stratégique, soulignant les facteurs de succès dont bénéficie le Chili. Parmi ceux-ci, les conditions naturelles de certaines régions, très similaires à celles de la Norvège en ce qui concerne l'eau et la température. Le saumon étant un produit haut de gamme à fort taux de marge, l'im-

paet des coûts d'exportation, toujours problématiques pour ce pays austral, n'est pas significatif. La Fondation a réalisé toutes les adaptations techniques et les études de marché nécessaires, investissant dans des entreprises pionnières qu'elle a ensuite, une fois le succès assuré, revendues au secteur privé.

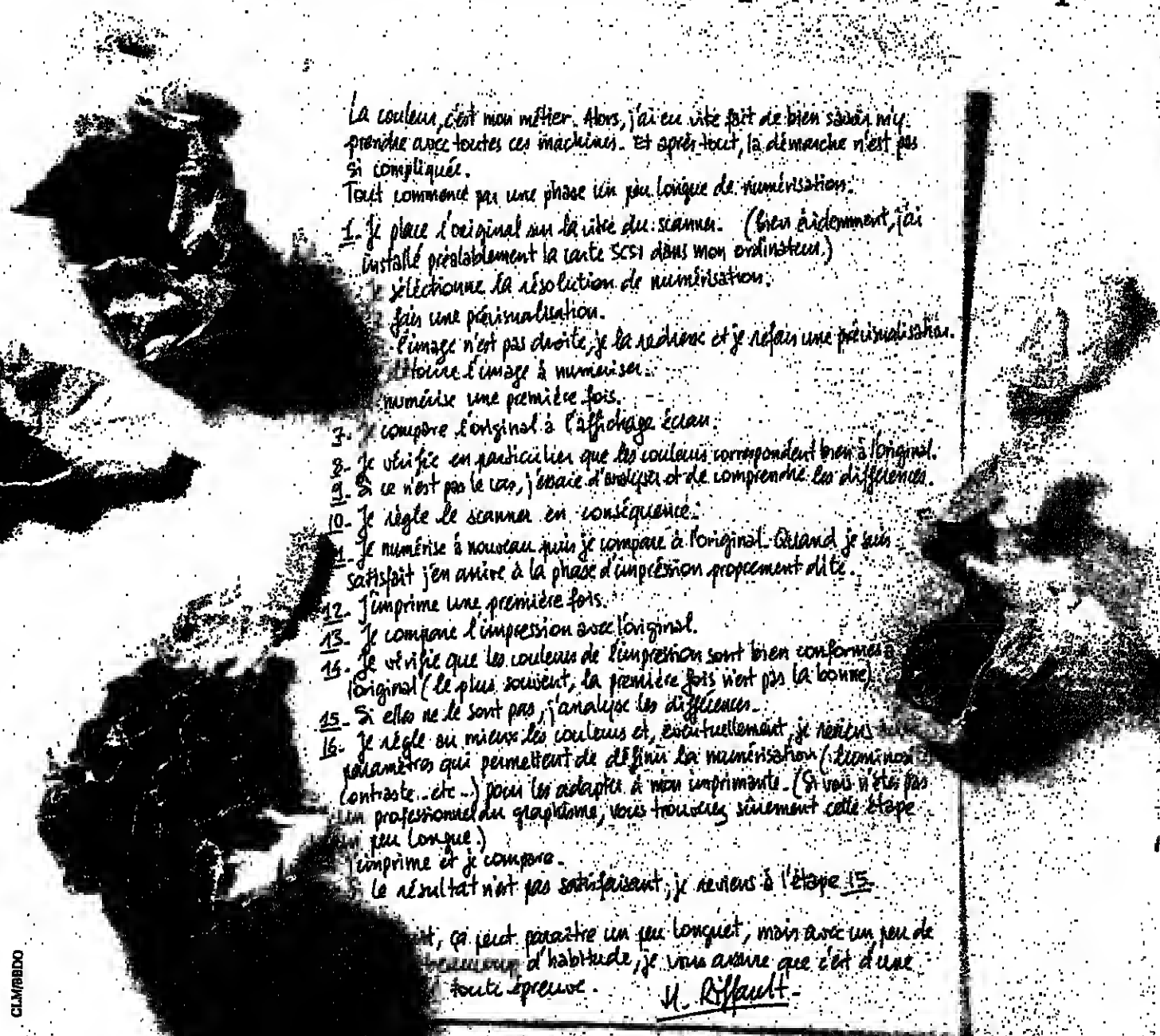
PILOTE • Le cycle de pisciculture se déroule en deux étapes. La première en eau douce et qui dure soixante jours, la seconde en eau de mer dure entre douze et quatorze mois. Le saumon élevé dans de grandes cages atteint alors un poids de 3 à 4 kilos. La nourriture utilisée est la farine de poisson, dont le Chili est un des principaux producteurs au niveau mondial.

Les clients sont les pays industrialisés : le Japon et les Etats-Unis absorbent à eux seuls 92 % des exportations, suivis par la France et l'Allemagne. La Fondation Chili, qui démarche les restaurants des pays potentiellement acheteurs afin de les convaincre d'adopter le saumon chilien, tente désormais de rééditer son succès avec deux autres poissons : le turbot pour lequel la production pilote a déjà commencé, et l'esturgeon, toujours à l'état de projet.

Bruno Adrian

(1) 1 dollar vaut environ 5,50 francs.

Les documents en couleurs de M. Riffault sont presque parfaits parce qu'il est expert en informatique.



La couleur, c'est mon métier. Alors, j'ai eu vite fait de bien saisir, m'y prendre avec toutes ces machines. Et après tout, la démarche n'est pas si compliquée. Tout commence par une phase un peu longue de numérisation. 1. Je place l'original sur la vitre du scanner. (Bien évidemment, j'ai installé préalablement la carte SCSI dans mon ordinateur.) 2. Je sélectionne la résolution de numérisation. 3. Je fais une prévisualisation. L'image n'est pas droite, je la redresse et je refais une prévisualisation. 4. J'ajuste l'image à numériser. 5. Je numérise une première fois. 6. Je compare l'original à l'affichage écran. 7. Je vérifie en particulier que les couleurs correspondent bien à l'original. 8. Si ce n'est pas le cas, j'évalue d'analyser et de comprendre les différences. 9. Je règle le scanner en conséquence. 10. Je numérise à nouveau puis je compare à l'original. Et ainsi de suite jusqu'à ce que je sois satisfait. 11. J'enregistre la phase d'impression proprement dite. 12. J'imprime une première fois. 13. Je compare l'impression avec l'original. 14. Je vérifie que les couleurs de l'impression sont bien conformes à l'original (le plus souvent, la première fois n'est pas la bonne). 15. Si elles ne le sont pas, j'analyse les différences. 16. Je règle au mieux les couleurs et, éventuellement, je redonne des paramètres qui permettent de définir la numérisation (densité, contraste, etc.) pour les adapter à mon imprimante. (Si vous n'êtes pas un professionnel du graphisme, vous trouverez sûrement cette étape un peu longue.) 17. J'imprime et je compare. 18. Le résultat n'est pas satisfaisant, je reviens à l'étape 15. Et ainsi de suite jusqu'à ce que je sois satisfait. Ce fait, paraître un peu long, mais avec un peu de patience et d'habitude, je vous assure que c'est d'une toute simplicité.

U. Riffault

Ceci est l'un des nombreux exemples qui montrent que Macintosh est beaucoup plus simple à utiliser.

Macintosh ne vous demande pas de procéder par approximation

pour obtenir un document fidèle à votre original. La sélection de la résolution, le calibrage des couleurs, les réglages du contraste et de la luminosité, le détourage et le redressement de l'image se

font automatiquement. Macintosh ne vous demande pas de multiplier les réglages pour adapter les paramètres de numérisation à votre imprimante. A l'aide de la nouvelle extension système

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques

هكسان الثماني

هكذا من الأصل

PERSPECTIVES

TÉLÉVISION

Production audiovisuelle : le star system

Patrick Sabatier possède la société de production la plus rentable, suivie par celle de Christophe Dechavanne. Mais la plupart des producteurs sont dans une situation financière catastrophique. Deux études, l'une publique, l'autre privée viennent utilement faire le point sur un secteur mal en point

La production audiovisuelle est un domaine économique en crise, morcelé entre une foule de sociétés, et souffrant d'un mal unique : la pénurie d'argent de ses principaux clients, les chaînes de télévision. Deux études, l'une publique, l'autre privée, permettent de faire un point sur la situation de ce secteur mal connu en raison de l'absence de statistiques globales sûres.

La première, publiée sous le nom d'Observatoire de la création audiovisuelle, émane des efforts conjoints d'un certain nombre d'organismes publics (1). Elle permet d'apprécier une évolution globale en 1991 et l'émergence de tendances nouvelles. Premier constat : les chaînes de télévision, qui avaient réduit leur investissement dans la production au fur et à mesure qu'elles augmentaient leur offre de programmes à la fin des années 80, ont atteint un palier en 1991. De 1,84 milliard de francs en 1990, les investissements des diffuseurs sont passés à 1,95 milliards en

1991, soit une hausse de 2,5 % hors inflation. Comme l'année précédente, c'est la fiction qui accapare les trois quarts du magot. D'autres genres depuis longtemps délaissés (documentaires, dessins animés) retrouvent cependant un peu de considération.

Pour ce qui est des documentaires, le genre a retrouvé un regain de vigueur au début des années 90.

En matière de fiction, l'importance croissante prise par les coproductions tant en France qu'à l'échelon international se confirme. L'étude de l'Observatoire montre ainsi qu'en 1991 l'apport du premier diffuseur d'une fiction décroît au fur et à mesure de la montée en

puissance des coûts. Pour les fictions « légères » inférieures à 1 million de francs, le premier diffuseur fournit les deux tiers des fonds. Cette part tombe à 28 % pour les fictions dont le coût est supérieur à 4,5 millions. Pour ce créneau-là, les coproducteurs européens prennent le relais (ils apportent 12,8 % des fonds pour les fictions de 3 à 4,5 millions). Et, à surprise, ce sont les producteurs situés hors CEE qui apportent 20 % des cofinancements de projets dont le prix de revient est supérieur à 4,5 millions de francs.

ACTIVITÉ RODÉE • Pour ce qui est des documentaires, le genre a trouvé un regain de vigueur au début des années 90. Mais, sur le plan financier, l'apport étranger s'avère là aussi déterminant. Entre les préventes (surtout avec les pays de la CEE) et les coproductions (Canada mais aussi Belgique), « on retrouve, entre 1990 et 1991, une progression des financements internationaux du même ordre que pour

la fiction ». Idem pour le dessin animé. Bien que genre mineur, il n'existe que par la collaboration internationale, laquelle couvre « 30 % du coût total des œuvres ».

Moins globale, plus centrée sur les entreprises, l'étude de Télécoop (2) — menée à partir du bilan

Résultats des sociétés de production privées (en millions de francs)

	Volume d'affaires (1)		Endettement		Endettement/CA		Bénéfice net	
	Total	Hors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux
1987.....	1 139	1 031	179	177	26 %	30 %	53	27
1988.....	1 608	1 403	356	355	36 %	45 %	63	26
1989.....	1 913	1 678	515	512	44 %	55 %	85	30
1990.....	2 027	1 717	659	653	51 %	66 %	62	0
1991.....	2 045	1 698	675	670	51 %	68 %	31	- 30

(1) Le volume d'affaires est constitué de la somme du chiffre d'affaires et de la production immobilisée (production en cours, non encore facturée). Source : Télécoop.

de 55 sociétés de production, — part du même constat : la pénurie d'argent. A cet égard, il est frappant de voir que si le secteur est globalement en mauvaise santé, tous les producteurs ne sont pas frappés à l'identique. Certains vivent même très bien. A deux conditions : bien choisir son créneau et jouer d'une forte capacité d'innovation. Première évidence : ce ne sont pas les genres nobles de la télévision (fiction, documentaire, dessin animé) qui rapportent le plus d'argent mais les émissions dites de « flux » (variétés et jeux), surtout quand les sociétés de production sont bâties autour d'un animateur-vedette.

ENDETTEMENT • En 1991, la plus rentable des sociétés de production, a été, comme en 1990, Télévision, qui appartient à Patrick Sabatier (40 millions après impôts). « A la deuxième place, on trouve la société d'un auteur-animateur vedette de TF1, Coyote Conseil, que dirige Christophe Dechavanne » (17 millions de bénéfices). Qu'il s'agisse de Glem, qui produit les émissions de Jean-Pierre Foucault, ou de People Productions qui dirige Guy Lux, l'activité est rodée, et les bénéfices confortables. Seules deux sociétés spécialisées dans la fiction trouvent place dans le classement, opérées par Télécoop, des dix entreprises de production les plus rentables. Parmi elles, Progefi, dirigée par Christine Gouze-Raynal, qui bénéficie du soutien de son associé allemand Taurus, et Ellipse, société de production dirigée par Philippe Gildas et dont Canal Plus est l'actionnaire majoritaire. Il est à noter que ces sociétés de flux sont aussi les moins endettées des sociétés de production.

Faute de fonds propres, la créance des banques sur les producteurs a été multipliée par 2,8. Rien d'étonnant donc si les frais financiers ont mangé les résultats.

partie sur de l'endettement. Faute de fonds propres, la créance des banques sur les producteurs a été multipliée par 2,8. Rien d'étonnant donc si les frais financiers ont mangé les résultats : la rentabilité par rapport au chiffre d'affaires est tombée de 7,6 % en 1987 à 2,3 % en 1991.

Ayant retiré de ce panel de 27 entreprises les quatre sociétés de productions spécialisées dans les flux (jeux, variétés...) sont dif-

“Les clignotants rouges qui s'allument depuis deux ans... devraient inciter les pouvoirs publics à revoir cette réglementation.”

fusés en direct ou en quasi-direct et sont financés à 100 % par les chaînes. Télécoop a recommencé le calcul. Là, l'augmentation du chiffre d'affaires n'est plus que des deux tiers (contre le double dans le calcul précédent) en cinq ans. Un ratio qui prouve de manière très sûre l'importance que les chaînes ont accordé progressivement aux programmes faciles. Le taux d'endettement, lui, reste stable, puisque les sociétés de flux ne recourent pratiquement jamais à l'emprunt. Du coup, l'évolution du ratio endettement/chiffre d'affaires est encore plus impressionnante puisqu'il représente 68 % du chiffre d'affaires à la fin de 1991. Les agos pèsent alors de « 8 % à 9 % du chiffre d'affaires », écrit Télécoop.

Cette situation gravissime des producteurs d'œuvres audiovisuelles (par opposition aux productions de flux) a été établie avant le dépôt de bilan de La Cinq, qui était un client important des producteurs indépendants. En outre, note justement Télécoop, il est anormal qu'un secteur en principe très favorisé par la réglementation soit aussi gravement pénalisé financièrement. « Les clignotants rouges qui s'allument depuis deux ans... devraient inciter les pouvoirs publics à revoir cette réglementation. Mais ils devraient aussi inciter les producteurs de fiction et de documentaires à revoir leur stratégie », et sans doute aussi leurs techniques de gestion.

Yves Mamou

(1) Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Centre national de la cinématographie (CNC), Service juridique et technique de l'information (SJT) et Institut national de l'audiovisuel (INA).

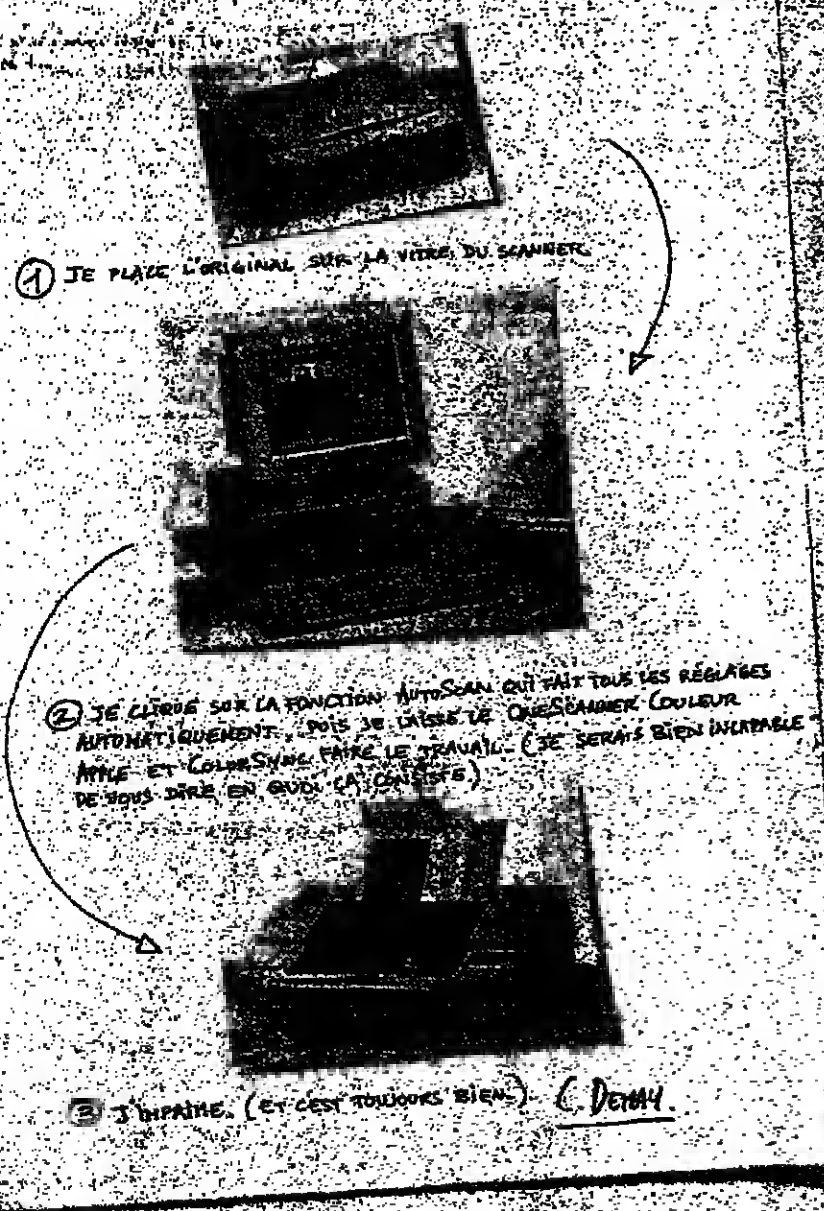
(2) Télécoop, la Stratégie des producteurs de télévision face à la crise, 39, rue Chaplaine, 92300 Levallois-Perret.

Évolution de l'investissement des diffuseurs en production

	1989	1990	1991
Fiction.....	77,7 %	75,8 %	72,5 %
Documentaire.....	16,3 %	15,6 %	18,5 %
Animation.....	6 %	4,5 %	5,5 %
Total (en MF).....	1 970,47	1 849,10	1 949,84

Source : CSA.

Les documents en couleurs de Macintosh sont toujours parfaits parce qu'il y a un ColorSync.



ColorSync, l'imprimante couleur Apple calcule automatiquement la conversion des couleurs (RVB en CMJ) pour imprimer directement un document de qualité optimale. Macintosh ne vous demande pas

de faire un expert en informatique pour remplir les tâches usuelles de la gestion de votre ordinateur. ColorSync est simple et si rapide qu'une quelconque formation n'est même pas nécessaire.

Macintosh ne vous demande jamais de faire ce que les ordinateurs devraient faire.



Apple Computer, Inc. Tous les produits et marques cités dans cette annonce sont des marques déposées.

CHRONIQUE • par Paul Fabra

La tendance des taux

Peut-être à cause de la matière traitée — des créances expirant au bout de trente ans, voire de cinquante ans — l'évolution des taux d'intérêt semble bien s'inscrire dans des cycles de longue durée. Selon une interprétation optimiste, la phase dans laquelle nous nous trouvons pourrait avoir commencé en 1981. Au cours de cette année-là, ils avaient, dans la plupart des pays, atteint leur point culminant dans l'histoire (hors périodes convulsives) : les États américains et français, par exemple, avaient alors émis des emprunts à plus de 15 %. A la suite de quoi, on e, un peu partout, et malgré des remontées passagères, essaié à une indéniable décroissance.

D'énormes profits ont été encaissés pendant les années 80 et de nouveau récemment, à moindre échelle, à la faveur de la hausse des titres à revenu fixe. Il en est résulté, ipso facto, une diminution des taux (voir chronique du mardi 19 janvier). S'agit-il d'une tendance de fond ?

Nous voilà sur un terrain particulièrement glissant. Rien n'a sans doute, en économie, excité davantage les imaginations que l'existence, supposée par certains auteurs, tel N.D. Kondratieff en 1926, d'une sorte de vaste mouvement ondulatoire de l'activité humaine. A une phase de progrès succéderait une autre marquée par le déclin. Chacune d'elles s'étalerait sur plusieurs décennies.

Inutile d'insister sur le caractère arbitraire et élastique d'un tel découpage du temps. L'exercice devient franchement écaillé si on essaie d'en tirer des conclusions pour l'avenir. Cette dernière remarque vaut pour l'interprétation des courbes séculaires de taux d'intérêt, ces dernières fussent-elles, comme c'est le cas, établies sur des données beaucoup plus sûres.

Avec le recul du temps, la longue période allant de 1946 à 1981 apparaît bien, dans presque tous les pays, pourvus d'un marché financier développé (moins d'une vingtaine), comme ayant été caractérisée par des cours en baisse sur les titres à revenu fixe et, partant, par des taux orientés à la hausse. Là où existaient encore, au lendemain de la seconde guerre mondiale, des marchés obligataires, les taux y étaient extrêmement bas.

Notons, à titre anecdotique, qu'en France, de 1940 à 1945, la rente 3 % avait été cotée pratiquement au pair. Autrement dit, son rendement était proche du taux nominal. Sur le grand marché américain, lui en pleine force, les sociétés de bon renom empruntaient aux conditions les plus avantageuses qu'on ait jamais vues dans l'histoire : en 1946, la moyenne des rendements pour les *prime corporate bonds* s'élevait à 2,37 %, tandis qu'un emprunt d'Etat à long terme avait rapporté 1,93 %. De ce point de vue, on est arrivé, par étapes, au sommet du début des années 80. Cette longue période avait été, dans le siècle, précédée de deux autres aux contours également assez nets.

Les sept premières décennies du vingtième siècle laissent apparaître trois grandes périodes (1). Leur succession donne à la courbe des taux la forme d'un gigantesque N penché, comme dans le dessin de Nicolas Guilbert. Cela est particulièrement net pour les quelques pays où le marché obligataire n'a jamais cessé de fonctionner de façon régulière (la palme revient ici aux Pays-Bas, suivis par les États-Unis) ou à peu près régulière (Grande-Bretagne). Pour les autres, la courbe n'est pas très différente, à quelques décalages temporels près. Mais les indications qu'elle fournit sont plus ou moins fictives pour les périodes où le marché ne jouait plus aucun rôle actif, le plus souvent pour cause d'incertitude monétaire. Exemple : pendant les années 50, les taux français oscillaient entre 5,9 % et 5,2 %, mais à ce taux l'Etat, ni personne, ne pouvait émettre un emprunt, sauf à l'indexer et à l'essorir d'avantages fiscaux exorbitants.

Le premier jambage du N penché est constitué par la courbe des taux, ascendante, allant du début du siècle jusqu'en 1920 (jusqu'à la stabilisation Poincaré de 1925 pour la France). L'année charnière, c'est 1899 où les taux avaient touché, pour l'époque, leur niveau historiquement le plus bas : entre 3,07 % et 3,2 % aux États-Unis pour les émissions privées dorées sur tranche (3 % en France). Cela n'empêchait pas, notons-le au passage, les taux à court terme de se situer généralement un ou deux points au-dessus.

A la Belle Époque, le calme ne règne pas toujours sur les grandes places. Si, à New-York (déjà le plus grand marché national du monde), on voit le taux de l'argent au jour le jour (*call money*) tomber à 1 %, il pousse aussi des accés

de fièvre jusqu'à 75 %. En ce qui concerne plus particulièrement notre sujet, on assiste, sur le compartiment du long terme, à une lente montée, avec certains signes d'accélération au fur et à mesure qu'on s'approche de la date fatidique de 1914. La première guerre mondiale sera financée par des emprunts chers. Mais l'« explosion » des taux aura lieu dans la deuxième année suivant la fin du conflit : en 1920, le taux moyen des rendements atteindra 5,58 % à New-York, avec des poussées jusqu'à 7 %. Il faudra attendre 1967 pour retrouver ces niveaux.

La flambée du début des années 20 devait être suivie par vingt-six années dont la plupart (les plus notables exceptions sont 1931 et 1932) auront été des années fastes pour les marchés obligataires : hausse des cours des titres avec des plus-values annuelles dépassant parfois 25 %, baisse des taux. Tel est du moins le cas dans les nations dont le monnaie n'a pas fondu. Cela exclut du nombre des États la France (sauf pour la courte période 1926-1935). Voilà pour le jambage intermédiaire du N.

Fait remarquable : au contraire de la première grande guerre du siècle, la seconde sera financée, dans les deux camps, par des emprunts à taux bas, et même très bas (pour les puissances anglo-saxonnes). Ce que l'on tenait jusque là pour une règle fermement établie a subi un cinglant démenti des faits. Parallèlement, l'expérience ne corrobore pas l'idée simpliste selon laquelle l'inflation, ou l'anticipation de l'inflation, appelle des taux nominaux élevés (quant aux taux réels, c'est une construction de l'esprit qui, deux fois sur trois, fait raisonner de travers).

Pendant les soixante-cinq premières années du siècle, les taux français ont évolué selon un profil et à l'intérieur d'un couloir très remarquables aux données du dix-neuvième siècle (et assez proches du modèle américain). Pourtant, le franc avait, entre-temps, perdu 99 % de sa valeur par rapport au dollar.

Pour bien terminer avec le N, son dernier jambage représente évidemment (voir plus haut) la courbe des taux, de nouveaux ascendants comme au début du siècle, pour la période 1946-1981. Le moment est venu de parler, avec un peu plus de précision, de ce

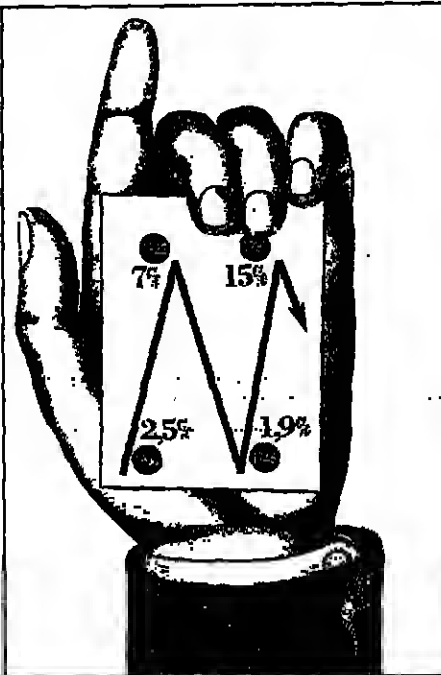
qui s'est passé à partir du milieu des années 70. Depuis lors, les marchés obligataires sont soumis à l'influence de phénomènes entièrement ou presque entièrement nouveaux. S'y retrouvent, successivement ou simultanément, des éléments inhérents aux crises de 1920-1922 (inflation-déflation), de 1929 (violent choc boursier), de 1931 et la suite (dépression-déflation, banques fragilisées, déficit budgétaire américain, répudiation des dettes par les États est-européens et latino-américains).

A quoi s'ajoute, à moins que cela ne soit le facteur le plus déterminant, l'échec, consommé une première fois en 1931-1933, une seconde fois en 1971-1973, des tentatives faites au lendemain de chacune des deux guerres mondiales pour rétablir un système monétaire de taux de change fixes et d'étalon-or.

Il est vrai que, depuis 1981, les taux ont, dans l'ensemble, tendance à reculer de nouveau. C'est un autre fait qu'ils ne sont pas retombés au-dessous du niveau, exceptionnellement élevé, auquel ils se sont hissés en 1974. Depuis cette époque, les États-Unis, plus ou moins vite suivis, selon le cas, par les autres États, connaissent des déficits publics d'une ampleur qu'on n'avait jamais vue auparavant en temps de paix. Autre fait nouveau hormis les périodes de conflits militaires : ces déficits sont financés pour une part grandissante par des emprunts à long terme.

Au cours de notre siècle, les dettes de guerre ont été ou bien répudiées (cas des pays vaincus) ou bien remboursées avec des monnaies dévaluées. Sauf à recourir à un effort fiscal exceptionnel, on peut imaginer, pour les dettes accumulées par les pays développés, d'autres solutions. Leur principe s'inspirerait de telle ou telle option offerte par le « plan Brady » aux banques pour leurs créances sur le tiers-monde. Par exemple, une conversion des obligations existantes en titres à très long terme et portant un intérêt de 3 % calculé sur un principal amputé d'un tiers ou de la moitié. L'avenir est ouvert, et gros de nouvelles et graves crises financières.

(1) Lire notamment *A History of Interest Rates*, de Sidney Homer et Richard Sylla. Nouvelle édition avec un avant-propos de Henry Kaufman, Rutgers University Press, États-Unis.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

La pollution des privilèges

L'économie des États-Unis, estime John Kenneth Galbraith, est victime de la « culture du contentement »

LA RÉPUBLIQUE DES SATISFAITS
de John Kenneth Galbraith,
traduit de l'américain
par Paul Chemla,
Éditions du Seuil,
186 pages, 115 F.

DE temps en temps, John Kenneth Galbraith aime troquer son costume d'économiste contre celui d'anthropologue. C'est le cas dans le dernier ouvrage qu'il nous propose. Son regard sur les États-Unis s'est fait plus dur. Il voit dans son pays une « république des satisfaits », et son réquisitoire porte d'autant plus qu'il se garde de moraliser. Avec l'irrévérence qu'on lui connaît, il brosse un constat sévère bourré d'exemples.

La tendance au conservatisme est universelle, mais, note Galbraith, ce qui est nouveau dans les pays capitalistes et notamment aux États-Unis, c'est que le « contentement », avec la conviction qui l'inspire, est maintenant celui d'un grand nombre de gens. Progrès, non ? Certes, mais « le résultat, c'est un État qui ne prend pas en compte la réalité ou les besoins de l'ensemble de la population, mais seulement les opinions des satisfaits, devenus la majorité des votants ».

Reagan et Bush ont servi loyalement la catégorie sociale qui les a élus. Elle se caractérise par des attitudes bien typées : ses membres estiment parfaitement mériter ce qu'ils sont ; ils préfèrent toujours l'inaction publique à court terme à l'action préventive à long terme, même s'il est prouvé que leur intérêt bien compris en souffre ; l'État est conçu comme un fardeau... sauf lorsqu'il s'agit de les revenus agricoles, sort de pensions ; renflouent les caisses d'épargne sinistrées. Sauf aussi lorsqu'il alimente le budget militaire, qui gonfle les revenus d'une fraction considérable de la majorité électorale satisfaite.

Fait caractéristique : les « satisfaits » ont une grande tolérance pour les larges écarts de revenus. Pourquoi ? Parce que « le prix à payer pour prévenir toute agression contre ce qu'on a, c'est

d'accepter que d'autres aient davantage ». Ils ont cru pouvoir parler d'une société sans classe, alors que les Américains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté dépassent 13 % de la population (12 674 dollars pour une famille de quatre personnes). La « classe inférieure », dit Galbraith, est même devenue structurelle, car « notre économie a besoin de pauvres pour faire les travaux que les mieux lotis ne font pas ». Le mouvement normal d'ascension sociale qui a longtemps fait office de solvant du mécontentement s'est arrêté.

L'essentiel est de se protéger contre l'ennemi commun : l'augmentation des impôts. Galbraith insiste beaucoup sur le fait que l'arme de la fiscalité dans la gestion macro-économique a été délaissée, sous les deux derniers présidents, au profit de la politique monétaire. On devrait voir que le dogme du laisser-faire conduit le capitalisme moderne à s'autodétruire, ainsi que l'extinguible soif de pouvoir et de profit. En 1980, les PDG des trois cents plus grandes firmes américaines gagnaient vingt-neuf fois plus que l'ouvrier moyen. Dix ans plus tard, les revenus de ces hauts responsables étaient... quatre-vingt-trois fois supérieurs à ceux de cet ouvrier.

MILITAIRES • Et l'on ne dira jamais assez à quel point la grande folie des fusions-acquisitions et de la déréglementation a eu des effets négatifs sur le système économique. A quoi il faut ajouter les ravages de la spéculation immobilière et les aberrations bancaires qui conduisent à l'effondrement des caisses d'épargne.

Le drame est que la science économique a une faculté étonnante de s'adapter à la défense des intérêts particuliers. Les manuels scolaires, le discours dominant, les idées reçues vont à peu près tous dans le même sens. Il arrive même que l'on tire à soi des auteurs célèbres que peu de gens lisent, pour leur faire dire autre chose que ce qu'ils ont écrit, ou occultent certaines de leurs propositions. Sait-on qu'Adam Smith était bosi-

tile aux sociétés par actions, où les « régisseurs de l'argent d'autrui » sont conduits au gaspillage, qu'il plaiderait pour l'importance des dépenses de l'État dans une société civilisée, ou qu'il était séduit par l'impôt sur la fortune ?

Pourquoi, dans un pays où les restrictions sur les dépenses de l'État font partie des satisfactions élémentaires d'un large public, l'établissement militaire a-t-il été épargné malgré la fin de la guerre froide ? Galbraith retrouve ici les accents d'œuvres où il avait dénoncé avec force le complexe militaro-industriel. Selon lui, il n'est pas nécessaire que le pouvoir militaire ait un ennemi. « Il suffit de lui-même une justification pleine et entière de son rôle ».

La pollution des privilèges ne cesse de s'étendre... en même temps que la pauvreté depuis le début des années 1980 (1). La majorité de ceux qui votent faisant partie de la population plutôt favorisée, la politique du « contentement » pourra durer longtemps encore, même avec un président démocrate, qui a gagné les élections parce que la politique économique de Bush, ratant son coup, avait réduit le nombre des « satisfaits ».

A plus long terme, cette « démocratie des satisfaits » est-elle menacée ? J. K. Galbraith estime que l'« ère du contentement » ne se terminera que si le phénomène négatif qu'elle engendre ébranle le sentiment de bien-être éphémère. Trois hypothèses sont possibles, à ses yeux : un désastre économique de grande ampleur, les néfastes effets d'une action militaire liée à quelque mésaventure internationale ; l'entrée en éruption de la « classe inférieure » en colère.

Notre auteur se garde des pronostics, mais c'est tout de même sur un « requiem » qu'il termine cet ouvrage qui a le grand mérite de secouer une opinion beaucoup moins ébranlée qu'on ne le croit par les analyses des intellectuels sur le « déclin américain ».

Pierre Drouin

(1) Lire *La Pauvreté dans les pays riches*, de Serge Milano, Nathan, 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SICAV

SICAV 5000

INVESTIR C'EST CHOISIR

Alors voici trois raisons pour décider d'un placement de référence en actions françaises :

Entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 1992, la progression de SICAV 5000 s'élève à +166,77 % (coupons bruts réinvestis). En 1992 celle-ci s'est établie à 9,44 %.

La sécurité de SICAV 5000 s'organise à partir d'une gestion rigoureuse de la part de nos spécialistes du CREDIT LYONNAIS. Depuis 1978, date de sa création, SICAV 5000 a démontré son aptitude à faire face à toutes les situations de marchés. La diversification des risques sur SICAV 5000 est renforcée en outre par un actif géré de plus de 15 milliards de F au 31 décembre 1992.

L'avantage fiscal de SICAV 5000 était hier celui des SICAV MONORY - CEA ; aujourd'hui, il s'exerce par son éligibilité au PEA et aux exonérations qui y sont attachées.



CREDIT LYONNAIS

LES 1 300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

141 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information. (IPSOS 92)

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

مكتبة الشامل

CONJONCTURE

EN novembre dernier, la production industrielle française a chuté de 4,5 %. Il s'agit d'une des plus fortes baisses mensuelles de cet indice depuis 1980. Certes, ce mouvement est en bonne partie dû à une forte diminution de la production d'énergie, le début de l'hiver ayant été plutôt doux, et l'on peut s'attendre, en raison de la vague de froid de décembre, à une remontée, tirant à la hausse l'indice d'ensemble. L'évolution n'en est pas moins préoccupante. Après des mois de quasi-stagnation – la production ayant progressé de 0,5 % seulement entre janvier et octobre 1992 – l'indice est revenu en novembre à un niveau inférieur à celui de 1989.

C'est aussi le cas pour la plupart des partenaires économiques de la

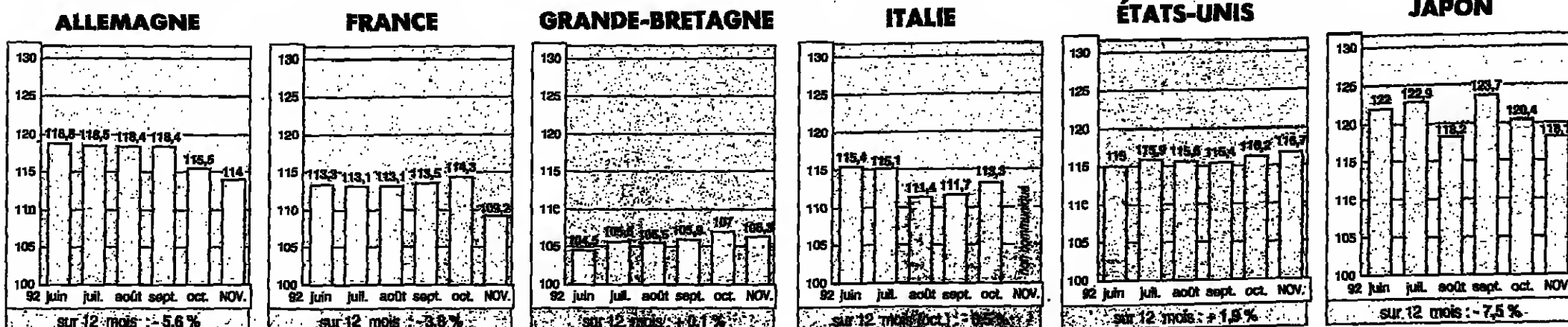
INDICATEUR • La production industrielle

Retour à 1989

France, en Italie et en Grande-Bretagne, les volumes de production sont inférieurs de respectivement 2 % et 3 % à leur niveau de janvier 1989. En Allemagne, ils sont à peine supérieurs de 4,5 % : il ne reste plus grand-chose du sursaut d'activité occasionné par la réunification. Au Japon, n'a la production a culminé à 10 % au-dessus de ce niveau au

début de l'année 1991, les pertes récentes semblent plus brutales encore (l'indice étant revenu en novembre au niveau atteint trois ans auparavant). En comparaison, les États-Unis ne sont pas mal lotis. Après avoir touché son point bas en mars 1991, l'activité productive s'est redressée, et se retrouve, malgré la lenteur de la reprise, à 2,6 % au-dessus de celle du début de 1989.

Les pertes occasionnées par la récession actuelle commencent à approcher les ordres de grandeur des périodes conjoncturelles les plus chahutées de ces vingt dernières années (1974-1975 et 1980-1981). Sans un arrêt rapide de cette dégradation, ces sombres records risquent, en conséquence, d'être bientôt dépassés dans plusieurs pays.



Indices de la production industrielle – énergie incluse, hrs bâtiment et travaux publics – en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Afrique subsaharienne

Léger mieux en 1993 ?

EN 1993, d'après le Fonds monétaire international, la croissance économique de l'ensemble de l'Afrique devrait être de 3,3 %, après 2 % en 1992 et 1,5 % en 1991. Ces chiffres seraient inférieurs si l'on se limitait à l'Afrique subsaharienne.

Dire que les deux dernières années ont été mauvaises pour l'Afrique est un euphémisme. Compte tenu de l'essor démographique, la faible croissance économique signifie en réalité une diminution de l'activité et de la richesse par habitant. Comme nombre de zones, l'Afrique a subi le contre-coup d'une demande externe affaiblie en ce début de décennie par la récession économique occidentale et par les troubles des pays de l'Est : ces derniers étaient en effet des partenaires économiques importants pour des pays comme l'Angola ou le Mozambique, Madagascar ou la Guinée. Leur retrait parfois brutal a déstabilisé un peu plus les économies locales ; la baisse de leurs achats de café, de cacao ou de bauxite, a aggravé la chute des cours mondiaux.

Les principaux produits d'exportation africains ont en effet beaucoup souffert : au début de 1993, café et cacao sont à leur plus bas niveau historique ; le coton n'en est pas plus loin, tout comme la bauxite et le manganèse. Il y a quelques semaines, les producteurs de minerai de fer (Mauritanie notamment) ont dû accepter une baisse de 11 % de leurs prix 1993, ce qui est assez logique au vu de l'état de la sidérurgie mondiale. Dans ce panorama déprimé, seuls émergent le thé et le cuivre, le fermeté des cours de ce dernier étant en partie liée aux problèmes de production rencontrés en Zambie et au Zaïre : à 150 000 tonnes en 1992, on est bien loin en effet des niveaux de production qui firent du Zaïre l'un des premiers producteurs mondiaux (plus de 500 000 tonnes encore en 1987). Quant aux petits métaux et autres produits stratégiques de l'Afrique australe, du cobalt aux diamants, ils subissent de plein fouet le dumping des stocks stratégiques russes et même occidentaux. Globalement, le FMI estime qu'en 1991-1992 les termes de l'échange se sont, pour l'Afrique, détériorés de 12 % (6,2 % en 1991 et 6 % en 1992).

Cela est intervenu à un moment où un peu partout en Afrique des structures politiques souvent encore directement héritées de la décolonisation et confrontées à des impasses en matière de gestion des affaires publiques. Cela s'est traduit par des guerres (Libéria, Somalie, Angola), par des émeutes et troubles publics sans précédent (Soudan, Zaïre...), par des tentatives de démocratisation par le biais de « conférences nationales » plutôt médiocres, par quelques essais de transition démocratique même au travers d'un recours au multipartisme plus ou moins réussi. Dans l'ordre économique, cette situation a engendré l'incertitude et le repli sur soi, a pratiquement gelé tout investissement étranger (un peu plus de

1 milliard de dollars en 1992, mais pour toute l'Afrique subsaharienne, a considérablement réduit la marge de manœuvre des États.

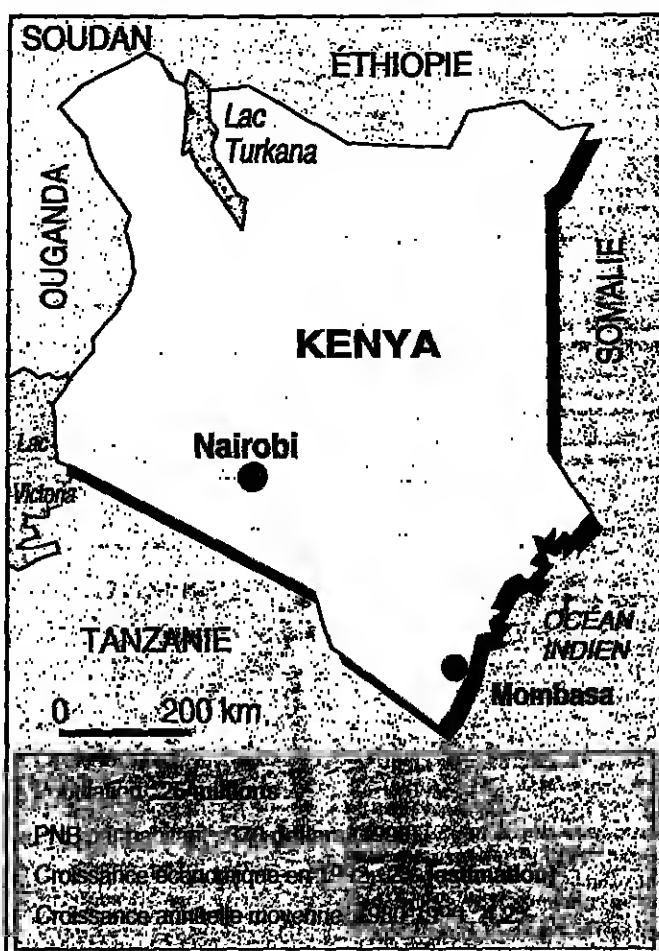
Ajoutons à cela les effets désastreux de la sécheresse qui a affecté l'Afrique australe et de l'Est, et l'on comprendra que l'Afrique ait encore été, en 1991-1992, la zone du monde dont la situation économique est la plus difficile : à la fin de 1992, elle a le ratio d'endettement sur exportations le plus élevé (353 % contre 178 % pour la moyenne des pays en développement) ; si par contre son ratio de service de la dette (19 %) est plus faible qu'en Amérique latine (30 %), c'est pour l'essentiel que ses créanciers, à 90 % publics, ont accordé aux pays africains des mesures de restructuration de leur dette plus adaptées aux possibilités réelles de leurs économies. Mais rappelons seulement qu'en 1992, le PNB de l'ensemble de la zone aurait été de 168 milliards de dollars ; l'ensemble de la dette s'élevait à 183 milliards de dollars.

Pourquoi alors faire preuve d'un peu plus d'optimisme pour 1993 ? On peut tout d'abord penser que la plupart des marchés des produits d'exportation africains ont touché leur plancher et l'on peut même être, pour certains, assez optimiste : un accord international devient probable pour le café et permettrait en quelques campagnes de doubler les cours mondiaux. Pour le cacao, une deuxième récolte mondiale déficitaire s'annonce, et lentement les producteurs – et au premier rang la Côte d'Ivoire – assurent une partie de la gestion de l'offre. Pour le coton, on peut espérer une reprise des marchés sur la campagne 1993-1994 qui devrait être déficitaire. Les cours du thé, du caoutchouc, de l'huile de palme, du cuivre et du cobalt devraient aussi rester assez fermes. Il n'y a que pour le pétrole que l'on doit imaginer une légère détérioration de la situation. En 1993, les termes de l'échange africains ne devraient plus se détériorer et pourraient même peut-être s'améliorer.

Cela ne sera bien sûr pas suffisant. Mais nombre de pays africains devraient aussi commencer à percevoir les premiers effets de leurs efforts réalisés en matière d'ouverture politique et économique : dans le cadre des programmes d'ajustements structurels, démocratisation et libéralisation des économies portent enfin leurs fruits dans des pays aussi divers que le Ghana ou le Zimbabwe. Pour nombre d'autres, ce chemin paraît encore assez long, mais il y a au moins à peu près partout identité de diagnostic et de remèdes.

L'image de la Somalie ou du Zaïre ne doit pas occulter la vision d'une Afrique qui, pour la première fois depuis longtemps, accepte de s'attaquer à ses véritables problèmes et qui, pour cela, doit pouvoir continuer à bénéficier de l'aide internationale.

Philippe Chafmin
conseiller économique
de la SFAC



PAYS • Le Kenya

Lendemain d'élections

EN décembre 1992, le Kenya a connu ses premières élections multipartites depuis vingt-six ans. Malgré des accusations de fraude, le gouvernement du président arap Moi l'a emporté sur une opposition divisée qui aurait dû pourtant profiter de la situation économique difficile du pays.

Depuis plusieurs années, le Kenya – autrefois modèle de développement de l'Afrique anglophone – conjuguait difficultés internes et externes : en 1991 et en 1992, la croissance de son PNB a probablement été inférieure à 2 %, ce qui correspond, en réalité, à une baisse du revenu réel par habitant de 1,3 % à 1,8 %.

C'est le secteur agricole (80 % de la main-d'œuvre, 24 % du PNB) qui a été le plus affecté par la crise. La sécheresse a frappé le Kenya comme toute l'Afrique australe, mais ici la collecte et la distribution ont été particulièrement mal gérées : certaines régions continuant à exporter du maïs et du lait alors que dans d'autres apparaissait la pénurie.

Le Kenya a dû importer du maïs et se trouve aujourd'hui dépendant de l'aide alimentaire d'autant que, dans le Nord, il lui faut faire face à un afflux de réfugiés en provenance de Somalie.

L'agriculture représente la plus grosse part des recettes à l'exportation du pays (43 % pour les seuls thé et café). Ces productions ont souffert de la sécheresse, de la désorganisation des systèmes publics de collecte (les Boords qui organisaient des ventes aux enchères) et, pour le café, de la

baisse des prix mondiaux : en 1991, le Kenya n'a produit que 85 000 tonnes de café contre 120 000 encore en 1990. Les résultats demeurent meilleurs pour le thé qui est la grande réussite de l'agriculture kenyanne : de 90 000 tonnes en 1980, la production est passée à 203 000 tonnes en 1991. Sur les neuf premiers mois de 1992, on enregistre une baisse de 12 % qui est compensée par l'amélioration sensible des cours mondiaux. En octobre, le gouvernement a autorisé les premières ventes aux enchères directement en dollars, mais celles-ci ont eu peu de succès étant donnée la pénurie de devises dont souffre le pays.

Moyennement endetté à l'aune de l'Afrique (la dette pèse 90 % du PNB et son service représente 34 % des exportations), le Kenya est pourtant fortement dépendant de l'aide internationale (21 % de son budget). Or depuis novembre 1991, un tiers de cette aide a été gelée et, malgré un accord avec le FMI intervenu en avril 1992, n'a pour l'instant pas repris. Les pays créanciers reprochaient au gouvernement kenyan son manque de démocratie, sa corruption, son inefficacité à gérer tant les problèmes politiques que ceux économiques. La tenue d'élections, même critiques, la présentation d'un budget dont le déficit serait limité à 2 % du PNB (avec l'introduction de la TVA) pourraient modifier l'attitude des pays riches. Mais, pour le nouveau gouvernement – qui n'a guère changé – la voie reste étroite.

SECTEUR • L'habillement

La France résiste

1991 avait été l'année morose. 1992 a été difficile pour l'industrie de l'habillement, comme pour beaucoup d'autres. « Mais pas plus que pour les autres », nuance un professionnel. Après un premier semestre en retrait, les États-Unis ont recouvré un meilleur moral ; l'année s'y achève de façon équilibrée, masquant de fortes divergences, selon les formes de commerce. En Grande-Bretagne, dans l'attente d'une hypothétique reprise, les achats d'habillement ont continué à fléchir : - 5 % pour les sept premiers mois de l'an dernier, après - 6 % en 1991. L'Allemagne dont la consommation globale s'était envolée en 1990 et 1991, a vu ses achats de prêt-à-porter reculer de 3 % au premier semestre de l'an dernier. En Italie, enfin, selon les études du Centre textile de conjoncture et d'observation économique, « la petite reprise enregistrée en prêt-à-porter au deuxième semestre, s'est faite au détriment de la chemiserie-bonneterie ».

Dans la tourmente, la confection française a tiré son épingle du jeu. Dans l'habillement féminin, l'excédent de la balance commerciale (1,1 milliard de francs) a augmenté de 6,3 %, grâce à des exportations record (11,8 milliards). Traditionnellement moins brillantes, les ventes à l'étranger du vêtement masculin ont progressé de 3 %, ce qui n'a cependant pas suffi à éviter une nouvelle dégradation de sa balance commerciale.

« Il faut en finir avec le pessimisme, en conclut un responsable. Dans une conjoncture difficile, la compétitivité du secteur s'est améliorée ». Même faiblement, les chiffres d'affaires ont d'ailleurs progressé : 24,7 milliards de francs pour le vêtement féminin (+ 1,4 %) ; 25,4 milliards pour l'habillement masculin (+ 1,2 %), quand les prix se faisaient d'une sagesse exemplaire (+ 1 % environ).

L'inquiétant est donc ailleurs. Dans le désintérêt croissant des Français – et des Françaises – pour les dépenses vestimentaires. « Une tendance lourde », se désole Gérard Roudine, délégué général

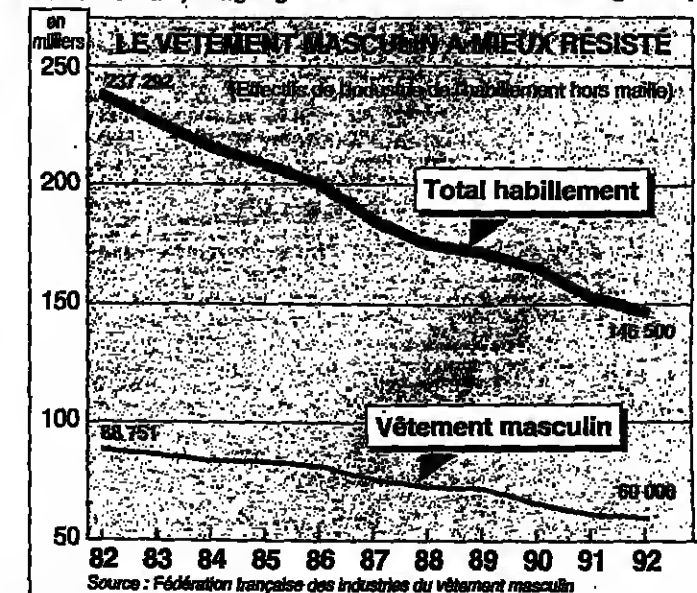
de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, en relevant la diminution en valeur relative des achats de vêtements dans le budget des ménages. La consommation s'effrite.

L'an dernier, celle du prêt-à-porter féminin a stagné (+ 0,1 % en francs courants, mais - 0,9 % en francs constants) ; celle des vêtements masculins a baissé (- 1,5 % et - 2,8 %). L'acheteur s'est fait plus attentif au rapport qualité-prix, arbitrant au détriment de l'industrie de luxe, priviliégiant les soldes – l'engouement du public pour les rabais de fin d'année a étonné jusqu'aux professionnels.

« Cette attitude nouvelle du public, cette recherche du meilleur rapport qualité-prix, pèse sur l'évolution de la distribution, constate Gérard Roudine. Elle incite les clients à se tourner vers des chaînes spécialisées – franchises ou succursales – où se pratiquent, peut-être, des marges inférieures. Ou bien encore vers les grands magasins où la vente par correspondance... » Le commerce de détail indépendant, qui représentait 60 % des ventes il y a 3 ans, n'en pesait plus que 47 % l'an dernier (- 4,4 %). L'évolution est la même pour le vêtement masculin, les magasins multimarques ne représentant plus 43 % du marché (- 2,9 %) quand les franchises et succursales en totalisent plus du quart (+ 7,8 %).

La bonne résistance des sociétés françaises de confection, leur capacité d'adaptation, ne doivent pourtant pas faire illusion : rien ne semble pouvoir arrêter l'exorable montée en puissance des pays à bas coût de main-d'œuvre. Une montée en puissance qui voit, par exemple, les importations chinoises de prêt-à-porter féminin croître de 40,3 % en 1992 quand celles en provenance d'Italie, à la créativité pourtant mondialement reconnue, stagnent (+ 0,1 %). L'emploi, en France comme dans les autres pays développés, paie un lourd tribut. En dix ans, les effectifs salariés de l'industrie de l'habillement ont été divisés par deux.

Pierre-Angel Gay



Source : Fédération française des industries du vêtement masculin.

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.

محذمان الشبل